

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12429 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

- DIMANCHE 13-LUNDI 14 JANVIER 1985

## Nouvelle-Calédonie : la rupture

La mort du dirigeant indépendantiste Eloi Machoro peut compromettre toute solution négociée

De notre envoyé spécial

Nouméa. — Cette fois, une page est définitivement tournée : cinq jours après l'électrochoc « en douceur » des propositions faites par M. Pisan, les deux camps ont vécu, par une hallucinante combinaison de hasards, un choc psychologique dont les conséquences apparaissent encore imprévisibles. La nuit d'annonces de Nouméa et la mort de M. Eloi Machoro peuvent susciter des troubles sanglants, mais peuvent aussi, paradoxalement, en ayant « assaini » une situation bloquée, accélérer et faciliter le déroulement du « processus Pisan ».

« Cet assassinat constitue une situation nouvelle dans la lutte du peuple kanak pour son indépendance (...). S'il a eu lieu dans des conditions encore troubles, il n'en manifeste pas moins la violence du colonialisme, qui n'hésite pas à tirer sur les Kanaks, d'autant plus qu'il y a eu collusion manifeste entre les colons et les forces de l'ordre », a

expliqué le FLNKS dans un communiqué publié samedi 12 janvier en début d'après-midi.

Les indépendantistes ajoutent : « Cet acte barbare met fin à toutes les propositions Pisan et nous ramène au point de départ (...). Désormais (...) le FLNKS exige la restitution pure et simple de la souveraineté du peuple kanak sur son pays. » En conclusion, le FLNKS demande « de renforcer la sécurité de la région » et, à ses militants, « de n'entreprendre aucune action jusqu'à la fin de l'enterrement de ses frères de lutte, de rester activement mobilisés jusqu'à l'indépendance de Kanaky ».

En dépit de sa sécheresse et de sa dureté, ce texte élaboré sous le coup de l'émotion par les indépendantistes, dans le petit bureau de bois des faubourgs de Nouméa où bat depuis six semaines le cœur de l'insurrection, ne remet pas forcément en question le processus Pisan dans son ensemble.

Le FLNKS n'a jamais exigé autre chose que la « restitution

pure et simple » de la « souveraineté du peuple Kanak sur son pays ». Il ne formule aucune exigence nouvelle, notamment pour le calendrier. Si la dureté du ton est compréhensible, dans le fond, et dans l'attente d'autres débats, rien ne semble modifié.

L'occupation de Thio constituait, sur le chemin des négociations que voulait emprunter M. Jean-Marie Tjibaou, un obstacle insurmontable. On peut s'interroger sur les raisons qui ont poussé Machoro, quelques heures avant un congrès extraordinaire du FLNKS, finalement annulé en raison des événements, à investir avec ses militants une ferme située bien en dehors de son sanctuaire de Thio, contrevenant ainsi à un accord — au moins tacite — qu'il avait passé avec M. Tjibaou. Eloi Machoro a-t-il voulu ainsi faire capoter un congrès au cours duquel, selon toutes indications, la « ligne Tjibaou », favorable aux négociations, semblait devoir l'emporter ?

M. Tjibaou, dans les jours à venir, va devoir jouer un jeu bien

délicat. Si après les obsèques de l'ancien secrétaire général de l'Union calédonienne (1) il entreprend un processus de négociations, il risque de se couper d'une partie de sa base, surtout dans la jeunesse des tribus, pour laquelle Eloi Machoro constituait un symbole. Rien n'indique qu'il puisse renouveler son exploit de Hienghène : il avait alors maintenu le mot d'ordre de lever les barrières après que deux de ses frères et huit autres Mélanésiens eurent trouvé la mort dans une embuscade. Mais si M. Tjibaou, cédant à sa base et faisant violence à sa nature profonde, rompt avec le délégué du gouvernement, il entraîne à coup sûr la Calédonie dans un bain de sang.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Lire la suite page 8.)

(1) Poste décidément périlleux : le prédécesseur d'Eloi Machoro, un Européen, Pierre Declercq, avait été assassiné en septembre 1981. L'auteur du crime n'a jamais été identifié.

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

Sciences, médecine, formes et idées nouvelles

Les banques à l'heure de l'informatique

ÉTATS-UNIS

Terroristes BCBG

(Page 6)

AFRIQUE

L'Église maîtresse et servante

(Page 7)

RADICAUX DE GAUCHE

Trois ambitions pour le centre gauche

(Page 10)

THÉÂTRE

« Richard III »

par Georges Lavaudant

(Page 13)

## Brésil : l'adieu aux généraux

Un régime usé prend sa retraite

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Les militaires s'en vont. Le scrutin du 15 janvier va consacrer leur départ, après vingt et un ans d'exercice du pouvoir. Mais comme la relève n'aura lieu que dans deux mois, les Brésiliens se gardent bien de réjouissances prématurées. Il faudra attendre quelque temps pour trouver dans la presse un bilan du régime qui finit, et dont le dernier représentant, le général Figueiredo, est miné depuis longtemps par des soucis de santé.

Depuis le coup d'Etat du 31 mars 1964, cinq généraux se sont succédé à la présidence. Leur règne a été l'un des plus longs de la région. Il a eu cette particularité de s'être jamais reposé sur un chef, un *caudillo*, et de n'avoir jamais scoté d'idéologie totalitaire. Ce fut même, en son temps, une nouveauté que cette dictature par rotation, où chaque général à quatre étoiles recevait son mandat comme une mission, sachant qu'il devrait laisser la place, le jour venu, à un autre général désigné par ses pairs.

Le système, depuis, a fait école, en Uruguay, puis en Argentine.

M. FRANÇOIS DALLE  
invité du « Grand Jury  
RTL-le Monde »

M. François Dalle, président du comité stratégique de l'Oréal, ancien président-directeur général de ce groupe de cosmétiques, sera l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 13 janvier, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. François Dalle, auteur de plusieurs ouvrages sur la réforme de l'entreprise, a été chargé, en 1984 par M. François Mitterrand, d'être un ami personnel, d'un rapport sur l'industrie automobile.

M. Dalle répondra aux questions d'André Passeron et de Bruno Deschamps, du Monde, de Jean-Yves Hollinger et de Christian Menanteau, de RTL, le débat étant dirigé par Rie Vanier.

FREDERIC FILLOUX.

(Lire la suite page 8.)

## État d'urgence

De notre correspondant

Nouméa. — Dans la chaleur de ce samedi après-midi 12 janvier, un hélicoptère de la gendarmerie vient d'apparaître sous le ciel plombé. Effectuant des cercles concentriques au-dessus des divers points où des groupes de manifestants anti-indépendantistes affrontent encore les gendarmes mobiles et les CRS. Cet appareil jette sur Nouméa des paquets de tracts rappelant l'insurrection de l'état d'urgence et ses modalités : interdiction de toute manifestation, des rassemblements, réunions, ou tout attroupement de plus de cinq personnes, interdiction de circuler entre 19 heures et 6 heures, interdiction de détenir et de porter des armes, et interdiction de quelconques appels à manifester. Cette décision, prise par M. Edgard Pisan, de mettre en œuvre des moyens exceptionnels de police, est la conséquence des violentes manifestations de la nuit de vendredi à samedi, qui fut la plus longue et la plus violente qu'il ait jamais connues Nouméa.

C'est samedi, vers 9 h 30, à l'heure où, dans son bureau de l'avenue de la République, le délégué du gouvernement signait les arrêtés proclamant l'état d'urgence, que la nouvelle de la mort d'Eloi Machoro a couru les rues de la ville, provoquant ici et là parmi les Européens, une exclé-

mation d'approbation, quand ce n'était pas de réelles manifestations de joie.

Pour le chef de guerre indépendantiste aussi, cette nuit du 11 janvier a été la plus longue mais elle a été la dernière. A l'origine de ce nouveau drame, on trouve, comme à l'origine des manifestations de Nouméa, le coup de feu meurtrier qui a coûté la vie, vendredi vers midi, à un jeune Caldoche de dix-sept ans, Yves Tual, sur la propriété de son père à Bouloupari.

Vers 16 heures, alors que d'importantes forces de l'ordre déployées sur place étaient mobilisées pour effectuer des recherches — et aussi pour s'interposer entre les Européens venus des environs et de Nouméa et les Mélanésiens de la tribu de Nassirah, — M. André Lapellerie, un exploitant agricole de La Foa, à 37 kilomètres de là, se jugeant menacé par des Mélanésiens, avait demandé la protection de la gendarmerie. Celle-ci avait envoyé un hélicoptère en mission de reconnaissance au-dessus de la région de La Foa. Rien n'avait été repéré aux abords de la ferme Lapellerie. En revanche, à 6 kilomètres de là, les gendarmes localisaient un groupe de Mélanésiens armés se trouvant près d'un bâtiment dépendant d'une ferme dite La Bachelière.



هكذا من الأصل

## Dates

### RENDEZ-VOUS

**Lundi 14 janvier.** — Bruxelles : Réunion des ministres de l'Agriculture de la CEE.  
Strasbourg : Session du Parlement européen.  
Washington : Le président Reagan reçoit le premier ministre belge, M. Martens.

**Mardi 15 janvier.** — Paris : Réunion du club de Paris sur la dette argentine.  
Brésil : Election du président de la République.  
Mexique : Visite du ministre canadien des relations extérieures. Visite en France du premier ministre de Yougoslavie, M. Planinc.

**Jeudi 17 janvier.** — ONU (New-York) : Rencontre des dirigeants des deux communautés chypriotes.

**Vendredi 18 janvier.** — Bonn : Sommet anglo-allemand.

**Samedi 19 janvier.** — Québec : Congrès du Parti québécois.

### SPORTS

**Dimanche 13 janvier.** — Judo : Tournoi de Paris.  
Football : Coupe de France.  
Tennis : Fin du tournoi des maîtres à New-York.

**Jeudi 17 janvier.** — Ski nordique : Championnats du monde à Seefeld (Autriche) (jusqu'au 27).

**Vendredi 18 janvier.** — Athlétisme : Jeux mondiaux an P.O. Paris-Bercy (jusqu'au 20).

**Samedi 19 janvier.** — Rugby : Tournoi des Cinq Nations : France-Pays-de-Galles et Irlande-Angleterre.  
Football : Championnat de France (vingt-deuxième journée).

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75247 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 65072 F  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Laurens,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)

Durée de la société :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
500.000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
— Les Rédacteurs du Monde —  
MM. André Laurens, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction :  
Thomas Ferracci

Imprimerie  
du Monde  
5, rue des Italiens  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications : N° 57 437  
ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE : 341 F 605 F 859 F 1 080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE :  
661 F 1 245 F 1 819 F 2 340 F

ÉTRANGER (par messagerie) :  
1. — BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS :  
381 F 685 F 979 F 1 240 F

2. — SUISSE, TUNISIE :  
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine ou deux avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réaliser tous les numéros en espèces d'impression.

### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 35 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 1,10 \$ ; Grèce, 65 p. ; Italie, 75 l. ; Irlande, 85 p. ; Japon, 2 000 Y. ; Liban, 475 P. ; Libye, 6,500 DA ; Luxembourg, 36 F. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 3 fr. ; Thaïlande, 1,70 baht ; Yougoslavie, 110 nd.

## IL Y A CINQUANTE ANS, LE PLÉBISCITE DE SARREBRUCK

# La Sarre dit « oui » à Hitler

13 janvier 1935 ! Qui donc se souvient de cette date ? Et pourtant elle est capitale pour comprendre la terrifiante expansion de l'Allemagne hitlérienne. Le territoire de la Sarre avait été détaché en 1919 du Reich et devait, au bout de quinze ans, décider de son sort par un plébiscite (ce terme n'avait pas encore l'acception péjorative que lui imprimera la pratique hitlérienne). Résultat : 477 119 parmi les votants (90,7 %) se prononcèrent pour le retour au Reich, 2 124 (0,4 %) pour l'union à la France, 46 613 (8,9 %) pour le statu quo.

Victoire écrasante pour l'Allemagne nazie et, en quelque sorte, « propre », acquise dans le plus grand calme et sous le contrôle de la SDN. La propagande du Reich hitlérien avait été, certes, torrentielle, mais c'était conforme à la règle du jeu. Ses forces d'infiltration étaient présentes, mais maîtrisées, non étalées.

Ce triomphe allait répandre chez beaucoup d'Occidentaux une double conviction : d'abord que Hitler avait l'appui massif des Allemands, de ceux du Reich comme de ceux que les traités de 1919 en avaient détachés ou n'avaient pas permis de s'y joindre, et ensuite que la volonté des Allemands de se constituer en grand Reich était irrésistible, conforme au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et donc susceptible, si elle était rencontrée à temps, de servir la paix. Ce qui avait si bien réussi avec les Sarrois ne montrait-il pas la voie à suivre avec les habitants de l'Autriche, des Sudètes, de Danzig, de Memel ?

Hitler s'empresse d'ailleurs, ce même 13 janvier, de proclamer qu'il n'a plus de revendication territoriale à l'endroit de la France et qu'il mettra de la bonne grâce à régler financièrement le rachat des mines de la Sarre. Alors, pourquoi ne pas tenir pour faste un événement dont la réalité pleinement néfaste restait dissimulée ?

Mais comment donc expliquer une adhésion apparemment si massive et enthousiaste ? Les Sarrois avaient-ils connu de graves crises matérielles et morales, exprimées de violentes passions nationalistes ? Nullement ! Cette population surtout ouvrière, catholique à 72 %, était des plus placides. Aux élections du Landestat (conseil régional) du 23 mars 1932, le Parti national-socialiste atteignait à peine 6,7 % des voix, alors qu'il dépassait les 37 % dans l'ensemble du Reich.

### Un « émirat » minier

Mais d'où avait surgi cette entité intitulée territoire de la Sarre, à laquelle on ne connaissait pas de passé historique en 1919 ? C'était avant tout un bassin minier, susceptible de satisfaire un tiers des besoins français en charbon, et surtout de pourvoir en coke la sidérurgie lorraine. A cela s'ajoutaient quelques vagues reminiscences du passé chez certains groupes de pression, qui raisonnaient un peu à la manière des Chambres de réunion de Louis XIV : Sarrelouis avait été bâti comme forteresse par Vauban et avait comme plus illustre enfant le maréchal Ney ; Sarrebruck avait été cédé à la France, pour tant délaissé, au premier traité de Paris en 1814 ; plusieurs territoires avaient appartenu à l'ancien duché de Lorraine. Bref, une partie des Sarrois devaient être restés Français de cœur ! Ces arguments n'étaient de nature à convaincre ni Lloyd George, ni Wilson, ni d'ailleurs le gros de l'opinion française.

En fait, quelles qu'aient été les influences culturelles françaises du passé, l'actuel Saarland avait été en

1815 attribué, pour l'essentiel, comme toute la Rhénanie, à cette puissance jusque-là si étrangère à la région qu'était la Prusse, avec, toutefois, deux arrondissements dépendant du Palatinat bavarois.

Il fut, à l'extrême ouest de l'Allemagne, le champ d'expérimentation d'un prussianisme intégral et même intégriste, sous l'auspice duquel se développa une industrialisation prise en charge par l'administration prussienne des mines et surtout par un magnat de l'acier, le baron von Stumm. Celui-ci proclamait qu'une usine devait être commandée à l'instar d'une armée. Il décidait souverainement si et comment chacun de ses sujets pouvait travailler, se loger, se marier. Il avait imposé sa propre

sion, Victor Raut, nul ne conteste plus que le régime nouveau n'ait été largement profitable à la Sarre. Les salaires payés par la régie des mines étaient élevés. Une industrie de transformation prenait son essor dans un pays qui semblait exclusivement voué au charbon et à l'acier.

Les terribles crises monétaires et économiques qui bouleversèrent et finalement détruisirent la République de Weimar n'atteignirent que de manière atténuée la Sarre. Les comités, les affrontements entre milices armées, les soulèvements et les brutales répressions qui ensanglantèrent Berlin, Munich, la Ruhr ou la Saxe, ne débordèrent à aucun moment sur la Sarre, qui n'a aucun martyr à présenter ni de la cause

La situation n'était pas mauvaise en Sarre ? Mais elle l'était chez les frères d'Allemagne, et plutôt avoir fait parmi les siens que se goberger séparés d'eux ! Aussi, dès 1930, les divers partis sarrois s'étaient organisés en un *Einheitsfront* (Front uni) sous la présidence de l'industriel Röschling pour préparer le retour à la mère patrie. Or la grande astuce de Hitler fut non pas de développer ouvertement les organisations nationalistes, mais d'inviter les partis « nationaux », y compris le parti nazi, à se fonder dans ce qui, toujours sous la présidence de Röschling, devint le *Deutscher Front* (Front allemand) en juillet 1933.

La réussite de l'opération dépendait de l'attitude des catholiques.

capitalisme international. Sa volonté de redressement national, surtout face à la France, était assainie à une lutte anti-impérialiste. Ainsi, le 15 janvier 1933, quand Hitler était déjà virtuellement au pouvoir, Maurice Thorez tenait à Berlin un discours célèbre, où il dénonçait « le joug exécrable sous lequel la France écrase le peuple allemand » et où il se prononçait « pour l'évacuation immédiate de la Sarre, pour la libre disposition du peuple d'Alsace-Lorraine, jusques et y compris la séparation d'avec la France, pour le droit à tous les peuples de langue allemande de s'unir librement ».

Est-il étonnant que les braves mineurs et métallurgistes communistes, si longtemps dressés contre l'asservissement imposé par la France, contre les noirs desseins de Wendel et du Comité des Fines, aient été désemparés par les consignes nouvelles et tardives que leur donnait le parti ? Il nous a été raconté que, le soir même du 13 janvier, une réunion du parti se tenait à Dudweiler, cité minière à majorité communiste, et que, à l'annonce du résultat du plébiscite, les assistants entonnèrent spontanément l'hymne allemand.

### Apaiser le Führer !

Mais que penser en tout cela de l'attitude des démocrates occidentaux ? Ne leur reprochons pas de n'avoir pas prévu l'imprévisible, de n'avoir pas discerné ce qui restait mal discernable. Ne parlons pas de capitulation pour ce qui, sur le coup, ne pouvait apparaître comme tel, mais comme la stricte application d'un engagement international.

Il reste que de courageux démocrates s'opposèrent en Sarre sans soutien extérieur à une tyrannie dont les moyens d'action étaient colossaux et les dispositions criminelles patentées. Ceux qui partageaient les aspirations de Braun et de Hoffmann auraient pu manifester une solidarité active à leur endroit. Les gouvernements occidentaux auraient pu renforcer les moyens d'action des antinazis. En effet, les propagandistes du *statu quo* ne voulaient pas non plus apparaître comme des séparatistes, ils demandaient que le retour de la Sarre à l'Allemagne soit lié au retour de l'Allemagne à la liberté.

Ils espéraient qu'une décision de la SDN prévoirait une révision possible du *statu quo*, un plébiscite ultérieur éventuel. Le 4 décembre 1934, les représentants français, soviétiques et tchécoslovaques firent à Genève une déclaration en ce sens, mais la Grande-Bretagne ne voulut rien promettre de tel.

D'autres engagements auraient pu conférer plus d'attraits à la perspective du *statu quo* : la propriété des mines attribuée exclusivement à la Sarre, un pouvoir pleinement législatif confié au Landestat. Mais, visiblement, le monde occidental était résigné, et plus que résigné à un dénouement qui, croyait-on, ne pouvait qu'apaiser Hitler.

Apaiser, *Apasement*, le mot n'était pas encore lancé, mais l'idée prenait corps.

En 1945, s'ouvrait un nouveau chapitre sarrois. Une deuxième consultation populaire (plus question de « plébiscite ») ramènera le 23 octobre 1955 la Sarre à la République fédérale, où elle subsistait comme Land distinct. Tout cela, heureusement, dans un contexte fort différent, où l'unité nationale allemande a perdu son aspect sacré et où la solidarité européenne constitue, à tout le moins, un souci, sinon une pleine réalité.

GEORGES GORIERY.



ROUL.

loi anti-socialiste : aucun emploi possible pour l'ouvrier chez qui aurait été simplement trouvé un journal d'inspiration socialiste ou syndicale ! Aussi le célèbre pasteur social-chrétien Naumann avait-il comparé le pouvoir de Stumm à celui d'un émir arabe et appelé toute la région *Saarabien* (Sar[r]abie !)

### Placides et bien lotis

Or le compromis qui sortit des après débats de Versailles allait bouleverser le visage social et politique de la région. Il prévoyait certes de substantiels avantages économiques pour la France : libre exploitation des mines de la Sarre et, implicitement, possibilité d'intégrer la Sarre à l'espace douanier et monétaire français. Mais il limitait les prétentions politiques de la France puisque l'essentiel du pouvoir était confié à une commission gouvernementale de cinq membres dont un Français et un Sarrois, désignée par le Conseil de la SDN, avec un *Landestat* de trente membres, un pouvoir, il est vrai, par trop limité. Surtout les Sarrois devaient eux-mêmes décider de leur destin au bout de quinze ans, et nous savons ce que sera leur choix.

Aucune atteinte n'était pourtant portée au caractère intégralement allemand de leur culture. Les catholiques étaient libérés d'une mainmise politique, économique et administrative luthérienne, et le *Zentrum* (le parti catholique), qui recueillait plus de 40 % des voix, pouvait développer ses multiples activités et organisations. Plus d'étouffement non plus de toute action ouvrière. A défaut d'implantation social-démocrate, ce sont surtout les communistes qui occupent ce terrain-là et atteignent jusqu'à 23,1 % des suffrages (M. Erieh Honecker, président de la RDA, est un produit typique du communisme sarrois).

Quelques discutables qu'aient été les aspirations françaises et peut-être malvenu le patriotisme trop affirmé (au moins jusqu'en 1923) du président français de la Commis-

sion nationale. On peut même dire que la seule région d'Allemagne où semblaient s'être implantés les principes de la Constitution de Weimar, c'était la Sarre.

Mais alors comment une population si peu passionnée et plutôt bien lotie a-t-elle pu se rallier à la plus sinistre frénésie de notre siècle ? C'est qu'en décrivant le phénomène nazi, on en néglige un aspect essentiel : l'existence de deux langages, un émotif, celui qui exprimait les aspirations véritables de Hitler et un érotique, celui qui était destiné à soulever les foules. C'est l'érotisme qui est aujourd'hui plus couramment évoqué : sélection raciale, conquête zoologique de l'espace vital, extermination du judaïsme, *Führerprinzip* ! Or on est surpris lorsqu'on analyse les discours qui hypnotisaient les foules de ne rien trouver de tout cela.

Ce que Hitler exprime avec une fureur qui lui est propre, ce sont les idées couramment admises, même par les tenants de l'ordre républicain, et qui comprennent notamment la lutte contre les méfaits de Versailles, le retour à la mère patrie de tous ses membres détachés, la paix bien sûr (personne plus que Hitler ne s'en est réclamé) mais dans la dignité, l'égalité des droits, l'autodétermination des peuples.

### Sus au séparatisme !

Les partis sarrois n'étaient, jusqu'en 1933, que des sections des partis du Reich et ils ne devaient pas apparaître comme séparatistes, car le séparatisme, surtout s'il avait le soutien de la France, relevait de la haute trahison dans une Allemagne qui réagissait contre ses divisions passées. Il se trouvait des terroristes d'extrême droite qui, au nom d'une nouvelle Sainte Vierge faisaient prompt justice. Tel avait été le sort réservé à une vingtaine de séparatistes du Palatinat morts en 1924 dans leur local, volontairement incendié, en présence d'une foule complice, et cela, à Pirmasens, près de la frontière de la Sarre.

Ceux-ci n'ignoraient pas le cas que Hitler faisait des engagements auxquels il avait souscrit par le concordat du 30 juillet 1933 à l'endroit des organisations sociales, scolaires, de jeunesse catholiques. Une poignée d'entre eux, animés par Johannes Hoffmann, refusa de se plier au jeu de Berlin, créa même une organisation dissidente, le *Volksbund* (Ligue du peuple). Mais la hiérarchie conduite par l'évêque de Trèves, Mgr Bornemann, présente avec une singulière insistance la fidélité à la patrie comme un devoir capital pour tout chrétien. Ce n'est ni la première ni la dernière fois que l'Eglise allemande a cru, de cette manière, sauver l'essentiel, faire reconnaître son caractère national.

### Le « joug exécrable »

Certes, il se trouva des Sarrois, principalement le dirigeant socialiste Max Braun, et surtout des Allemands réfugiés, pour estimer que la liberté des hommes l'emportait sur l'unité de la patrie, et qu'il fallait préserver cette liberté dans ce lambeau d'Allemagne, même si celui-ci avait été arbitrairement arraché au Reich, ce qui voulait dire, dans l'immédiat, maintien du *statu quo*. Ils s'exprimaient non sans vigueur et talent dans le *Volksstimm* et dans le journal des réfugiés, la *Deutsche Freiheit*.

Ce n'est que le 4 juillet 1934 que les communistes se joignirent aux socialistes pour constituer le *Freiheitsfront* (Front de la liberté). Ainsi durent-ils attendre un an et demi après l'avènement de Hitler pour effectuer leur grand tournant, pour abandonner leur ultra-gauchisme aberrant, pour tendre la main à ces sociaux-démocrates dénoncés peu auparavant comme les vrais fascistes.

Cet ultra-gauchisme s'était accompagné d'un nationalisme qui parfois renchérisait sur celui des nazis. En effet, selon le Komintern, le traité de Versailles avait réduit l'Allemagne à l'état de colonie du

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

**FRANÇOIS DALLE**

animé par **Elie VANNIER**  
André PASSERON  
et Bruno DETHOMAS (Le Monde)  
Christian MENANTEAU  
et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

**en direct sur**

**RTL**

dimanche 18 h 15



# Étranger

## LA VISITE DE M. MCFARLANE A PARIS

### Paris est satisfait des explications américaines sur « l'initiative de défense stratégique »

Sitôt terminé le marathon de Genève, l'entourage de M. Shultz s'est dispersé vers quatre coins de l'Europe pour « briser » les allées sur le sens profond de l'accord conclu avec M. Gromyko. C'était, vendredi 11 janvier, la tour de la France, qui a reçu la visite de M. McFarlane, conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité, et aussi de M. Paul Nitze, principal assistant de M. Shultz pour cette rencontre, et qui venait de La Haye.

Le choix de M. McFarlane pour précéder la position américaine du président français — qui l'a reçu pendant une heure à l'Élysée — a fait bonne impression sur les responsables français. Cet ancien colonel des « marines » qui ressemble vaguement à M. Jean François-Poncet elle la rigueur militaire et la souplesse diplomatique. Tant devant ses hôtes que devant la presse, il a présenté sous un jour nuancé et positif — pour la France — l'initiative de défense stratégique (IDS) de son président, non sans rendre hommage — en français — aux questions « perspectives et pénétrantes » de M. Mitterrand à ce sujet.

Des exemples de ces bonnes dispositions : l'Amérique continue de « soutenir fortement l'importante contribution que la force nucléaire française apporte à la dissuasion ». Elle est convaincue que cette contribution « restera essentielle dans tout l'avenir prévisible », puisque aussi bien aucun système opérationnel de défense n'est encore disponible et que les armes nucléaires resteront importantes pour la dissuasion « jusqu'à la fin du siècle au moins ». Tout ce que demande Washington, c'est de pouvoir faire des recherches sur les armes antimissiles, puisque l'URSS non seulement a procédé mais aussi a déjà déployé des systèmes de ce type. Il n'a donc eu « aucun désaccord » entre les responsables français et lui-même sur tous ces points. Pas plus que sur la Nouvelle-Calédonie, à propos de laquelle M. McFarlane a non seulement salué « le rôle historique très positif de la France dans les

affaires du Pacifique », mais aussi espéré que ce rôle « sera maintenu d'une manière que seule la France peut déterminer ».

Ces bonnes dispositions ne sont pas contradictoires du côté français. On se réjouit à Paris non seulement de l'accord de Genève, qui annonce un « bon d'amarage » du dialogue américano-soviétique sur les armements, mais aussi du fait que M. McFarlane ait été parfaitement clair pour réaffirmer la refus de Washington de prendre en compte les forces nucléaires françaises et britanniques dans les négociations à venir, même dans leur nouvelle configuration. A propos de l'IDS, on note dans les mêmes milieux français que les critiques émises en juin 1984 par la France (le Monde du 10 janvier) portaient sur l'absence de négociation entre les Deux Grands et sur l'idée qu'un bouclier étanche allait rendre superflues les armes nucléaires et démolir le consensus laborieusement établi à propos de la dissuasion. Or sur ces deux points, note-t-on du côté français, la position américaine a évolué, puisque des négociations sont ouvertes et que le rôle des armes offensives reste considéré comme essentiel à Washington, pour fort longtemps encore.

#### La position soviétique

Si tout ne baigne pas encore dans l'huile donc, il semble que les critiques formulées encore en décembre par M. Mitterrand au sujet de l'IDS sont mises entre parenthèses pour le moment. La même attitude a été exprimée à Bonn par M. Dumas, avec tout de même un accent plus fort sur le rôle que les Européens doivent jouer dans le processus. Un communiqué publié par le ministre français et son collègue ouest-allemand, M. Genscher, affirme « la nécessité de définir une position européenne commune et de la faire valoir au cours des prochaines négociations ».

Reste à savoir comment le Politburo de Moscou envisage ces négocia-

tions. Un « diplomate américain de haut rang » parlant vendredi dans la capitale soviétique a révélé que l'attitude de M. Gromyko a « donné » sur deux points ses interlocuteurs de Genève : par l'insistance qu'il mettait sur « l'interdépendance » des diverses négociations envisagées d'une part, par son refus de s'engager immédiatement sur le date et le lieu du début de ces conversations d'autre part (selon l'agence Reuters, une proposition de les ouvrir en mars à Genève aurait été rejetée).

Or on note dans le communiqué « unanime » du Politburo publié jeudi un avertissement à peine déguisé, selon lequel « seule la stricte observation de l'accord (conclu à Genève le 8 janvier) dans toutes ses parties peut assurer un progrès réel dans les négociations ». Comme cet accord a défini, à l'insistance soviétique, parmi les objectifs des entretiens celui de « prévenir la course aux armements dans l'espace », on se demande si Moscou n'attend pas, avant d'accepter une nouvelle rencontre, de savoir ce qu'il adviendra de l'essai prévu précédemment pour mars prochain par le Pentagone d'un missile anti-satellite tiré d'un avion F-15. La Kremlin pourrait alors prétendre, si cet essai est maintenu, qu'il va à l'encontre de la formulation du 8 mai. On devrait en savoir plus à cet sujet avec l'entretien télévisé d'une heure que M. Gromyko a annoncé pour dimanche 13 janvier, à Moscou, en présence de plusieurs journalistes soviétiques.

MICHEL TATU.

## La « nouvelle politique de défense » annoncée par la Grèce ne remet pas en cause la stratégie de l'OTAN

De notre correspondant

Athènes. — Le comité gouvernemental de politique étrangère et de défense nationale vient d'approuver la « nouvelle politique de défense », qui avait été annoncée par le premier ministre, M. Andreas Papandréou, dans le courant du mois de décembre, alors que la hiérarchie des forces armées faisait l'objet de nombreuses et importantes mutations.

Plusieurs points demeurent obscurs, mais les grandes lignes de cette nouvelle politique montrent que le gouvernement socialiste grec cherche à concilier une coopération sous azimuts (1) avec les réalités politico-militaires prévalant dans le Sud de l'Europe, les Balkans et le Méditerranée orientale. Cette politique prévoit le renforcement et la modernisation des forces armées grecques.

En fait, même en tenant compte des zones d'ombre, cette politique de défense ne présente aucun changement fondamental. Certes, le gouvernement socialiste souligne que les manœuvres militaires ne se feront plus exclusivement sur le thème du « danger venant du Nord » (c'est-à-dire des pays socialistes) mais tiendront de plus en plus compte du danger potentiel existant du côté de la Turquie. Or, depuis le rétablissement de la démocratie en 1974, tous les gouvernements grecs ont tenu peu ou prou le même langage. Et, vis-à-vis de la Turquie, la politique de défense n'a pas changé depuis 1964.

Lorsque, en mars 1964, les Turcs voulurent envahir Chypre, sous le prétexte de turbulences dans l'île, la Grèce et la Turquie s'étaient trouvées au bord d'un conflit armé. Les Américains s'interposèrent et, fin 1967, la VI<sup>e</sup> flotte empêcha une nouvelle tentative d'invasion turque. Mais, en juillet 1974, les opérations Attila I et Attila II permirent aux Turcs d'occuper une partie de Chypre.

On considère, à Athènes, que c'est l'attitude, pour le moins inamicale, des dirigeants turcs qui obligea les militaires grecs à réorienter leur dispositif. D'autant que les dirigeants d'Ankara, qui ont formé l'armée de l'Egée, voient leur pays menacé non par l'URSS, mais bien par la Grèce.

L'annonce d'une nouvelle politique de défense grecque n'a pas surpris les milieux de l'OTAN. Mais la Grèce respectera les engagements découlant des traités qu'elle a signés. En constituant une seconde ligne de défense le long des îles du nord de l'Egée à la Crète, les chefs

## LA RFA A DEMANDÉ A DAMAS L'EXTRADITION D'ALOIS BRUNNER, ANCIEN CHEF DU CAMP DE DRANCY

Bonn (AFP). — L'ambassade de RFA à Damas a présenté le 19 décembre dernier une demande d'extradition du criminel nazi Alois Brunner, réfugié en Syrie, a annoncé vendredi 11 janvier à Bonn l'avocat français, M<sup>re</sup> Serge Klarsfeld.

Le parquet de Cologne avait déjà lancé en 1984, un mandat d'arrêt, resté sans effet, contre l'ancien capitaine SS qui réside depuis plus de vingt ans à Damas, sous le nom de Fischer. Le mandat d'arrêt concerne les activités criminelles de Brunner en France entre juin 1943 et août 1944.

Brunner, qui est âgé de soixante-douze ans, est accusé d'avoir organisé la déportation d'un vingtaine de milliers de juifs de France, et, en particulier, celle de plus de dix mille enfants qui se trouvaient dans des établissements juifs de la région parisienne. Arrêtés le 20 juillet 1944, ils furent parqués au dernier grand convoi de déportation de France le 31 juillet. L'ex-capitaine SS a été condamné à mort par contumace par le tribunal permanent des forces armées de Paris le 3 mai 1945.

Brunner était également chef du camp de Drancy, où il fit régner un régime de terreur. Il mena la chasse aux juifs sur la Côte d'Azur après le retrait des troupes allemandes (8 septembre 1943). Il est le dernier des lieutenants d'Eichmann à demeurer impuni. Il avait été son secrétaire à la centrale anti-juive à Vienne (Autriche) en 1938, puis le chef de cette même centrale d'où il fit déporter les juifs autrichiens. Après avoir participé à la déportation des juifs allemands, Brunner organisa celle de dizaines de milliers de juifs de Salonique (Grèce) vers Auschwitz.

MICHEL TATU.

militaires grecs renforcent la protection en profondeur de la sortie des détroits.

Ainsi, la politique de défense grecque ne saurait perturber la stratégie de l'OTAN dans les Balkans et le méditerranéen, surtout si l'ouverture de négociations sur Chypre permet la reprise d'un dialogue réaliste entre la Grèce et la Turquie.

MARC MARCEAU.

(1) Le porte-parole du gouvernement d'Athènes a annoncé, jeudi 10 janvier, que M. Papandréou participerait à la fin du mois, à New-Delhi à une rencontre entre les chefs d'Etat ou de gouvernement d'Inde, du Mexique, d'Argentine, de Tanzanie et de Suède, en vue d'une initiative en faveur du désarmement nucléaire. — (U.P.I.)

## TROIS SOLDATS AMÉRICAINS BASÉS EN RFA ONT ÉTÉ TUÉS DANS L'INCENDIE D'UNE FUSÉE PERSHING-2

Trois soldats américains ont trouvé la mort vendredi 11 janvier et sept autres ont été blessés quand le moteur d'une fusée Pershing-2, non armée a pris feu sur la base américaine de Wülfelsheim, près de Heilbronn, dans le Bade-Wurtemberg. L'accident s'est produit lors d'un exercice de routine dans une tente servant à l'entretien et à l'entretien des Pershing.

Selon les responsables américains, la fusée, qui appartenait à la 56<sup>e</sup> brigade d'artillerie de campagne américaine, n'était équipée ni d'une charge explosive nucléaire ni d'une charge conventionnelle. Aucune explosion ne s'est produite. C'est le carburant du moteur de la fusée qui a pris brusquement feu.

Deux soldats sont morts sur les lieux de l'incendie, un autre pendant son transport à l'hôpital. Le transporteur sur lequel était installée la fusée a brûlé complètement, ainsi que le premier étage de l'engin. A aucun moment il n'y aurait eu de danger pour la population civile.

Les Verts de la région ont aussitôt exigé que le gouvernement fédéral ouvre une enquête sur « la série d'accidents de Pershing » et qu'il « en tire les conséquences ». « Ces fusées doivent disparaître immédiatement. On ne peut absolument pas dire qu'elles apportent plus de sécurité », ont-ils ajouté. Cent huit fusées nucléaires de type Pershing doivent être déployées en RFA. Quarante-cinq d'entre elles ont déjà été installées dans la région de Heilbronn.

## Etats-Unis

### Le sénateur Helms part à l'assaut de la chaîne de télévision CBS

De notre correspondant

Washington. — Problème : vous n'avez pas le ton du journal télévisé de CBS. Que faire ? Jeter un marteau à la tête du présentateur ? Ne plus regarder la télévision ? Changer de chaîne ? Hurler votre rage dans les diners de la capitale ? Cela reviendrait, en réalité, à vous avouer battu, et M. Jesse Helms, sénateur républicain de la Caroline du Nord et héritier de l'extrême droite américaine, n'est pas homme à un tel renoncement.

Il a trouvé la solution : acheter CBS. C'est cher ? Très cher, en effet, bien au-delà des moyens de M. Helms en tout cas, mais rien n'est impossible à un milliardaire de la fibre entrepreneuriale. Un million de ses amis conservateurs racoront sous peu une lettre qu'il a rédigée à leur intention. Il leur explique que si chacun d'entre eux « utilisait suffisamment de ses avoirs pour acheter vingt actions seulement de CBS », tous ensemble disposeraient alors d'un « suffisamment de votes pour mettre fin définitivement au parti pris » de la chaîne et devenir « patrons de Dan Rather ».

Veste de tweed, pull-over et cravate, voix toujours égale et traits impassibles, M. Helms n'est pas seulement l'un des meilleurs journalistes américains et le présentateur vedette de CBS, il est aussi, pour les conservateurs, le symbole du « libé » (libéral), particulièrement haï en

raison de son audience, et l'idée de pouvoir lui fermer la bouche ne leur est pas désagréable.

« Il est temps, et immédiatement écrit à M. Helms le président du Comité national conservateur d'action politique, M. John Dolan, que les conservateurs fassent un effort pour regagner le contrôle des ondes sur les gens qui abaissent constamment notre pays et nos valeurs, et nous soutenons pleinement votre entreprise. » M. Dolan et son organisation mettront donc 100 000 dollars d'un coup dans la corbeille d'un investissement d'une valeur équivalente à l'impartialité des médias, créée pour l'occasion par le sénateur de la Caroline du Nord et qui a officiellement fait part de ses intentions à la commission des opérations de Bourse.

CBS a d'abord souri, mais la valeur de ses actions a commencé à monter de quelques points, et la direction de la chaîne parle maintenant d'une menace sur « l'indépendance et la liberté de la presse », et s'affirme décidée à ne pas se laisser faire. Les milieux financiers sont sceptiques sur les possibilités de succès de M. Helms, car les quelque trente millions d'actions en circulation de la compagnie sont réparties entre vingt-quatre mille porteurs, et il faudrait plus de 1 milliard de dollars pour s'assurer une majorité de son capital. 1 milliard de dollars ? Avec un peu d'enthousiasme...

BERNARD GUETTA.

## AU PROCÈS DE NEW-YORK

### L'avocat du général Sharon accuse « Time » d'« arrogance »

New-York (AFP, Reuters). — L'avocat du général Ariel Sharon, lors du procès en diffamation contre l'hebdomadaire Time, qui se tient au tribunal de New-York, touche à sa fin, a déclaré, vendredi 11 janvier, dans sa plaidoirie que le verdict du jury pèserait d'un grand poids sur la façon dont l'histoire jugera l'ancien ministre israélien de la défense. Accusant Time d'« arrogance », M. Milton Gould a déclaré aux six jurés : « Votre verdict sera essentiel pour déterminer si l'histoire présentera M. Sharon comme un grand homme, un grand soldat ou, en s'appuyant sur les spéculations mensongères et haineuses de Time, comme une espèce de monstre, un nouvel Hérode, un homme qui pourrait or-

donner le massacre de femmes et d'enfants ».

Le général Sharon, actuellement ministre de l'Industrie et du Commerce, réclame 50 millions de dollars de dommages-intérêts au magazine. Il s'estime diffamé par un article paru le 21 février 1983, suggérant qu'il avait encouragé les milices chrétiennes libanaises à perpétrer en septembre 1982 les massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila.

Un porte-parole de Time a indiqué que M. Sharon avait rejeté une offre de l'hebdomadaire de publier une déclaration exprimant son « regret », afin de tenter de régler à l'amiable la plainte en diffamation.

## Washington rappelle les conditions posées à une normalisation avec Managua

■ A WASHINGTON, M. Romberg, porte-parole du département d'Etat, a affirmé vendredi 11 janvier, au lendemain de l'investiture du président nicaraguayen Daniel Ortega, qu'il ne disposait d'« aucune indication » montrant que le gouvernement sandiniste travaillait pour normaliser les relations entre Managua et Washington. M. Ortega a affirmé jeudi que le dialogue établi avec les Etats-Unis, ces derniers mois, offrait une « magnifique opportunité d'asseoir les bases d'une négociation permettant d'améliorer » les relations entre Managua et Washington.

M. Romberg a rappelé les quatre « principes de base » conditionnant une normalisation : la réduction de l'arsenal militaire nicaraguayen, le départ des personnels militaires soviétiques et cubains, la fin du soutien nicaraguayen à la subversion dans les pays voisins et l'application des engagements pris par les sandinistes à l'égard de l'Organisation des Etats américains (OEA).

« Jusqu'ici », a affirmé M. Romberg, nous n'avons aucune indication que le gouvernement sandiniste ait fait quelque chose pour résoudre ces problèmes.

■ A MANAGUA, la hiérarchie catholique sanctionnera les quatre religieux restés membres du nouveau gouvernement constitué à l'occasion de la prise de fonctions de M. Daniel Ortega, a annoncé le président de la conférence épiscopale, Mgr Pablo Antonio Vega, vendredi.

La hiérarchie catholique assure avoir appris « avec surprise » le maintien au gouvernement de MM. Miguel d'Escoto, ministre des relations extérieures, Fernando et Ernesto Cardenal, respectivement mi-

nistre de l'éducation et de la culture, et Edgar Parrales, représentant auprès de l'Organisation des Etats américains.

Ce maintien, affirme la conférence, « met l'Eglise dans la position douloureuse et indélébile d'appliquer les sanctions prévues en pareil cas ». La lettre assure que ces sanctions — qui ne sont pas précises — répondent aux « normes disciplinaires de l'Eglise universelle », les charges sacerdotales et civiles n'étant pas compatibles.

Le prêtre Fernando Cardenal a déjà été exclu de la Compagnie de Jésus en raison de sa participation au gouvernement nicaraguayen.

Jeudi, au cours des cérémonies d'investiture, M. Fidel Castro n'a plaidé pour une solution négociée à la crise d'Amérique centrale et affirmé que ce sont les organismes financiers internationaux, et non les sandinistes, qui « exportent » la révolution dans la région. Dans un discours de deux heures, M. Castro a affirmé que la paix « dans cette région comme dans le monde entier » est une nécessité et le souhait des peuples. Il a jugé « inconcevable » que les Etats-Unis puissent envahir militairement le Nicaragua et le Salvador.

« Une invasion provoquerait une lutte interminable, un génocide intolérable, et, en fin de compte, les envahisseurs vaincus seraient contraints de se retirer », a-t-il assuré, avant de se prononcer en faveur d'accords qui garantissent l'intégrité et la sécurité du Nicaragua contre la « seule guerre patronnée » par les Etats-Unis. — (AFP, UPI, Reuters.)

## CRÉATION DE LA FONDATION LIBERTÉ SANS FRONTIÈRES

### Le tiers-mondisme en question

Une fondation Liberté sans frontières, pour l'information sur les droits de l'homme et le développement (1), vient d'être créée à l'initiative de Médécins sans frontières (MSF). Elle se propose de susciter des études sur le tiers-monde « dégaragées à la fois des utopies tiers-mondistes » et du « repli corporatiste », mais n'excluant pas la généralité.

Le docteur Claude Malhuret, son président, a présenté, jeudi 10 janvier, à Paris, le nouvel organisme, entouré de membres de ses conseils d'administration et scientifique (le docteur Rony Brauman, président de MSF, MM. Gilbert Etienne, professeur à l'Institut universitaire d'étude du développement à Genève, Emmanuel Le Roy Ladurie, professeur au Collège de France, Jean-François Revel, philosophe, essayiste, Michel Yvanakakis, professeur d'histoire contemporaine). Il a indiqué que la démarche qui était à l'origine de cette initiative était un « refus du monopole » exercé dans le domaine de la recherche sur le tiers-monde « par un courant de pensée d'un incroyablement dogmatisme » et « d'un sens unique ».

Le courant tiers-mondiste, estime-t-il, occupe « une position dominante » et est largement représenté dans les organisations humanitaires, les médias, les opinions publiques, parmi les conseillers gouvernementaux des pays riches comme des pays pauvres. Il alimente chez nous une « mauvaise conscience » conduisant parfois à mettre en cause les modes de vie et de consommation. Il impose « ses slogans » : pillage du tiers-monde par l'Occident ; dégradation des termes de l'échange imputable aux pays développés ; toute-puissance des multinationales ; disparités sociales créées par la révolution verte ; développement des cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières (« La vache du riche mange le soja du pauvre ») et, d'une façon plus générale, l'idée que la « misère des uns n'est que l'image en miroir de l'opulence des autres ».

Le tiers-mondisme, relèvent encore les promoteurs de la fondation, dirige ses critiques les plus virulentes, dans les grandes conférences, contre les démocraties industrielles occidentales. Surtout, les thèses dont il se prévaut, là où elles sont entrées en application, ont provoqué une situation catastrophique, « tant sur le plan économique que sur celui des droits de l'homme ». Il y a décalage entre l'exigence de justice dont se réclame ce courant et le réalité. Dans le domaine des droits de l'homme, « les expériences pratiques sont loin d'avoir comblé les espoirs qu'avait suscités la théorie ». Aussi bien la fondation examinera-t-elle l'hypothèse selon laquelle « le respect des droits naturels est peut-être la condition sine qua non d'un réel développement économique et social ».

Le docteur Malhuret estime encore que « le tiers-mondisme est une impasse pour le tiers-monde », et que, « simpliste, le concept de tiers-monde est un obstacle à la réflexion », décourageant, tout compte fait, l'élan de solidarité et encourageant le repli sur soi.

L'objectif de la fondation est d'ouvrir un débat « dégagé des a priori idéologiques », d'analyser les problèmes du développement et des droits de l'homme « sans faire référence à l'idée d'un tiers-monde dont l'unité n'existe, en fait, pas », d'assurer la diffusion de ses travaux, qui n'auront pas un caractère académique, au service de l'opinion, des responsables d'associations et des gouvernements intéressés.

Le docteur Malhuret s'attend que cette entreprise — dont le lancement est financé par le budget de MSF — provoque de vives réactions des tiers-mondistes, mais il paraît espérer aussi qu'elle attire des « déçus du tiers-mondisme ». Sur le thème « Le tiers-mondisme en question », la fondation organise un colloque les 23 et 24 janvier, salle Médicis, au Sénat.

G. V.

(1) 68, boulevard Saint-Marcel, 75005 Paris, tél. 535-65-56.

هكذا من الأصل



## Étranger

République sud-africaine

### Le sénateur Kennedy a participé à une manifestation en faveur de Nelson Mandela

De notre correspondant en Afrique australe

Johannesburg. — Parce que le ministre de la justice, M. Kobie Coetsee, lui avait refusé l'autorisation de rendre visite à Nelson Mandela, emprisonné depuis vingt-deux ans et soigneusement incarcéré au pénitencier de haute sécurité de Pollsmoor, près du Cap, le sénateur Edward Kennedy a participé vendredi après-midi 11 janvier à une manifestation d'un quart d'heure en hommage à l'ancien président du Congrès national africain (ANC), condamné le 12 juin 1964 à la prison à vie. Accompagné par les journalistes, de plusieurs dirigeants du Front démocratique uni (UDF) et par le pasteur Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, M. Kennedy, qui, depuis le 5 janvier, effectue une tournée de huit jours en Afrique du Sud, s'est rendu devant les portes de la prison pour exprimer son regret de n'avoir pu rencontrer celui qui incarne la lutte du peuple noir contre l'apartheid. Une visite que la police n'a pas essayé d'empêcher, au contraire : les forces de l'ordre chargées de sa sécurité l'ont accompagné jusqu'à la porte de la prison, dans laquelle Mandela et son compagnon Walter Sisulu ont été transférés, en avril 1982, du bagne de Robben-Island, situé sur un îlot rocheux à quelques kilomètres du Cap.

Les gardiens de l'établissement pénitentiaire ont laissé les caméras de télévision tourner librement, et les photographes ont pu mitrailler le bâtiment, en contravention avec la

loi, qui interdit de prendre des clichés des prisons. « Bien que je n'aie pas eu la possibilité de parler avec Nelson Mandela et d'autres leaders [emprisonnés], je crois, a déclaré le sénateur, que j'ai trouvé son esprit dans les petites maisons, les villas et les villes que j'ai visitées en Afrique du Sud. Je garde cet esprit avec moi et je l'emporte aux Etats-Unis. » « Je crois fermement, a-t-il ajouté, que la cause véritable de la paix en Afrique du Sud sera servie avec la libération des prisonniers politiques. » M. Edward Kennedy a ensuite repris le chemin du Cap après cette visite impromptue à Pollsmoor — une première — qui ne manquera pas d'être considérée comme une provocation par les autorités, qui supportent de plus en plus mal les leçons de démocratie et les appels à la liberté de cet empêcheur de tourner en rond.

MICHEL BOLE-RICHARD.

« Un transfuge du KGB en Afrique du Sud. — Le colonel du KGB, qui est passé à l'ouest l'été dernier après avoir demandé l'asile politique en RFA, vit dans une ferme en Afrique du Sud, affirme le journal à grand tirage Bild Zeitung dans son édition du samedi 12 janvier. Il aurait subi une opération du visage pour ne pas être reconnu par les agents américains. Selon Bild, l'agent double aurait fourni des informations au service de renseignements ouest-allemand (BND) sur les emplacements des fusées soviétiques à moyenne portée.

Le colonel du KGB est le plus haut officier soviétique que le BND ait réussi à retourner à son profit (le Monde du 27 octobre 1984). — (AFP.)

### Un affréteur suédois serait impliqué dans un trafic d'armes françaises avec l'Afrique du Sud

De notre correspondant

Stockholm. — Le véritable organisateur du trafic d'armes et de munitions françaises vers l'Afrique du Sud, en 1981 et 1982, serait un courtier maritime suédois d'une soixantaine d'années, Kaj Narup, le capitaine d'un bateau Tine Maru, qui a assuré les cinq transports (le Monde du 12 janvier). L'affaire, que cet homme d'affaires discret s'occupait de toutes les formalités et veillait à ce que les documents d'expédition soient « en règle ». C'est lui, en particulier, qui lui aurait demandé d'effacer certaines lettres du nom du navire avant l'entrée dans le port sud-africain de Durban en août 1981.

Mercredi 9 janvier, à la demande de leurs collègues danois, les policiers suédois ont perquisitionné au domicile du courtier mis en cause, à Stockholm. L'opération fut plus compliquée que prévu, étant donné que l'adresse officielle n'était pas la bonne. L'homme possède deux sociétés dont il est le directeur et l'unique employé. Les chiffres d'affaires annuels sont très modestes : 250 000 couronnes, soit autant de francs français, en 1981 ; 1 000 couronnes l'année suivante, et 240 000 en 1983.

Les rapatriés saisis et l'examen d'un coffre-fort contenant quelques bijoux n'ont pas permis, dit-on, de faire progresser l'enquête.

Quant au principal intéressé, il se trouve actuellement à Londres « pour quelques jours ». Courtois, il

a accepté de rencontrer un journaliste de la télévision suédoise en refusant toutefois d'être filmé. « Mon rôle dans cette affaire, dit-il, était mineur. Je me contentais de transmettre des messages, j'ai seulement servi d'intermédiaire entre le propriétaire du bateau Tine Maru, M. Jürgen Jensen, et le capitaine du navire, Kaj Narup. J'ai consenti à le faire, car j'avais quelques petits ennuis financiers passagers. »

Pour la police et les services de douane suédois, cet affréteur n'est pas un inconnu. Les enquêteurs ne sont pas persuadés que les armes en question étaient toutes françaises, et ils laissent entendre qu'elles pouvaient être également de fabrication suédoise. Certes, le chargement est passé par Bordeaux mais, dans ce genre d'affaires, les trafiquants n'hésitent pas à transborder leur cargaison dans différents ports, afin de brouiller les pistes.

En outre, selon certaines informations, le Tine Maru ne serait pas toujours resté vide d'Afrique du Sud : peut-être transportait-il des équipements électroniques ultra-modernes. A l'inspection du matériel de guerre à Stockholm, on n'exclut pas, pour cette raison, un lien entre ce trafic d'armes et l'interception, à Helsingborg, l'année dernière, d'ordinateurs américains en route vers l'Europe de l'Est. Le maître d'œuvre de cette opération, Sven-Olov Haakansson, purge actuellement une peine de prison pour fraude fiscale.

ALAIN DEBOVE.

### CORRESPONDANCE

#### Les droits de l'homme en Iran

Nous avons reçu de la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Iran (BP 2, 75624 Paris Cedex 13) une lettre dont voici l'essentiel :

La République islamique d'Iran mène depuis un certain temps une campagne visant à se procurer une nouvelle image de marque face aux pressions incessantes des organisations internationales de droits de l'homme. La parution d'un encart publicitaire mettant en cause la lettre adressée par cinquante-sept membres du Parlement européen au secrétaire général de l'ONU sur les graves violations des droits de l'homme en Iran, dans le Monde daté 10 janvier 1985, ne fait que confirmer l'attitude de bonne conscience du régime islamique après six années de traitements inhumains, d'emprisonnements, de tortures et d'assassinats en Iran.

Se félicitant de la bonne gestion de son industrie de la mort, au nom de la protection du peuple iranien contre le « terrorisme », la Républi-

que islamique tente encore un fois de plaider son coupable en ce qui concerne la violation des principes primordiaux des droits de l'homme en Iran.

Toutefois, les propos tenus par l'ambassadeur de la République d'Iran à l'ONU à la Commission officielle des droits de l'homme de l'ONU, rapportés par le journal Keyhan du 13 décembre 1984, vont à l'encontre d'une telle plaidoirie. Celui-ci affirmait, entre autres : « Nous n'avons pas la prétention de respecter les principes de droits de l'homme, car la Déclaration universelle des droits de l'homme et ses annexes ne constituent guère pour nous des critères de jugement et de décision. » Il ajoute : « La Déclaration universelle des droits de l'homme et ses annexes ne nous concernent absolument pas. Notre but est de suivre les principes de l'islam. Nous croyons que la peine de mort et les autres châtiments islamiques ne peuvent être considérés comme des actes de torture. »

## Un régime usé prend sa retraite



Tancredi

(Suite de la première page.)

L'absence présidentielle a profité à l'opposition. Celle-ci a assisté, sans presque y croire, à ce spectacle inattendu : un chef de l'Etat qui avait théoriquement tous les moyens de choisir son successeur, en puisant dans le « vivier » de la « révolution », et qui y a renoncé, faute de trouver quelqu'un qui convienne à son camp.

Mais y avait-il un « vivier » ? Et le régime n'était-il pas moribond, miné par les scandales et la corruption, impuissant à surmonter les immenses déséquilibres que, par sa politique élitiste, il avait, sinon créés, du moins considérablement aggravés ?

Soucieux au départ de légaliser leur présence par des lois, des rites parlementaires, des « élections », les militaires ont mis en place un mécanisme démocratique que qui a pris son autonomie, sans doute plus tôt qu'ils ne le voulaient. Ils ont créé un parti, le PDS (Parti démocratique et social), qui devait prendre le relais le jour où ils partiraient, pour continuer leur politique économique, leur politique de sécurité nationale, et empêcher tout « revanchisme » à leur égard. Ils ont multiplié les subterfuges pour donner à ce parti le contrôle du collège électoral qui se réunira le 15 janvier. En vain.

Leur système a engendré comme candidat officiel à la présidence un homme si peu présentable que le président lui-même s'est abstenu de l'appuyer. M. Paulo Maluf a été une providence pour l'opposition : par son arrogance et ses méthodes, il a symbolisé, aux yeux du pays, ce

que le régime avait de détestable. Du coup, il a provoqué une débâcle dans les rangs du parti gouvernemental et a renversé en faveur de son adversaire la majorité du collège électoral.

Le général Figueiredo n'aura pas été le seul à symboliser le régime finissant. Un autre militaire s'est imposé dans l'imagerie populaire, donnant un exemple dont ses compagnons d'armes se sentaient à coup sûr, bien passés. Il s'agit du général Newton Cruz, commandant militaire de Brasília jusqu'à ces jours derniers.

Le menton et le ventre mussoliniens, sous le baïonnette et la jugulaire, le général faisait le bonheur des humoristes lorsqu'il passait ses troupes en revue, caracolant sur un cheval blanc, casqué, botté, le sabre au clair.

#### Le général à la badine

Mais ce n'est pas de cette façon qu'il se faisait le plus remarquer. Responsable, à deux reprises, de l'application de mesures d'exception dans la capitale, il s'est acquis de sa tâche avec une intempérance critique par ses pairs.

En avril dernier, pendant un vote au Congrès sur le rétablissement des élections directes pour la présidence de la République, il descendit lui-même dans la rue, une badine à la main, et fit arborer tous les automobilistes qui l'accompagnaient le slogan en faveur des « directes ». Un autre jour, au cours d'une conférence de presse, il agrippa un reporter de radio, OV qu'il prit par le col et humilia publiquement. Il fit de même avec un député. Il fut plusieurs fois des accrochages avec des subordonnés.

La parole du militaire à un goût de poussière et de sang, assurait ce personnage. Il ne croyait pas si bien dire. Un journaliste qui travaillait pour les services secrets et dont on a retrouvé le cadavre en mer, il y a deux ans, près de Rio-de-Janeiro, avait, avant d'être assassiné, accusé le général de comploter contre sa vie. Le général Newton Cruz commandait alors à Brasília l'agence centrale du SNI, les services secrets du régime. Il était le plus en vue des « durs » de l'armée.

Cette sale affaire l'a desservi. Et comme il en a « rajouté », par

la suite, il a fini par gêner. Quand ses supérieurs ont pactisé avec M. Tancredi Neves, lui assurant son élection, ils ont vu un obstacle dans l'homme au casque et à la badine, et l'ont relégué à un poste de second plan. Le général Newton Cruz

ne pourra donc plus plastronner sur son cheval blanc, et offrir en caricature un régime qui a le mérite de partir en retraite quand il est encore temps.

CHARLES VANHECKE.

### Bon appétit, messieurs !

La presse brésilienne est sans pitié. Dès que le général Figueiredo a occupé la présidence, elle a « épluché », avec minutie, son emploi du temps. C'est ainsi qu'elle a découvert que le chef de l'Etat passait en moyenne trois heures par jour à faire des exercices physiques : équitation, marche à pied et musculation ; qu'il prenait souvent des week-ends prolongés ; et qu'il consacrait beaucoup de temps à jouer aux cartes.

A tel point que le vice-président, M. Aureliano Chaves, a pu passer pour un « bourgeois de travail » chaque fois qu'il a assuré l'intérim, tout simplement parce qu'il passait ses journées à son bureau.

Des problèmes cardiaques, puis des douleurs lombaires, ont refait, chez le président, ses goûts de jockey et d'haltérophie. Du coup, l'attention des journaux s'est tournée vers les déplacements, pour raisons de santé. A la fin de 1984, le général Figueiredo a voyagé toutes les semaines de Brasília à São-Paulo pour suivre un traitement de physiothérapie. Chaque fois, la presse a compté le nombre de collaborateurs et de ministres qui l'accompagnaient. — Ils auraient rempli un charter — et qui s'hébergiaient dans les meilleurs hôtels en se compagnie, profitant de l'occasion pour récupérer leur colonne vertébrale.

Arrivé le mercredi à São-Paulo, le président partait le lendemain pour Rio, où il passait le reste de la semaine à se reposer : ce qui limitait les « jours ouvrables » de la présidence, selon les mauvaises langues, aux lundi et mardi.

Il y a deux ans environ, quand le Nord-est menaçait de filer, à la suite d'une échec prolongée, la revue heb-

domadaire Veja a eu le mauvais goût de s'intéresser aux menus des ministères. Et elle l'a fait en examinant les déchets qui sortaient de leurs cuisines. Elle a constaté que certains d'entre eux jetaient par kilos des fruits non entamés, des boîtes de conserves jamais ouvertes, et que le contenu de leurs poubelles aurait pu alimenter un bidonville entier.

Autre manifestation de mauvais goût : un quotidien de Rio, le Jornal do Brasil, vient de donner, en avant-première, les menus de février prochain de la présidence de la République. Pas moins de six tonnes de poisson et de fruits de mer sont attendus au Planalto, et la dépense totale prévue est de plus de 800 millions de cruzeiros, soit deux millions de francs par vingt-huit jours de repas — on ignore pour combien de convives.

Le moment était particulièrement mal choisi pour donner ce genre de prévision à la ministre du Plan venant de révéler en effet que 86 millions de Brésiliens, soit les deux tiers de la population, consomment moins de 2 400 calories « par jour », le minimum requis par le corps humain.

Il y a quelques années, un autre quotidien, O Estado de São-Paulo, a publié une enquête exhaustive sur les privilèges de la « nomenclature » : villes gracie à Brasília, domestiques et vacances aux frais du Trésor public, etc. Le délit vient d'être relancé, il a insisté dans une fresque continue d'abus et de scandales financiers.

Le Brésil est un pays où les puissants n'ont jamais, craint d'éclater leur train de vie. Il arrive un moment, écrivent certains journaux, où l'ostentation tourne à l'impuderie.

C.V.

## A travers le monde

### Brésil

• SUSPENSION DE L'APPLICATION DU DÉCRET SUR L'EXPLOITATION MINIÈRE DES TERRES INDIGÈNES. — La révolte des Indiens contre la signature d'un décret autorisant les entreprises minières à prospecter en terres indigènes a amené le chef de l'Etat, le général Figueiredo, à suspendre, vendredi 11 janvier, l'application de cette mesure. Le président de la Fondation de l'Indien (FUNAI), M. Nelson Marabuto, avait déjà adressé un message à tous les chefs de poste des réserves et parcs indigènes pour leur demander de ne pas tenir compte du décret présidentiel. Le recul du chef de l'Etat « n'est un acte de grandeur », a déclaré M. Nelson Marabuto. — (AFP.)

### Etats-Unis

• LE GÉNÉRAL GORMAN VA QUITTER LE COMMANDEMENT DU SOUTHERN COMMAND DE LA ZONE DE PANAMA. — Un porte-parole du Pentagone a annoncé, le vendredi 11 janvier à Washington, que le

général Paul Gorman quitterait prochainement son commandement des forces américaines du « Sud », dont le quartier général se trouve à Panama. Le général Gorman est un partisan d'une intervention plus poussée des Etats-Unis en Amérique centrale. Il serait remplacé par le général Galvin, actuel commandant du 7<sup>e</sup> corps américain en Europe.

### Grande-Bretagne

• DEUX HOMMES D'AFFAIRES CONDAMNÉS POUR EXPORTATION DE HAUTE TECHNOLOGIE VERS L'EST. — Deux hommes d'affaires britanniques, MM. John Ludlam et Christopher Millington, qui avaient vendu six ordinateurs américains à la Bulgarie ont été condamnés vendredi 11 janvier l'un à deux ans et l'autre à quatre mois de prison par un tribunal londonien. Ils sont les premiers Britanniques condamnés pour avoir vendu de la haute technologie à un pays du bloc de l'Est. En novembre 1982, ils s'étaient rendus en Bulgarie, via la Suisse. Ils avaient obtenu du gouvernement britannique des

licences d'exportation en prétendant que ces ordinateurs, d'une valeur totale de 500 000 livres (environ 6 millions de francs), étaient destinés à une entreprise pharmaceutique helvétique. — (AFP.)

### Inde

• LA MARINE INDIENNE ARRÊTE UN GARDE-CÔTE SRILANKAIS. — Un patrouilleur de côtes de Sri Lanka avec son équipage de sept personnes a été intercepté, vendredi matin 11 décembre, dans le golfe de Mannar par la marine indienne. Le vaisseau armé (40 tonnes) aurait été arraisonné dans les eaux territoriales de l'Inde alors qu'il s'en prenait à d'innombrables bateaux de pêche. Rappelant que plusieurs pêcheurs ont été tués au cours des semaines passées par les garde-côtes srilankais, New-Delhi a adressé à Colombo une nouvelle note de protestation. Le vaisseau saisi, et son équipage, étaient toujours retenus, samedi matin à Pamban, un petit port de pêche indien. Colombo, dont les patrouilles ont été multipliées ces derniers se-

maines dans la région afin d'empêcher le débarquement au Sri Lanka de « terroristes » tamouls en provenance des côtes indiennes, a nié la version de Delhi et réclamé le retour immédiat du bateau et de son équipage. Cet incident, sans précédent dans les relations tendues qui prévalent depuis un an entre les deux voisins, relance, à New-Delhi, les spéculations sur une éventuelle intervention indienne au Sri Lanka.

### Vietnam

• APRÈS LES EXÉCUTIONS DE HO-CHI-MINH-VILLE. — Le gouvernement français « doit maintenant user de tous les moyens économiques et diplomatiques pour faire comprendre à Hanoi que son mépris des droits de l'homme aura très vite des conséquences politiques », a déclaré, le vendredi 11 janvier, dans un communiqué, le comité de soutien aux « ennemis » des procès d'Ho-Chi-Minh-Ville.

« Toute autre attitude, ajoute-t-il, serait interprétée comme une faiblesse et ouvrirait la voie à de nouvelles crimes. »



Tunisie

La situation se dégrade à l'université de Tunis

De notre correspondant

Tunis. — La situation se dégrade chaque jour un peu plus à l'université (le Monde du 5 janvier), et l'agitation a pris de telles proportions à la faculté de droit et de sciences politiques et économiques que les professeurs ont décidé, mercredi 9 janvier, de suspendre leurs cours jusqu'à la fin de la semaine. Les perturbations et l'exercice de la violence ont atteint un niveau intolérable avec le fonctionnement normal de l'université, ont expliqué les professeurs, qui estiment que si le calme n'est pas rétabli, l'année universitaire risque d'être définitivement compromise. Certains d'entre eux qui, depuis la rentrée, ont été dans l'impossibilité d'assurer la moitié de leurs cours, envisagent déjà, en fin de semaine, le temps perdu, la suppression de la session de juin des examens. La réaction des professeurs de la faculté de droit fait suite à deux incidents — après tant d'autres — qui se sont déroulés au début de la se-

maine : un gendarme, venu en vêtements civils chercher sa femme à la faculté, a été reconnu par les étudiants et, selon des témoins, eût risqué le lynchage si des professeurs, à leur tour malmenés, n'étaient intervenus. Le lendemain, c'est un étudiant appartenant au supposé appartenir au Parti socialiste destourien (PSD) au pouvoir, qui faisait l'objet d'un simulacre de procès devant des « juges » en cage.

Ces violences, dont la faculté de droit n'est pas le seul théâtre, n'ont pas été revendiquées publiquement. Mais les soupçons de nombre d'enseignants se dirigent tout naturellement vers les courants étudiants activistes appartenant à l'extrême gauche ou se réclamant de l'intégrisme. La Ligue tunisienne des droits de l'homme a condamné fermement « ces pratiques intolérables et irresponsables ».

M. D.

Cambodge

CHASSÉS DE LEUR CAMP D'AMPILO Les combattants du FNLPK vont changer de tactique

Nong-Chan (Thaïlande) (AFP, Reuters). — M. Son Sann, chef du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), a déclaré, le vendredi 11 janvier, que ses combattants s'étaient regroupés pour préparer une contre-attaque contre les forces vietnamiennes qui occupent depuis mardi l'ancien quartier général de la résistance à Ampil, à la frontière khméro-thaïlandaise.

Cependant, a-t-il souligné, le but de cette attaque « n'est pas de récupérer le camp d'Ampil [...], notre but est d'atteindre Phnom-Penh, la capitale du Cambodge et celle du FNLPK ».

M. Son Sann, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse tenue à Nong-Chan, village frontalier thaïlandais, a ajouté : « Nous ne pouvons pas faire une guerre conventionnelle avec la troisième armée du monde, mais nous pouvons utiliser la tactique du guérilla. » Le chef du FNLPK a observé que ses hommes ne devraient pas tenir longtemps des bases permanentes le long de la frontière avec la Thaïlande. « Ampil, a-t-il ajouté, était notre quartier général, mais celui-ci ne peut maintenant se trouver n'importe où. Nous allons changer complètement de tactique. »

Selon M. Son Sann, l'assaut lancé par les Vietnamiens a fait six

morts parmi les guérilleros, et quatre-vingt-trois blessés, dont vingt grièvement. Il a précisé qu'il n'y avait eu aucune perte parmi la population civile, car vingt-trois mille personnes avaient été évacuées en Thaïlande deux jours auparavant.

Vendredi, cependant, les forces vietnamiennes, ont bombardé un camp de réfugiés cambodgiens en Thaïlande, situé à 5 kilomètres de la frontière, faisant au moins dix-sept blessés, ont annoncé samedi des organisations de secours internationales. Les assaillants ont fait usage de mortiers et de pièces d'artillerie. Environ huit mille cinq cents personnes étaient installées dans ce camp de fortune depuis qu'elles avaient fui le mois dernier des attaques vietnamiennes contre un camp frontalier à Sroc-San, 150 kilomètres plus au sud.

■ Visite à Hanoï du ministre suédois des affaires étrangères. — Le ministre suédois des affaires étrangères, M. Lennart Bodström, est arrivé le vendredi 11 janvier à Hanoï pour une visite de cinq jours. M. Bodström est accompagné d'un groupe d'hommes d'affaires suédois qui doivent avoir des entretiens séparés avec des responsables vietnamiens. Le ministre suédois se rendra ensuite en Thaïlande et en Corée du Sud. (AFP.)

Chine

Visite du général Vessey chef d'état-major des forces armées américaines

Pékin (AFP). — Le général John Vessey, chef d'état-major des forces armées américaines, est arrivé samedi matin, 12 janvier à Pékin, pour une visite officielle d'une semaine au cours de laquelle il doit rencontrer les plus hautes autorités militaires chinoises et discuter avec elles du renforcement de la coopération militaire sino-américaine.

Le général Vessey est la plus haute personnalité militaire américaine à se rendre en Chine depuis 1949. Il est notamment accompagné de l'amiral William Crowe, commandant en chef de la flotte américaine dans le Pacifique.

Samedi après-midi, le général Vessey devait rencontrer le chef d'état-major de l'armée populaire de libération (APL), le général Yang Dezhi. Selon le programme rendu public par les autorités chinoises, il aura, dimanche, des entretiens avec le ministre chinois de la défense, le général Zhang Aiping.

Au cours de son séjour à Pékin, affirme-t-on de source militaire américaine à Pékin, le général Vessey devrait aborder avec ses interlocuteurs chinois la question du mouillage dans des ports chinois de navires de guerre américains pour des escales de courtoisie.

Le général Vessey quittera Pékin mardi matin pour se rendre successivement à Shenyang, dans le nord-est de la Chine, puis à Hangzhou, dans l'Est, où il rencontrera « des dirigeants militaires de l'aviation militaire chinoise », indique le programme établi par les autorités chinoises. Il se rendra ensuite à Shanghai, où se trouve la base navale stratégique de Wusong, puis à Canton, d'où il quittera la Chine le 19 pour regagner les États-Unis.

Le département de la défense à Washington avait indiqué avant le départ du général Vessey que celui-ci ne discuterait pas de ventes d'armes lors de son séjour à Pékin.

FORMATION CONTINUE

**Japonais - Russe - Arabe  
Chinois - Hébreu - Indonésien**  
et toutes langues du domaine des Langues'O

STAGES DE 50 ET 100 HEURES

Renseignements et inscriptions auprès de :

**FORMATION CONTINUE DES LANGUES'O**  
104-106, quai de Clichy - 92110-CLICHY  
Tél. 270-70-40 (poste 227) de 14 à 17 heures

**Relève démocratique au Brésil.**  
Après trente ans de régime militaire un civil, Tancredo Neves, accède à la présidence le 15 janvier. C'est une date et une fête. Mais les Brésiliens savent que la plus grave crise économique du siècle n'est pas résolue pour autant.

Les hommes du président Neves

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Voici trente ans environ qu'ils travaillent ensemble en politique. Ils ont le même parti d'origine, le même « cursus » de résistance aux militaires issus de milieux identiques, produits de la même culture — celle d'un Brésil encore patriarcal, qui lisait couramment les hommes manières, — ils pourraient s'estimer responsables au même titre du grand tournant qui s'amorcera dans leur pays à partir du 15 janvier, s'ils n'avaient l'intelligence — et la modestie — d'en attribuer d'abord le mérite à leurs compatriotes, à ces foules qui, voici un an, sont descendues en masse dans la rue, pour réclamer le changement.

Pourtant, que de différences entre les deux hommes ! Entre M. Tancredo Neves, président du parti qui va gagner l'élection de mardi prochain, métamorphosé en homme militaire, et M. Tancredo Neves, qui accède à la présidence dans deux mois, et qui n'était guère connu des Brésiliens avant de s'affirmer comme le futur chef de l'Etat.

Antant M. Neves a été discret, pendant de longues années « attendant son heure », comme on dit, — autant M. Tancredo Neves a été loquace, tonnant, tourmentant même.

Chaque fois qu'il montait à la tribune de la Chambre, ou sur une estrade de plein air, les militaires se demandaient quelle fleur de rhétorique, souvent désuète, toujours empoisonnée, il allait leur lancer. Il frôla de près la « cassation » — comme on appelle au Brésil le retrait du mandat parlementaire ou des droits politiques — lorsque, dans les années 70, il fit une comparaison — hasardeuse — entre le pouvoir en place et celui d'Idi Amin Dada, en Ouganda.

En chemise jaune

Ses réquisitoires enflammés ont souvent fait trembler les ampèremètres du SNI, le service chargé de ficher les Brésiliens. En 1974, lorsque les dés étaient encore pipés, que les présidents sortaient tous du même moule militaire, et se présentaient, pour la frime, aux « suffrages » d'un collège électoral préfabriqué, il décida de faire acte de candidature, au nom du seul parti d'opposition toléré, le Mouvement démocratique brésilien, dont il était le président. On plaudit, pour bien marquer le caractère désirable de l'élection présidentielle de cette année-là, il se présenta comme « anti-candidat ». Et il parcourut le pays, pour y répandre son verbe.

Il fit de même l'an dernier, quand l'opposition parut en campagne pour les « directs », c'est-à-dire pour l'élection au suffrage universel du prochain président. On vit alors cet homme cheu, au regard lunaire, au menton renfrogné, porter la chemise jaune des militants de son parti, et prendre des vitamines, pour aller de meeting en meeting marteler ses slogans.

Il a été l'homme de l'opposition sans faille ni faiblesse, de la résistance sans rémission. « Celui qui n'a jamais monté la rampe », disent les Brésiliens, par référence à la rampe de béton qui conduit à la porte du palais présidentiel, qui symbolise, donc, l'esprit de transaction.

M. Tancredo Neves, au contraire, a « monté la rampe », du moins symboliquement. Il

avait l'œil fixé sur l'Espagne, et son processus unique de transition démocratique, concrétisé par les accords de la Moncloa. L'avenir lui a donné raison : la crise économique a dilué les antagonismes apparemment les plus irréductibles. La langue de l'ouverture politique a fait tomber les nerfs des impatients, et des récalcitrants.

Ulisses Guimarães l'intransigent

Par discipline de parti, M. Neves a participé à la campagne des « directs », mais sans y croire, sans revêtir le maillot jaune des militants. Et quand le bel espoir s'est évanoui, le 25 avril dernier, au Congrès, faute d'une majorité des deux tiers pour réformer la Constitution, il a fait comprendre que son heure était venue, qu'il allait prendre le relais. Il parait que ce ne fut pas sans mal : que M. Ulisses Guimarães eut quelques difficultés à s'arracher à l'enceinte, — présidentielle, — qui montait vers lui. Mais les deux hommes, malgré leurs différences, ont toujours fini par s'entendre. Ils ont fait leurs classes, avant 1964, dans le même parti, le PSD (Parti social-démocratique), connu pour son réalisme et sa capacité de négociation, et qu'un Français ne peut manquer de comparer à l'ancien Parti radical-socialiste, à cause de sa malléabilité, de sa volonté de s'entendre avec tous — ou presque — et d'occuper le pouvoir. C'est du PSD qu'est sorti Juscelino Kubitschek, l'un des plus grands présidents brésiliens.

M. Guimarães avait été l'intransigent. M. Neves fut la conciliation. Quatre mois, six mois, suffirent pour abaisser, par des pourparlers discrets et des discours tranquillisants, le travail mené pendant des années à coups de bottoir par le président du parti.

Ce couple antagonique, qui a soufflé le chaud et le froid, va-t-il se dissoudre maintenant que la bataille est finie ? On dit que, une fois M. Tancredo Neves à la tête de l'Etat, M. Ulisses Guimarães pourrait occuper la présidence de la Chambre. Qu'importe. Tous les deux, ils ont déjà donné au passé sa revanche.

Le revenant Celso Furtado

Parmi les revenants, voici aussi M. Celso Furtado. Soixante-quatre ans et, pourrait-on dire, toutes ses dents. Non pas qu'il fasse peur, malgré sa réputation d'économiste de gauche séduit par le dirigisme, mais parce qu'il a gardé la vivacité d'esprit, la capacité de travail et d'analyse qui firent de lui, au début des années 60, le « technocrate » le plus brillant de sa génération, et un profond connaisseur des réalités économiques et sociales de son pays, qu'il présente dans plusieurs livres.

Depuis deux mois, il fait partie de l'équipe chargée d'apporter au futur président des idées sur la politique à suivre. Sera-t-il ministre ? Difficile à dire. Mais

voici que des industriels, des banquiers, affirment, déjà, qu'il ne faut pas. L'homme est « trop dogmatique », à les en croire. Voici qu'un vice-président de Paribas, M. Eric Lemaître — donc un créancier étranger, — déclare dans une interview à l'hebdomadaire *Senhor* que le futur ministre des finances ne peut être « un théoricien qui o passe vingt ans dans l'opposition » : autrement dit, certainement pas M. Furtado.

Qu'un banquier parisien juge des intérêts du Brésil selon ceux de sa banque, voilà qui est piquant. Théoricien, M. Celso Furtado ? Il a été le premier à formuler une politique d'ensemble pour le Nordeste, cette zone de famine de plus de trente millions d'habitants, qui sera une priorité pour le prochain gouvernement. Elle l'était déjà en 1959, quand M. Furtado prit la tête de la SUDENE (Superintendance de développement du Nordeste) et jugea nécessaire d'industrialiser cette région pour briser ses liens de dépendance à l'égard du Sud-Est.

Peut-être se trompait-il. Il n'eût guère le temps, de toute façon, dans la tourmente qui allait suivre, de mener à bien ses autres projets pour adapter les Nordestins à une économie de sécheresse. Entré dans le gouvernement Goulart comme ministre du plan, il faisait partie de ce qu'on appelait alors la « gauche positive ». C'est-à-dire réaliste, modérée, par opposition à la gauche aventurrière et démagogique.

Un grand dam des aventuriers, il repoussa la dictature du prolétariat, qui aurait constitué pour le Brésil, pensait-il, une régression. En exil, il a raffermit sa conviction que développement et démocratie vont de pair, surtout dans un pays aussi complexe que le sien.

Il n'y a pas que des « revenants » parmi ceux qui formeront, sans doute, le nouveau pouvoir. Il y a aussi des chefs d'entreprise prospères, et « actualisés », comme M. Antonio Ermirio de Moraes, président de Votorantim, le premier groupe industriel privé. Des banquiers libéraux comme M. Olavo Seabra, ancien maire de São Paulo. Des hommes politiques

modernes, issus de l'actuel régime, comme M. Marco Maciel, sénateur du Pernambouc, et M. Gonzaga Mota, gouverneur du Ceara, deux hommes « en prise » sur les problèmes du Nordeste, leur région.

Quelques « ministrables »

Mais parmi les démocrates d'hier, et qui sont de retour après de longues années d'exil ou de « cassation », comment ne pas remarquer ceux qui se distinguent par leur noblesse et leur caractère ? On est frappé, en discutant avec des « ministrables », comme M. Renato Archer, ancien secrétaire d'Etat aux relations extérieures, chargé des relations internationales du PMDB, ou M. Waldir Pires, procureur général de la République sous Goulart, aujourd'hui membre de la direction nationale du PMDB, de voir comment l'un et l'autre ont préservé, au long des épreuves, leur jeunesse d'esprit et la fermeté des principes qui les ont conduits en politique.

Plus que tout autre, M. José Aparecido de Oliveira, qui sera peut-être le ministre de la culture en mars prochain, offre une synthèse de l'esprit brésilien, dans son idéalisme et aussi son pragmatisme, son affectivité et sa capacité de transaction. Secrétaire particulier, en 1961, de Janio Quadros, le président, qui avait pris le balai pour emblème, et qui démissionna après sept mois d'exercice, M. de Oliveira était affilié au parti qui conspira avec les militaires, quand il dénonça à la Chambre certains éléments de cette conspiration.

« Cassé » par les putschistes, il a travaillé, dans l'ombre, à jeter des ponts entre les libéraux du régime militaire et les plus décidés des opposants. Il est à l'image d'un pays qui a toujours fui les extrêmes et préféré, aux affrontements sanglants, la négociation. Et qui s'estime capable, aujourd'hui, de donner au mot « démocratie » un contenu plus riche, grâce à sa joie de vivre et aux ressources — sans fin — de sa sensibilité.

CHARLES VANHECKE.

(Publicité)

SOYEZ BONS POUR LES PETITS OISEAUX PENDANT LES TEMPS PLUS FROIDS

Offrez-leur des graines de semences de chicorée qu'ils aiment beaucoup. Si vous le voulez, vous pouvez vous procurer 30000 de ces graines, en envoyant quatre timbres de 2F40 et une vignette découpée sur les paquets, boîtes ou flacons de chicorée, à la Chicorée Leroux, 59310 ORCHIES, qui joindra à son envoi une documentation intéressante. Cette offre est limitée.

Les graines de chicorée sont très fines, on en compte plus de 600000 pour un kilo.

Il faut n'en remettre qu'un peu à la fois, les réserver, aux plus petits oiseaux, à ceux des espèces les plus rares et délicates.

C'est pour eux une véritable friandise.

Les espèces plus fortes préféreront de plus grosses graines : le blé en particulier.

La nature réserve à chacun sa pâture.

La chicorée, si bienfaisante pour le corps humain, l'est aussi dans ses graines pour les petits oiseaux, qui semblent les apprécier à la fois pour leur santé et, la beauté de leur plumage.

Nourrir les oiseaux en hiver, c'est faire un peu de bien en union avec la nature, procurer du bien-être et de la joie à des êtres vivants qui nous égayaient souvent et font partie de notre vie.

Mais pensons surtout, c'est un véritable devoir en ces temps plus difficiles, à tous ceux qui nous ont besoin d'être aidés, et à apporter en particulier notre concours aux personnes qui s'en préoccupent.



# Étranger

## ÉTATS-UNIS

### Terroristes BCBG

Un petit jeune homme qui, dans le métro new-yorkais, a pratiqué contre des voyous la justice expéditive du Far-West vient de devenir un héros national aux États-Unis. Des ennemis de l'avortement font sauter les cliniques « criminelles »... Ce terrorisme « bon chic bon genre » commence à poser, du fait du soutien de la majorité silencieuse, un problème politique redoutable.

De notre correspondant

Washington. — Tous surgis, bombe ou revolver à la main, d'une Amérique banale, anonyme et jusqu'à respectueuse des lois, ils ont en commun de s'être pris pour des justiciers et de ne pas le regretter. Les uns embarrassent ceux-là mêmes qui, comme eux, se réclament du combat pour le « droit à la vie ». L'autre est devenu un héros pour de très nombreux Américains, excédés de ne pas se sentir en sécurité. Tous font parler d'eux dans tous les États-Unis, car l'avortement et la délinquance — cibles de leurs exploits et de leurs balles — suscitent les passions dans l'opinion et donnent des ingrédients aux hommes politiques, surpris par la violence nouvelle du parti de l'ordre.

Matthew Goldsby et James Simmons ont tous deux le même âge, vingt et un ans, et sont tous deux ouvriers. Ils ont grandi et vivent à Pensacola, Floride, où la foi évangélique est profonde, les églises innombrables et le palais de justice orné d'un monument aux Dix Commandements. Avec l'approbation complaisante de la fiancée du premier, Kaye Wiggin, et de la femme du second, Kathy (dix-huit ans l'une et l'autre), ils ont fait sauter, le jour de Noël, une clinique d'avortements et les cabinets de deux gynécologues à qui il arrivait d'en pratiquer.

Ils avaient déjà à leur actif un attentat du même type, commis

en juin dernier, et expliquent tranquillement qu'il leur semble normal d'avoir voulu « offrir ce cadeau de Noël à Jésus pour le jour de sa naissance ». Ils n'ont pas des têtes d'illuminés, de bonnes bouilles, au contraire, de jeunes gens parfaitement quelconques, à peine sortis de l'adolescence.

« Nous avons été élevés toute notre vie dans l'Eglise, dit Matthew Goldsby, nous avons un profond respect pour Dieu et les véritables conduites morales et, voyez-vous, nous aimons seulement chasser et pêcher. » L'avortement a été, ces deux derniers années, au centre des préoccupations de notre Eglise et de nos vies, ajoute-t-il, et plus nous en avons appris à ce sujet, plus cela a fait naître en nous de colère et de frustration.

#### Des photos de fétus

Le jour de l'An, à Washington, une autre clinique d'avortements sautait à son tour. Les auteurs de cet attentat-là n'ont pas été arrêtés, mais c'était le trentième du genre en trois ans et le vingt-quatrième en douze mois. Les associations défendant la « liberté de choix », c'est-à-dire la liberté de l'avortement, reconnue depuis 1973 aux États-Unis, sont persuadées d'avoir affaire à une entreprise concertée de terrorisme. Le FBI affirme, lui, que tout laisse conclure à des initiatives individuelles.

On ne sait pas la vérité, le fait est, en tout cas, que les mouvements opposés à l'avortement mobilisent chaque jour plus de monde. Il n'est plus rare de trouver leurs militants massés devant les services spécialisés, faisant entendre des pleurs d'enfants dans de puissants haut-parleurs, brandissant des photos de fœtus et interpellant brutalement les femmes qui se présentent — celles du moins qui osent le faire malgré les objectifs de caméra qui les regardent.

Des médecins et des infirmières se plaignent d'être harcelés jusqu'à leur domicile, des femmes qui ont interrompu leur grossesse le sont aussi parfois, bref, c'est une offensive en règle, et si les di-

rigents de ces organisations désavouent officiellement les auteurs des attentats, tous ne le font pas sans ambiguïté. « Généralement, ce sont des gens très réfléchis pour lesquels ces cliniques sont véritablement des camps de la mort, et, personnellement, je n'ai pas besoin de prendre de tranquillisants pour dormir à chaque fois que saute l'une d'entre elles », disait ainsi récemment M. Joseph Scheidler, ancien moine bénédictin, père de sept enfants et animateur à Chicago d'une très active Ligue pour le droit à la vie.

Elles seules, les pressions psychologiques n'entraveraient pas la liberté de l'avortement. Les attentats, en revanche, ont un effet dévastateur, car ils finissent par intimider nombre de gynécologues et mettent en danger l'équilibre financier des centres d'interruption de grossesse, dont les primes d'assurance augmentent et qui ont maintenant du mal à trouver des locaux à louer. Et puis, surtout, organisées ou non, ces actions terroristes relancent chaque jour un peu plus le débat sur l'avortement, rappelant qu'un cinquième de la population y est radicalement opposé, qu'un autre cinquième en défend la complète liberté et que le reste des Américains voudraient y mettre des conditions.

M. Reagan a condamné, la semaine dernière, « de la manière la plus ferme ces actions violentes et anarchiques », mais il a toujours plaidé, depuis 1980, en faveur des « non-nés » et risque aujourd'hui d'être confronté à une forte pression de ses électeurs les plus conservateurs. Le besoin de garder fidèle à son parti le jeune électeur urbain et aisé qui s'est rallié à lui en novembre le retient; d'un autre côté, de tenter de mettre l'avortement hors la loi.

Les démocrates se souviennent, eux, des perturbateurs « pro-vie » qui ont troublé toutes les réunions électorales de M. Ferraro et qui n'ont aucune envie de devenir le « parti des avortements ». Quatre petits jeunes gens, peut-être témoins guidés mais pleins de foi et de bon sens, ont dramatisé ainsi un problème politique redoutable qui

avait déjà occupé une énorme place dans la dernière élection présidentielle.

#### Une balle pour 5 dollars

Bernhard Hago Goetz, lui, s'était rendu célèbre pour avoir, à la veille de Noël, tiré, avant de s'enfuir, sur quatre jeunes voyous noirs qui avaient voulu lui soutirer de l'argent dans le métro de New-York. Cela aurait pu n'être qu'un fait divers, mais lorsque la police, fait appel à des témoignages sur le fugitif, elle est débordée de messages d'approbation enthousiaste pour cet inconnu, dont on sait alors seulement qu'il est blanc, d'allure jeune, correctement vêtu, paralysé, et qu'il leur avait crié en dégageant : « Out, I'm 5 dollars for each of you ! ».

Ramant à contre-courant, le maire, M. Edward Koch, le gouverneur, M. Mario Cuomo, ainsi que les grands journaux, s'élèvent contre ces applaudissements, mais rien n'y fait. Des collectes sont organisées pour assurer la défense de Bernhard Goetz, sa « gloire » s'étend à travers les États-Unis et ne souffre nullement des aveux qu'il a faits après s'être rendu le 31 janvier : non, les voyous n'avaient pas « sorti » les tour-nevis agués qu'on a trouvés sur eux et c'est bien « pour rien » qu'il a tiré.

« Que pensez-vous de l'affaire ? », demandent aux quatre coins de pays les animateurs de radio et de télévision au public des chaînes locales. Les réponses sont quasiment unanimes. « Je ressens une profonde sympathie pour Bernhard Goetz », dit un auditeur de Montgomery, Alabama. « J'espère que justice sera rendue », ajoute un citoyen de Clifton, New-Jersey, pour lequel il va de soi que la justice « devrait être un acquiescement avec l'opinion du jury. » Bernhard Goetz personnifie la colère, la peur et le sentiment de désespoir impuissant auxquels nous avons été soumis, explique une dame de Chicago qui, tout en exprimant que l'antodéfense ne conduise à



l'anarchie, décrit « parents et communautés » comme « accusés à la fois de l'attitude émotionnelle ».

L'expression qui revient sans cesse est : « Nous en avons marre ! ». Marre de la criminalité (qui a pourtant régressé ces deux dernières années), marre surtout de cette délinquance urbaine face à laquelle toutes les politiques se révèlent impuissantes et que symbolisent trop faiblement les quatorze mille agressions commises en 1984 dans le métro new-yorkais.

L'avenir dira si Bernhard Goetz, libéré le mardi 8 janvier, sous une caution de 50 000 dollars pour laquelle il a refusé les deux résumés en sa faveur, n'est pas un fait divers. Il est d'ores et déjà sûr pourtant que les juges auxquels il sera présenté seront en flèche pour le condamner à la prison à vie.

« Les droits de la société ont été foulés aux pieds (...) et moi aussi, j'en ai marre », déclarait il y a quelques jours, M. Koch, qui n'approuve toujours pas mais comprend désormais les réactions

de solidarité de la population envers un inconnu dont on se demande en ne plaisantant qu'à moitié, s'il se présentera aux prochaines élections municipales.

Ce « héros » de trente-sept ans, divorcé, sans enfant et ingénieur électricien, a la carrière plutôt étroite, le front dégariné et le regard plein d'un dédain désabusé et triste. Il était connu dans son quartier pour son caractère renfermé et sa constante volonté de faire régner l'ordre et la propreté dans le voisinage.

Il y a quatre ans, d'autres voyous avaient tenu, dans le métro également, de lui voler des appareils électroniques d'une valeur de 1 000 dollars. Il s'était défendu, en avait fait arrêter un, mais n'avait pas pardonné aux autorités la longueur des interrogatoires et des formalismes qu'il avait dû se soumettre. La police new-yorkaise lui avait refusé un permis de port d'arme. Il s'en était procuré une en Floride et attendait que l'occasion de faire justice sans embarras administratifs. Peut-être n'aurait-il, lui aussi, que chasser et pêcher.

BERNARD GUETTA.

## ISRAËL

### Terre d'asile encore et toujours

Tous les falachas « reviendront à Sion », vient de déclarer M. Shimon Pérès après l'interpellation, qu'il espère provisoire, du pont aérien transportant les « juifs noirs ».

Cette opération a confirmé avec éclat qu'Israël persiste dans une vocation qui fut sa raison d'être : rassembler sur son sol la diaspora du peuple hébreu.

De notre correspondant

Jérusalem. — C'est une pyramide blanche, de pierre et d'acier, une sorte d'immeuble-amphithéâtre, tout en couloirs et en gradins qui surplombe les collines de Judée. Assise au sommet des marches, un enfant sur les genoux, une jeune mère falacha contemple de loin Jérusalem, comme perdue dans sa rêverie. Elle vit son cinquième jour en Israël.

La scène se passe, par une matinée lumineuse, au « centre d'absorption » de Gilo, l'une de ces cités nouvelles qui enlèvent la Ville Sainte d'un écriu de béton. C'est l'heure où l'assistante sociale prépare les cartons de nourriture attribués aux familles éthiopiennes. Un peu plus tôt, ces immigrants pas tout à fait comme les autres, commencent l'apprentissage de la vie citadine, répétant docilement les gestes de leur monitrice : faire un lit, verser une tasse de thé, allumer la cuisinière à gaz.

Pendant ce temps, dans chaque appartement du rez-de-chaussée aménagé en salle de classe, une dizaine d'adultes apprennent l'hébreu. A Gilo, comme dans les quarante « centres d'absorption » du pays, l'« ulpan » est un lieu de passage obligé. Au rythme de cinq heures par jour pendant cinq mois, l'hébreu devient vite familier, même si tout immigrant continue de hébiter sa langue maternelle. Dans la pièce qui sert de lieu d'accueil, des annonces écrites en français, anglais, espagnol et russe invitent les nouveaux arrivants — les « olim » — aux cours d'économie ménagère ou d'histoire juive.

« Nous ne devons pas perdre un seul juif, fait-il un quart de juif », proclamait récemment, dans une belle envolée sioniste, le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès en remettant l'évidence : Israël est avant tout la terre d'asile d'un peuple, le lieu d'immigration par excellence, soumis à la sacro-sainte « loi du retour » qui, sur-le-champ, transforme tout juif en citoyen du pays bête.

#### Une « période d'incubation »

Dans l'imaginaire des falachas, l'arrivée à Sion marque un événement miraculeux qu'ils comparent à la « rentrée d'Égypte » du peuple hébreu. Mais l'exaltation des juifs éthiopiens n'est qu'une heureuse exception. Leur spectacle sauveur vient redorer à point nommé des statistiques bien ternes. Car, en ces temps d'austérité, Israël attire guère.

Les pourcentages de déclin, enregistrés l'an dernier par rapport à 1983, sont éloquentes : 24 % pour l'immigration en provenance des États-Unis, 27 % pour la France, 33 % pour l'Amérique latine. Au total, 18 766 juifs sont « montés » vers Sion en 1984 (contre 60 000 en 1972, année glorieuse il est vrai). Quatre immigrants sur dix sont venus d'Éthiopie.

« Du bateau à la ville de développement ». Ainsi résumait-on, dans les années 50, l'itinéraire des juifs arrivés clandestinement d'Afrique du Nord, et qui, après la docte cérémonie d'accueil par aspergion au DDT, étaient voués d'office à la mise en valeur des contrées incultes. L'intégration des Éthiopiens sera sans doute moins rude. Depuis le lancement de l'opération Moïse, les structures d'accueil fonctionnent de nouveau à plein rendement comme au plus fort des « alyas » marocaines ou russes. En novembre et décembre, on comptait, certains jours, jusqu'à deux cents arrivées. Bondés, les centres d'absorption n'ont pas suffi. Dans les petites villes balnéaires de la côte, on a ouvert en hâte une quinzaine d'hôtels fermés pour l'hiver. Pour relayer le ministère de l'Intégration, plutôt désargenté, l'Agence juive espère pouvoir en 1985 consacrer aux juifs Éthiopiens, 150 millions de dollars — soit un tiers de son budget annuel collecté parmi la diaspora.

« Ici, les nouveaux immigrants vivent une période d'incubation avant de plonger dans la vie active », note M. Mordochai

Givon, directeur du centre de Gilo, qui abrite 420 personnes. Pour tout immigré, déclassé par définition, le séjour au centre représente l'indéfectible et salutaire phase de transition entre l'arrachement au passé et l'accoutumance à la vie nouvelle. En Occident, les candidats à l'immigration peuvent planifier leur départ et « réserver » leurs places dans les centres par l'entremise des délégués de l'Agence juive. Ni les juifs d'Europe de l'Est ni ceux d'Éthiopie n'ont cette facilité.

La prise en charge totale des « olim » dure six mois : loyer gratuit et versement d'un modeste vintage censé « couvrir » les frais de subsistance. Pour une famille de quatre personnes, cette bourse avoisine 200 dollars. « La plus souvent, pour arrondir les fins de mois, l'immigrant travaille à temps. Nous l'aiderons à faire ses premiers pas, notamment dans les dédales de l'administration », raconte Simone qui joue à Gilo le rôle-clé de « mère aubergine ». En règle générale, précise-t-elle, l'immigrant traverse sa première crise après trois mois de séjour, lorsqu'il se met à chercher du travail.

Il n'est pas toujours facile au nouvel arrivant de dénicher un emploi correspondant à sa formation et à son goût. Israël, par exemple, n'a pas un besoin pressant de professeurs de russe ou de chanteurs d'opéra. Souvent conduits à se recycler, les « olim » fréquentent alors les centres de formation technique. En Israël, l'informatique est la voie royale

de l'insertion sociale. Peu d'immigrants, au bout du compte, restent professionnellement sur le touche.

#### Vivre à Jérusalem

Selon M. Shifra Horowitz, porte-parole du ministère de l'Intégration, un immigré sur cent seulement, parmi ceux arrivés en 1983 et 1984, perçoit aujourd'hui une allocation chômage tandis que 5 % suivent des stages de formation. Les « olim » jouissent en outre de quelques avantages financiers : exonération des droits de douane et adoucissement de l'impôt sur le revenu.

Mais le problème-clé est celui du logement. Pour éviter de privilégier à l'exode les « olim » de fraîche date aux dépens des anciens, notamment ceux venus d'Afrique du Nord — qui, soit dit en passant, votent en grande majorité pour le Likoud — M. David Lévy, ministre du logement, décide en 1985 de ne plus allouer « pro facto » à tout nouvel immigré un appartement à loyer modéré.

En Israël, où huit familles sur dix possèdent leur logement, la propriété immobilière est l'un des meilleurs signes de promotion sociale et d'intégration. Le gouvernement en favorise donc l'accès en offrant aux « olim » un prêt de 35 000 dollars remboursable en vingt ans. Il prend aussi en charge pendant trois ans, selon un tarif dégressif, la plus grande part des loyers.

Pourtant, nombre d'« olim » n'ont pas les moyens d'acheter

leur appartement ou de verser un loyer. Résultat : ils végètent plusieurs années dans les centres d'absorption au lieu d'y séjourner six mois. Certaines familles sionistes vivent à Gilo depuis 1980.

« Ils ont adopté une mentalité d'assistés et ont peur de partir », admet M. Givon. « Pas question, bien sûr, de les jeter à la rue. Mais nous allons lancer une campagne pour les inciter à quitter les centres », note dit M. Jaime Aron, chef du département de l'immigration de l'Agence juive.

Le gouvernement s'attache autant que possible à « diriger » les « olim » vers les « villes de développement » de Galilée ou du Néguev. Les falachas n'y furent pas toujours accueillies à bras ouverts par une population et des élus impuissants de la moule du chômage. Cette réticence à l'« évangélisme » subitement, assura M. Aron, une vague de solidarité s'est manifestée envers les Éthiopiens au cours des dernières semaines.

Il n'empêche que les falachas préfèrent pour des raisons religieuses, vivre à Jérusalem. D'autres « olim » sont simplement attirés par les charmes des grandes cités. Une plaisanterie qui court ici sur le compte des juifs d'URSS, prétend qu'ils rêvent tous de s'installer à « Arlozaroffa-Dzengoffa », sobriquet qui désigne, en prononçant à la russe, le carrefour où se rencontrent les deux avenues les plus « chic » de Tel-Aviv.

J.-P. LANGELLIER.



## AFRIQUE

## L'Eglise, maîtresse au Rwanda, servante au Burundi

Dans les deux petits États, qui furent protectorats belges, du Rwanda et du Burundi, en Afrique de l'Est, l'Eglise catholique ne connaît pas la même fortune. A Kigali, rien ou presque ne se fait sans sa bénédiction. A Bujumbura, elle est mal vue d'autorités qui se réclament d'une tradition « laïque ». Les deux ethnies qui régnaient dans chaque capitale ont eu, naguère, des désaccords plus sanglants que celui-ci.

## De notre envoyé spécial

Kigali. — Dans le presbytère de cette paroisse de Kigali, le portrait du major-général Juvenal Habyarimana, le chef de l'Etat, domine de plusieurs pieds celui du Souverain Pontife, presque réduit aux dimensions d'une photo-souvenir. Il est vrai qu'au Rwanda il y a une tradition de confusion du politique et du religieux qui remonte à l'époque — autour de 1925 — où le rwandais Mutara, le premier roi chrétien, avait pour conseiller l'évêque local. Aujourd'hui, les choses ne semblent guère avoir changé : Mgr Vincent Nsengiyumva, archevêque de la capitale, est membre du comité central du Mouvement révolutionnaire national (MRND) et président de sa commission des affaires sociales et culturelles.

Ni les discrètes pressions de Rome, ni les critiques ouvertes d'une partie du clergé n'ont encore convaincu Mgr Nsengiyumva de la nécessité de prendre ses distances à l'égard du parti unique, et d'abandonner à César ce qui est à César, tant il est convaincu qu'« il faut s'unir pour la paix ». D'aucuns avancent, cependant, que, dans la position « anormale » où il se trouve, le prélat est en mesure de jouer un rôle humanitaire, par exemple de visiter les détenus politiques à la prison de Rubengeri. « De toute manière, le Rwanda, ce n'est pas le Chili », affirment-ils. L'Eglise, ici, est soliditaire d'un pouvoir relativement propre et assez tolérant.

Ces relations de confiance mutuelle — ne dit-on pas que le président reçoit plus volontiers les

évêques que ses ministres pour prendre le pouls du pays ? — ont pris racine lors de la révolution de 1959, qui a vu les Hutus abattre le régime féodal des Tutsis. « Tous ces révoltés étaient des enfants des missions », raconte un prêtre. Nous avons alors choisi le camp des opprimés. L'Eglise récolte ce qu'elle a semé, puisque ses fidèles ont en main les destinées du Rwanda dont la Constitution s'ouvre sur une déclaration de confiance « en la toute-puissance de Dieu ».

## Saint Mark, priez pour nous !

Au demeurant, l'Eglise a les moyens temporels de se faire entendre, le colonisateur belge s'étant déchargé sur elle, au temps de la tutelle, d'une partie de ses tâches. C'est ainsi que les missions catholiques, dont la moitié des effectifs sont étrangers, se sont attelées au développement des campagnes, qu'elles y ont notamment introduit la culture du caféier et de la pomme de terre, ainsi que l'élevage du porc. Grands propriétaires terriens, elles gèrent aussi un réseau d'« économats généraux » — un par diocèse — qui s'apparentent à de petits supermarchés et ne dédaignent pas de se livrer, à l'occasion, à des activités illicites, ne serait-ce qu'au change des devises au cours parallèle.

Outre cet aspect un peu mercantile des choses, l'Eglise s'intéresse notamment à ce qui s'écrit — elle possède trois imprimeries — et à ce qui s'écrit : elle contrôle une partie de la presse périodique. L'Etat lui a confié la direction de près de la moitié des écoles primaires. Elle administre aussi 60 % des établissements secondaires. Une présence trop visible ? « Ce n'est pas un mal, assure un prêtre rwandais, car il n'y a rien à côté. On ne cherche pas à se cramponner, on comble un vide ».

Pour le moment, le pouvoir trouve son intérêt dans cette omniprésence de l'Eglise, puisqu'il n'a pas les moyens lui-même d'être partout à la fois. Ainsi voit-il d'un bon œil des évêques s'en aller fréquemment solliciter la générosité des pays riches, partir, comme on raconte ici, « en pèlerinage à Saint-Mark et à Saint-Florin », c'est-à-dire en Allemagne fédérale et aux Pays-Bas. « Si cette aide transite par les missions, la population a davantage de chance d'en voir la couleur que si elle est remise au gouvernement », entend-on observer ici.

Le pouvoir se garde, aussi, de prendre ombrage des mouvements de piété d'une population pour moitié composée de baptisés, un peu confite en dévotion et très sensible au surnaturel. L'état ecclésiastique continue d'être hautement considéré : c'est au prêtre qu'en l'absence de banquier populaire les ruraux confient la garde de leur magot. La pratique religieuse est intense : l'an dernier la grande messe de Pâques avait rassemblé, sur le stade de Kigali, plus de trente mille fidèles.

Aujourd'hui, tout le Rwanda catholique ne parle que des apparitions de la Vierge à des écoliers, à Kibeho, dans le sud du pays. Les messages de la « Belle Dame » ont suscité une vague de piété qui se traduit par une flambée de conversions et de vocations et une floraison de groupes de prières. « Même les jeunes se sont ressaisis », constate un missionnaire. Ils n'hésitent plus à afficher leur foi en public.

« Voilà qui fait l'affaire du pouvoir », assurent les sceptiques, qui analysent cette ferveur spirituelle comme une fuite en avant pour échapper aux difficultés du moment. A leur avis, « le gouvernement encourage la religion-optimisme ». Il est un fait que la femme du chef de l'Etat défend avec conviction la cause des apparitions de Kibeho, si bien que d'aucuns invoquent la Vierge sous le vocable de « Notre-Dame de la 1<sup>re</sup> République ».

Combien de temps durera cette « lune de miel » entre le pouvoir et l'Eglise ? Déjà, sur la question scolaire, l'un et l'autre ne parlent plus tout à fait le même langage. Quant au contrôle des naissances pour juguler l'explosion démographique, le clergé local se rend bien compte que l'intransigence de Rome sur le sujet risque de leur rendre la vie impossible, qu'il serait malvenu de prêter pour que « toutes les femmes du Rwanda fassent honneur à leur maternité », comme l'avait fait le mwami Mutara lorsque, en octobre 1946, il avait consacré le pays au Christ-Roi.

## « Saboteurs de la révolution »

Si, de ce côté-ci de la frontière, l'Eglise et le pouvoir sont à tu et à toi, du côté burundais, ils se regardent un peu en chiens de faïence, alors que le Rwanda et le Burundi, autrefois réunis sous une même tutelle belge, se présentent comme des « frères jumeaux ». A un détail près, cependant, qui fait toute la différence : c'est la mino-

rité tutsi qui tient les leviers de commande à Bujumbura. Aussi les missions catholiques se trouvent-elles mal à leur aise face à un régime qui met en doute leur fidélité à son égard et les soupçonne de vouloir « exporter la révolution » qu'elles ont soutenue chez le voisin du Nord et pousser ainsi les Hutus sur le devant de la scène.

Le contentieux entre l'Eglise et le pouvoir remonte aux premières heures de l'indépendance, lorsque les missionnaires jouèrent sans succès la carte du Parti démocrate-chrétien, tenu pour complice de l'assassinat, en 1961, du prince Louis Rwagasore, chef de l'Union pour le progrès national (UPRONA), le parti devenu unique. Puis, lors de la « tragédie de 1972 » qui vit s'affronter Hutus et Tutsis, le gouvernement reprocha au clergé d'avoir « soufflé sur le feu ». Enfin, on tint rigueur, en haut lieu, à la gent ecclésiastique de ne pas avoir salué comme il se devait, en 1976, l'avènement de la 1<sup>re</sup> République, qui avait inscrit à son programme la « réconciliation nationale ».

Il reste que l'Eglise — 65 % de la population est catholique — se présente comme un contre-pouvoir face à un parti-Etat qui a l'ambition de tout embrasser. « Les cent paroisses rurales du Burundi sont autant de lieux de promotion humaine avec, rassemblés autour de la chapelle, le centre d'éducation de base, le dispensaire, le foyer social, les coopératives, etc. », constate un observateur. Jusqu'à présent, le vrai développement s'est fait à travers les missions, auxquelles on reconnaît un certain sens de l'organisation et du bien commun. Les responsables locaux en sont d'autant plus mécontents qu'ils manquent de moyens pour relever ce défi.

## « Un Etat laïque »

Avec d'impudence ? La colère du lieutenant-colonel Jean-Baptiste Bagaza, le chef de l'Etat, s'est portée, en priorité, contre les missionnaires étrangers qui composent la moitié du clergé local : depuis 1979, une centaine de « saboteurs de la révolution déguisés en messagers de Dieu » ont été ainsi expulsés du pays, en plusieurs vagues. Le pouvoir s'est aussi employé à gonfler tous les signes d'« obscurantisme » : ainsi a-t-il décidé que le mot dimanche ne se traduirait plus en kirundi, la langue locale, par « jour du Seigneur » mais par « septième jour » et que les croix plantées



FRANCHINI

dans la campagne devaient disparaître du paysage.

A l'occasion du carême 1984, les fidèles furent invités, par le gouvernement, à s'abstenir d'aller à la messe en semaine, car il y a un temps pour tout et les exercices de piété ne doivent pas perturber le travail de la terre. Plus de service dominical à la radio, plus de journal catholique. Quant au nonce apostolique, il dut renoncer à son privilège de doyen du corps diplomatique.

Y aurait-il, dans tout ce train de mesures, un arrière-goût d'antielégalisme pur et simple ? Le chef de l'Etat n'aurait-il pas subi, à cet égard, la mauvaise influence de l'Université libre de Bruxelles, et certains de ses conseillers, formés à l'Est, n'en seraient-ils pas revenus « montés » contre la religion ? « Nous ne sommes pas contre l'Eglise », insiste M. Emile Mwarohu, secrétaire général de l'UPRONA. La preuve en est que toutes les fêtes catholiques sont fériées. Mais celle-ci doit s'adapter. Le Burundi est un Etat laïque, et la séparation de l'Eglise et de l'Etat est inscrite dans notre Constitution. A chacun son rôle.

L'Eglise du Burundi, une Eglise sécularisée ? Peut-être, même s'il lui arrive d'être l'objet de vexations et de tracasseries.

Dans ce climat de suspicion mutuelle, les faux bruits et les rumeurs alarmistes ont tôt fait de courir la campagne. « Le plus pénible, dans toute cette affaire, c'est que nous ne savons pas ce que l'Etat attend de nous, où il veut exactement en venir, souligne un prêtre. Tantôt il est brutal, tantôt il est accommodant ».

Ainsi, dans le diocèse de Bururi — celui du chef de l'Etat — on ne prolonge plus les visas des missionnaires étrangers qui viennent à expiration, mais, ailleurs, on les renouvelle presque les yeux fermés.

A y bien penser, un certain nombre de catholiques en viennent à conclure, sans pour autant être masochistes, que cette épreuve est salutaire. Et de faire leur examen de conscience : « Nous entretenons des structures qui nous dépassent et nous sommes prisonniers de l'argent que nous recevons, constatent-ils. On s'imaginait que l'on pouvait dire son mot sur tout. L'Etat, en secouant notre arrogance, nous offre l'occasion de retrouver les traits d'une Eglise servante et pauvre, plus vivante et moins démonstrative ». Des chrétiens du Burundi et du Rwanda, les plus à plaindre ne sont peut-être pas ceux auxquels on pense...

JACQUES DE BARRIN.

## UN DOCUMENT SUR LA FIN DU TSARISME

## Les souvenirs d'un paysan russe

La révolution russe de 1917, l'effondrement brusque de la société russe et de la religion au Russie, restent en grande partie énigmatiques. Avec l'affaiblissement du mythe de la révolution russe, on se trouve, aujourd'hui, dans une sorte de vide interprétatif. La grande entreprise romanesque de Soljenitsyne, *La Roue rouge*, cherche à nous inculquer que ce sont les libéraux russes — comme Miloukov, — qui, en jouant le jeu du père, ont préparé cet effondrement. Michel Heller et Alexandre Nekrich, dans leur *Utopie au pouvoir*, expliqueraient plutôt la si brusque disparition de la société civile par l'avènement d'un « homme nouveau ». D'autres, enfin, par exemple l'historien hongrois Szamuely, incriminent l'« asieisme » russe, et c'est une interprétation qui, depuis Castine, a toujours ses partisans en France.

Le *Récit d'un paysan russe*, de Jean Stoliaroff, est un de ces documents strictement véridiques, exempts d'idéologie, qui peuvent nous éclairer. Le *Journal de Russie*, de Pierre Pascal, en est un autre, et nous ne sommes pas étonnés d'apprendre que Pierre Pascal, avant sa disparition, avait patronné la traduction et l'édition de ce court et émouvant document. Boris Souvarine, quant à lui, l'avait à ce point apprécié qu'il y consacra deux pages dans *Est-Ouest*, un de ses tout derniers articles.

Le court récit de Jean Stoliaroff est inachevé, légèrement décousu, mais d'une trame admirablement pure. On y trouve un témoignage sans faille sur la vie de la paysannerie russe à la fin du dix-neuvième siècle, sur l'émancipation d'un fils de paysan qui reçoit une bourse pour faire des études dans une école d'agriculture, enfin sur l'engagement de cet homme dans la défense des paysans, sur son militantisme dans l'Union des paysans, fondée après la révolution de 1905, et qui préconisait la distribution des terres seigneuriales aux paysans qui les travaillaient.

Le village de Karatchoune, dans la province de Voronej, était un hameau perdu : isolé sans cheminée (la fumée s'en va par la porte), analphabète, foi religieuse profonde. La terre est pauvre : le moujik a un métier d'appoint : à Karatchoune, c'est la poterie. Mais le paysan redoute la ville, où il va vendre : on l'y maltraite, on l'y insulte. La ville ne délègue au village que des sergents-recruteurs et les agents du fisc. Quand ceux-ci arrivent, le paysan qui a un arriéré doit cacher sa vache, enterrer ses ustensiles...

Le père de Jean Stoliaroff était doux, conciliant ; sa mère, très pieuse, était assoiffée de justice et supportait mal les humiliations. On voit très bien fonctionner la société russe de l'empire finissant à travers ce récit. Jean est doux, laborieux :

perce qu'il le veut passionnément et que son père paye à l'Institut pour nouvellement arrivés les 5 roubles exigés, il est admis dans une école secondaire d'agriculture. Etant dans les cinq premiers, il obtient une bourse. Mais il doit pour cela être rayé de sa « classe », de son « état paysan » — et son père sanglote. Il existe donc bien dans la Russie d'avant 1905 un processus de modernisation sociale, mais il est étroit, partiellement aliéné et ne fait que pousser ses bénéficiaires à la révolte : le propre oncle du nouveau bourgeois est foudroyé en public !

## Une énigme

Jean Stoliaroff est un non-violent, comme son père, mais il milite avec ardeur pour la route nouvelle Union paysanne : il est protégé par la comtesse Panine, la plus grande propriétaire foncière de la province, une femme dévouée à la cause du « peuple », qui fonde des cantines et qui fera évader de Russie, en 1906, lorsque les « cent noirs » entreprendront la chasse aux « révolutionnaires » dans la province de Voronej. Episode remarquable où l'on voit à l'œuvre, dans un district précis, ces nerfs politiques. Or Stoliaroff n'était pas socialiste, et, pour lui, les sociaux-démocrates, venus de classes qui oppriment le paysan, ont des conceptions néfastes et incompréhensibles.

Socialistes et libéraux jugent le paysan à travers ses monnaies et ses récits paysans de Tchekhov ou les personnages dépravés de Gorki. Mais, à l'école d'agriculture, ce sont les garçons de la ville qui pratiquent des brimades odieuses, et, pour le paysan russe, cette violence est incompréhensible. « La classe paysanne est véritablement une énigme », écrit-il. Nulle part, je n'eus l'occasion de rencontrer et d'observer des esprits aussi avides de savoir, d'âmes aussi tourmentées, des personnes aussi contemplatives que parmi les paysans ».

Un épisode mérite que l'on s'y attarde : l'apparition de Stolypine, qui est, on le sait, le héros d'Avril 1914 dans la seconde rédaction. Stoliaroff est alors en prison : il a été arrêté chez lui au retour d'une tournée de propagande pour l'Union des paysans. Au tribunal du canton, à Valouiki, le greffier est également le chef local des « cent noirs », c'est lui qui organise des assassinats de propagandistes. Heureusement pour lui, Stoliaroff est transféré à la prison de Saratov, où il retrouve en geôle un prêtre ami, que tout son village a voulu arracher aux cosaques. « Nous étions plusieurs dans une cellule. Les discussions battaient son plein. Entre autres, certains proposaient de faire la grève de la faim. A minuit, la porte de notre cellule s'ouvrit violemment, comme

si un coup de vent l'avait poussée, et une demi-douzaine de cosaques firent irruption et occupèrent tous les points stratégiques de la cellule. Puis le procureur du tribunal entra, accompagné par le gouverneur de la province en personne, P. Stolypine ».

## Le courage de Stolypine

L'épisode confirme l'activité et le courage de Stolypine, encore gouverneur de Saratov : il paie de sa personne. Apercevant un canif dans la main de Stoliaroff, il le fait saisir mais sans sévir. « Il était de haute taille, avait une belle carrure, n'enlevait rien à sa silhouette svelte, un regard de faucon et une manière autoritaire de parler ».

Voici, l'un en face de l'autre, un anonyme combattant de l'émancipation paysanne et celui qui, dans un an, va réformer de fond en comble la Russie rurale par une nouvelle législation. L'un milite dans l'Union paysanne et demande la distribution des terres ; l'autre déclare que ces aumônes ne changeraient rien et qu'il faut abolir la propriété collective du « mir » sur les terres paysannes, pour que, devenu propriétaire individuel, le paysan ait un meilleur rendement. Stoliaroff mentionne une occasion où Stolypine fit tomber d'un coup de pied le plateau chargé de pain et de sel que les paysans lui présentaient en signe d'hos-

pitalité. Un détail qui signifie que le portrait-pandémique que fait Soljenitsyne mériterait au moins des retouches (1).

Jean Stoliaroff s'échappe en 1906 de Russie — de la Russie de Stolypine — grâce à sa protectrice, grande aristocrate dévouée à la cause paysanne. Il fait ses études supérieures à l'université de Toulouse, rentre en Russie en 1916, y vitote puis travaille, de 1928 à 1930 à la mission soviétique de Paris pour les achats de matériel agricole. A une brusque injonction de Moscou qui le rappelle, il refuse d'obéir. Il vivra modestement en France, jusqu'à sa mort en 1953.

Pour qui veut comprendre la vie paysanne russe au début du siècle (82 % de la population) et la révolution morale des meilleurs fils de cette paysannerie contre les humiliations, ce petit livre est important et émouvant. Dommage qu'Alexandre Soljenitsyne ne l'ait point lu... Pour corriger certaines lacunes de l'historiographie d'aujourd'hui, ce simple récit est irremplaçable.

GEORGES NIVAT.

\* Jean Stoliaroff, *Récit d'un paysan russe*, publié par V. Stoliaroff, 16, Square de Port-Royal, 75013 Paris.

(1) Soljenitsyne ne mentionne même pas cette Union des paysans. Miloukov non plus dans son *Histoire de Russie*, parue à Paris, en 1935. Sur ce point au moins, le romancier nationaliste et l'historien libéral sont d'accord.







LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

LES RÉACTIONS EN MÉTROPOLE

M. Chaban-Delmas : la théorie des dominos

La nouvelle de la mort d'Elai Machoro n'étant parvenue en métropole que dans la nuit de vendredi à samedi, les réactions des milieux politiques, vendredi soir, ne se référaient qu'aux incidents violents survenus à Nouméa après la mort d'un jeune broussard, tué par balles, le matin même, près de Bouloupari. M. Jean-Marie Le Pen, qui était, vendredi soir à Perpignan, où il devait présider une réunion du Front national, a notamment déclaré à la presse locale : « La gravité des événements m'oblige à m'exprimer après l'assassinat du jeune Tuai et les dramatiques incidents de Nouméa. Tout cela était prévisible. La réalité des choses prouve l'échec total de M. Pisani et de sa politique. Il convient qu'il démissionne, et aussi le secrétaire d'Etat sous l'autorité duquel il est placé. Je demande au premier ministre de se rendre en Nouvelle-Calédonie en personne. La gauche impose depuis plusieurs mois une politique contraire à ce que veulent les populations et l'affaiblissement des rebelles est faite d'une manière cynique. »

La Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, proche de l'extrême droite), a, pour sa part, « adjuré les membres des forces de l'ordre opérant en Nouvelle-Calédonie de ne pas agir contre leur conscience et de traiter en amis ceux qui se réclament de la France et de son drapeau ». La FPIP a affirmé : « Cédant à la colère et au désespoir, des Français se sont heurtés aux forces de l'ordre, blessant une quinzaine de nos collègues. Notre fédération, inquiète devant ce qu'il faut bien appeler une guerre civile, exprime sa profonde sympathie aux victimes des deux camps. »

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, qui a pris

la parole, vendredi, au cours d'une réunion locale du RPR, a déclaré à son auditoire : « Si la France disparaît de la Nouvelle-Calédonie, ce ne sera pas seulement la Nouvelle-Calédonie qui partira, ce sera ensuite la Polynésie. Or, c'est là que se trouve Maroua, le seul centre d'essai souterrain nucléaire possible pour la France. C'est la théorie des dominos qui se met en place. La Nouvelle-Calédonie entraîne la Polynésie et la France disparaît. Vos enfants seront de pauvres petits enfants de rien du tout, après l'an 2000, car, si la France cesse d'être une puissance nucléaire, elle cesse d'être une puissance tout court. »

Le Comité de soutien national à la Nouvelle-Calédonie française, qu'anime M. Guy Forzy et Jacques Roussel, a estimé que le meurtre du jeune broussard caldoche constitue « hélas l'une des conséquences directes de la stratégie de M. Pisani, qui laisse le FLNKS déstabiliser tout l'intérieur du territoire afin d'obtenir le consensus électoral pour l'indépendance canaque qu'il a délibérément esotisé, option qui est ressentie comme une véritable provocation par les anti-indépendantistes. »

A Moscou, l'agence Tass, réagissant aux propos tenus, jeudi, par l'ambassadeur des Etats-Unis en France, M. Evan Galbraith, qui s'était déclaré favorable au « statu quo, avec la présence de la France » pour éviter que la Nouvelle-Calédonie devienne « une nouvelle Grenade » (nos premières éditions du 12 janvier), a estimé que ces déclarations constituaient une « ingérence directe dans les affaires intérieures de la France ». Selon l'agence soviétique, « l'intérêt de l'administration américaine à voir maintenu le statut actuel de la

Nouvelle-Calédonie s'explique par sa position stratégique extrêmement importante dans la région et par la présence d'objets du Pentagone sur les îles de l'archipel. »

A l'extrême gauche, M. Pierre Boubry, secrétaire politique du PCML (marxiste-léniniste), a déclaré, samedi matin : « L'assassinat par les forces dites de l'ordre d'Elai Machoro, ministre de la sécurité du gouvernement provisoire de Kanaky, survenant après les multiples incidents provoqués par les ultra-colonialistes, apparaît comme une véritable provocation contre le FLNKS, le peuple canaque et son droit à l'indépendance. Cette provocation condamne le processus de négociation engagé par les propositions faites par M. Edgard Pisani. »

M. Alain Krivine a déclaré, samedi, au nom de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) : « L'assassinat délibéré d'Elai Machoro par les gendarmes français représente une déclaration de guerre contre le peuple canaque. Responsable du maintien de l'ordre et du choix de ses officiers, le gouvernement français en porte la responsabilité. Une guerre coloniale est en train de commencer en Nouvelle-Calédonie qui ne peut être arrêtée que par la reconnaissance, dans les plus brefs délais, de l'indépendance pour le peuple canaque et de son gouvernement provisoire, et par le désarmement des milices caldoches. M. Pisani doit comprendre qu'il est illusoire de vouloir satisfaire à la fois les colonisés et les colonisateurs. La Ligue communiste révolutionnaire, quant à elle, a choisi son camp, elle prend tous les contacts pour que s'organise, dès lundi, une manifestation de solidarité avec le peuple canaque qui vient de perdre l'un de ses meilleurs dirigeants. »

INVITÉ DE « FACE A LA TROIS »

Le cri du cœur de M. Léotard : « J'aime la vie »

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, a inauguré vendredi soir 11 janvier sur FR 3 une nouvelle émission politique proposée par Igor Barrère et André Campana « Face à la Troisième ». La grande nouveauté de cette émission consistait à soumettre l'invité à une « médioscopie », autrement dit à faire réagir un échantillon de Français rassemblés dans un studio de la chaîne à chacun des propos de M. Léotard ; leurs réactions étaient immédiatement traduites en courbes marquant les degrés d'adhésion au discours et régulièrement projetées sur le petit écran. En dépit des explications données par Denis Muzet, directeur de Médioscopie, notant par exemple que l'emploi du mot « cœur » « élargit » les « indécis » ou que le mot « crise » faisait « réagir », l'intérêt d'une telle expérience est apparu des plus discutables. Elle est restée au stade du gadget, vite ennuyeux.

Pour le reste, M. Léotard qui a confirmé, s'il en était besoin, qu'il est toujours aussi à l'aise devant les caméras, a pu se livrer en toute quiétude à un numéro de charme en évoquant notamment avec les journalistes ses souvenirs de jeunesse : sa vie de scout quand il était « zébro idéaliste », sa retraite religieuse, ses blagues d'étudiant, ses années à l'ENA dans la même promotion que M. Fabius. Usant du ton de la confidence, il s'est efforcé de créer une atmosphère d'intimité, parlant « cœur à cœur » et s'offrant même le luxe de quelques pudeurs peut-être tardives.

Il s'est à peine crispé quand M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat aux transports, est venu lui apporter la contradiction dans la partie plus politique de l'émission. « Quel projet d'entreprise avez-vous ? », lui a-t-il demandé après avoir souligné le soin qu'apportait avant tout M. Léotard à son « look ». « Il n'y aura pas de redressement en France, s'il n'y a pas d'entreprises pour créer des emplois », a répondu M. Léotard en saisissant au vol l'occasion de se livrer à un rapide bilan comparatif de la gestion de M. Giscard d'Estaing

et de M. Mitterrand à la moitié de leur septennat. Bilan qui a tourné à l'avantage de l'ancien chef de l'Etat. Sans surprise... de la part d'un homme qui dit partager avec M. Giscard d'Estaing « le respect des gens », « une profonde tolérance » et « le goût de la pédagogie ».

Pas davantage de surprise à l'écoute des autres propos du secrétaire général du RPR. Il s'est réjoui d'avoir su « provoquer », en affirmant qu'il accepterait d'être le premier ministre de M. Mitterrand et s'est indigné que les barrières de son parti aient pu employer à ce propos le terme de « collaboration ». « En 1986, il faudra que l'opposition prenne ses responsabilités. Ce n'est pas parce que ce sera difficile et que peut-être M. Mitterrand restera qu'il ne faudra pas gouverner », a-t-il remarqué.

M. Léotard a d'autre part souligné que les trois principaux chefs de file de l'opposition (MM. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing) « se réunissent autour d'une table pour rédiger un texte commun » sur les « objectifs de gouvernement ». Il s'est déclaré, tout bien réfléchi, hostile à un changement du mode de scrutin pour les élections législatives. « Dans un match de football, on ne change pas la règle à la mi-temps. »

Quelques formules aussi, notamment à l'égard de M. Fabius qui, « comme Alice au pays des merveilles, débarque et dit que tout va être merveilleux demain... mais toujours demain (...). »

S'il fallait retenir quelque chose de cette émission, il faudrait sans doute puiser dans les premiers propos de M. François Léotard invité en début d'émission à pousser son « cri du cœur ».

Christine FAUVET-MYCIA.

M. Le Pen à Perpignan

M. ALDUY (UDF) ACCUEILLE SON « ANCIEN COLLÈGUE »

(De notre correspondant.)

Perpignan. — M. Jean-Marie Le Pen a participé vendredi soir 11 janvier à Perpignan à un meeting qui a réuni près de deux mille personnes.

La venue de M. Jean-Marie Le Pen à Perpignan a bouleversé la journée de bon nombre d'élus et de responsables locaux. L'audience du Front national dans ce département, confirmée par de récents succès électoraux, ne peut être négligée par aucun élu politique.

Pour M. Paul Alduy, sénateur et maire (UDF-PR) de Perpignan, c'est un « ancien collègue » qui était reçu en petit comité dans la salle des délibérations du conseil municipal. En effet, en 1956, M. Paul Alduy, alors membre de la SFIO, M. Jean-Marie Le Pen, député poujadiste, et M. Mourad Kaouab, député d'Alger, aujourd'hui responsable départemental du Front national, siégeaient ensemble à l'Assemblée nationale.

De même pour la réception à la chambre de commerce, la question s'est posée de savoir s'il fallait recevoir M. Le Pen en tant qu'ancien député poujadiste représentant l'union de la défense des commerçants et artisans ou en tant que leader du Front national. Le secrétaire général de la chambre de commerce, M. Salvat, a dû annuler un voyage pour assister à une réception restreinte du bureau, souhaitée par le président, M. Farran (opp.), conseiller général.

A deux mois des élections cantonales, cette valse-hésitation dans la formation des invitations n'est sans doute pas sans arrière-pensée à l'égard d'une part importante de la population acclame de la ville de Perpignan, les rapatriés.

J.-C. MARRE.

Recevant les vœux de la presse, M. Laurent Fabius dit « non aux souffleurs de haine ». — Répondant, vendredi 11 janvier, aux vœux de la presse, M. Laurent Fabius a, une nouvelle fois, proposé à M. Jacques Chirac et à M. Raymond Barre un débat sur la « politique de la France ». « Je saurais, a-t-il déclaré, et je n'ai pas compris qu'ils refusent, que nous puissions avoir un débat au fond des choses... car les affaires de la France sont sérieuses. » Le premier ministre a également réaffirmé son intention d'organiser un certain nombre de « grands et beaux débats » parlementaires sur « de grandes questions d'intérêt national pour que le Parlement puisse retrouver un rôle qu'il a malheureusement un peu perdu ». Pour M. Fabius, « la vie parlementaire ne consiste pas à échanger des invectives ». « Je continue, a-t-il conclu, à dire non aux souffleurs de haine. »

Nouvelles brèves

• M. Mitterrand à Rennes le 1<sup>er</sup> février. — M. François Mitterrand se rendra en Ile-de-Vilaine le 1<sup>er</sup> février prochain.

Il prononcera un discours public à Rennes et devra visiter une ou plusieurs entreprises. M. Edmond Hervé, maire de Rennes, secrétaire d'Etat chargé de la santé, a invité le chef de l'Etat à observer « sur le terrain des exemples concrets de progrès et de difficultés dans la modernisation de notre économie et de l'amélioration des conditions de vie des Français. »

• Conférence de presse de M. Giscard d'Estaing le 21 janvier. — M. Valéry Giscard d'Estaing réunira une conférence de presse lundi 21 janvier à 11 heures, au 21 de la rue François-1<sup>er</sup> à Paris.

L'ancien chef de l'Etat répondra à cette occasion aux questions portant sur la situation économique et sociale, sur la place de la France dans le monde et sur les conditions à réunir pour réussir le redressement du pays, précise le secrétariat de M. Giscard d'Estaing.

• A la Ville de Paris. — Dix élèves administrateurs de la Ville de Paris viennent d'être reçus au concours d'entrée spécial à l'Ecole nationale d'administration où ils suivent la même scolarité que les élèves recrutés pour les postes à pourvoir dans l'Etat. Il s'agit, au titre du concours externe, de MM. Christophe Berthel-Lamy, Emmanuel Charon, Bernard Cocheret, M<sup>lle</sup> Isabelle Duchet-Delaville, MM. Gaëtan Gorce et Serge Grouard ; au titre du concours interne, de M. Alain Jacob, de M<sup>lle</sup> Michèle Colin et de M. Dominique Reinhorn.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 12 janvier 1985 :

- DES DÉCRETS
  - Pris pour l'application du titre II bis de la loi du 13 juillet 1979 modifiée et de l'article 6 de la loi du 9 juillet 1984 relatifs au régime fiscal des porteurs de parts de fonds communs de placements à risques.
  - Modifiant le code des marchés publics.
- DES CIRCULAIRES
  - Portant application de la loi du 17 juillet 1984 portant modification

de l'ordonnance du 2 novembre 1945 et du code du travail relative aux étrangers séjournant en France et aux titres uniques de séjour et de travail et du décret 1984 modifiant le décret du 30 juin 1946 réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers.

• Relative à la mise en œuvre de la procédure d'introduction en France des membres de la famille des ressortissants étrangers.

• Relative à la mise en œuvre de la loi du 17 juillet 1984 relative aux titres uniques de séjour et de travail.

Postes à pourvoir..

Dès lundi, ces Entreprises vous donnent rendez-vous dans les pages "Annonces Classées" du Monde.

- ALGOE - AMRI - BANQUE
- SUDAMERIS FRANCE - BRUEL-KJAER - CABINET ALPHA CDI
- CABINET ETAP - CABINET PA
- CABINET RAYMOND POULAIN
- CONSULTANTS - CABINET SELE
- CEGOS - CEGI-TYMSPHARE
- CEIP - CERCI - CERG - COLGATE
- PALMOLIVE - CREDIT LYONNAIS
- L'ORFÈVRE CHRISTOFLE
- DASSAULT - DIGITAL
- EQUIPMENT FRANCE - DIGITAL
- VALBONNE - EQUIPES
- ENTREPRISES - GROUPE BBC
- INDOSUEZ - INFRAPLAN - INTEL
- INTERTECHNIQUE - LERS - MID
- MIDLAND BANK - FERNAND
- NATHAN - NERVET PONT - OCBF
- PFIZER - PJB INTERNATIONAL
- MANAGEMENT - RANK XEROX
- ROWNTREE MACKINTOSH
- SAINT GOBAIN - SERETE - SIRCA
- SMT GOUPIL - SNPE - SOLVAY
- SOPELEM - SUDAC - TEG
- TRANSELEX - UNILEVER
- FRANCE SERVICES.

Le Monde, l'effort pour l'emploi

Le Monde  
ÉDITION INTERNATIONALE  
Dimanche 13-14 janvier 1985 - Page 9

هكذا من الأصل



## France

### LE CONGRÈS DU MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE

# Trois ambitions pour le centre gauche

Depuis qu'à la présidence du mouvement des radicaux de gauche la succession de M. Jean-Michel Baylet, entré au gouvernement en juillet dernier comme secrétaire d'Etat aux relations extérieures, est ouverte, les «pointeurs» tiennent le haut du pavé. Leurs «pronostics» sont aujourd'hui quasiment unanimes : M. François Doubin devrait l'emporter avec 60 % des voix dimanche 13 janvier, dernière journée du congrès extraordinaire du MRG réuni à Marseille.

L'avantage qu'il a pris sur ses deux principaux concurrents (MM. Thierry Jeantet et Jacques Lévy) s'est concrétisé par le soutien que lui ont apporté les principaux responsables du parti. Le choix en faveur de M. Doubin aura sans doute été plus guidé par la raison que par la passion. Ont joué à son avantage son âge, sa réussite professionnelle et son apparence d'homme solide et carré.

La comparaison des trois professions de foi ne révèle pas de grandes divergences. L'ambition du parti n'y est pas modeste : un objectif électoral de 6 % pour M. Doubin,

un doublement des effectifs pour M. Jeantet, un candidat à l'élection présidentielle en 1988, M. Lévy... Pas d'inattendu non plus dans la volonté proclamée de renforcer l'organisation des fédérations, l'appareil du parti, de promouvoir la communication interne et vers l'extérieur.

En affirmant d'une manière quelque peu provocante que «le centre n'existe pas», M. Lévy entend tirer les leçons de la bipolarisation. Pour lui, le MRG, partie prenante au gouvernement, ne peut s'en désolidariser. D'autant que les propositions des radicaux de gauche sont désormais prises en considération, même si c'est depuis peu, précise-t-il. Pour M. Doubin, il y a là malgré tout un «lieu géographique» de «ralliement pour les abstentionnistes et les modernistes». Cet «introuvable» centre gauche est-il organisable ? De l'expérience ERE européenne, où le MRG s'était allié avec les écologistes de M. Lalonde et les radicaux de M. Stirn pour n'obtenir qu'un résultat modeste (à peine

plus de 3 % des suffrages exprimés), les candidats ont tiré une leçon. Il ne faut plus courir après des états-majors et des individualités, mais procéder à «une ouverture verticale», selon l'expression de M. Doubin, en créant des clubs, comme le suggère M. Lévy, ou des groupes de rencontres et d'action, comme le propose M. Jeantet. Il faut, affirme M. Lévy, tourner le dos à la «langue de bois». Pour ce dernier, l'intérêt des Français pour la politique n'est pas nul, mais il ne peut que baisser «devant ce qui leur est offert». Le MRG, estime-t-il, non seulement peut, mais doit tenir un langage «de sincérité et de modernité». Thème que ne contestent pas MM. Jeantet et Lévy.

Aux délégués qui à Marseille s'interrogeront sur le thème «Le MRG, pour quoi faire ?», les responsables du parti devront expliquer la raison d'être d'un parti qui n'a guère tiré profit de sa participation à la majorité présidentielle. Cette dernière, à l'inverse, s'est-elle profitée du MRG ? Certes, les ministres radicaux de gauche n'ont pas

démérité. M. Crépeau peut se vanter, à l'environnement, d'avoir évité une évolution «à l'allemande» du mouvement écologique et d'avoir bloqué les radicaux poujadistes chez les commerçants et les artisans. Quant aux universités, dont la responsabilité incombe à M. Schwartzberg, elles restent calmes.

Si la présence au gouvernement des radicaux de gauche constituait la seule raison d'être du parti, nul doute que l'immense majorité des militants ne s'en satisferait point. Reste non seulement aux candidats, mais à ceux qui assumeront la responsabilité du parti dans les mois à venir, à faire la démonstration qu'ils peuvent passer d'un poids plus lourd. L'occasion en sera fournie lors du débat sur la loi électorale. Il n'empêche que la aussi l'unanimité n'est pas tout à fait la règle. M. Schwartzberg souhaite une proportionnelle quasi totale. M. Baylet la plus large possible. M. Crépeau se contente d'en suggérer «une dose».

ANNE CHAUSSEBOURG.

## M. LEVY : l'avocat

«Le centre est aujourd'hui introuvable en France. Aux yeux de l'opinion publique, c'est peut-être bien M. Raymond Barre qui incarne le mieux l'idée politique de centre». L'homme qui évacue ainsi d'un revers de main l'une des marottes de la classe politique est pourtant un radical. Un radical du meilleur cru, né à Toulouse en 1945.

Cet avocat de trente-neuf ans ne ressemble guère aux chronos radicaux. Mèche blonde folâtre, sourire télégraphique, M. Jacques Lévy n'a de l'homme radicalus du Sud-Ouest que l'accent et une maturité qu'il s'acharne à contester. Le président de la Fédération Midi-Pyrénées du MRG est né en politique sous un double signe : mai 68 et le *Dépêche du Midi*. «Les événements de mai ont été mon berceau politique et idéologique», dit-il. Mais, une fois le mouvement endigué et l'utopie brisée, difficile pour le «pion» du lycée Berthelot de retomber sur ses pieds. «L'attitude du PS m'avait déçu», restait le radicalisme, terre «d'humanisme et de liberté». M. Jacques Lévy entre alors dans la famille mais penche vers la branche libérale. Il a pour guide Louis Blanc (l'inventeur des commissions ouvrières) et pour modèle Mendès France.

Radical, le *Dépêche du Midi* l'était depuis toujours. Or M. Jean-Michel Baylet, héritier du quotidien, s'était lié d'amitié avec M. Jacques Lévy sur les bancs du lycée. Voilà bientôt le contestataire de mai promu journaliste. Ses relations et ses connaissances en droit vont faire du petit rédacteur un conseiller juridique de l'entreprise, qui s'enorgueillit encore aujourd'hui

de son action en faveur de la formation permanente.

Mais en 1977 l'appel du barreau et, vraisemblablement, l'envie d'échapper à la solitude un peu pesante de la famille Baylet le conduisent à quitter le journal pour fonder son propre cabinet d'avocat.

Entre-temps, à l'ombre de la toute-puissante *Dépêche*, M. Lévy avait pris quelques galons politiques. Soutenu par le PS, il est élu conseiller général à Toulouse en 1973 ; mandat renouvelé en 1976, qui lui donne la vice-présidence du conseil général de la Haute-Garonne. Dans le petit monde politique, le tandem Baylet-Lévy fait son chemin. L'un sur le devant de la scène, l'autre derrière, fidèle parmi les fidèles.

Mais M. Lévy a commis deux faux pas. Le premier en 1978 : candidat, à la demande de M. Robert Fabre, alors président du MRG, dans la circonscription de Colomiers, il s'attire les foudres du PS, qui, aux cantonales de 1982, lui oppose victorieusement l'un des siens. Le deuxième : l'avocat toulousain a le front de se présenter contre M. Michel Crépeau à la présidence des radicaux en 1978. Une candidature qui lui vaudra une réprimande publique de M. Baylet lui-même.

«Homme libre», comme il se définit, «enfant terrible», comme le décrivent ses amis politiques, voilà M. Jacques Lévy condamné aux seconds rôles dans un parti qui ressemble plus à un vivier de notables qu'à une formation militante.

«Moi je suis à côté des hommes de bonne volonté».



L'avocat au grand cœur, le défenseur des minorités à Toulouse, tente peut-être aujourd'hui son dernier coup de poker au sein du MRG. Très critique sur l'expérience de la liste ERE, «un centre mou sans idées nouvelles», il veut renouer avec l'identité radicale, à ses yeux perdue. Certains se détournent de la politique... C'est parce que le discours ne parle pas vrai. Et M. Lévy d'agiter l'étendard des droits de l'homme pour gagner le jeune électoral de gauche déboussolé par la situation présente.

Les libertés, la faim dans le monde mais aussi le droit au travail, la lutte pour l'emploi, voilà ce qui doit être, selon le candidat Lévy, le nouvel évangile du MRG. Un parti qui devra aussi combattre la montée des intell-rances et s'opposer au phénomène Le Pen, qui «renforce électoralement la droite».

GÉRARD VALLÉS.

## M. JEANTET : l'intellectuel

Benjamin des candidats, c'est pourtant lui le plus ancien de la maison : M. Thierry Jeantet est arrivé en 1967, à dix-neuf ans, au Parti radical. C'était l'époque où la place de Valois bruisait des divergences entre MM. Maurice Faure et Jean-Jacques Servan-Schreiber. Cinq ans plus tard, il choisit la gauche et entra donc tout naturellement au MRG lors de sa création en 1976. Mais pour répondre à un souci qui lui est constant, M. Jeantet ne se contente pas d'être un militant qui, avec le temps, gravira les échelons de la hiérarchie de son parti et verra grossir ses responsabilités jusqu'à être, depuis octobre 1983, secrétaire national et porte-parole. Parallèlement, il cherchera les voies et moyens d'approfondir la réflexion de la famille radicale de gauche.

Ainsi préside-t-il le club Mars qui, né au début des années 70, avec des hommes comme Pierre Marcellin, François Sarda et Edgar Pisani — et avec l'aval de Pierre Mendès France — se veut toujours lieu de dialogue et d'ouverture.

Résultat de ces contacts et de ces discussions, plusieurs livres dont l'un avec Michel Porta, publié à l'aube de 1981 (*Mattignon, c'est extra*), contenaient, sous forme de roman politique, quelques visions prémonitrices.

M. Thierry Jeantet ne veut pas seulement être l'intellectuel avec tout ce que cela suppose de part reconquête d'intelligence et de celle pardonnée de rêve. A son grand dam, on ignore sa carrière professionnelle : entré en janvier 1973 au groupe du Crédit coopératif, il en devient, à trente et un ans, secrétaire général. En mars 1981,

il participe à la mise en place de la délégation interministérielle à l'économie sociale qui dépend d'abord de M. Michel Rocard, puis de M. Jean Le Garrec et désormais de M. Jean Castel.

Ardent défenseur de l'économie sociale et de tout ce qui la symbolise, notamment au travers de structures coopératives, M. Jeantet entend aussi répondre à l'appel d'une certaine jeunesse dans l'engagement en faveur des actions humanitaires. Il en va ainsi de sa participation en 1980 à la marche pour la survie au Cambodge organisée par Médecins sans frontières, ou encore de sa mission au nom de Solidarité France-Pologne, à Varsovie, après la création de Solidarnosc et de ses activités dans le mouvement Survie 84 qui s'occupe de la lutte contre la faim dans le monde.

Le MRG, ses engagements parallèles, une carrière professionnelle somme toute bien remplie, tout cela justifiait à ses yeux qu'il tente sa chance pour succéder à M. Jean-Michel Baylet. Menant une campagne systématique auprès des fédérations, qui lui vaudra d'obtenir des suffrages géographiquement bien répartis, il n'a peut-être pas autant qu'il le souhaitait réussi à conférer à l'enjeu électoral un caractère éminemment politique. Bien que partisan de ce qu'il avait appelé, avec deux autres secrétaires nationaux (M. Jean-François Hory, depuis de Mayotte, et M. Bernard Castagnède, qui actuellement fait partie de la cellule qui travaille avec M. Edgar Pisani en Nouvelle-Calédonie), une «fédération de la gauche libérale», il a préféré, dans sa profession de foi, utiliser



la formule de «gauche radicale et réaliste».

Il lui manque de s'être frotté au suffrage universel, autrement qu'en position de colistier, comme cela a été le cas aux municipales de mars 1977 à Paris et lors des élections européennes où il figura en sixième position, sur la liste ERE.

Volontiers considéré comme le plus à gauche des trois principaux candidats, M. Jeantet est sensible en thème de l'écologie. Il s'est fait une spécialité de la défense, hier des radios libres, aujourd'hui des télévisions libres. Thème éminemment actuel, qui ne l'empêche pas de considérer que les Français doivent trouver de nouveau de l'intérêt au débat politique si on leur propose des valeurs très stables et durables, telles que le système «complet» du radicalisme le leur propose.

A. Ch.

## M. DOUBIN : l'entrepreneur



«Je quitterai Renault avec beaucoup de tristesse», affirme M. François Doubin, qui abandonnera la firme s'il est élu à la présidence du MRG. Renoncer à être le numéro deux de la Régie, dont il est le secrétaire général depuis juillet dernier, pour devenir numéro un dans un parti qui n'est pas — loin s'en faut — le pre-

mier de l'échiquier politique, peut étonner. La cinquantaine passée (il est né le 23 avril 1933), M. Doubin a échangé de trajectoire...

Le virage, il l'a amorcé aux élections européennes. Favorable à l'opération des deux Faure qui, l'hiver dernier, se proposaient de bousculer le elivage droite-gauche, il a dû, poussé en cela par M. Jean-Michel Baylet, se placer sur le devant de la scène. Co-chef de file de la liste ERE européenne avec MM. Olivier Stirn et Brice Lalonde, M. Doubin apparut alors, pour les affibés, sous le bandeau «De l'air».

L'homme à la chemise rose n'a pas raté son examen de passage politique. Il sut éviter les pièges tendus à tout néophyte, aussi bien sur le terrain que dans les médias. Les obstacles qu'il a dû surmonter — y compris dans son propre parti — ne l'ont pas poussé à la faute... même si de temps à autre, pour certains radicaux de gauche, il n'en était pas loin. Ainsi de ses déclarations en

pleine campagne sur la liberté de l'enseignement.

Le regroupement avec les écologistes de M. Brice Lalonde et les centristes — radicaux version Stirn — n'a pas produit les fruits espérés. Mais il n'a pas obéré l'avenir de M. Doubin, qui n'a pas été le dernier à reconnaître son semi-échec et à en imputer discrètement quelques responsabilités à ses propres amis. Entré en 1976 au MRG, vierge de tout engagement politique préalable (hormis son militantisme pour la décolonisation forgé auprès de M. Houphouët-Boigny, au cabinet duquel il a travaillé dans les années 1957-1959), il y a depuis rempli son rôle dans la pénombre. Secrétaire national, trésorier depuis 1978, il a manifesté suffisamment de loyauté et de fidélité envers les trois précédents présidents (MM. Michel Crépeau, Roger-Gérard Schwartzberg et Jean-Michel Baylet) pour que ceux-ci soient favorables aujourd'hui à son élection.

Après tout, ces mêmes qualités lui ont permis aussi de servir sous

les trois patrons successifs de Renault : quittant l'administration de l'industrie où il était entré après l'ENA, à la demande de M. Pierre Dreyfus pour s'occuper de la direction commerciale de la SAVIEM, il est resté ensuite avec M. Bernard Vernier-Palliez et M. Bernard Hanon pour prendre successivement la direction de l'exportation, de la diversification, du groupe moteurs et «monter» une politique de la communication à la Régie.

M. Doubin aura à surmonter plusieurs handicaps. Ce n'est pas son mandat municipal à Soligny-la-Trappe, petite commune de l'Orne, qui peut lui conférer l'option si chère aux radicaux d'un «fief». Il espère l'obtenir aux prochaines législatives. Si ses mérites de gestionnaire sont reconnus, il lui reste à faire la preuve qu'ils ne sont pas incompatibles avec le «charisme» propre à lui ouvrir l'accès véritablement à la scène politique.

A. Ch.

### PLANS/CONTRECALQUES

COPES GRAND ET TRES GRAND FORMAT-AGRANDISSEMENT/REDUCTION

ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS-12\* 347.21.32

### ABONNEZ-VOUS AVANT LE 15 JANVIER

(Nos tarifs augmenteront à cette date)

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
341 F	605 F	859 F	1 080 F
310 F	490 F	670 F	850 F

ÉTUDIANTS (joindre un justificatif)

Prière de joindre le règlement à la commande (chèque bancaire ou chèque postal 31 votes).

LE MONDE-ABONNEMENTS  
BP 50709 75422 Paris Cedex 09  
Tél. : 246-72-23

Je m'abonne au journal le Monde pour ..... mois  
Nom ..... Prénom .....  
N° ..... Rue .....  
Code postal ..... Ville .....  
Ci-joint mon versement ..... F



SAINT-CLOUD REPOUSSE DUBUFFET

# Echec à la tour

Décidément, il ne sera pas facile d'édifier la « tour aux figures » conçue par Jean Dubuffet dans la plus haute clairière du parc de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). C'est pourtant le site choisi par l'artiste lui-même et par le ministre de la culture, M. Jack Lang (*le Monde* du 28 décembre 1984). Les difficultés semblent s'amonceler devant ce projet. Au cours d'une réception donnée, lundi 7 janvier, par la mairie de Saint-Cloud, M. Jean-Pierre Fourcade, maire de cette localité et sénateur des Hauts-de-Seine, a fait état d'une conversation qu'il a eue avec le chef de l'Etat, vendredi 4 janvier, lors de la présentation des vœux à l'Elysée.

Selon M. Fourcade, le président de la République connaît fort bien le projet et les objections qui lui sont opposées. Il se serait déclaré « sensible » aux arguments avancés par les défenseurs du parc : l'œuvre de Dubuffet est plus urbaine que champêtre et sa présence risque d'attirer « en ces lieux de méditation » une foule de visiteurs qui en altéreraient le calme. « De toute façon, aurait conclu M. François Mitterrand, nous n'en ferons pas une affaire d'Etat ».

A l'Elysée, on confirme qu'en effet le chef de l'Etat et l'ancien ministre des finances ont évoqué, courtoisement, l'affaire de la tour Dubuffet, mais que, à aucun moment, il n'a été question de remettre le projet en cause. C'est pourtant ce que demandent des voix de plus en plus nombreuses. Celles de l'Association des amis du parc, dont le bureau s'est réuni le 3 janvier sous la présidence de M. Jean Farge, d'autre part, sous-gouverneur du Crédit foncier. Celui-ci a été chargé d'entreprendre des démarches auprès du gouvernement pour que le projet soit reconsidéré. Même opposition de la part de l'Association de sauvegarde de la commune de Saint-Cloud, menée par le docteur Jacques Debat.

M. Edouard Bonnefous, sénateur des Yvelines (Gauche démocratique) et président de l'Agence des espaces verts de l'Île-de-France, vient d'écrire à M. Lang pour lui exprimer sa « stupeur » et son « inquiétude » devant ce que les défenseurs de la nature ressentent « comme une provocation ». Argument massif : si le projet devenait réalité, « un coup très grave serait porté aux efforts entrepris par l'agence depuis huit ans pour sauver les espaces verts de la région ».

Quant aux maires des environs, ceux de Marnes-la-Coquette, de Ville-d'Avray, de Sèvres et de Garches, ils sont déjà partis en campagne contre l'idée ministérielle. Pas question de toucher au parc de Saint-Cloud, tel est le mot d'ordre de ces nouveaux liguesards du port-drapeau est. M. Jean-Pierre Fourcade, Or, en vertu de la loi de décentralisation, c'est lui qui en tant que maire de la commune doit, sinon délivrer le permis de construire de l'édifice, du moins donner son avis sur son opportunité.

## Rediboisée

A ce stade, ce n'est plus M. Lang qui est chargé de mener l'offensive mais son collègue, M. Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme. Il lui appartient de présenter d'urgence les procédures préalables à l'édification et en dernier ressort de décider, évidemment avec l'aval de l'Elysée.

Pour contourner l'opposition du maire de Saint-Cloud, on a songé à se passer du permis de construire et à se contenter d'une simple autorisation de travaux délivrée par le ministre. Le site, propriété de l'Etat, et le caractère de la construction, une œuvre d'art, le permettraient. Cette solution apparaît aujourd'hui comme fort périlleuse. La société choisie pour édifier la tour et qui est dirigée par M. Jean Hamon vient d'être condamnée par le tribunal correctionnel de Versailles dans une affaire à peu près similaire.

M. Hamon a construit dans une propriété privée de Jouy-en-Josas

(Yvelines) une accumulation du sculpteur Arman, qui a 18 mètres de haut. Il avait cru, lui aussi, pouvoir se passer du permis de construire et de l'avis de la commission des sites. Saisis par une association — les Amis de la vallée de la Bièvre — les juges ont estimé que la dimension de la sculpture en béton l'assimilait à un immeuble. Ils ont condamné M. Hamon à 20 000 F d'amende. Ce procès sera jugé en appel le 5 février prochain.

Cette difficulté imprévue inéline M. Quilès à la prudence. Après tout, on lui a « refilé un bébé » dont il se serait bien passé. Comme il n'a pas l'intention de se « comporter comme un husard », il va demander discrètement aux différents parlementaires de « réfléchir à d'autres solutions ». Soit diminuer le hauteur de la tour pour mieux l'intégrer dans le parc, soit envisager d'autres sites.

On a suggéré à Jean Dubuffet de diminuer de 24 à 20 mètres la taille de sa sculpture et de l'enterrer en partie. Ainsi elle ne dépasserait pas le sommet des frondaisons couronnant la butte de la Brosse. Réaction de l'artiste : « Si l'on déplore que la tour ne soit pas tout à fait cachée par les arbres, mieux vaut alors ne pas la construire ». Ce n'est pas par mégalomanie que l'artiste ne veut pas réduire la hauteur de la tour, précise son entourage, mais parce qu'il faudrait également réduire les proportions du couloir intérieur dans lequel les visiteurs doivent circuler. Toute réduction rendrait ce cheminement — dont les parois sont entièrement peintes — impraticable.

## L'incompris

Toutefois, l'artiste ajoute que son œuvre a été conçue pour des visiteurs en très petit nombre, lors d'occasions exceptionnelles. « Pas question d'en ouvrir les portes à tout-venant ».

Alors que faire ? M. Fourcade estime qu'il ne faut pas renoncer au principe de l'édification en

France et aux frais de l'Etat de la plus grande sculpture peinte d'un artiste de renom international. Personne d'ailleurs ne conteste l'intérêt de cette entreprise.

L'ancien ministre s'emploie donc à chercher d'autres sites. Il a révisité récemment le parc de Saint-Cloud pour tenter de trouver un autre emplacement digne de l'œuvre. En vain. « Je n'en ai pas découvert, dit-il. Je pense donc que la meilleure solution serait de choisir un site ailleurs, soit dans l'Île Saint-Germain, soit à proximité d'une des grandes sorties de Paris, le long de l'autoroute du Sud ».

Certains maires des environs de la capitale, comme celui d'Issy-les-Moulineaux, des départements, comme les fleuves de Seine, seraient prêts, dit-on, à offrir de beaux parcs pour avoir l'honneur de recevoir sur leur territoire le « grand œuvre » de Dubuffet.

Mais celui-ci ne veut pas être « relégué en banlieue ». Il accepterait de revenir dans un site urbain, mais ce ne pourrait être que Paris ou une grande métropole régionale. Il ne veut pas non plus d'un lieu « plein de voitures comme la place d'Italie ».

Dans sa lettre à M. Lang, le sénateur Bonnefous suggère que la tour prenne place dans le futur parc de La Villette, où l'Etat a les coupées franches puisqu'il est propriétaire du sol. L'architecte Tschumi et Dubuffet s'étaient bien entendus lorsqu'ils se sont rencontrés. Mais le peintre a été défavorablement impressionné par le chantier. Il craint que son œuvre « grave et dramatique » ne perde son sens dans un endroit de « lisses populaires ». Ses exigences — certains disent même sa volonté de tout faire capoter pour rester l'incompris qu'il a toujours été — mettent le gouvernement en face d'un imbroglio artistique, juridique et politique dont il se serait bien passé.

MARC AMBROISE-RENDU.

# La grande

A Corps, village étape sur la route de Grenoble à Gap et, surtout, sur celle de la Salette, deuxième pèlerinage de France, aux confins de l'Isère et des Hautes-Alpes (le Devoluy), on n'avait jamais songé à tenter des expériences pédagogiques audacieuses. Depuis la dernière rentrée scolaire pourtant, Clarisse, une jeune handicapée mentale de vingt-quatre ans, apprend à lire et à compter à l'école communale de Corps. Ses camarades de classe, les enfants du village, l'ont bien accueillie.

Tout a commencé à 15 kilomètres de là, en montagne, dans le site dénudé et sauvage où se dresse l'énorme basilique du pèlerinage et ses services. Les DASS (directions de l'action sanitaire et sociale) y placent, comme dans d'autres communes rurales, des adultes handicapés mentaux ou moteurs.

Ils y vivent à l'abri, fournissant quelque travail contre leur hébergement. C'était le cas de Clarisse lorsqu'elle est arrivée là il y a quelques années, sortant d'un foyer de la Côte-d'Or. Une fille un peu chétive, discrète et silencieuse, complètement effacée. Une vie familiale grave-

ment perturbée dans la petite enfance et une santé fragile en avaient fait une pupilla des DASS, puis une employée au pair du sanctuaire de la Salette. Employée à l'entretien, elle nettoyait les réfectoires à longueur de saisons. Une femme, Bérengère, solide célibataire de cinquante ans et secrétaire salariée aux services administratifs du sanctuaire, a remarqué son dévouement affectif et sa solitude : « Je voyais cette pauvre jeune fille qui passait ses semaines sans jamais parler à personne. Elle me paraissait perdue au milieu de tout ce monde ».

Bérengère s'en donc occupée à l'accueillir de Clarisse. Le changement fut rapide. « Quand elle m'a dit : Je veux apprendre à écrire moi aussi, et quand je l'ai vue faire des progrès étonnants avec moi, je me suis dit : pourquoi ne pas tout recommencer, au début l'école ? » Alors, préparant la rentrée, Bérengère, pendant l'été dernier, est allée voir l'institutrice, M<sup>lle</sup> Bernadette Mathieu, qui l'encourageait. Elle a écrit à l'inspecteur qui a accepté de tenter l'expérience, sachant que Clarisse ne posait aucun problème de comportement.

## Le désir d'apprendre

Bérengère a emménagé avec Clarisse dans un appartement du village et demandé à exercer une tutelle. La rentrée 1984 s'est faite... Dans la classe unique de M<sup>lle</sup> Bernadette Mathieu, Clarisse s'est assise sur les bancs du cours élémentaire première année, bien qu'elle ne sache pas lire. La directrice de l'école a causé un léger émoi en convoquant une réunion de parents pour leur demander leur avis et en leur indiquant qu'une fille de vingt-quatre ans suivait la classe cette année... Un groupe de parents s'est opposé : « Si elle est débile, disaient-ils, il n'y a qu'à la mettre à l'IMP ». « Mais heureusement », précisait l'institutrice, d'autres parents, en particulier ceux qui avaient des enfants dans ma classe ont convaincu la majorité en montrant l'intérêt éducatif de cet essai ».

Les enfants de la classe, qui regroupent CP, CE1 et CE2, en tout vingt-cinq élèves, pendant ce temps avaient intégré Clarisse à leur groupe comme si elle avait toujours été parmi eux. C'est peut-être cette tranquillité-là qui a levé les réticences des habitants du village, parents des écoliers. « Elle ne connaissait pas Clarisse », dit l'institutrice pour expliquer les craintes exprimées au début de l'année par quelques parents.

Dans la classe, assise près de la fenêtre à côté de David, petit turbulent dont elle est chargée par la maîtresse de s'occuper, Clarisse écrit et lit à sa table aussi petite que toutes les autres. Elle est à sa place. On n'est pas étonné de la voir là, et pourtant ses voisins ont sept, huit, neuf ans... Petite et mince avec un visage enfantine dont le regard est celui de l'enfance, elle est tranquille et douce, appliquée. Elle a l'âge, dirait-on, de ses compagnons, et l'institutrice le confirme : « Mentalement, elle a à peu près douze ans, et, si elle progresse en écriture et en lecture,

elle a des difficultés en calcul. Par exemple, elle n'arrive pas à utiliser 70, 80, 90... ». Même situation étonnante simple dans la cour de récréation : Clarisse joue avec ses copines, « toujours les mêmes », remarque Bernadette Mathieu en désignant notamment une fillette turque (un retard elle aussi à cause de la langue). Marelle et ballon. Poupée à la maison, cahiers très bien tenus, réceptions apprises avec soin... Clarisse commençait tout. Exactement ce que souhaitait celle qui l'a prise sous son aile, Bérengère, qui lui apprend aussi tout le reste : les courses, la cuisine, la musique.

La vie dans le village, où tout le monde la connaît maintenant, le contact fraternel avec les enfants, l'apprentissage avec cette maîtresse merveilleuse qui lui donne des livres pour Noël et à qui elle apporte des dessins, fleurs et soleils orange, tout cela a provoqué un changement singulier, et maintenant Clarisse parle. Elle qui avait un si grand désir d'apprendre à lire a des livres désormais, qu'elle parcourt avec bonheur, et c'est elle qui est chargée de la bibliothèque.

« La lecture », souligne M. Jacquemier, l'inspecteur, vint un premier résultat au bout d'un trimestre d'école. Pour l'année prochaine, nous verrons ce que nous ferons avec Clarisse, mais, si nous lui avons donné le goût de la lecture, quelque chose est gagné. » Lui qui ne s'est à aucun moment posé de problème administratif ne s'étonne pas non plus du travail de l'institutrice : « Ils sont nombreux, vous savez, les enseignants remarquables dont on ne parle jamais ».

Les parents, réunis en conseil de classe en décembre, ont questionné : « Clarisse continue-t-elle l'année prochaine ? »

L'air de dire, comme pour leurs propres enfants : « Pourvu qu'elle passe ! »

ANNE HAUG.

# Le derrick dans les vignes

De notre correspondant régional

Le Cannet-des-Maures. — De la petite route qui file vers les hauteurs boisées des Maures, on aperçoit de loin le « nœud » de 30 mètres planté dans les vignes. Le chantier apparaît juste au-dessus d'un pont qui enjambe la rivière l'Aille, avec ses baraquements, ses machines et ses empilements de matériaux.

Depuis le 20 décembre, il attire chaque jour son lot de curieux. « Le journal en a parlé, alors on est venu voir ». Ils observent un moment les hommes casqués qui trottent sur le terrain boueux, scrutent le « train de tiges » qui mouline sans relâche dans les profondeurs, puis repartent, intrigués. De l'« or noir » serait-il caché sous les cépages de Provence ? L'exploration en cours sur la commune du Cannet-des-Maures, au sud-ouest de Draguignan (Var), devrait apporter très prochainement des éléments de réponse à cette question. Elle est conduite en association avec trois autres sociétés (1) par le groupe CFP Total, qui a obtenu en janvier 1983 un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures sur une vaste zone de 1 674 kilomètres carrés couvrant le centre et le nord du département.

La façade méridionale en général, le golfe du Lion et les bassins sédimentaires de l'arrière-pays au pied des grands reliefs en particulier, ont fait attirer l'attention des pétroliers depuis assez longtemps.

Dans les années 70 déjà, la société Shell Rex s'était intéressée au Var et avait même effectué un forage discret, sans aucun résultat, sur la commune de Carcès. A différentes reprises par la suite, la présence d'indices d'hydrocarbures avait été décelée,

notamment lors de sondages réalisés pour identifier des « gîtes » d'uranium, par la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA).

Des études géologiques et une campagne de prospection sismique faites en 1983 par Total dans la dépression perméenne du Lac de Provençon, au nord du massif des Maures, ont corroboré l'existence probable de « pièges à pétrole ». Le forage, qui doit atteindre la profondeur de 900 mètres, est en voie d'achèvement.

## Prudence

A plus de 800 mètres, mercredi 9 janvier, aucune trace d'huile n'avait encore été découverte, et les responsables de l'exploration se montrent très prudents. « Nos recherches, ont-ils précisé, s'inscrivent dans le cadre de l'inventaire général des ressources nationales. Le premier puits, même s'il est « sec », nous donnera des renseignements intéressants. On ne compte pas du moins, sauf divine surprise, que la Provence puisse rivaliser un jour avec l'Aquitaine ou le Bassin parisien ».

Le programme d'investissements de Total est de 20 millions de francs. Il comprend également des campagnes de prospection sismique dans le courant de l'année sur d'autres sites couverts par deux permis différents, l'un de 509 kilomètres carrés à Brignoles (Var), l'autre de 1 942 kilomètres carrés à Valensole (Alpes-de-Haute-Provence).

Au Cannet-des-Maures (2 500 habitants), la perspective d'une exploitation est plutôt bien accueillie : « Si l'on trouvait du pétrole, déclare le jeune maire socialiste, M. Alain Fabre, ce serait économiquement une très bonne chose pour la commune et

le département. Il faudrait revoir, bien sûr, tous nos plans. Mais nous serons très vigilants pour les problèmes de nuisances et d'expropriations ».

En 1980, les élus du Cannet-des-Maures, avec ceux de deux autres communes voisines, Vidauban et La Garde-Freinet, s'étaient vigoureusement opposés à une demande de concession d'uranium déposée par la COGEMA (2). Cet épisode n'est pas oublié. Avant le pétrole, avant l'uranium, il y avait eu aussi... le synchrotron, dont on avait étudié minutieusement l'implantation dans les parages, voici quinze ans. Autant de raisons pour ne pas s'emballer.

Cette philosophie est un peu celle du propriétaire du domaine des Bertrand, auquel Total a « emprunté » 1 hectare de terrain pour effectuer un forage. « Les travaux actuels ne nous causent qu'une gêne légère », explique M. Philippe Marotzi, un rapatrié d'Algérie qui, avec son père, a créé de toutes pièces, à partir de 1964, un vignoble de 90 hectares — l'un des plus importants du

département — placé en majorité en AOC. « Si les recherches restent vaines, on nous rendra la parcelle remise en état. Dans le cas contraire, on ignore ce qu'il adviendrait du domaine. Un trou ou deux, passe. Mais si on se met à creuser partout, ce serait son mort. Et les indemnités d'expropriation ne nous paieraient pas les efforts accomplis pour nous faire un nom. » On n'en est pas encore là...

L'arrivée des pétroliers au Cannet-des-Maures a cependant stimulé certaines imaginations. Un habitant de Vidauban leur a demandé de venir d'urgence dans sa propriété où, disait-il, des traces d'huile « étaient apparues en surface. Ce n'était qu'un filet d'eau teintée d'oxyde de fer ».

GUY PORTE.

(1) Entagrep (France), Clyde (Grande-Bretagne), Stateside (Canada).

(2) Sur ces trois communes, la filiale du CEA a estimé les réserves exploitables — reconnues ou probables — à 900 tonnes d'uranium métal par an.

# PARIS EN VISITES

## DEMANCHE 13 JANVIER

- « Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>me</sup> Allaz.
- « Musée Nissim de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau, M<sup>me</sup> Garnier-Ahlberg.
- « Saint-Sulpice », 15 heures, devant l'église, M<sup>me</sup> Lemarchand (Caisse nationale des monuments historiques).
- « La Sainte-Chapelle », 15 heures, grille du Palais de justice (Audencia).
- « L'École militaire », 15 heures, place Joffre (Arcus).
- « Salon du ministère des finances », 15 heures, 93, rue de Rivoli (M<sup>me</sup> Barbier).
- « Evocation de Clemenceau », 15 heures, 8, rue Franklin (M<sup>me</sup> Ferrand).

- « Saint Alexandre Nevsky », 14 h 30, 12, rue Daru (la France et son passé).
- « Lycée Henri-IV », 15 heures, 23, rue Clovis (M<sup>me</sup> Hager).
- « Musée Rodin », 10 h 30, 77, rue de Vaugouss (P.-Y. Jaslet).
- « Hôtel-Dieu autrofois », 15 heures, entrée, côté parvis (Paris autrofois).
- « La rue Montorgueil », 15 heures, métro Sentier (Régénération du passé).

## LUNDI 14 JANVIER

- « Crypte de Notre-Dame », 14 h 30, parvis, M<sup>me</sup> Hager.
- « Sand et Chopin », 15 h, 6, quai d'Orléans (Caisse nationale des monuments historiques).
- « La peinture et l'école Rocaille », 14 h 30, musée du Louvre, porte Desaix (Arcus).

- « Atelier d'un doreur-argenteur », 14 h 30, galerie Arts et Métiers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou (M<sup>me</sup> Ferrand).
- « L'Auvergne », 15 h, Musée des monuments français (Histoire et archéologie).
- « La cathédrale russe », 15 h, 12, rue Daru (P.-Y. Jaslet).
- « L'île de la Cité », 15 h, 1, rue d'Arcole (Paris autrofois).
- « La Mosquée », 15 h 30, place du Palais-de-l'Ermitte (Paris et son histoire).
- « Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
- « L'Opéra », 15 h, haut des marches, à gauche (Tourisme culturel).

## MARDI 15 JANVIER

- « Exposition Lucée », 12 h 30, 23, rue de Sévigné, M<sup>me</sup> Dubessé.
- « Manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, M<sup>me</sup> Bouquet des Chaux.
- « George Sand et la nouvelle Athènes », 15 h, 16, rue Chaplain, M<sup>me</sup> Chapuis.
- « Hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou, M<sup>me</sup> Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Les frères Flandrin », 14 h 30, 19, rue de Vaugouss (Approche de l'art).
- « La Seine et ses ponts », 15 h, place du Châtelet (Paris autrofois).
- « Madame de Maintenon », 14 h 30, métro Pont-Marie (C. A. Messier).



# Société

## LA RENTRÉE DU TRIBUNAL DE PARIS

### Contenir « l'explosion judiciaire »

« Il ne suffit pas de bien faire il faut encore le faire savoir. » Ce propos de M. Pierre Drai, président du tribunal de grande instance de Paris à la séance de rentrée de cette juridiction, le 9 janvier, n'est pas pour autant l'expression d'une auto-satisfaction. Si les « effets de l'explosion judiciaire » ont été contenus en 1984, M. Drai a invité ses collègues à continuer leur effort en leur disant notamment que la mission du juge n'est pas « de construire des systèmes mais seulement de se prononcer par une décision rapide, claire et facilement exécutable ».

Il a aussi voulu réhabiliter le rôle de la justice pénale, en rapport à celui des chambres civiles en faisant savoir que les chambres correctionnelles de Paris « ont reçu ou vont recevoir les juges choisis parmi les meilleurs et les plus ouverts aux conceptions modernes des sciences de l'homme, de la criminologie et de la défense sociale ».

En 1984, le tribunal de Paris a rendu 29 144 jugements civils auxquels s'ajoutent 17 075 ordonnances de référé et 53 171 jugements correctionnels, tandis que le tribunal de police a connu pour sa part de 455 308 affaires dont 423 000 sous forme d'amendes fixes.

Au cours de la même année, le parquet a enregistré le dépôt de 570 765 plaintes nouvelles dont 487 840 pour crimes et délits. Il a

ouvert 7 493 informations contre 7 496 l'année précédente.

M. Michel Jeol, procureur de la République, voit, lui aussi, dans ces chiffres une illustration des efforts « pour combattre la criminalité dans toutes ses manifestations ». Quant aux délits, « qui font naître le sentiment d'insécurité », s'il admet que par leur nombre « le seul de tolérance est dépassé dans certains quartiers et à certaines heures », il n'en estime pas moins qu'il est « inexact de dire que les chiffres continuent d'augmenter ». « Nous ne manipulons pas, o-t-il, la criminalité, nous nous efforçons de la combattre ».

Pour que ce combat soit efficace, une rationalisation des choix s'est imposée aussi bien dans la recherche des infractions avec des « cibles prioritaires » (la drogue, les ports d'armes, l'immigration clandestine) qu'au stade des procédures qu'il s'agit d'engager et dont le coût peut varier de 2 000 à 20 000 francs, les délais de mise en œuvre variant, eux, d'une journée à plusieurs années.

#### Les voies rapides

C'est pourquoi le nombre des informations judiciaires ouvertes a été limité « pour que les juges d'instruction retrouvent le temps de mener leurs investigations dans des

conditions et des délais convenables » et qu'ont été développées les « voies rapides » comme la comparution immédiate, la convocation du délinquant par le parquet à une audience proche pour les auteurs de petits délits tels que le vol à l'étalage.

Au nom de cette même efficacité, le procureur de Paris estime qu'« il faut se méfier du surris lorsqu'il s'agit de l'être ressentir comme un encouragement, de l'amende dont le recouvrement est peu probable, de la courte peine de prison quand son seul mérite certain pour un coût de 20 000 à 30 000 francs est de retarder de quelques mois la récidive ». Mais toute de centres de semi-liberté à Paris qui permettraient de combiner l'exécution d'une courte peine de prison avec l'accomplissement d'un travail salarié à l'extérieur, il faut s'orienter vers d'autres solutions. Aussi bien M. Jeol o-t-il confirmé le maintien de la politique des comparutions immédiates pour les étrangers « qui ne respectent pas nos lois », que ce soit par l'immigration clandestine ou par une délinquance d'habitude « en vue de leur reconduite à la frontière ou de leur expulsion. D'autre part, il a relevé que en 1984, cent cinquante peines de travaux d'intérêt général ont été prononcées à Paris. Il estime que le chiffre pourrait être multiplié par dix.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

## SELON UNE DERNIÈRE ESTIMATION

### 101 victimes de l'hiver en France

Le léger redoux des derniers jours, avec la persistance de la neige et du verglas sur de nombreux axes routiers, rendent la circulation très dangereuse sur une grande partie de l'Europe. Avant même de connaître les terribles carambolages qui se sont produits sur les autoroutes allemandes, le 11 janvier, la « cellule d'urgence » du ministère français des transports avait lancé une mise en garde aux automobilistes en annonçant

que la circulation serait « plus dangereuse que jamais » en cette fin de semaine. Le bilan des victimes de l'hiver en France s'élevait le 12 janvier à cent un morts, dont cinquante-cinq directement liés au froid. En Albanie, selon Radio-Tirana, des avalanches ont fait trente-cinq morts et vingt-six blessés. Dans certaines régions montagneuses du nord du pays, la couche de neige dépasse 2 mètres.

### TREIZE MORTS DANS DES CARAMBOLAGES EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

(De notre correspondant)

Bonn. — Treize morts, quarante-trois blessés et des dizaines de personnes contusionnées : la neige et le brouillard ont provoqué vendredi 11 janvier une catastrophe sur l'autoroute Cologne-Coblence, près de Bonn. Deux cent trente véhicules ont été pris dans des carambolages, en plusieurs endroits. Carcasses de véhicules encastrées, brûlées, desquelles les sauveteurs ont toutes les peines du monde à retirer des corps carbonisés.

Il est 15 heures : c'est l'heure de pointe, le moment où les bureaux se vident pour le week-end dans la capitale allemande et où le flux des véhicules s'en va rejoindre le trafic dense de l'autoroute Coblence-Cologne. Les poids lourds sont nombreux. Des nappes de brouillard font soudainement leur apparition, réduisant la visibilité à dix mètres par endroit. Sur la chaussée rendue dangereuse par la neige et le verglas, qui sévissent depuis dix jours sur la vallée rhénane comme dans toute l'Allemagne, les premiers coups de freins sont mortels.

Il a fallu plusieurs heures aux policiers et secouristes venus sur place près de Miel, à une vingtaine de kilomètres de Bonn, pour faire le bilan de la catastrophe.

HENRI DE BRESSON.

« Le bâtiment et les travaux publics sont touchés par le froid. — Depuis une semaine, les chantiers sont arrêtés sur l'ensemble du territoire français. Le montant des pertes n'est pas encore connu. A la FNB (Fédération nationale du bâtiment) et à la (Fédération nationale des travaux publics), on estime le mauvais temps « catastrophique » et s'attend à des « répercussions importantes » sur les entreprises.

« Indemnisation des calamités agricoles. — Les commissaires de la République, qui recueillent actuellement des informations dans les départements où cause, saisièrent les comités départementaux d'expertise. La publication d'un arrêté interministériel de reconnaissance du caractère de calamité agricole permettra aux exploitants victimes du sinistre, dans un délai de dix jours, de déposer une demande d'indemnisation auprès de la mairie et de retirer la liste des pièces à fournir et les formulaires nécessaires. Simultanément, les sinistrés devront demander à leur assureur les attestations nécessaires.

## Un entretien avec M. Jacques Pommatau

(Suite de la première page.)

— Vous voulez dire que les militants proches du Parti communiste ne sont pas tentés de rejoindre la CGT ?

— Non, les minoritaires n'ont pas voulu quitter la FEN. Mais c'est plutôt la CGT, et en particulier son Union générale des fédérations de fonctionnaires, qui ont été tentées de les rallier. Le Conseil supérieur de la fonction publique existe, et chacun essaye d'y occuper le maximum de sièges. La FEN reste la première organisation de fonctionnaires, mais il y a une lutte pour la seconde place entre les autres organisations syndicales, et le résultat dépendra de quelques centaines de voix.

— N'avez-vous pas aussi fait les frais de la querelle scolaire ?

— Dans la mesure où nous sommes les plus représentatifs, nous sommes considérés comme les plus responsables des difficultés. Le dossier laïque a été mal posé, mal traité. Les Français considèrent que le système d'enseignement n'est pas satisfaisant. Or ils ont cru que l'union allait enlever à leurs enfants la possibilité d'un recours. Si le service public d'éducation pouvait donner plusieurs chances à un gamin, le problème du pluralisme ne serait pas posé. Il y a un côté « consumériste » de l'éducation nationale comme du syndicalisme. C'est une vision très utilitaire de la société actuelle.

— Pour en revenir au dossier laïque, la bataille idéologique ne pourra être reconduite qu'avec une école publique largement renouvelée et améliorée.

— La FEN a peu réagi à la politique engagée par M. Chevènement.

ment par rapport à celle de M. Savary que vous aviez critiquée...

— Je ne sais pas s'il y a un changement profond de politique, mais il y a un changement de discours. Jean-Pierre Chevènement est un homme politique attaché à tenir le discours que l'opinion publique moyenne souhaite entendre. Le discours était renouvelé à l'époque de M. Alain Savary, il est conservateur aujourd'hui.

— Mais, dans les faits, la rénovation des collèges se met en place, tout comme la formation des maîtres, et le plan pour l'enseignement technique se négocie. Et si, sur certains points, Jean-Pierre Chevènement fait machine arrière, comme sur le rôle du conseil d'école par exemple, cela ne nous déplaît pas. Il était bon de remettre les pendules à l'heure. Cela conforte les enseignants qui étaient inquiets. Mais si, derrière le discours, il y avait une volonté

conservatrice, nous serions en désaccord.

Le congrès de la FEN doit s'ouvrir dans quelques semaines. Quel bilan allez-vous présenter à vos militants ?

— Nous n'allons pas paviser, mais montrer la solidité de la maison. Il n'y a pas de cassure en vue, même s'il y a des incidents de congrès. Je dirai, dans le rapport moral, ce que nous pensons de la politique du ministre de l'éducation nationale. Je voudrais aussi aller au congrès avec une perspective concrète d'accord salarial signé pour 1985. L'enjeu est important puisqu'il s'agit de la préservation de la négociation et de la concertation dans la fonction publique. Si ce n'était pas le cas, on voit mal comment la gauche pourrait recoller les morceaux en 1986.

Propos recueillis par CATHERINE ARDITTI et SERGE BOLLOCH.

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

### Malgré la percée de FO la FEN reste largement en tête

Les résultats des élections professionnelles pour le renouvellement des représentants des personnels d'éducation dans les commissions administratives paritaires nationales (CAPN) viennent d'être rendus publics. Le ministère de l'Éducation nationale a présenté, vendredi 11 janvier, les résultats « connus dans leur quasi totalité ». Ils montrent légèrement les premiers estimations (le Monde du 20 décembre 1984). La participation des ensei-

gnants à ces élections a été importante dans toutes les catégories.

Dans le premier degré, le recul du Syndicat national des instituteurs (SNI, principal syndicat de la FEN) est important. Le syndicat CFDT conserve le même pourcentage de voix qu'aux précédentes élections en 1982. La campagne importante du syndicat FO permet à cette organisation de devenir la troisième organisation chez les instituteurs : SNI-PRG-C : 47,48 % (77,98 % en 1982) ; SGEN-CFDT : 12,91 % (12,97 %) ; SNUDI-FO : 11,37 % (2,66 %).

Dans le second degré, la percée de FO est un peu plus importante dans les lycées et les lycées d'enseignement professionnel (LEP). Le syndicat de la FEN qui rassemble les certifiés et les agrégés perd quelques points, mais moins que le SNI.

● Agrégés : Syndicat national des enseignants de second degré (SNE-SFEN) : 42,6 % (48,4 en 1982) ; SGEN-CFDT : 17,5 % (21,89 %) ; SNALC : 17,2 % (18,94 %) ; SNLC-FO : 17,1 % (3,3 %).

● Certifiés : SNE : 48,2 % (54,3 %) ; SGEN-CFDT : 16,3 % (20,37 %) ; SNLC-FO : 15,6 % (2,8 %) ; SNALC : 14,9 % (16,13 %).

Le syndicat FO, grâce à l'apport d'anciens militants de la FEN, va grossir ses rangs, a donc réussi une percée dans le monde enseignant. En mettant l'accent sur la notion d'instruction, le rejet des expériences pédagogiques et des innovations, ce syndicat a réussi à capter les voix d'enseignants qui regrettent l'école traditionnelle. Malgré ses gains FO ne menace pas la puissance de la FEN. D'après une première globalisation de tous les résultats il apparaît que la FEN, même si elle perd environ 7,5 % des voix, demeure la première des organisations syndicales enseignantes avec 58,5 % des suffrages. La CFDT reste la deuxième organisation avec près de 14 % des voix (soit une baisse de 1,6 %). FO prenant la troisième place avec 11,9 % soit une progression de 9,5 %.

S. B.

## SUR LA COTE D'AZUR

### Adieu fleurettes...

De notre correspondant régional...

Nice. — Sous la glace, les fleurs... Aux superbes images de la Côte d'Azur en habit blanc, ont fait place des réalités moins romantiques. Dans les Alpes-Maritimes et le Var, les dégâts causés aux cultures par le froid se révèlent catastrophiques. Les cultures de plein champ ou sous abri de la zone côtière ont été presque entièrement détruites. Il s'agit tout d'abord des productions maraichères (câbler, blettes, artichauts, choux-fleurs, fèves et salade) enterrées par les gelées à répétition. Les mêmes pertes à 100 % sont à déplorer en horticulture pour toutes les variétés de « fleurettes » (anémones, narcisses, ranoncles, iris, etc.).

La récolte en cours des oignons sous serres non chauffées sera réduite de moitié. Quant aux mimosa, dont le région de Mandelieu est le principal centre de production, le gel des récoltes est total et celui des plantations « très probable ».

En arboriculture, le bilan est plus difficile à établir. Selon les organisations agricoles, les récoltes d'oliviers et d'agrumes sont en grande partie endommagées, mais le gel des arbres paraît assez limité (en 1986, 80 % des oliviers avaient été détruits). La production des pépinières a subi des pertes de 40 à 50 %, dont les effets se feront sentir sur les trois prochaines années. Les cultures sous serres chauffées ont été épargnées, mais au prix d'un doublement des dépenses de carburant.

L'évaluation financière des dégâts a été entreprise dans les deux départements selon la procédure prévue pour les calamités agricoles : elles sera rendue publique le 21 janvier.

En première approximation, le coût des destructions, dans les Alpes-Maritimes, serait d'environ 20 millions de francs pour le seul maraîchage (500 exploitants), et de plus de 50 millions de francs pour la production d'oignons. Les « mimosa » de Mandelieu paieraient, eux, d'une perte immédiate de dix millions de francs, à laquelle s'ajouteraient les investissements nécessaires à la remise en production (100 000 F par hectare). « Le drame, explique un exploitant, M. Maurice Muller, est qu'à chaque catastrophe, comme en 1966 et en 1971, le nombre des producteurs et des superficies cultivées ne cesse de diminuer ».

La caisse régionale du Var du Crédit agricole a annoncé qu'elle mettrait immédiatement à la disposition des professionnels « sinistrés » une enveloppe exceptionnelle de 80 millions de francs sous forme de crédits à court terme au taux préférentiel de 11 %.

Ces intempéries « historiques » ont des répercussions importantes sur l'emploi. Près de 800 ouvriers agricoles vont être placés au chômage technique : 360 dans le Var et 400 dans les Alpes-Maritimes (dont 200 saisonniers employés par les mimosistes).

GUY PORTE.

## Les prix ont continué de baisser à Rungis

La température remontant, les villes ont été approvisionnées à peu près normalement vendredi 11 janvier. A Rungis notamment, les arrivages de fruits et légumes ont atteint 6 400 tonnes, ce qui est tout à fait normal par rapport à la demande.

Certains prix ont donc continué de baisser. Le kilo de carottes a perdu 1 F, revenant à 4,50 F ; le kilo d'endives a baissé de 2 F (11 F à 9 F). Le lot de deux choux-fleurs de catégorie un a perdu 10 F, revenant

à 110 F ; le colis de douze laitues a baissé de 5 F (de 60 à 55 F).

En revanche, les prix des poireaux (15,50 F le kilo) et ceux des cœurs de Bruxelles (9,50 F) sont restés aux niveaux très élevés qu'ils avaient atteint il y a quelques jours au moment des grands froids.

D'une façon générale, on constatait vendredi une grande diversité des prix sur des produits semblables, les cours des fruits restant quant à eux remarquablement bas pour la saison.

## Carnet

### Décès

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 10 janvier 1985, de

M<sup>me</sup> Philippe CARO, née Renée Guerville,

De la part de : M. Philippe Caro, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Xavier Caillaud, leurs enfants et petits-enfants,

Les obsèques auront lieu le lundi 14 janvier 1985, à 14 heures, en l'église Sainte-Marie-Madeleine de Massy.

1, place Mogador, 91300 Massy.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Frère Yves HERAULT, dominicain,

survenu le 10 janvier 1985, à l'âge de soixante-neuf ans.

Ses obsèques seront célébrées le mardi 15 janvier, à 8 h 30, en l'église conventuelle de Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, à Paris-13.

De la part de : Père provincial des dominicains de la province de France, Des dominicains du couvent Saint-Jacques, De sa famille et de ses amis.

— Nantes, Paris, La Rochelle.

M<sup>me</sup> Georges Lory, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Patrick Lory et leur fille,

M. et M<sup>me</sup> Bernard Lory et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> André de Peretti, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Nobiane et leurs fils,

M. et M<sup>me</sup> Bruno Lory et leur fille, M. et M<sup>me</sup> Hervé Lory et leurs enfants,

ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques Lory et leur famille, M. et M<sup>me</sup> Pierre Guillot et leur famille,

M. et M<sup>me</sup> Jacques Guillot et leur famille, La famille André Lory, ses frères, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces.

Les familles Ganchaud, Lefèvre, Guillot et Perruchot, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges LORY,

et invitent à participer à la cérémonie religieuse qui aura lieu en l'église Notre-Dame-de-Toutes-Joies à Nantes, le lundi 14 janvier 1985, à 10 heures.

Inhumation au cimetière Misecorde (cité Pelletier) 33, rue Rosière-d'Artois, 44000 Nantes.

— La direction des Musées de France.

La réunion des Musées nationaux, fût part avec une grande tristesse du décès de

M. Albert POMME DE MIRIMONDE, président de la chambre nationale à la Cour des comptes, membre du conseil artistique de la Réunion des Musées nationaux, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite,

commandeur des Arts et Lettres, survenu le janvier 1985, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 15 janvier, à 8 h 30, en l'église Saint-Sébastien à Nogent-sur-Marne et seront suivies de l'inhumation au cimetière de Nogent.

### Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

Université Paris-II, lundi 14 janvier, à 15 heures, salle des Conseils, M<sup>me</sup> Thérèse Tépoux : « Structures économiques des dépenses militaires dans les États membres de la CEE ».

Université Paris-III, mercredi 23 janvier, à 14 heures, salle Liard, M. Claude Delmas : « Structuration abstraite et chaîne linéaire en anglais contemporain ».

RICHARD III  
Garcia-Val  
te comme o





# « RICHARD III » AU THÉÂTRE DE LA VILLE

**Ariel Garcia-Valdès : il boite comme on danse** **Jean-Michel Déprats : j'écris pour des bouches et des poitrines**

**Le Théâtre de la Ville présente, jusqu'au 10 février, Richard III**  
par le Centre dramatique des Alpes.  
dans l'adaptation de Jean-Michel Déprats et la mise en scène de Georges Lavaudant, avec Ariel Garcia-Valdès.

Le spectacle créé à la cour d'Honneur, au dernier Festival d'Avignon, a été accueilli triomphalement. Avant Paris, il s'est donné en tournée, et à Grenoble, bien entendu, dans la grande salle de la maison de la culture, vaste plateau, moins vaste cependant que celui de la cour d'Honneur, et fermé. Pas de ciel, pas de magie nocturne, seule la magie du spectacle.

Les images sont évidemment splendides. Des images Lavaudant, dans les décors de Jean-Pierre Vallerie : des lignes, des murs, des trappes, du vin rouge sang. Des lumières irrédées, des brocarts, des tissus précieux, l'ironie d'un dandyisme cinquant et suprêmement raffiné, le regard acéré d'un metteur en scène fasciné par le prince boiteux, par ce personnage hors du commun qui domine tout ce qui le rejoint, séduit les vœux de ses victimes, jette avec le pouvoir et s'enferme dans un combat truqué - tournoi d'automates en armures.

Lavaudant met en scène une histoire épique d'aventures sans amour, dont les péripéties s'enchaînent et enchaînent les destins. Comme si, à travers Ariel Garcia-Valdès, il s'identifiait à Richard, c'est autour de lui que se construit le spectacle. Ariel Garcia-Valdès, crée un personnage amoral, mais débouillant, véritablement un enfant, visage blanc, corps d'acier, qui sentille avec grâce, insaisissable, et qui domine une cour de pompes fardées, commande à des tuteurs imperturbablement clownesques. Il est seul, il est la solitude même, enfermé dans la bulle transparente de la folie.

Ici, les luttes politiques, les conflits d'ambition, servent de décor, aidant à la connaissance d'un personnage complexe, étonnant, un personnage de théâtre.

Cette conception, dit Ariel Garcia-Valdès, vient en son temps. Dans les années 70, on se serait davantage préoccupé des mécanismes du pouvoir, sans doute. La demande était autre. Et encore. Quand nous avons commencé, on jouait dans les usines, c'est vrai, mais les spectacles étaient apolitiques. D'ailleurs, on s'est fait taper dessus par tout le monde.

Nous sommes plutôt des littéraires. Et, en même temps, la culture de notre jeunesse s'est faite par la rue à travers le sport, le jeu. Les livres et le théâtre sont venus plus tard. Lavaudant n'est pas un personnage à la Borgès, enfermé dans une bibliothèque. La tension de ses spectacles vient de la tension entre sa culture acquise et sa base populaire.

Il a cherché une esthétique et peu à peu l'a construite. C'est parfois difficile pour un acteur d'être pris dans une image. Mais,

aujourd'hui, Lavaudant soit suffisamment produire la beauté pour se sentir libre et nous laisser libres. Pour nous, les « travaux d'acteurs » (1) ont marqué un passage. A me trouver seul, à prendre en charge un projet global, j'ai compris l'importance du silence avant les mots, le plus que pour apporter un acteur par sa présence.

Richard existe même quand il se tait, même quand il est hors scène. Ce n'est pas le plus grand rôle du répertoire. En tout cas, il ne faut pas se dire qu'il l'est, sinon on se laisse piéger. C'est un personnage qui n'est pas concevable en bloc. Il se construit autour d'un point central. Mon premier repère a été l'enfance, mon enfance de fils d'immigré, le sentiment d'être à côté des autres, dissimulé. Je me suis souvenu de ce tiraillement que je ressentais parce que chez moi on parlait espagnol et au dehors le français.

Richard n'est pas comme les autres : non seulement il est différent, mais il y a chez lui une rapidité de pensée qui l'éloigne, le fait paraître fuyant, impossible à appréhender. Quelqu'un qui va plus vite que les autres est forcément insaisissable.

Je me suis souvenu de cette chose de mon enfance, elle a été le point de départ d'un jeu, la recherche des autres couleurs de Richard. Je ne crois pas à ses ambitions politiques. Il rêve du royaume parce que, là où il est, la couronne est le point suprême à atteindre. Elle est dans son champ de vision et, en même temps, inaccessible. Elle est un but idéal, un peu comme la sainteté.

Richard n'est pas un esprit politique. S'il l'est, c'est à la manière des situationnistes : il sait comment fonctionner les rouages du pouvoir, donc il va s'emparer, le voler de son sens, le faire exploser, et lui avec, de l'intérieur. Quand il est roi enfin, il n'essaie pas, selon l'habitude des politiques, de jouer les uns contre les autres. Il se joue lui-même seul contre tous. Il regarde jusqu'où il peut aller. Il cherche Dieu, en somme, mais on sait que pour l'atteindre on ne peut pas venir de face, il faut arriver de côté.

Quand on joue Richard, on ne doit jamais se croire Richard, on doit faire circuler l'air entre lui et soi, c'est ce qui donne l'idée de rapidité et de grâce. Si on colle trop, on devient lourd, il devient lent. Un boteux n'est pas intéressant, sauf s'il boite comme on danse. Il faut maîtriser les pochettes du jeu. Les images se bousculent, on en tue quatre sur dix, on en tue un trois circulaire. A la fin, Richard revient au point de choc, au moment où il a pris conscience de sa solitude. Il est encore plus enfant, plus désespéré. La difficulté, c'est de ne pas se croire Richard.

COLETTE GODARD.

(1) Les «travaux d'acteurs» présentés à Avignon, Grenoble, Saint-Denis en 1982 étaient des spectacles entièrement conçus par les comédiens du Centre dramatique, chacun sur son scène avec un texte de son choix.

Entre Richard, duc de Gloucester, duc (scène 1, acte 1). Ors, voici l'hiver de notre dépit.

Premier alexandrin d'immédiate vigueur. Prononcez à voix haute, murmurez-vous à vous-même : « Or, voici l'hiver de notre dépit, changé en glorieux été par ce soleil d'York ».

Chaque pied colle, coince. Le mouvement est lancé, le tempo juste. Toute vérification rationnelle s'avérant superflue, laissez les sons porter.

Et ces autres quatre vers suivent bientôt. Ecoutez, Richard toujours : « Voici nos fronts parés de couronnes triomphales, Nos armes ébréchées aux trophées, Nos ausiers alarmes changées en gais renouveau, Nos marches redoublées en pavanes exquises ».

Là, alors, si, comptez un peu, pour voir, le nombre de consonnes, et puis cinq fois « ch », pour ne pas parler de « fr », « hr », « tr ». Fronts, ébréchées, renouveau, ausiers, alarmes, trophées, trophées, ausiers, alarmes, trophées, ausiers, alarmes, trophées.

Jean-Michel Déprats, traducteur encore une fois de Shakespeare, ne cherche jamais à faciliter le métier des acteurs : il leur fait entendre et plaindre, à raison. Il ne réagit donc pas ni ne simplifie rien, voire, il donne aux mots un ordre insolite, à seule fin de restituer ce qu'il appelle un chant, « l'impulsion rythmique, tantôt fluide, tantôt heurtée, ici simple, là nerveuse ».

Son travail de transcripteur - au sens où en musique la transcription parfois illumine une partition originale - cette dévotion à Shakespeare a commencé en 1980 avec la mise en français pour Jean-Pierre Vincent à Avignon de *Pèlerin d'amour perdu*, comme ça, parce que - tout comme à Vézecot pour *Timon d'Athènes* - il lui était arrivé d'être assistant chez Peter Brook lors de *Mesure pour mesure*. Parce que le théâtre était déjà ses deuxièmes métiers, et sa passion du temps où il était élève rue d'Ulm, à l'Ecole nor-

male. Parce qu'il était l'ami de Jean-Jourdain.

Voilà en gros comment l'agréé de littérature anglaise, assistant à l'université Paris-X Nanterre, aura traduit la bagatelle de six pièces de Shakespeare, avant l'été prochain, où, à Avignon encore, Jean-Pierre Vincent, encore lui, présentera un *Macbeth* selon Déprats. Car entre la *Tragédie de Coriolan* pour Bernard Sobel en 1983 et celle d'*Hamlet* montrée par Hortense Guillemaud et François Marthouret à Lyon puis aux Bouffes du Nord au janvier 1984, Déprats a aussi effleuré la traduction des deux parties d'*Henri IV*.

A chaque pièce son climat. « La demande vient du texte », dit Jean-Michel Déprats, avec un ton d'artiste modeste, devenu théâtrinaire (de façon exclusive, avec voracité). La langue de Shakespeare, à la fois rite et geste, n'a selon lui pas toujours les mêmes sonorités. « Pour Pèlerin d'amour, c'est vérolé et virtuosité; Coriolan est tricoté de haine et de conflits, c'est la violence verbalisée; Hamlet, la dureté; Richard III, dit-il, comme Vaines d'amour, est une pièce de jeunesse, élégante en fond. J'en aime le côté ludique, la tonicité. Mais c'est l'aspect crachant, véhément, qui l'emporte ».

Déprats en vient aux imprécations de Margaret, personnage exécrant. « Crachant », « exécrant » : même dans la conversation, il revient à une gamme large de noms pas vraiment communs, et d'adjectifs furieusement qualificatifs. Cela étonne car sa voix reste perpétuellement douce, égale, sans guère de modulations. Seulement s'il déclame par cœur en anglais les incantations des sorcières dans *Macbeth*, le ton s'élève (*Macbeth* : « à la traversée des couchemars », « cette pièce qui porte un peu la poisse à ceux qui s'y collent »). Déprats confesse son incapacité à se défaire, se débarrasser de son texte anglais. « Le français, dit-il, est une langue plus vocale, plus sinueuse, plus pourquoï, dans Richard III par exemple, je mets des « r » beaucoup. Pour retrouver une

rythmique qui n'a rien de coulant. Il parle de texture à croquer, à broyer, à mâcher, à expérimenter, à tupper. Ainsi dans *Hamlet*, il nous avait semblé entendre des Kyrielles de « t », d'allitérations sonnant comme le té d'après. Question d'impact.

Il poursuit : « Une traduction est mauvaise, quand les choses deviennent assourdies, estompées. Tous les mots doivent porter. Même pour les tournures les plus archaïques, il faut redécouvrir une fulgurance. Brook a raison : Shakespeare doit se jouer « vite et fort ». Cela ne signifie pas précipitation mais densité, concision. Or la plupart des traductions rallongent l'original. En explicitant les métaphores, en tirant les ellipses, on neutralise le mouvement interne, on distend le ressort poétique ».

**Violenter la langue française**

Déprats avoue sa jubilation à essayer de préserver les sonorités, quitte à violenter la langue française au génie tout de charité et d'aisance, mais en fait trahit d'origines grammaticales, avec sa logique, son bon goût. « Parfois c'est le désespoir, le vertige, ce cartésianisme. Comme un mur. La non-coïncidence absolue. » La traduction, dit-il encore, doit se faire au profit de la langue traduite, et non de la langue traductrice. « Voilà, probablement, d'où vient « l'étranger », radicale de ce fort en version moins soucieux d'éviter les faux sens que de préserver une énergie, une épaisseur, une matière étrangères, des volumes (1).

Il se réfère à l'idée de Jean-Claude Carrière, croit avec lui que « les mots rayonnent » de Shakespeare, avec leurs propriétés sensitives, chimiques, sont autant de primes, de phares. Comme des étoiles disposées en constellations, à considérer dans l'instantané tandis qu'en français le sens arrive, tâté, en fin des phrases.

Déprats traduit, sans sens direct, concret du texte, sans transposer ni rationaliser, ce qui est mieux admis

à l'heure actuelle où précisément la tendance est à privilégier la forme. Ensuite il « serre de près ». Jusqu'au point de décalquer la syntaxe tourmentée, souvent obscure. Les jeux de mots les plus simples lui semblent parfois les plus intraduisibles. Il ne dit pas « intraduisible ».

(Joyeux pensait qu'il n'en se puisse être traduit.) Quitte à distordre. Et si cette méthode est cause d'euphonies ou cacophonies, c'est pour lui secondaire. Prêt à toutes les rugosités, il préfère choisir des termes nerveux, vivants.

Richard rétorque à Elizabeth dont il a tué les enfants : « Mais dans le ventre de ta fille je les entends ». Déprats a traduit « womb » par « ventre » et non point par la traditionnelle expression « entrailles », ou le conventionnel « sein » - usé littéralement. C'est, explique-t-il, littéralement de ventre qu'il s'agit ici la rhétorique, instrument de la séduction, s'épouse et débouche sur une vision du mal : le vagin-tombe-sépulchre où l'on engendre, entre pour effacer les frères assassinés. Le flot des images est à rendre de manière crue.

Autre exemple, « the fruitful river in the eye » égale mot pour mot « la prodigieuse rivière dans l'œil » : d mes yeux le plus signifiant. On envoie j'ai dérangé tous mes confrères pour « boy of tears » dans Coriolan : « gamins pleurnichards », n'avait aucun sens. A la recherche d'épithètes homériques, j'ai finalement laissé « petit homme de larmes ».

Quant à vouloir respecter la prosodie, traduire en vers réguliers, cela relève de l'illusion ou des « Chiffres et des lettres ». Seul Lericq a réussi. Disons que je m'applique dans les monologues à opérer sur l'alexandrin et sa variation. Mais ça se casse vite.

Je me répit : ce sont les images qui importent. Il ne faut faire son deuil d'aucune métaphore. Elles constituent dans leur abondance, avec leurs récurrences, la trame de toutes les pièces. Elle structure le thème, plus, elles accroissent la tension de l'élocution, l'énergie de la diction.

Déprats ne traduit pas pour le théâtre, mais du théâtre, à destination d'une scène. Il traduit métronomiquement une langue orale, musicale. Il propose au comédien un matériau de jeu vigoureux et une atmosphère oratoire : « Au fond je traduis les textes que j'aurais envie de jouer ; une espèce de gueleur intérieur ! » Il procure ce plaisir même ceux qui n'entendent pas l'anglais découvrent à regarder Shakespeare de la BBC. Il rend sensoriellement une sorte d'évidence des sons.

Déprats consulte lorsqu'il travaille les traductions existantes, en toute admiration pour Lericq et Boncoff. « Mais, dit-il, je ne prends pas pour un poète, j'écris pour des bouches et des poitrines, ils ont fait œuvre de littérature. On se situe dans une chaîne. Bien sûr, quel qu'un d'autre prendra le relais. Je n'ai aucun amour-propre par rapport à mes traductions. Je vois les voir et les écouter en spectateur naïf, même si les mots me sont familiers. Personne ne peut savoir trois mille vers par cœur ».

MATHILDE LA BARDONNE.

(1) Voir *L'épreuve de l'étranger*, ouvrage d'Antoine Bertram, professeur au collège international de philosophie.

## LE PRIX JÉRUSALEM POUR LA LIBERTÉ DE L'INDIVIDU DANS LA SOCIÉTÉ EST ATTRIBUÉ À MILAN KUNDERA

Le prix Jérusalem pour la liberté de l'individu dans la société sera attribué cette année à l'écrivain Milan Kundera. Le prix sera remis par le maire de Jérusalem, M. Toddy Kollek, à l'occasion de la Foire internationale du livre, le 8 mai prochain. Le jury a décidé à l'unanimité d'attribuer ce prix à Milan Kundera pour une œuvre - essentiellement le combat de l'individu pour la préservation de sa liberté et de son unicité, contre les forces de l'histoire, de l'autorité et de politiques.

Milan Kundera sera le douzième lauréat du prix Jérusalem. Avant lui, le prix, d'une valeur de 5 000 dollars, avait été attribué à Jorge Luis Borges, Graham Greene, Simone de Beauvoir, Eugène Ionesco, Max Frisch, Ignazio Silone, André Schwarz-Bart, Sir Isaiah Berlin, Bertrand Russell, Octavio Paz et V. S. Naipaul.

## A CONTRE-COURANT

### Julio Iglesias, prince de la romance

**Aurolé de son entrée triomphale sur le marché américain, Julio Iglesias, le chanteur le plus populaire du monde, est en concert à Paris, au Rex, jusqu'au 27 janvier.**

La légende a traversé les décennies dans la vie de Julio Iglesias, qui s'est jamais été footballer professionnel. Fils d'un gynécologue réputé à Madrid, il est immobilisé pendant plus de vingt mois après un accident de voiture à l'âge de vingt ans. Durant sa période de rééducation, il se découvre une vocation de chanteur.

Aujourd'hui, une chanson de Julio Iglesias se diffuse sur les ondes de la planète, que ce soit en Europe, en Afrique, en Amérique latine, en Amérique du Nord, en Australie ou au Japon. Et quinze ans, il a enregistré cinquante-huit albums. Il a conquis pays après pays un public de tous âges et de tous milieux à coups de charme, de travail et de discipline. A l'époque du rock, de Michael Jackson et de Prince, il redonne tout son lustre au chanteur de charme, au crooner.

Depuis cinq années déjà, Julio Iglesias demeure à Miami, plaque tournante entre le continent sud-américain, l'Amérique du Nord et l'Europe. Avec une équipe fidèle d'origines espagnoles, il a loquemment éduqué les Etats-Unis, il s'est pénétré de leurs couleurs, de leurs sonorités.

Il a payé de sa personne et il a donné les moyens de la réussite. Il a préparé un album en langue anglaise, et, avec sa culture méditerranéenne, avec les valeurs sentimentales du monde latin, il s'est fait battre dans un pays où, jusqu'ici, un seul chanteur non anglo-saxon (Maurice Chevalier, en 1929) avait vraiment réussi. En 1984, Julio Iglesias a vendu cinq millions et demi d'exemplaires de son premier album américain, il a fait une tournée triomphale dans l'Amérique profonde et, en signant un contrat de 6 millions de dollars, il est devenu une image publicitaire pour la firme Coca-Cola.

Julio Iglesias donnera cette année son premier concert à Pékin.

A Paris, dans une mise en scène dépouillée, il apparaît à présent plus à l'aise sur un plateau, qu'il parcourt comme un félin. Accompagné par

treize cuivres, deux claviers, deux guitares, deux batteries et deux choristes qui sont en fait deux véritables chanteuses à la voix superbe et à qui il est donné la possibilité de se faire entendre, Julio Iglesias chante en français, en espagnol, en anglais, pour la ballade aux yeux bleus, mineure, avec une nonchalance souveraine, avec cette finesse animale qui est le propre des crooners, de Nat King Cole à Carlos Gardel.

Iglesias traite avec soin une mélodie, tire profit de moindre note, de la

moindre note. Sa voix bleue est un parfait antidote aux bruits du monde. Elle semble investir chaque chanson avec grandeur.

La fréquentation de l'Amérique du Nord a apporté à Julio Iglesias un peu d'humour, plus de rythme et même parfois un décor sonore jazz. Mais la force principale de chanteur, c'est qu'il ne trompe pas son monde. Sa carte maîtresse reste la sincérité.

CLAUDE FLÉOUTER.

## « La chance, le travail, la discipline »

« En allant d'un pays à l'autre, je n'ai pas changé mon style, je n'ai pas modifié mes écrits », dit Julio Iglesias. Je me suis simplement adapté, chaque fois, au caractère, à la culture des gens, à leur manière d'écouter, de rire, de pleurer, à leur façon de s'habiller, de manger, aux sonorités, au tempo, au rythme de la langue. Aux Etats-Unis, j'ai vu trois cents fois à la télévision Johnny Carson avant d'être invité de son émission quotidienne. J'agis à la manière d'un peintre qui changerait la cadre de son tableau.

Et puis il y a la chance, le travail, la discipline. Aux Etats-Unis, une petite porte s'est brusquement ouverte, je m'y suis engouffré et j'ai poussé plus loin mon avantage. Maintenant, je vais réaliser un album avec Quincy Jones.

Quand un interprète chante très haut, il y a un moment où on ne peut plus le suivre. Le crooner doit donner l'impression que l'en peut l'accompagner, répéter avec lui. Il n'est ni trop haut ni trop bas. Il se promène. Il n'est jamais pressé, d'arrêter au besoin, va doucement. Certains artistes courent tout le temps et puis un jour, sur une chanson, ils se baladent, ils arrivent quand même en tête et ils se demandent s'ils n'ont pas fait alors la meilleure course de leur vie.

C'est une question que j'ai posée à Stevie Wonder. Lui, c'est un musicien de rêve.

J'étais en sa compagnie, il y a trois semaines, à 50 miles de Los Angeles, dans un petit village peuplé de Noirs. Il y avait un mende fou. Stevie m'a demandé de faire le parade avec lui. On nous a mis dans une voiture décapotable et on a passé quatre heures tous les deux dans la rue. Tout le monde chantait le même chanson, un succès des années 60. C'était formidable !

Ma profession, c'est de séduire. Je ne suis pas un modèle et, certains jours, je ne me séduis pas du tout. Mais tous les complexes que j'ai pu avoir, je les ai disciplinés. Je n'aurais pas le don naturel de chanter, même si j'ai toujours su mixer les couleurs de la vie. La discipline m'a fait apprendre à chanter, à m'exprimer en des langues différentes, à pratiquer la gymnastique tous les jours, à reconnaître tous mes défauts et à ne pas les montrer. J'adore toute la merde de la vie, mais je la laisse tomber pour mon aventure de chanteur.

Beaucoup de personnes travaillent avec moi. Et l'administration Iglesias a investi dans des affaires réparties dans le monde entier. Mais j'ai d'abord le goût de me battre, et j'aime les gens qui veulent gagner. L'esprit de compétition, c'est pour moi la chose la plus attractive, celle qui fait tenir ma vie.

C. F.

UGC HARRITZ - GAUMONT AMBASSADE - REX - UGC BOULEVARD - UGC ODEON MONTPARNAISE PATHE - ONE BEAUBOURG LES HALLES - UGC GOMELINS UGC CONVENTION - IMAGES - MISTRAL - UGC GARE DE LYON - 3 SECRETAN

ROGER HANIN GERARD KLEIN

# TRAIN D'ENFER

UN FILM DE ROGER HANIN

JEAN CUSTELIN

MONTREUIL MAIRIE - PANTIN Carrefour - CRETEIL Ariel - NOGENT Ariel ROSNY Ariel - SARCELLES Fleury - ST-GERVEY-DES-BOIS Les Parvay VAL D'YERRES Bury - CACHAN Malo - COLOMBES Club - ARGENTEUIL Albert VERSAILLES Cyrene - POISSY Rex - ORSAY Uls 2 - 9 DEFENSE 4-TEMPS







# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 12 janvier

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 **Téléfilm** : *Vincennes*. De V. Buggy, réal. B. Toussaint-Michel, avec A. Paril-lard, J.-P. Garraud, C. Rault.  
*Le quotidien de la guerre et de l'occupation filmé dans toute sa dimension psychologique et dans l'atmosphère humaine et verte de la Creuse. Malgré une impression de déjà vu, on marche, on pleure.*

22 h 20 **Droit de réponse** : *Revue de presse*. Avec F.-O. Glabert (Nouvel Observateur), J.-M. Rou-quenon (Libération), D. Jannet (Quotidien de Paris), C. Cabanes (Humanité), D. Endelman (CRS), E. Deweck (Die Zeit), N. Du Roy (Télérama), L.-M. Horeau (Canard enchaîné), M. Porboi (Agence Sygma), A. Gannard (Courrier Picard), M. Déjeu (Sud-Ouest), D. Baudin, maître de Toulouse, J.-F. Kohn (l'Evénement du jeudi) et M. Luchet (président de la Société des réalisateurs de France).

0 h 20 **Ouvrir la nuit**. Alfred Hitchcock présente... Touché.

0 h 45 **Séance de nuit**. TF1 fête son dixième anniversaire au sommet de la tour Eiffel. Le tout TF1 autour de son PDG, de Collaro à Ziron, de Drucker à Patrick Sébastien. Retrospective des grands moments télévisés de la chaîne. La soirée s'achève à 4 heures.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Variétés** : *Champs-Élysées*.  
22 h 5 **Journal**.  
22 h 15 **Tournoi** : Tournoi des Masters à New-York.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Benny Hill**.  
21 h 30 **Journal**.  
22 h **Feuilleton** : *Dynastie*. Blake et Alexia en Indonésie à la recherche de Steven.

22 h 45 **La vie de château**. J.-C. Brialy reçoit trois invités : R. Hossain, J.-P. Vincent et G. Moustaki.

23 h 15 **Préface à la nuit**.

## FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 35, **Inspection Gadget** : 18 h, *Magazine* : 19 h 20, Un trait, c'est tout : 19 h 25, Jazz à Asnières : 19 h, Feuilleton *Francor-verte* : 19 h 5, *Atout PIC* : 19 h 15, *Journal* : 19 h 55, Dessin animé : SOS Saturnin.

## CANAL PLUS

20 h 30, *Ma comédie Rachel* : 21 h 20, *Spécial Elvis Presley* : 22 h 10, *L'arabesque d'Olivier* : 23 h, *Surveillance*, film de J. Liebermann : 0 h 30, *Fanny et Alexandre*, film de I. Bergoun : 3 h 30, *La justice des hommes*, film de G. Stevens : 5 h 20, *Attention, convoi d'œufs*.

## FRANCE-CULTURE

20 h **Musique** : *maintenances* (du côté des jeunes compo-siteurs : Pascal Dusapin).  
20 h 30 **Concert** : *Festival des Flandres, Quatuor à cordes* n° 34 en ré majeur, de J. Haydn; *Quatuor à cordes en fa majeur*, de Ravel; *Quatuor à cordes n° 14 en ré mineur*, de Schubert, par le Quatuor à cordes de Tokyo, P. Omdjtan, K. Ikeda, violons, R. Isomura, alto, S. Harada, violoncelle.  
22 h 10 **Déshanches**, avec Jean-Louis Baudry : « Proust, Freud et l'autre ».  
22 h 30 **Musique** : deux comédies musicales, par la Péti-cie Opéra : *Boris de Venise* par Padovani, D.A. Banchieri et O. comme eux, de C. Frey.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** : *Festival des Flandres, Quatuor à cordes* n° 34 en ré majeur, de J. Haydn; *Quatuor à cordes en fa majeur*, de Ravel; *Quatuor à cordes n° 14 en ré mineur*, de Schubert, par le Quatuor à cordes de Tokyo, P. Omdjtan, K. Ikeda, violons, R. Isomura, alto, S. Harada, violoncelle.  
22 h 30 **Les solistes de France-Musique** : Feuilleton : *Hugo Wolf* : Les chants du harpiste; à 23 h 5, le club des archives : Hans Roeland; à 1 h, l'artère à chansons.

Dimanche 13 janvier

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

7 h **TF 1 Gaffiti**.  
8 h **Journal**.  
9 h **Emission islamique**.  
9 h 15 **A Bille ouverte**.  
9 h 30 **Faites tradition** : des chorégraphes orientaux.  
10 h **Préface protestante**.  
10 h 30 **Le Jour du Seigneur**.  
11 h **Messe** : célébrée en la paroisse Saint-François-de-Sales (Paris-17), prés. Père P. Jacquin.  
12 h **Mid press**.  
12 h 30 **Journal**.  
13 h 30 **Tournoi** : Tournoi des Masters (1/2 finale).  
14 h 25 **Série** : *Star Trek* et *Hitch*.  
14 h 30 **Sports d'hiver**.  
15 h 30 **Variétés** : la belle vie. Avec P. Ustinov, M. Béjar.  
17 h 30 **Les animaux du monde**.  
18 h 10 **Série** : *La vent d'Australie*.  
19 h **Sport sur sept**.  
Avec M. J. Toulon, secrétaire général du RPR.  
20 h **Journal**.  
20 h 35 **Cinéma** : *Le Cavalier*. Film français de P. de Broca (1978), avec J. Rochefort, N. Garcia, D. Darzens, C. Alesi, C. Leprieux, A. Girardot. (Rediffusion).  
Un pianiste gâté par la vie, collectionnant les conquêtes féminines, prend soudain conscience de son vieillissement et de la solitude qui le guette.  
22 h 25 **Journal**.  
22 h 40 **Sports dimanche soir**.  
L'actualité sportive du week-end et la finale des Masters en direct du Madison Square Garden.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 35 **Journal et météo**.  
9 h 40 **Les chevaux du tour**.  
10 h 10 **Révisé A 2**.  
10 h 40 **Gym tonie**.  
11 h 15 **Dimanche Martin** : Entrez les artistes.  
12 h 45 **Journal**.  
13 h 20 **Dimanche Martin** (suite).

PHILADELPHIA  
EXPERIMENT  
SELECTION AVORIAZ

17 h **Série** : les Brigades du Tigre. (Rediffusion).  
18 h **Stade 2** (et à 20 h 20).  
19 h **Série** : *Age vernall*.  
20 h **Journal**.  
20 h 30 **Le grand raid**.  
Magadino-Djibouti.  
Chaque équipe en Afrique partant à l'aventure.  
21 h 40 **Documentaire** : *Sous les pavés, le bonheur*.  
Une enquête sur la vie de G. Drouot.  
Deuxième volet : après *Sanctuaire 89*, l'architecture à travers la mobilité des gens, leurs activités, leurs regards. A Créteil, dans la banlieue parisienne. Trois étapes : l'architecture et son projet, témoignages des habitants de Créteil ; le centre commercial, lieu privilégié de rencontres.  
22 h 30 **Concert magazine**.  
Concert viennois, en liaison avec France-Musique. Hom-mage aux compositeurs viennois Suppe, Lehar et Johann Strauss, par le Nouvel Orchestre Philharmonique.  
23 h 15 **Journal**.  
23 h 30 **Bonsoir les clips**.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h **Musique**.  
13 h **Magazine 85**.  
15 h **Musique pour un dimanche**.

## LES SOIRÉES DU LUNDI 14 JANVIER

TF 1 20 h 35, **Cinéma** : *File Story*, de Jacques Dany; 22 h 25, « Étoiles et toiles », magazine du cinéma; 23 h 50, « C'est à lire ».

A 2 20 h 35, *Emmenez-moi au théâtre* : Le Père Noël est une ordure, par l'équipe du Splendid; 22 h 5, « Plaisir du théâtre », magazine du théâtre; 23 h 25, « Bonsoir les clips ».

FR 3 20 h 35, « Cycle le grand frisson » : *Agatha*, film de Michael Apted; 22 h 50, « Thalasse », magazine de la mer; 23 h 35, « Folies ordinaires » : Charles Bukowski; 23 h 40, « Préface à la nuit ».

15 h 15 **Théâtre** : le Soulier de satin. De P. Claudel, mise en scène J.-P. Bernart et J.-P. Grenval, avec J.-L. Barrault, J.-P. Boyer, M. Arie.  
Deuxième partie. La rencontre de deux êtres qui n'ont pas le droit de s'aimer. Retenus par une épidémie de peste qui sévit à Montgor (Espagne), Proudhon et Rodrigue pos-sèdent chacun le clé du chemin qui mènera les nôtres à Dieu. Mais Proudhon est mortel (deuxième partie) au juge Don Phéas.

18 h **Emission pour la jeunesse**.  
19 h **Au nom de l'amour**.  
Un nouveau rendez-vous pour cette émission qui jusqu'ici était diffusée le samedi à 20 h 35.  
20 h **RFO Hébdo**.  
Changement d'horaire et de formule. Cet hebdomadaire d'actualité d'œuvre-met s'agrandit. Va-t-il s'améliorer ?  
20 h 35 **Série** : *architecture et géographie sacrée*. Le Mont-Saint-Michel et l'archange l'humain.  
Une tentative - réussie - d'expliquer la magie de ce lieu, diabolique et héritier de toutes les traditions religieuses et des légendes du monde celtique.  
21 h 30 **Aspects du court métrage français**.  
Eros de conduite, de R. Millic; la Case départ, de Ch. Nicole; la Main, de J. Yanne.  
22 h 5 **Journal**.  
22 h 30 **Cinéma de nuit** : *Outrage*.  
Film américain. (C) L'Europe (1950), avec M. Powers, T. Andrews, R. Clarke, R. Bond, L. Hamilton, R. Lupino (v.a. sous-titrée, N.).  
Une femme fille, victime d'un viol, se sent accablée de culpabilité et de honte. Elle quitte sa famille et son fiancé, s'enfuit en Californie, où elle est recueillie par un pasteur.  
23 h 45 **Préface à la nuit**.

## CANAL PLUS

11 h, *Clara et les chiens types*, film de J. Monnet; 12 h 45, *Cabou Cadin* (dessin animé); 14 h 15, *Elis Island*; 15 h 5, *Soup*; 15 h 30, *Batman*; 16 h, *Robin des bois*; 16 h 50, *Document* : Les ateliers du rêve; 17 h 45, *Top 50*; 19 h 15, *Club de la presse*; 20 h 30, *Mouette d'un bookmaker* chinois, film de J. Cassavani; 22 h 20, *Coup de foudre*, film de D. Kury; 23 h, *New-York Connection*, film de R. Butler.

## FRANCE-CULTURE

14 h, *Le temps de se parler*; 14 h 30, En direct de la Comédie-Française : *Rue de la Folie-Corinthe*, un spectacle de tré-pices de Courteline. Avec D. Genot, S. Ene, C. Frazan; 17 h 15, *La terre de théâtre*. Rencontre avec Frédéric Hébert et Louis Velle; à 17 h 45, *Historique-actualité* : l'âge héroïque du monde; coup de cœur; 19 h 10, *Le cinéma des cinéastes* : *L'ère* de Jean Cassavani; 20 h, *Musique* : collection de disques.  
20 h 30 **Atelier de création radiophonique** : « Histoire des tail-lours de pierre » d'Ille-Grande (Bretagne).  
22 h 30 **Musique** : *libre-parcours jazz* : Jazz Fanter Sextet; Johnny Griffin et son orchestre.

## FRANCE-MUSIQUE

14 h 4, *Programme musical en disques compacts* : œuvres de Mozart, Haydn, J.-S. Bach; 17 h, *Concert l'été-été-été-été* ? Ravel par J.-M. Nectoux, musicien; œuvres de Debussy, Ravel; 19 h 5, *Jazz vivant* : rétrospective du jazz libéral avec le concert « Segment Music of two continents » donné par Cecil Taylor; 20 h 4, *Avant-concert*.  
20 h 30 **Concert** (donné à la Philharmonie de Berlin les 28 et 29 juin 1984) : *Concerto n° 10 pour deux pianos en mi bémol* majeur, de Mozart; *Symphonie n° 3 en mi bémol* majeur, de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. C. Eichenbach (Mozart) et H. von Karajan (Beethoven), sol. J. Frazz et C. Eschbacher.  
22 h 30 **Concert** : (en simultané sur A 2), *Musique viennoise*; œuvres de Lehar, Suppe, J. Strauss par le Nouvel Orchestre Philharmonique, dir. M. Janowski, sol. T. Zylis-Gara, S. Jerusalem.  
23 h **Les soirées de France-Musique**.

## TRIBUNES ET DÉBATS

**DIMANCHE 13 JANVIER**  
- M. Alain Savary, ancien ministre de l'éducation nationale, est l'invité de « Midi Presse », sur TF 1, à 12 heures.  
- M. Bernard Stasi, président du CDS, participe au « Forum », de RMC, à 12 h 30.  
- M. François Dalle, président du comité stratégique de l'Oréal, répond aux questions des journalistes du « Grand Jury RTL le Monde », sur RTL, à 18 h 15.  
- M. Jacques Toulon, secrétaire général du RPR, est le témoin du magazine « 7 sur 7 », sur TF 1, à 19 heures.  
- M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, est l'invité du « Club de la presse », d'Europe 1 et de Canal Plus, à 19 h 15.  
**LUNDI 14 JANVIER**  
- M. Robert Badinter, ministre de la justice, répond aux questions des auditeurs, sur France-Inter, à 19 h 20.

VU

## Delon le magnifique?

Il est une star, « bien sûr », et... un grand acteur, aussi. Il a « tous les dons sauf celui du bon-hôte ». Il porte sans cesse de lui à la troisième personne, en prononçant son nom - tic commercial ? « Il n'est pas d'importance » et aime les défis. Il va vivre en Suisse trois ou quatre jours par semaine, parce qu'il a une fabri-que de parfum et de montres qui a pris « de l'ampleur » et que sa présence là-bas est nécessaire. Mais, attention ! Français il est et français il restera, comme Jean-Marie Le Pen. « Un vrai Français, lui, aussi ». Et puis, de l'autre côté des Alpes, vit Catherine, la femme qu'il aime. Il la dit haut et fort : « Toute sa vie a été dictée par ses sentiments, il ira donc toujours là où l'appelle son cœur ». Ses robes de soirée, mitraillées au poing, sont ceux

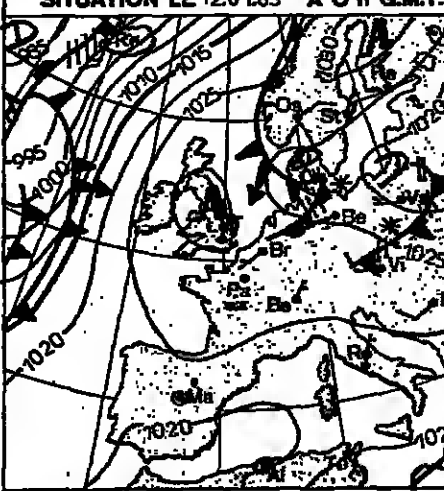
que son public attend de le voir jouer. Il porte allègrement sa cin-quantaine, satisfait qu'on le lui confirme. Ce qu'il redoute le plus : devenir grabataire dans ses vieux jours. Il est Alain Delon le magnifique, celui qui a accepté d'essayer les premiers feux du « Jeu de la vérité », la nouvelle émission de TF 1 proposée, trois vendredis par mois, par Patrick Sabatier et Remy Grumbach. L'idole Alain Delon s'est sou-mise, avec fair-play, aux règles de ce jeu : prêter serment devant les téléspectateurs de dire toute la vérité, rien que la vérité, et répon-dre, sur le vif, aux questions que lui posaient, de la salle ou par SVP, ses administrateurs ou ses détracteurs (on n'en a pas en-tendu beaucoup). Le tout entre-coupé de chansons.

D'extrême droite, lui ? Il nie être un militant, mais reconnaît avoir de la sympathie pour Jean-Marie (Le Pen), qu'il connaît « depuis longtemps » : « C'est un homme sain, qui a une femme superbe, des enfants... » mais, aujourd'hui, le héros politique de Delon, c'est Raymond Barre. « Ça, c'est quelqu'un au-dessus des partis, un grand commis de l'Etat, celui dont notre pays a besoin ». Et lorsque le directeur d'une PME l'a interrogé sur ce qu'il pensait de l'homme d'affaires Bernard Tapie, notre vedette a exprimé son admiration, au point de se demander, tout à trac, s'il ne fau-drait pas proposer à ce « battant » de « racheter toute la France avant qu'il ne soit trop tard ». Juré, craché.

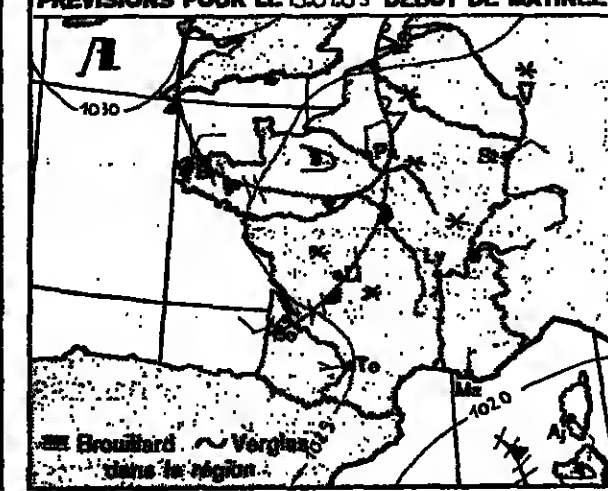
ANITA RIND.

## MÉTÉOROLOGIE

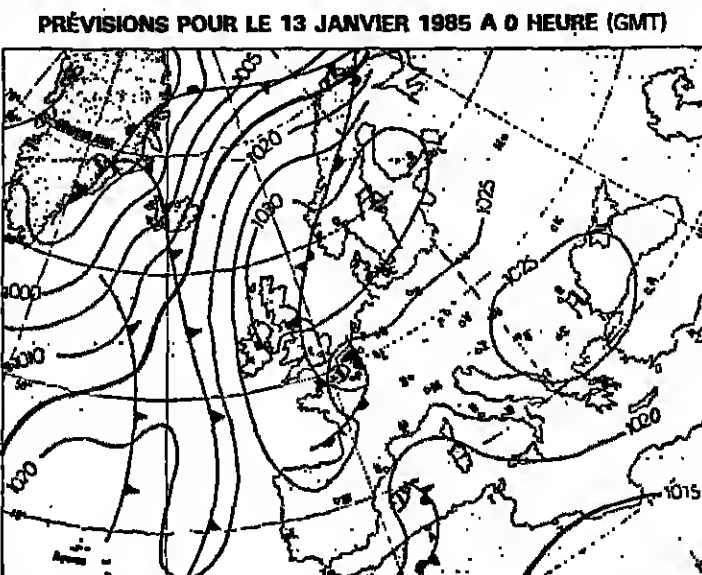
SITUATION LE 12.01.85 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 13.01.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps prévue en France entre le samedi 12 janvier à 0 heure et le dimanche 13 janvier à 24 heures.  
Une perturbation traversera le pays du Nord au Sud dans un champ de pression temporairement affaibli.  
Dimanche, le temps froid se maintiendra. En matinée, quelques éclaircies se développeront sur l'Alsace, la Lor-raine, les régions méditerranéennes ainsi que sur les côtes de la Manche. Partout ailleurs, le temps sera gris avec des chutes de neige. Dans l'après-midi, l'aggravation gagnera la Méditerranée : nuages abaisés et précipitations, sou-vent sous forme de neige. Des chutes de neige durables se produiront sur les Vosges, le Jura, le nord des Alpes et sur le Massif Central, ainsi que sur les Pyr-énées. Ailleurs se généraliseront un temps instable : éclaircies et averses de neige à caractère passager.  
Les températures seront voisines au lever du jour de -2 degrés sur le quart nord-ouest, -3 à -10 ailleurs. Dans l'après-midi, elles resteront partout en dessous de 0 degré.



La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 12 jan-vier, à 7 heures, de 1029,4 millibars, soit 772,1 millimètres de mercure.  
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 janvier; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12 jan-vier): Ajaccio, 8 et -1 degrés; Biarritz, 3 et -8; Bordeaux, 0 et -11; Bourges, -5 et -7; Brest, 5 et -3; Caen, 3 et -3; Charbourg, 4 et -6; Clermont-Ferrand, -6 et -9; Dijon, -8 et -10; Grenoble-St-M-H., -3 et -10; Grasse-St-Gotthard, -6 et -16; Lille, -2 et -13; Lyon, -8 et -10;

Marseille-Marignane, 4 et -1; Nancy, -6 et -11; Nantes, 1 et -2; Nice-Côte d'Azur, 5 et 0; Paris-Montsouris, -1 et -4; Paris-Orly, -2 et -5; Pau, -3 et -9; Perpignan, 3 et -3; Rennes, 2 et -8; Strasbourg, -7 et -9; Tours, -2 et -5; Toulouse, -4 et -7; Pointe-à-Pitre, 29 et 20.  
Températures relevées à l'étranger : Alger, 12 et 5; Amsterdam, -2 et -7; Athènes, 12 et 3; Berlin, -6 et -7; Bonn, -2 et -11; Bruxelles, -3 et -7; Le Caire, 19 et 13; Las Canarias, 20 et 15; Copenhague, 0 et -9; Dakar, 23 et 17; Djérba, 12 et 9; Genève, -5 et -8; Lisbonne, 0 et -2; Jérusalem, 15 et 7; Luxembourg, -7 et -13; Madrid, 7 et -7; Montréal, -13 et -19; Moscou, -9 et -11; Nairobi, 26 et 11; New-York, -5 et -7; Palma-de-Majorque, 10 et 4; Rio de Janeiro, 26 et 20; Rome, 3 et -1; Stockholm, -6 et -13; Tézour, 10 et 3; Tunis, 10 et -1.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3880

HORIZONTALEMENT

I. Arrivée d'air. Etait commune aux frères. - II. A la ville comme à la campagne. Pousse comme un champion. - III. Ne dormait que d'un œil. Romps mais difficile à briser. - IV. Interjection. Lettre grecque. Point chaud. - V. Fractions de vi-de-les. Conjonction. - VI. Coconnes-minutes. Lâché par sur-pri-se. - VII. Pour toutes les péripéties, c'était l'homme de leur vie. Une ville qui fait tou-jours recette. - VIII. Pronom re-latif. S'annonce en trompant. - IX. Bien en-vo-lé. - X. Pré-position. La no-ti-té de l'Asie. Ne sont donc pas bassement ma-té-ri-elles. - XI. Abréviation reli-gieuse. Se tire difficilement d'un mauvais pas. Permet d'apprécier un d'être apprécié. - XII. S'avengle lorsqu'on ne veut plus la voir. Recrute de la main-d'œuvre étran-gère. - XIII. Espèce de cano-n. C'est un grand moment. Doit être tendre pour faire un poulet. - XIV. Font de bonnes dragées. Conjonction. - XV. Billet de sortie.

Peut être considérée comme portière lorsqu'elle est assez grande.

VERTICALEMENT

1. Métropolitain dans une capi-tale. Entre dans la postérité. - 2. Se prend pour une bonne descente. Essais de joindre les deux bouts. - 3. Mesure thermique. Souvent man-pulée de main de maître. Œuvre

captivante. - 4. Compositeur de « Paganini ». Note. Base de bien des calculs. - 5. Epreuve avant cer-taine lettre. Peut être prêt par un pauvre pêcheur. - 6. Cœur de marbre. En est blais. - 7. Terre. Lit en désordre. Ne vont donc pas dans le sens du dialogue. - 8. Personnel. Narre. Fait tourner un cheval en bourrique. - 9. Règle les problèmes de circulation en Belgique. Ne man-que pas de responsabilités. Objet de reprise. - 10. Point mousse. Ex-cu-ta. Pronom. - 11. Aspiration tout à fait légitime. Mauvaise surprise. Dans le doute, on ac-s'a abstient pas. - 12. Cycles de fin d'études. Elle a pas dit son dernier mot. Per-sonnel. - 13. Etre tout retourné. Fait des cordons solides. - 14. Pein-tre et graveur allemand de XIXe. Marché commun. - 15. Liaison dangereuse. Etre. Oblige donc à par-tir ou à rester.

Solution du problème n° 3879

Horizontalement

I. Parcêtre. - II. Obole. Ré. - III. Noyautage. - IV. Clans. Ca. - V. Tilden. L6. - VI. Ec. As. - VII. Armstrong. - VIII. Eternel. - IX. Ionisante. - X. TNT. Eté. - XI. Ex. Sensés.

Verticalement  
1. Punctualité. - 2. Aboli. - 3. Royalement. - 4. Clandestins. - 5. Meuse. Testé. - 6. Narra. - 7. Trac. Sonnes. - 8. Régat. Netto. - 9. Ongles.

GUY BROUTY.



# Économie

## REPÈRES

### Bhopal (Inde) : six mois pour dédommager les victimes

Le groupe américain Union Carbide espère conclure d'ici six mois un accord pour dédommager les victimes du désastre de Bhopal (Inde). « Tout le monde estime qu'il est extrêmement urgent de résoudre ce problème à court terme dans le cadre d'un accord hors tribunal », a déclaré le président Warren Anderson, en assurant que son groupe avait la capacité financière pour faire face. Selon lui, des négociations sont en cours avec les parties concernées. Il espère pouvoir s'entretenir avec le ministre indien de la justice, M. Parassaran, attendu en visite officielle aux États-Unis la semaine prochaine. Des demandes de dédommagement portant sur quelque 100 milliards de dollars ont été déposées devant les tribunaux américains.

### Pétrole : baisse des prix aux États-Unis

Le mouvement de baisse des prix du pétrole aux États-Unis a continué le 11 janvier, la société pétrolière Chevron Corp. et sa filiale Gulf Corp. ayant annoncé tour à tour qu'elles ramèneraient leur prix d'achat du West Texas Intermediate à 29 dollars le baril. Ce faisant, ces sociétés ont suivi l'exemple donné la veille par la société Texaco Inc. Plusieurs sociétés de raffinage affichent même des prix inférieurs pour cette qualité de pétrole, qui descendent dans certains cas jusqu'à 25,90 dollars le baril. — (AFP, UPI)

### Prix de gros : faible hausse aux États-Unis

Les prix de gros américains ont augmenté de 0,1 % en décembre, soit 1,8 % pour l'ensemble de 1984 contre 0,6 % en 1983. L'indice a été inscrit à 292,4 (base 100 en 1987). En 1985, la hausse devrait, selon les experts, se situer entre 1 % et 2 %, grâce notamment à la poursuite prévisible du tassement des prix pétroliers. — (AFP, UPI)

### Taux d'intérêt : hausse en Grande-Bretagne

Les quatre principales banques de Grande-Bretagne ont relevé leur taux d'intérêt à la suite de fortes tensions provoquées sur le marché des capitaux par la baisse de la livre sterling. La National Westminster, la première, le 11 janvier, porté son taux de base de 9,5 % à 10,5 %, et le mouvement s'est généralisé, ce qui va à l'encontre de la stratégie officielle. Le gouvernement britannique attribue le glissement de la livre (2,5 % en une semaine) à des facteurs extérieurs, à savoir la fermeté du dollar et la faiblesse du marché pétrolier.

## L'ÉCHEC DE LA FLEXIBILITÉ DE L'EMPLOI

### « La négociation ne pourra pas reprendre sur les mêmes bases » estime la CFTD

« Nous n'avons pas abandonné tout espoir que recommencent des négociations » sur la flexibilité de l'emploi, a déclaré, le 11 janvier, devant la presse, Robert Bono, secrétaire national de la CFTD, en rendant compte des travaux du bureau national de cette organisation. La CFTD, a-t-il ajouté, entend « continuer à détecter et à proposer ce qui est réellement créateur d'emploi en dehors des formats patronaux ». Le bureau national a « condamné fermement » l'attitude du CNPF durant la négociation et le « refus de M. Gattaz de recevoir les négociations. Cette attitude est à la fois irresponsable et inadmissible ». La centrale a estimé que « l'action est nécessaire dans la période », à tous les niveaux (entreprises, branches, nationales) en liaison avec des négociations.

« Tout élément d'où qu'il vienne », a souligné M. Jean Kaspar, secrétaire national, qui permet de reprendre la discussion sera considéré comme positif. Il serait grave que le CNPF « s'installe dans l'idée ». Il serait dangereux que le CNPF considère que le seul élément permettant de relancer la discussion soit une intervention du gouvernement. Le président du CNPF, M. de Puget, lorsqu'il dit que ce sont les chômeurs qui vont faire les frais alors qu'il obtient que ce soient les chefs d'entreprise qui licencient.

Pour M. Kaspar, « cette négociation ne pourra pas reprendre sur les mêmes bases. Il ne s'agit pas de refaire un protocole ». M. Bono a affirmé que « l'attitude de la CGT n'a pas pesé sur les militants de la CFTD. Cela n'a eu aucune importance. Ils se sont sentis des plumes de poux ». La CGT est accusée ainsi de faire de « l'auto-intoxication ». Tout en demandant aux fédérations de prendre des initiatives sur le terrain, M. Kaspar a critiqué l'opportunité d'une grève générale lancée par la CGT : « Une action doit être déterminée en fonction des objectifs et des priorités. Ce n'est pas une grève générale interprofessionnelle qui permettra d'apporter une réponse aux problèmes de l'emploi. Elle ne peut que servir une stratégie politique ou exprimer un mécontentement ».

Le bureau national de la CFTD, qui a également débattu des négociations salariales et de la pauvreté, a procédé à l'élection des candidats à la future commission exécutive qui sera élue lors du quarantième congrès confédéral de Bordeaux en juin (le Monde du 10 janvier). Les onze candidats ont été élus. Sur 36 voix, M. Edmond Maire a obtenu 35 voix, soit un de ses meilleurs scores. M. Noël Mandray, secrétaire général adjoint, 36 voix, M. Mercier 32 voix, M. Notat 35 voix.

Les négociations de la flexibilité ont enregistré des scores généralement inférieurs à ceux des élections précédentes : M. Kaspar 30 voix, M. de Puget 28 voix. Quant aux quatre nouveaux candidats, ils ont obtenu : M. Marie-Christine Foin (36 ans, région centre), 32 voix, M. Lofe Richard (quarante-deux ans, services), 30 voix, M. Jean-François Troglie (trente-sept ans, SGEN), 28 voix, et M. Jean-Marie Spaeth (trente-neuf ans, mines), 27 voix. M. Bono a vu dans ce scrutin un « signe de cohésion, d'homogénéité et de bon sens de la CFTD ».

## Les perspectives d'emploi des cadres vont diminuer au premier semestre de 1985

« Au premier semestre 1985, les perspectives d'emploi pour les cadres iront en s'amplifiant, même si l'évolution demeure positive, prévient l'Indicateur établi par l'ANPE, l'Association pour l'emploi des cadres - l'équivalent de l'ANPE - qui revêt tous les six mois son enquête commencée en 1976 et présentée à la presse le 8 janvier.

Tandis que l'indice global pour tous les salariés fait apparaître une baisse sensible des propositions d'emploi, une distorsion se manifeste en faveur des cadres. Pour cent

## Les fédérations de fonctionnaires refusent que l'on inclue les promotions dans les augmentations salariales pour 1985

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat à la formation publique, a annoncé vendredi 11 janvier par la fédération autonome et la FEN ses intentions « exploratoires » avec les sept fédérations de fonctionnaires. Celles-ci attendent la réponse à leurs demandes lors de la prochaine réunion plénière de négociation, dont la date n'est pas encore fixée. Elles ont été unanimes à refuser que le « glissement vieillesse-techiniché » (IGVT) - les promotions - soit inclus dans l'augmentation de la « masse » salariale prise en compte pour les négociations. Pour FO, notamment, il s'agit d'un problème statutaire qui ne doit pas intervenir dans une discussion salariale. La FEN a même annoncé qu'elle refusait de discuter « en masse » si la CGT devait être incluse dans l'augmentation globale.

Les organisations des fonctionnaires demandent aussi une « clause de sauvegarde » pour 1985, si la hausse des prix dépassait les prévisions. La plupart n'ont pas accepté l'augmentation de 1984, où le gouvernement a décidé unilatéralement une augmentation des rémunérations : FO et la CGT ont particulièrement insisté sur ce point, et il n'est pas question de passer l'éponge sur 1984 », a déclaré M. Herzberg, secrétaire général des fonctionnaires CGT.

Un autre point d'acros a été l'évolution des « bas de salaires ». Tandis que la CGT, qui accepte de se situer dans les hypothèses économiques du gouvernement, souhaite des mesures significatives allant dans le sens d'une suppression à terme de la catégorie D la plus basse, la CGT et FO demandent une « remise en ordre » de la grille des rémunérations pour éviter un « écrasement » de la petite hiérarchie.

## LE COMITÉ INTERPROFESSIONNEL DE BRETAGNE-SUD EST MIS EN RÉGLEMENT JUDICIAIRE

De notre correspondant

Rennes. — Le tribunal de commerce de Rennes a prononcé, le mardi 8 janvier, la mise en règlement judiciaire du Comité interprofessionnel du logement (CIL) de Bretagne-Sud, dont le siège social est à Lorient, et de ses cinq filiales.

Le CIL de Bretagne-Sud avait sollicité le bénéfice de la procédure de suspension provisoire des poursuites le 18 décembre 1984, alors que quatre jours plus tôt, le tribunal de commerce de Lorient, sur saisine directe, avait constaté l'état de cessation des paiements des six sociétés.

Le tribunal de commerce de Rennes a constaté que la situation financière du groupe, désormais inséré de collecte du 1 % (1), laissait apparaître un ensemble de pertes de plus de 30 millions de francs, et qu'il n'existait aucune perspective de redressement sérieux. Le jugement souligne que « les imbrications financières entre les différentes sociétés du groupe sont telles et souvent si irrégulières que la plus grande difficulté apparaît dans l'examen des comptes ». Souhaitant que toute la lumière soit faite sur cette affaire, le tribunal a refusé le bénéfice de la procédure de suspension provisoire des poursuites parce que « il ne saurait être question, sous le couvert d'une problématique suspension provisoire des poursuites de laisser s'organiser des arrangements ».

A la demande du parquet de Lorient, la section financière du service régional de la police judiciaire (SRPJ) de Rennes s'intéresse depuis le début du mois de décembre 1984 aux comptes et à la gestion du CIL de Bretagne-Sud et de ses filiales.

CHRISTIAN TUAL

(1) Les CIL collectent et gèrent les versements des entreprises en faveur du logement de leurs salariés. Rattachés, il y a quelques années, de 1 % à 0,9 % de la masse salariale, ce versement porte encore le nom de « 1 % patronal ».

## Une année « épouvantable » pour l'automobile française

Ce n'est pas une surprise, mais les statistiques que vient de publier la chambre syndicale des constructeurs automobiles le confirment : 1984 a été une année « épouvantable » pour l'automobile en France.

Le mois de décembre n'a fait qu'amplifier la tendance. Avec 134 332 véhicules immatriculés contre 127 480 l'an passé, le recul est de 23,5 %. Et pour Renault, la catastrophe est totale avec une chute de 42,8 % et une part de marché, pour ce seul mois, de 28,2 %. Sans doute le mois de décembre, amputé de deux jours ouvrables de moins qu'en 1983, et, en fait, de huit jours « sans » en fin d'année, est-il particulier. Mais l'ensemble de l'année est symbolique. Avec 1 783 340 automobiles neuves vendues, le marché a chuté de 12,9 % par rapport à 1983 (2 017 617), et retrouvé pratiquement son niveau de 1973 où 1 745 830 véhicules avaient été immatriculés (les années 1974 et 1975 avaient cependant été plus mauvaises). Autre record, la pénétration des marques étrangères aura atteint en France son plus haut niveau avec 35,9 %. Enfin, Renault avec 31 % du marché tombe à son plus bas niveau depuis 1973 (30,1 %).

Ces 300 000 voitures de moins qu'en 1983 immatriculées en France par la Régie - ajoutées au fait que en Espagne, son second marché, la chute de Renault sur onze mois est de 12 % - expliquent les difficultés financières et la nécessité pour la marque nationale de trouver de l'argent. La vente des usines et terrains de Cléon et de Sandouville en

## Le président de Philips lance un appel à l'union européenne

L'abolition des frontières intérieures de l'Europe est source de possibilités illimitées pour les générations futures d'Européens. Pour le docteur Wisc Dekker, PDG du groupe néerlandais Philips qui s'exprime le vendredi 11 janvier à Bruxelles devant le Centre for European Policy Studies (CEPS), il faut réaliser l'unionification du marché européen « avant 1990, au plus tard ».

Estimant que le morcellement du Vieux Continent coûte 340 milliards de francs par an, soit 2 % du PNB de la CEE ou encore « une semaine de travail », M. Dekker propose un véritable « plan » en trois axes : simplifier les mesures administratives des échanges entre pays par l'informatique et la disparition des docu-

## Quelques signes favorables chez Renault

Chez Renault, on trouve d'ailleurs quelques signes favorables dans les statistiques : le R 25 avec 5,1 % du marché en décembre et 4 % en moyenne sur l'année se vend bien, tout comme la Renault 11 (8,2 % du marché). De même, sans attendre les quarante mille unités espérées, la Supercinq monte en puissance avec 7,7 % du marché en décembre (contre 6,9 % en novembre et 5,4 % en octobre). En revanche, Renault souffre de l'effondrement de la R 9 (de 6,9 % à 3,8 %) et de la R 18 (de 5,3 % à 3,2 %).

Chez Peugeot, où la 205 a ravi à la R 5 la première place du marché français, on se porte un peu mieux. Les ventes de la marque se sont améliorées en décembre (+ 6,5 %) et sur l'année (+ 5,4 %) malgré le déclin du marché. La firme attend d'ailleurs des résultats financiers « toniques » pour 1984 avec un quasi-équilibre chez Peugeot.

Mais les difficultés subsistent : ils ont nommé Citroën qui, malgré la BX, voit ses immatriculations baisser de 13,9 % et surtout Talbot qui se vend plus que 40 924 voitures (- 54,4 %) de quoi alimenter toutes les spéculations sur la suppression de la marque.

S. D.

## Reprise du travail aux chantiers navals de la Seyne

### « Le combat solitaire » de la CGT

Après quatre jours de paralysie de l'entreprise, le syndicat CGT des chantiers navals de La Seyne-sur-Mer (Var) avait décidé de conseiller le personnel le 11 janvier par un vote à bulletins secrets. Les salariés des chantiers se sont prononcés massivement pour la reprise du travail.

« Il est indispensable que chacun prenne conscience que l'avenir de notre chantier dépend de

De notre correspondant

La Seyne-sur-Mer. — La mise en congé de conversion de quatre cent quarante-neuf personnes des chantiers le lundi 7 janvier (le Monde du 9 janvier) avait créé une situation confuse sur le site de La Seyne. Après avoir envisagé une occupation des locaux, la CGT, largement majoritaire dans l'entreprise (11), y avait finalement renoncé, tout en bloquant, de fait, l'accès aux ateliers. Cette action n'aura reçu, en définitive, que le seul soutien du Parti communiste et la centaine d'adhérents de la section éphémère du maire (divers opp.). De La Seyne, M. Charles Scaglia. Tous les autres syndicats qui avaient signé, le 13 décembre, le protocole d'accord sur les congés de conversion dans l'industrie navale, l'ont vigoureusement désapprouvé. Bien qu'il reconnaisse l'« isolement » de son organisation, M. Raymond Dimot, secrétaire général du syndicat CGT des travailleurs manuels des chantiers de La Seyne, estime cependant que les derniers événements ont contribué à « clarifier la situation ». « Nous sommes désormais les seuls, explique-t-il, à nous opposer au plan de coupe élaboré par le gouvernement avec le patronat. » Pour la CGT, en effet, l'application des congés de conversion (l'« anti-chambre du chômage ») peut être limitée aux salariés volontaires, soit environ deux cents sur les quatre cent quatre-vingt personnes concernées.

## POUR LA PROCHAINE CAMPAGNE

### Les experts européens suggèrent des baisses sensibles de certains prix agricoles

Bruxelles (Communautés européennes). — Selon les premières conclusions des experts européens, les prix agricoles devront être en baisse sensible pour nombre de produits au cours de la prochaine campagne. La politique particulièrement restrictive recommandée par les services de la Commission de Bruxelles s'applique non seulement aux contrats budgétaires, mais aussi par l'évolution de certaines productions. Celle de blé, notamment, a dépassé les quantités fixées (seuil de garantie) pour cette année. Pour plusieurs céréales (autre blé, l'orge et le maïs), il est recommandé une diminution de 3,1 % des prix d'achat publics.

Le sort qui est réservé au beurre n'est pas meilleur (moins 4 % du prix garanti). Malgré la baisse de la production laitière, les stocks restent en effet élevés dans la Communauté (1 million de tonnes). A l'inverse, Bruxelles suggère une hausse (+ 7,7 %) de prix d'intervention de la poudre de lait pour laquelle il est

considéré que les débouchés sont plus larges. Le sucre, bénéficierait également d'un accroissement du prix garanti (+ 1,3 %).

Pour les vins de table et les vignes, il est proposé de reconstruire les prix actuels, mais ce sont les fruits (tomates, oignons, mandarines, citrons) qui sont le plus visés par les experts européens. Ceux-ci ne demandent pas moins de 10 % de réduction des prix pour ces produits.

Si la Commission n'est pas encore débattue de ce dossier - trois réunions sont prévues au cours de ce mois afin de formuler des propositions au début de février - les conclusions des services sont significatives de la difficulté qu'auront les Dix cette année encore à fixer les prix agricoles, d'autant que la Grande-Bretagne est, plus que jamais, déterminée à faire baisser les prix communautaires. L'ontend demandant ainsi une diminution de 3 % pour les céréales.

M. S.



AU BRÉSIL

L'enfant chérie des nationalistes : la naissante industrie informatique

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. - Le débat dure depuis quarante ans, depuis que le Brésil est entré dans l'âge moderne. Il oppose les nationalistes à ceux que ces derniers appellent ici de façon péjorative les *entreguistas*, parce qu'on voit en eux des partisans de la « livraison » de l'économie aux investissements étrangers. La polémique s'est ravivée récemment à l'occasion de la loi sur l'informatique votée le 3 octobre par le Parlement de Brasilia, puis adoptée par la présidence (le *Monde* du 2 novembre 1984) qui a fait pousser les hauts cris à une partie de la grande presse et aux tenants du caractère hautement protectionniste.

IBM : une place encore prépondérante

Quand l'informatique a été introduite au Brésil, la plus grande liberté a été laissée aux multinationales. IBM, qui était installée dans le pays depuis 1917, a tout de suite investi la place, et aujourd'hui encore, malgré la concurrence, elle détient près de la moitié du marché, grâce à sa production de gros ordinateurs. Burroughs et Bull (cette dernière associée au groupe brésilien ABC) se sont taillé ensuite leur part, plus modeste. Au début des années 70, le Brésil était déjà le huitième utilisateur mondial d'informatique, mais il dépendait totalement de la technologie étrangère.

C'est alors que la décision fut prise de « brésilianiser » cette industrie. Décision logique, s'agissant d'un pays qui, depuis près d'un demi-siècle, n'a cessé de lutter pour son autonomie industrielle. Les étapes de cette autonomie sont bien connues des Brésiliens : ce fut d'abord, sous Getulio Vargas, le *caudillo* nationaliste qui a régné pendant près de vingt ans, jusqu'en 1954, la création des premières usines sidérurgiques, fondement de l'essor ultérieur. Plus tard, en 1955, le monopole confié à une compagnie d'Etat, la Petrobras, pour la production et la commercialisation des ressources pétrolières.

La création de la Petrobras fut précédée d'une campagne sans précédent des nationalistes qui, pour la première fois, s'affrontèrent aux *entreguistas* (littéralement : les traîtres). Ils avaient pour slogan : « *O petróleo é nosso* » (le pétrole est à nous). Mais leurs adversaires eurent une vingtaine d'années plus tard leur revanche, lorsqu'en pleine crise pétrolière, le Brésil dut passer des « contrats de risque » avec des multinationales, pour explorer sur son territoire - et surtout dans la plateforme maritime - l'or noir que la Petrobras n'était pas en mesure, à elle seule, de prospecter.

Depuis cette époque, le Brésil s'est doté d'un parc industriel qui est le premier d'Amérique latine, et qui place son économie au huitième rang mondial. Le tournant décisif - a été pris à la fin des années 50, lorsque Juscelino Kubitschek demanda aux géants mondiaux de l'automobile de s'installer dans le pays. Pour les convaincre, il éleva contre l'importation de véhicules étrangers des barrières douanières pratiquement infranchissables. Volkswagen fut le premier à s'installer dans la banlieue de Sao-Paulo, Ford, General Motors, puis Fiat prirent la suite.

Au début, les constructeurs fabriquaient leurs modèles avec des pièces importées. Aujourd'hui, les voitures brésiliennes sont de fabrication 100 % nationale. En quelque dix ans d'existence, l'industrie des mini et micro-ordinateurs a réussi à atteindre un « taux de nationalisation » de 90 %, selon le colonel Dutiz : seuls les mémoires et les microprocesseurs sont achetés à l'étranger. L'informatique brésilienne a une croissance annuelle de 30 à 35 % - l'un des taux les plus élevés du monde.

Des considérations stratégiques ont longtemps expliqué le nationalisme des Brésiliens dans ce domaine. Le colonel Dutiz est un militaire, comme l'a été son prédécesseur au secrétariat à l'informatique, créé en 1979. Jusqu'à l'adoption de la loi, le secrétariat était rattaché au conseil de sécurité nationale.

Mais le souci d'indépendance débordait aujourd'hui un tel cadre. « En important des machines nous importons des problèmes. Or, ce sont nos propres problèmes que nous voulons résoudre », explique M. Antonio Taliberti, l'un des dirigeants de Cobra, la principale firme brésilienne. M. Taliberti cite deux exemples : les principales banques brésiliennes (Itau et Bradesco) ont investi dans l'informatique quand elles ont constaté que pour automatiser leurs services, elles ne pourraient guère avoir recours aux systèmes américains, étant donné ce qui sépare les réseaux bancaires des deux pays. De même, les industriels de la canne à sucre, s'ils informatisaient leurs usines, auraient besoin

d'une technologie nationale, le Brésil étant le seul pays au monde à utiliser l'alcool de canne à sucre comme carburant automobile.

Les adversaires de la loi du 3 octobre - et ils sont nombreux - tiennent un tout autre raisonnement. S'il y a un domaine où aucun pays - sauf les Etats-Unis - ne peut s'enfermer dans ses frontières, c'est bien celui de l'informatique, disent-ils. « Le secrétaire à l'informatique veut réinventer la roue », affirme avec une ironie féroce, le sénateur Roberto Campos, ancien ministre de la planification du régime militaire, avocat bien connu, dans le pays, de l'ouverture aux investissements étrangers.

Le lobby de l'informatique est accusé d'avoir obtenu du gouvernement la promesse de crédits considérables pour produire à l'abri de toute concurrence des ordinateurs qui seront deux à trois fois plus chers qu'ailleurs, et qui seront vite dépassés. Alors que les Européens forment des *joint-ventures* avec les Américains et les Japonais, de peur de rater la révolution informatique, alors que les Chinois eux-mêmes admettent le capital étranger pour des entreprises de haute technologie, le Brésil se berce de l'illusion de l'indépendance, affirme encore M. Roberto Campos.

Illusion qu'un professeur à l'institut d'économie industrielle de Rio-de-Janeiro, M. Paulo Bastos Tigre, démontre par un chiffre : « Le Brésil a un nombre d'ingénieurs en informatique qui correspond à 3 % de celui des Etats-Unis. Comment peut-il espérer rivaliser avec eux ? »

La peur du fossé technologique, qui se creuse si vite en informatique, alimente les critiques de la loi. Mais celle-ci n'est pas immuable, rétorquent ses défenseurs. « Si nous accumulons du retard, elle peut être révisée », dit le colonel Dutiz. Tel est le sentiment qui règne dans les milieux spécialisés : le Brésil veut se donner les moyens de structurer son industrie informatique ou attendra d'ouvrir ses frontières, mais il ne manquera pas de les ouvrir, obligé qu'il sera de se plier devant les réalités.

C. V.

La balance commerciale a enregistré un excédent record de 13 milliards de dollars en 1984

Rio-de-Janeiro (AFP). - La balance commerciale du Brésil a enregistré en 1984 un excédent record de 13 069 millions de dollars. Selon des statistiques officielles publiées le 9 janvier, le Brésil, dont l'excédent commercial s'était élevé en 1983 à 6,47 milliards de dollars, a exporté l'an dernier pour 27 005 millions de dollars (+ 23,3 % par rapport à 1983), tandis que ses importations se sont élevées à 13 937 millions de dollars (- 9,7 %).

Le Brésil a ainsi réussi en une année à dépasser un excédent commercial supérieur au total des soldes de 1950 à 1983. Depuis 1960, la balance commerciale brésilienne a connu onze années de déficit, dont le plus grave a été enregistré en 1974 avec un solde négatif de 4 690 millions de dollars. Dans sa lettre d'intention de janvier 1983 au Fonds monétaire international, le Brésil se fixait pour objectif un excédent

commercial de 9 milliards de dollars en 1984, montant qui a été dépassé en septembre dernier. De même en 1983, l'objectif initial de 6 milliards de dollars avait été atteint dès le mois de novembre.

L'augmentation de la production pétrolière brésilienne a notamment permis de réduire de 13,6 % la facture énergétique du pays, qui a représenté 6 755 millions de dollars en 1984. Cependant, les ventes de biens industriels ont constitué plus des deux tiers des exportations brésiliennes avec 18 202 millions de dollars en progression de 36,2 %. Celles de matières premières ont atteint 8 803 millions de dollars (32,6 % du total) en hausse de 3,1 % seulement. Les exportations de café ont toutefois totalisé 2 591 millions de dollars, en hausse de 23,6 % par rapport à 1983. Celles de sucre ont représenté 308 millions, celles de cacao 257 millions et celles de farine de soja 1 468 millions de dollars.

EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

La croissance du PNB a été de 2,6 % en 1984

De notre correspondant

Bonn. - La croissance du produit national brut ouest-allemand a doublé en 1984 par rapport à l'année précédente, atteignant en termes réels 2,6 % contre 1,3 % en 1983. Les chiffres provisoires communiqués le 10 janvier par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden confirment les grandes tendances observées tout au long de l'année : le meilleur résultat est obtenu dans la lutte contre l'inflation, qui ramène à 2,4 %, descend à son niveau le plus bas depuis 1969.

Le PNB, qui s'élève à 1 748 milliards de deutschemarks, aurait pu croître davantage, encore sans les grèves de la métallurgie, qui ont provoqué une perte estimée entre 3 et 4 milliards de deutschemarks. Deux chiffres expliquent à eux seuls la reprise allemande : le boom sur les exportations, qui ont crû de 7,4 % en termes réels, permettant de dégager un surplus de la balance commerciale de 50 à 55 milliards de deutschemarks (de 153 à 168 milliards de francs), soit plus qu'en 1982

(51,3 milliards) ; mais également la hausse de la productivité, qui a gagné 3 %.

En revanche, les investissements n'ont crû que de 1,3 % contre 3,1 % en 1983. Ce mauvais résultat est dû essentiellement à une faible croissance des investissements en matière d'équipement : + 1 % contre 6,1 % en 1983, année qui bénéficiait encore d'un programme d'incitation lancé par le dernier gouvernement de l'ex-chancelier Schmidt. Enfin, la demande intérieure privée, qui avait joué un rôle moteur non négligeable au début de 1983 est restée pour sa part calme, influencée par la faible augmentation des revenus (+ 3 % pour les salariés) et le maintien d'un chômage important.

L'emploi reste en ce début d'année le point noir, même si l'on assiste, semble-t-il, depuis ces derniers mois, à un renversement de tendance. Le nombre des personnes actives a, une nouvelle fois, légèrement diminué pour l'ensemble de 1984 (- 0,3 % contre - 1,7 % en 1983). Le nombre des chômeurs a atteint 2,27 millions en moyenne sur l'année contre 2,25 millions en 1983.

H. de B.

LA CRISE DE LA RÉPARATION NAVALE

La chambre de commerce de Brest emprunte pour... rembourser ses emprunts

Le président-directeur général des Ateliers français de l'Ouest (AFO), M. Jacques Etcheberry, a présenté sa démission. Il reste administrateur de la société. On indique au tribunal de commerce de Paris que la société a demandé à bénéficier d'une suspension temporaire des poursuites et la nomination d'un administrateur provisoire. Les AFO emploient actuellement trois mille six cents personnes, notamment à Saint-Nazaire, à Brest, au Havre et prévoient la suppression de sept cents emplois. Le sort de la chambre de commerce de Brest est en partie lié à celui des AFO.

« Durant plus de six mois en 1984, nous avons été en crise », dit M. Etcheberry. « Pour la chambre de commerce et d'industrie de la ville, la crise de la réparation navale n'a pas tardé à avoir des conséquences financières graves. Engagée dans la construction de la forme de radoub n° 3 (destinée à accueillir les super-tankers), avec le conseil régional, le conseil général et la communauté urbaine de Brest, elle a toutes les peines du monde pour faire face à ses échéances : 12 millions de francs par an depuis la mise en service de cet équipement en 1980.

Les appels de trésorerie lancés en direction des pouvoirs publics n'ont pas été vains. Dans le *Journal officiel* du 4 janvier, le ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, autorise la chambre de commerce à emprunter 47 millions de francs pour l'aider dans cette passe difficile. « 37 millions de francs serviront à rembourser notre part d'emprunt à l'un des organismes prêteurs », explique M. Maurice Harterau, président de la chambre. « Les 10 autres millions nous permettront de rembourser notre annuité pour 1984. »

La chambre de commerce a ainsi pu contracter un nouvel emprunt sur quinze ans, « dont les échéances sont plus adaptées à [ses] capacités de remboursement ». Ses revenus (une partie de la taxe professionnelle) lui permettront désormais de faire face à des échéances moins lourdes... et d'attendre la fin de la crise de la réparation navale.

Reste le déficit de fonctionnement de cette activité maritime. Une réunion interministérielle devrait permettre prochainement de faire le point sur

ces difficultés. Le sort de la chambre de commerce est en l'occurrence lié à celui des Ateliers français de l'Ouest (AFO) et de la réparation navale en crise depuis le premier choc pétrolier il y a dix ans, puisque Brest avait voulu se spécialiser dans l'entretien des pétroliers.

Mais la chambre de commerce ne perd pas espoir. « Nous avons construit et mis au service de nouveaux silos à céréales. Nous avons créé une agence destinée à promouvoir les équipements portuaires de Brest. Notre trafic est de 1 900 000 tonnes, nous avons même obtenu 2 200 000 tonnes certaines années. » Après avoir parié sur la réparation navale, Brest joue désormais la carte de son port de commerce...

M-C.R.

RECU A L'ÉLYSÉE

M. Jacques Brunier a exposé à M. François Mitterrand les difficultés du bâtiment

Le nouveau président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), M. Jacques Brunier, a exposé, vendredi 11 janvier, à M. François Mitterrand « la situation extrêmement difficile » du bâtiment et a estimé « indispensable une relance des pouvoirs publics » dans ce secteur.

A l'issue d'un entretien de près d'une heure avec le chef de l'Etat, M. Brunier a indiqué qu'il avait attiré l'attention de son interlocu-

A partir du 4 mars le TGV reliera Paris à Grenoble en 3 heures et 12 minutes

La SNCF exploite au maximum le succès du TGV et, en 1985, améliorera encore les services de ce train rapide. Le 4 mars, l'ouverture de la liaison Paris-Grenoble mettra ces deux villes à 3 h 12 l'une de l'autre, trois fois par jour. Cette cadence sera portée à cinq dès l'été. Le nombre des TGV Paris-Toulon passera de deux à trois, et une nouvelle relation directe Paris-Valence sera créée.

A partir du mois de mars, la SNCF mettra en ligne, chaque matin, un « TGV-affaires » entre Paris et Lyon, deux chaque sens. Pour un supplément de 80 F, il sera alors possible de laisser sa voiture près de la gare d'arrivée. Les voyageurs pourront bénéficier d'un petit déjeuner et de la presse du jour et de trouver à l'arrivée une voiture de location.

Un train « économique » à prix forfaitaire sera créé dans le cadre du service d'été. Chaque semaine, il circulera entre Amsterdam, Bruxelles, Paris et Port-Bou. Il sera possible d'y transporter vélos et planches à voile.

Enfin, une nouvelle première classe entrera en service, à partir du mois d'octobre, sur les relations Paris-Strasbourg, une fois par jour dans chaque sens. Les voyageurs auront le choix entre des places simples, ou à deux, ou à quatre. Des salons pourront accueillir jusqu'à dix personnes. La voiture-restaurant sera confiée à un chef parisien.

Le nouveau président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), M. Jacques Brunier, a exposé, vendredi 11 janvier, à M. François Mitterrand « la situation extrêmement difficile » du bâtiment et a estimé « indispensable une relance des pouvoirs publics » dans ce secteur.

Cette annonce est publiée à titre d'information.



**Renault Acceptance BV**  
U.S. \$200,000,000  
Revolving Underwriting Facility  
Due 1990/1993  
For the Issuance of  
Short-Term Notes  
Unconditionally Guaranteed by  
**Régie Nationale des Usines RENAULT**  
Arranged by  
Merrill Lynch Capital Markets  
Managing Underwriters  
Abu Dhabi Investment Company The Commercial Bank of Kuwait S.A.K.  
Commonwealth Trading Bank of Australia Gulf International Bank S.S.C.  
Mitsubishi Finance International Limited Mitsui Finance Europe Limited  
Saitama Bank (Europe) S.A. Sanwa International Limited  
Co-Managing Underwriters  
Al Saudi Banque (France) Bahrain Middle East Bank (BMB)  
Bank of Yokohama (Europe) S.A. Kyowa Bank Nederland N.V.  
ITCB International Limited The Rural and Industries Bank of Western Australia  
Saudi European Banks S.A. State Bank of New South Wales  
Bahrain Branch Yamaichi International (Nederland) N.V.  
Placing Agent for the Short-Term Notes  
Merrill Lynch Capital Markets  
December 1984

هكذا من الأصل







# Crédits - Changes - Grands marchés

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### L'euromarché Le déluge

Le mois de janvier est traditionnellement celui des eurofolies, mais la semaine dernière, sur le marché international des capitaux, a dépassé toute attente. Près de 3 milliards de dollars ont, en l'espace de cinq jours, été lancés au travers de vingt-cinq émissions nouvelles, qui ont fait passer le volume des émissions de ce secteur libellé dans la devise américaine. C'est là, certainement, un record hebdomadaire.

Malheureusement, les augures ne sont pas très encourageants de ce type. Les vrais acheteurs sont absents. Indécis face à l'évolution des taux d'intérêt, ils restent sur la réserve. Aussi, le flot interrompu d'européen nouveau, lancé dans l'espoir d'une reprise du marché obligataire américain, se traite essentiellement entre professionnels. De toute manière, l'envolée des taux est si élevée que toute amélioration à New York est insuffisante pour permettre une absorption rapide de la montagne d'eurodettes récemment offertes. La faiblesse actuelle du marché secondaire du secteur libellé en dollars reflète cette situation.

Une des caractéristiques des émissions en euros lancées en ce début d'année est que la plupart d'entre elles procèdent des rendements inférieurs - et souvent très inférieurs - à ceux des emprunts du gouvernement américain de durée identique. L'eurocertitude de voir les taux d'intérêt s'affaiblir davantage de l'autre côté de l'Atlantique est responsable de cette situation. Cette anticipation s'appuie sur le phénomène qui s'est développé tout au long de 1984, année durant laquelle la baisse continue des taux d'intérêt a permis au cours des euro-obligations de simultanément progresser de 6 à 7 %. De ce fait, une euro-emission, dont les termes étaient insuffisants lors de son lancement, se retrouvait dans le vent au bout de quelques semaines. Il est beaucoup moins sûr qu'il continuera d'en aller ainsi en 1985.

Pandans tout, la course folle pour diriger le maximum d'euro-emissions nouvelles s'explique par la concurrence, dans ce domaine, devenue trop acharnée entre les établissements internationaux. Il y a un an, les directions d'emprunts euro-obligataires ne laissaient déjà que peu de place à l'argent, parce que, rassurés, ils se traitaient avec des décrets englobant les commissions bancaires. Cependant, les honoraires gagnés sur les SWAPS, sous-jacents permettant aux banques concernées de « se refaire ».

Cela veut dire qu'une banque qui perdait 0,25 % en plaçant une euro-

émission, dotée de conditions trop tristes, compensait cette défaillance en gagnant 0,50 % sur le SWAP. Il n'en va plus de même maintenant. Non seulement, la perte sur l'euro-emprunt de base n'a pas changé, et même a en plus tendance à s'accroître, mais la mise sur pied de SWAPS arrangés à la limite du possible a éliminé une grande partie des avantages que ces échanges permettaient aux eurobanques de recueillir.

#### Heurs et malheurs

Parmi la multitude d'euro-transactions nouvellement sorties cette semaine, celles qui ont eu le plus de succès, parce qu'en grande partie pré-placées et destinées aux investisseurs de l'Empire du Soleil-Levant, sont les émissions de débiteurs japonais. A cet égard, celle tant attendue de Nippon Telegraph and Telephone (NTT) a été typique. D'un montant de 100 millions de dollars et d'une durée de sept ans, elle s'est tout de suite attachée à partir d'un coupon annuel de 10,625 % sur un prix au pair.

La garantie du gouvernement japonais, dont elle bénéficie, lui a donné une impulsion d'autant plus appréciée que NTT va être rendue au secteur privé cette année. Les euro-obligations NTT étaient, vendredi, offertes sur le « marché gris » avec une décote de seulement 0,75 %, par rapport à une commission bancaire totale de 1,875 %.

A l'opposé, l'euro-emission la plus mal reçue de la semaine a été la proposition de 300 millions de dollars faite jeudi soir par la Banque mondiale à partir des conditions suivantes : une durée de sept ans, un coupon annuel de 11 %, un prix de 99,50 et une commission bancaire de 1,875 %. Tout cela équivalait au moment du lancement à un rendement inférieur d'environ 20 points de base à celui que procuraient les bons à même échéance du Trésor américain. Alors que simultanément le marché se dégradait à New York, parce que l'évolution de la masse monétaire des États-Unis donnait quelque soucis aux opérateurs, le maigre rapport offert par la Banque mondiale avait peu de chances de susciter l'enthousiasme des investisseurs malgré tout la promesse de l'emprunteur. Ses notes se traitaient, vendredi, avec une décote de 3 %, faisant ainsi de cette euro-emission l'une des plus mauvaises performances euro-obligataires de toute l'histoire de la banque.

L'Américain General Electric Credit n'a guère été plus heureuse avec un euro-emprunt de 200 mil-

lions de dollars lancé vingt-quatre heures plus tôt à l'issue d'une concurrence acharnée entre les eurobanques désireuses d'obtenir le mandat. D'une durée de cinq ans avec, pour les porteurs, la possibilité d'étendre éventuellement cette échéance à quinze ans, les euro-obligations ont vu le jour avec un coupon annuel très bas, puisque de 10,375 % sur un prix de 99,675. La décote ultérieure de 2,625 %, particulièrement sévère par rapport à la commission globale de 1,875 %, reflétait en fin de semaine le désintérêt des acheteurs pour une euro-emission, dont les conditions procuraient un rendement inférieur de 35 points de base aux notes à cinq ans du Trésor américain.

La banque Indosuez a également subi les affres d'une décote de 2,625 sur l'euro-emission de 100 millions de dollars à sept ans et demi que, mercredi, elle était venue proposer au pair avec un coupon annuel de 11,625 % et une commission pour les banques de 1,875 %.

Considérée, à tort ou à raison, comme un excellent euro-emprunteur, la République d'Autriche a choisi un coupon annuel de 11,25 % qui a été tout de suite jugé comme insuffisant pour accompagner les 115 millions de dollars d'euro-obligations à dix ans qu'elle a offerts jeudi.

Ce montant fait partie d'un emprunt dit « à robinet ouvert » de 200 millions, le solde de 85 millions pouvant être émis au fur et à mesure des besoins du débiteur. Cette technique explique le bas prix d'émission de 98,75 de la tranche initiale. Si le marché s'améliore ultérieurement, l'Autriche n'aura plus qu'à adapter ce prix afin de pouvoir continuer à offrir, à partir du même coupon, un rendement identique sur la (ou les) tranche(s) suivantes(s). Dans l'immédiat, l'ambiance n'était pas précisément haussière, l'émission autrichienne a terminé la semaine sur le « marché gris » avec une décote d'environ 2 %, sur la totalité de la commission bancaire.

On ne peut que saluer l'initiative de M. Marcel Lucotte, le président du groupe des Républicains indépendants, qui vient de déposer un projet de loi préconisant la création d'un Office de la dette extérieure de la France. Pour avoir plusieurs fois dans cette rubrique, en notre nom personnel, suggéré l'établissement d'un organisme indépendant de ce type, on ne peut que se réjouir d'une proposition dont l'adoption paraît urgente.

CHRISTOPHER HUGHES.

### Les devises et l'or

## Nouvelle chute de la livre sterling

Sur des marchés des changes toujours animés, où le dollar, très vigoureux, a finalement peu varié, l'évolution de la semaine a été la nouvelle chute de la livre sterling, qui se rapproche rapidement de cette fameuse parité avec le dollar que les « bookmakers » londoniens commencent à jouer à sept contre deux pour la date exacte de l'événement. Les « books » ne respectent rien, on le sait.

La devise britannique, cette semaine, est tombée en dessous de 1,13 dollar, nouveau record historique, et de 11 F à Paris pour la première fois depuis janvier 1981 : entre-temps, elle était montée jusqu'à 14 F. La raison de cette chute ? Encore et toujours les rumeurs sur le pétrole : baisse des cours du brut, guerre des prix ruineuse, éclatement de l'OPEP, etc. Jeudi, un accès de panique ébranla encore davantage la livre, sur la rumeur, infondée jusqu'à présent, suivant laquelle le Nigeria s'apprêtait à quitter l'OPEP. En fin de

semaine, les grandes banques de clearing d'Angleterre relevaient d'un point leur taux de base pour le porter à 10,5 %.

On a vu la monnaie américaine évoluer entre 3,14 DM et 3,17 DM (9,61 F et 9,70 F à Paris) butant sur ces deux limites. De toute façon, la demande commerciale reste forte, et les spécialistes voient, assez prochainement, un cours de 3,20 DM. La Banque fédérale d'Allemagne interviendra-t-elle à ce niveau pour défendre sa monnaie ? Ce n'est pas sûr, mais les avis divergent. Selon certaines rumeurs, la Bundesbank envisagerait de relever son taux « Lom hard » (intervention sur titres) pour la première fois depuis plus d'un an. Ce taux est actuellement de 5,5 %. Il pourrait, selon ces bruits, être porté à 6 %.

Le franc français, dopé par le ralentissement de l'inflation, le redressement de la balance des paiements courants (en déficit de 5 à 10 milliards de francs seulement en 1984,

selon M. Bérégovoy) et par les taux élevés pratiqués sur l'eurofranc (par rapport à l'eurodollar), se porte à merveille. La Banque de France, dans la dernière semaine de l'année, a ajouté 2 milliards de francs à ses réserves de change, doublées en un an (63 milliards de francs contre 30). L'épaisseur du matelas ainsi constitué lui permettra d'abaisser encore son taux d'intervention. Notons, toutefois, que toutes ces réserves, y compris celles détenues par les banques et le Trésor, sont entièrement constituées par des emprunts à long terme ou par les placements de fonds internationaux sur la place de Paris. Dans ce dernier cas, on sait quelle est leur mobilité. Mais, pour l'instant, rien ne menace le franc.

F. R.

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 JANVIER AU 11 JANVIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	BEU	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
London	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290
New-York	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290
Paris	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290
Zurich	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290
Frankfurt	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290
Breuxelles	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290
Amsterdam	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290
Milan	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290
Tokyo	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290	1,1290

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 11 janvier, 3,80 F contre 3,817 F le vendredi 4 janvier.

### Marché monétaire et obligataire

## Baisse générale des taux en France

C'est fait ! La baisse des taux en France, dont nous annonçons la reprise probable dans cette même rubrique (le Monde daté 6-7 janvier), est effective. Elle s'est produite sur le court terme et sur le long terme, sur le taux de base des banques comme sur celui de certains emprunts à échéance éloignée, le tout sur l'initiative des pouvoirs publics.

Dès le début de la semaine, le ton était donné. Interrogé sur un abaissement éventuel du loyer de l'argent au cours du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 6 janvier, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, laissait clairement entendre ce qui allait se passer : « La Banque de France a réduit son taux d'intervention sur le marché monétaire à plusieurs reprises cette année, épousant en gros le mouvement de l'inflation. Bien entendu, je ne peux que souhaiter que les banques fassent de même. Disons que c'est un peu - comment m'expliquerais-je pour ne pas blesser la susceptibilité bancaire ? - c'est un peu pressant ».

Charmante pudeur ministérielle ! Ce « peu pressant » a été si bien exécuté que les banques, dans un grand élan tout à fait spontané, décidaient, mercredi, de réduire leur taux de base pas seulement d'un quart de point, comme en août 1984, mais d'un demi-point, le ramenant de 12 % à 11,50 %. Ce faisant, elles avaient bien le sentiment de céder à une « pression » des pouvoirs publics (l'expression a été employée par notre confrère le *Financial Times* du 10 janvier) et de prendre de l'avance sur la baisse du coût de leurs ressources, essentiellement sur le marché monétaire.

On sait que les établissements de crédit ont le loyer de l'argent au jour le jour sur leur marché monétaire rebondissant à 10,50 % au minimum, alors qu'il a avoisiné 11 % en moyenne en décembre dernier. Il semble bien que ce vers, pressant lui aussi, soit en passe d'être exécuté. A la fin de la semaine dernière, ce loyer qui, depuis deux mois, restait obstinément collé à 11 % et d'avantage, revenait à 10,50 % après la réduction du taux d'intervention de la Banque de France, ramené, précisément, de 10 3/4 % à 10,50 %, mardi, en revanche, il s'élevait à

10 3/4 % sur le marché, sans que l'institut d'émission veuille intervenir. Une telle remontée était bien mal venue au moment même où le Trésor discutait, avec les banques, de la diminution de leur taux de base. Cela ne traîne pas : dès le lendemain matin, la Banque de France intervenait fermement pour ramener à 10,50 % le taux du marché monétaire, renouvelant, ce même jour, ses interventions à 10,50 %.

Gageons que, dans un délai « raisonnable », la grande dame de la rue La Voitière fera un nouveau « geste », à savoir une réduction supplémentaire de son taux d'intervention. L'environnement international, l'excellente tenue du franc au sein du système monétaire européen et le renforcement de ses réserves de change le lui permettent.

#### Vive reprise

#### du marché obligataire

Sur le marché obligataire, encore morose la semaine dernière, les affaires sont reparties à un tain d'enfer. Tout d'abord les rendements du marché secondaire ont poursuivi et accentué leur baisse, amorcée il y a huit jours, revenant de 11,31 % à 11,13 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 11,20 % à 10,91 % pour ceux à moins de sept ans et de 12,70 % à 12,39 % pour les emprunts du secteur public. Mardi, les emprunts d'Etat se situaient même à 11,05 % et 10,89 % respectivement. Certes, on est encore loin des 10,67 %, 10,11 % et 12,08 % touchés fin octobre 1984, mais on s'en rapproche.

Du coup, la demande de « papier », rationnée sévèrement depuis la fin de novembre, s'est réveillée, et avec quelle ardeur ! L'emprunt Renault de 2 milliards de francs à taux fixe (12,50 %), qui, à son lancement, était plutôt fraîchement accueilli, à finir par se fort bien placer, mercredi, après l'annonce de la réduction du taux de base bancaire. Le lendemain, les 750 millions de francs demandés par la Compagnie nationale du Rhône à douze ans et taux fixe de 12,30 %, étaient avalés dans l'après-midi, tandis que les 700 millions de francs de Bull à taux

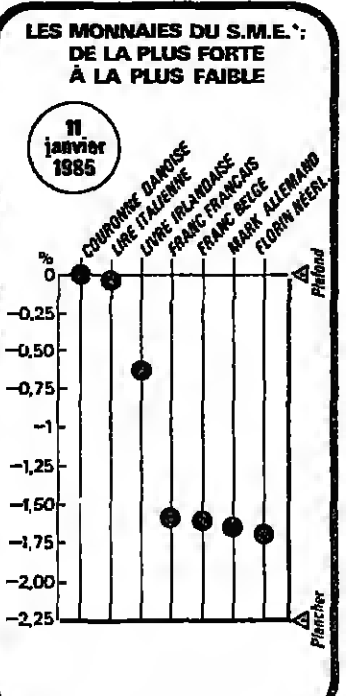
variable (TMO) trouvaient rapidement preneur. Vendredi, en couronnement de la semaine, le premier emprunt jamais lancé sur le marché français par la Communauté économique européenne (1 milliard de francs à taux fixe de 12,30 %) était « gobé » dans la matinée, sursoit, au point qu'à midi certains souscripteurs se plaignaient d'avoir pu être servis. Il faut dire que les liquidités prêtes à s'investir se sont reconstituées. Outre la « diète » précédemment évoquée, on signale que les particuliers continuent à alimenter les SICAV court terme et que les entreprises commencent à y revenir après les échecs de fin d'année et les « habillages de bilans ». Ajoutons-y les 26 milliards de francs de coupons et de remboursements prévus en janvier.

Toute cette masse peut provoquer à nouveau un emballement, comme en octobre dernier, et certains observateurs commencent à le redouter. Au Trésor, on en est conscient, et on ne voudrait pas favoriser par trop les anticipations dangereuses. Ainsi, le taux de 12,30 % retenu pour l'emprunt CEE, grande signature, a-t-il été jugé élevé compte tenu des rendements du marché secondaire, mais c'est, sans doute, à dessiner : il faut bien se réserver une marge de baisse pour la suite.

Au reste, la fringale renaissante du marché pourrait être sinon calmée du moins copieusement nourrie par l'emprunt d'Etat que M. Pierre Bérégovoy a annoncé comme « prochain, à un taux en baisse sur celui de l'an dernier ».

En baisse, c'est quasiment obligatoire, puisque le dernier emprunt d'Etat, lancé le 17 septembre 1984, l'avait été à 12,20 % (taux fixe) et 11,60 % avec option d'échange. Cette fois-ci, en fonction des conditions du marché, il pourrait être émis à 11,20 % ou 11,30 %, mais il est possible que le Trésor monte à 11,40 % ou 11,50 %, afin, précisément, de ne pas accélérer indûment la baisse des rendements. Quant au montant, il pourrait facilement 30 milliards de francs si on le voulait. Décidément, les affaires reprennent, mais prudence !

FRANÇOIS RENARD.



### Les matières premières

## Hausse du cuivre et reprise du cacao

C'est encore le facteur monétaire qui a exercé une influence déterminante sur les différents marchés avec la nouvelle chute de la livre sterling, ce qui fausse de plus en plus l'évolution réelle des cours. L'activité a diminué sur la place de Londres, surtout en ce qui concerne le caoutchouc, au profit de Singapour et Kuala Lumpur, d'où menace de fermeture en mars prochain du marché britannique. Les transactions ont fléchi de 15 % environ sur le marché du sucre de Londres.

MÉTALX. - Nouvelle progression des cours du cuivre, qui ont atteint leurs niveaux les plus élevés depuis cinq ans au Metal Exchange de Londres, dans une monnaie qui ne cesse de se déprécier. La diminution persistante des stocks britanniques revenus à 125 075 tonnes (-1 300 tonnes), ainsi que la perspective pour la première fois depuis 1979 d'une amélioration de la production statistique du métal sont encourageantes pour le marché. Les analystes d'une importante société nord-américaine prévoient un déficit de production en 1984, mais dans de faibles proportions.

Les cours de l'étain ont évolué près de leurs niveaux de la semaine précédente à Londres. Durant les onze premiers mois de 1984, la production des pays non communistes s'est accrue de 16 % pour atteindre 11,41 millions de tonnes en dépit des nombreuses réductions d'activités déjà décidées par plusieurs pays. C'est aux États-Unis où la hausse la plus forte a été enregistrée (+ 22 %) alors qu'elle n'atteignait en moyenne que 6 % dans les pays européens. A fin novembre, les stocks mondiaux s'élevaient à 41 000 tonnes, augmentation supérieure aux prévisions des négociants pour atteindre 4,40 millions de tonnes.

La légère progression des cours du nickel à Londres semble due au retour des utilisateurs sur le marché, mouvement qui est toutefois susceptible de ne pas se poursuivre. Les stocks mondiaux actuels sont amplement suffisants pour faire face à toute éventualité.

L'argent et le platine ont épousé les mouvements de hausse et de

baisse de l'or, ainsi le platine a touché dans le courant de la semaine son plus bas depuis le mois de juillet 1982. L'uranium qui se traite à 15,25 dollars la livre est à son niveau le plus bas depuis une décennie. La consommation stagne alors que la production progresse, ce qui entraîne un gonflement des stocks.

CAOUTCHOUC. - Pour la première fois depuis deux ans, afin de mettre un frein à la baisse des cours, le directeur du stock régulateur a procédé à des achats de stocks évalués à moins de 1 000 tonnes. Les cours du naturel ne doivent pas tomber en dessous de 166 cents malais le kilo. Les réserves du stock régulateur atteignent 270 000 tonnes, chiffre qui devrait être porté à 300 000 tonnes lors d'une prochaine réunion de l'Organisation internationale du caoutchouc. Le directeur du stock régulateur a démissionné, mais il continuera à assumer ses fonctions jusqu'en juin prochain. Selon les statistiques établies par le Groupe

international du caoutchouc, la consommation mondiale se serait accrue de 7,3 % en 1984, pour atteindre 3,98 millions de tonnes. Mais la production mondiale a enregistré une progression supérieure de l'ordre de 7,7 %, portant l'offre mondiale à 4,33 millions de tonnes. DENRÉES. - Reprise des cours du cacao sur l'ensemble des marchés. Les utilisateurs reconstituent leurs stocks. La récolte de fèves de la Côte d'Ivoire est évaluée par la chambre de commerce entre 420 000 et 430 000 tonnes, inférieure aux prévisions de la plupart des négociants et d'une firme britannique qui fait autorité en la matière. Elle s'était élevée pour la saison 1983-1984 à 405 000 tonnes.

Fluctuation, peu accusées sur les cours du café. Le Brésil compte restreindre ses ventes à destination des pays non membres de l'accord inter-américain comme le Maroc et la Chine.

Reprise des cours du sucre. La récolte des Philippines serait inférieure de 20 % à la précédente.

### LES COURS DU 11 JANVIER 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 177,5 (1 141,50) ; à trois mois, 1 186,5 (1 146,50) ; cuivre comptant, 9 835 (9 875) ; à trois mois, 9 805 (9 842) ; plomb, 363 (388) ; zinc, 715 (707,50) ; aluminium, 944 (907) ; nickel, 4 290 (4 210) ; argent (en once par once troy), 541 (528) - New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 57,65 (56,35) ; argent (en dollars par once), 6,08 (6,06) ; platine (en dollars par once), 273,5 (273,5) - Pennsylvanie (en ringgit par kilo), inch. (29,15).

TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, mars, 67,12 (66,99) ; mai, 68,07 (67,93) - Londres (en nouveaux pence par kilo), laine (poignée à sec), mars, 516 (513) - Roubaix (en francs par kilo), laine, inch. (53,50).

CAOUTCHOUC. - Londres (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 580-630 (650-690).

DENRÉES. - New-York (en cents par lb) : maïs pour le cacao, en dollars par

tonne) : cacao, mars, 2 091 (2 028) ; mai, 2 114 (2 056) ; sucre, mars, 4,36 (4,08) ; mai, 4,77 (4,44) ; café, mars, 142,84 (142,71) ; mai, 140,35 (139,78) - Londres (en livres par tonne) : sucre, mars, 125 (117,40) ; mai, 134 (124,80) ; café, mars, 2 339 (2 279) ; mai, 2 340 (2 295) ; cacao, mars, 1 980 (1 870) ; mai, 1 982 (1 880) - Paris (en francs par quintal) : cacao, mars, 2 166 (2 085) ; mai, 2 168 (2 095) ; café, mars, 2 512 (2 510) ; mai, 2 528 (2 505) ; sucre (en francs par tonne), mars, 1 410 (1 303) ; mai, 1 457 (1 354) - Tournai (en francs par tonne) : soja, mars, 147,30 (144,60) ; mai, 152,70 (150,10) - Londres (en livres par tonne), février, 149,50 (144) ; avril, 148,50 (143,50).

CÉRÉALES. - Chicago (en cents par boisseau) : blé, mars, 350,25 (344) ; mai, 342,75 (337,75) ; maïs, mars, 269,50 (271,50) ; mai, 274,75 (277,75).

INDICES. - Moody's, 964,20 (962,10) ; Reuters, 1 956,50 (1 916).

هكذا من الأصل



## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES  
- Un sénateur conservateur part à l'assaut de la chaîne de télévision américaine CBS.
4. AFRIQUE
5. ASIE
- PROCHE-ORIENT
- FRANCE
- 8-9. La situation en Nouvelle-Calédonie.
- 11-12. SOCIÉTÉ
- CULTURE
13. « Richard III » au Théâtre de la Ville.
- ÉCONOMIE
16. Après l'échec des négociations sur le « flexibilité » de l'emploi.
18. REVUE DES VALEURS
19. CREDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.
- RADIO-TÉLÉVISION (15)  
Carnet (12); Programmes des spectacles (14); Météorologie (15); Mots croisés (15).

## LE TOURNOI DES MAÎTRES EN TENNIS

### Ivan Lendl, énigme du carré d'as

Correspondance

New-York. — La puissance du Tchéquo Ivan Lendl a prévalu, vendredi 11 janvier, au Madison Square Garden, contre le Suédois Joakim Nystrom dans le troisième quart de finale du tournoi des Masters. Après sa victoire par 6-4, 7-5 (7-3), il rencontrera en demi-finale l'Américain Jimmy Connors, vainqueur de son compatriote Eliot Teltscher sur le score de 6-2, 6-4. Le dernier carré sera composé des quatre têtes de série, dans le haut du tableau, le tenant du titre John McEnroe se rencontrera après sa victoire sur Anders Jarryd, en face du Suédois Mats Wilander. Lendl, finaliste depuis quatre ans de l'épreuve dont il fut le vainqueur en 1982 et 1983, resta, malgré son triomphe à Roland-Garros, le joueur le plus énigmatique du carré d'as.

Comme John McEnroe, qui arbore la tenue de sa nouvelle maison Nike, d'une tenue sombre presque noire, Lendl offrait aux spectateurs du Madison la prime américaine de son ensemble Adidas modèle 1985, résultat d'un nouveau contrat signé au moment des Internationaux d'Australie, qui lui rapporta, dit-on, sept millions de dollars sur une période de cinq ans. Le dessin de la chemise ressemble à l'aillon d'un avion qui pointe vers l'épaule gauche. Il est vrai que, chaque année, Lendl semble prêt pour le grand décollage.

A la voir en pleine confiance, surpassement sur sa ligne du fond du court, avec son service à trouver un mur, on se perd toujours en conjectures. Pourquoi ce joueur-là n'a-t-il pas, à bientôt vingt-cinq ans, été un palmarès en béton armé ?

Une partie de la réponse se trouve dans la nature même de Lendl. Au cours des récentes Internationaux d'Australie, il s'est trouvé confronté au Français Tarik Benhabiles. La vivacité du Français et sa frappe sèche au service le surprisent. Lendl perdit le premier set. Fortement irrité par cet inconnu, le Tchéquo s'énerva, tapa le sol avec sa raquette, s'invectiva, trépigna presque sur place.

Contre ce modèle de séducteur et de calme qu'est Nystrom, Lendl est encore mis plusieurs fois en colère, tout en restant en-deçà de son emportement australien. C'est que Nystrom fait partie des dix premiers mondiaux, et il est donc sensé lui donner du fil à retordre. Cette réelle rigidité d'esprit, qui va de pair dans son cas avec une non moins réelle capacité intellectuelle, lui cause du tort. Plus, pour Lendl, c'est déjà rompre.

## Abandons, retards et casse mécanique au Rallye Paris-Dakar

Abordé cette année par grand beau temps, le désert du Ténéré (Niger) a en a pas moins bouleversé les classements du Rallye Paris-Dakar. La « spéciale » de 190 kilomètres, disputée vendredi 11 janvier sur un terrain sans piste ni balise, où les concurrents devaient trouver leur chemin avec leur boussole, a provoqué beaucoup de casse mécanique et de nombreux retards. Les Porsche, favorites de l'épreuve automobile, ont connu une sombre journée avec l'abandon sur accident de l'équipage-vedette Jacky El-Claude Brasseur et une pénalisation de trois heures pour René Metge, le vainqueur de l'an dernier, qui a manqué un contrôle de passage.

Soixante-dix-huit équipages autos et camions et seize motards, dont les deux premiers de l'épreuve, Serge Bacon (Yamaha) et Gilles Lalay (Honda), s'étaient pas à l'arrivée à minuit. Deux convois ont dû être formés pour récupérer les retardés et les égarés. Le Belge Gaston Rahier (BMW), vainqueur de la spéciale motos, remonte à la deuxième place, à 33 minutes et 40 secondes de l'Italien Franco Picco (Yamaha). Les Français Zanillo-Da Silva (Mitsubishi) se retrouvent en tête du classement autos après la « spéciale » qui a conduit les rescapés samedi matin à Agadès où ils pourront prendre une journée de repos.

## SKI ALPIN

### Christelle Guignard en tête de la Coupe du monde de slalom

La skieuse des Deux-Alpes Christelle Guignard, vingt-deux ans, a gagné, vendredi 11 janvier à Bad Kleinkirchen (Autriche), son deuxième slalom de Coupe du monde. Elle a devancé l'Italienne Maria-Rosa Quario de 32/100<sup>e</sup> de sec. et la Suissesse Erika Hess de

1 sec. 31. Cette deuxième victoire lui permet de prendre la première place de la Coupe du monde de slalom après cinq courses et de remonter à la huitième place au classement général de la Coupe du monde, toujours dominée par la Suissesse Michela Figini.

Vainqueur de la descente du Hahnenkamm à Kitzbühel (Autriche), vendredi 11 janvier, le Suisse Pirmin Zurbriggen est devenu le premier skieur, depuis Jean-Claude Killy en 1967, à remporter une descente et un slalom dans une même saison de Coupe du monde.

Le numéro du « Monde » daté 12 janvier 1985 a été tiré à 456 362 exemplaires

A B C D E F G

## EN POLOGNE

### La déposition du colonel Pietruszka au procès de Torun

#### Beaux principes et faits troublants

Le plus élevé en grade des quatre officiers de la police politique inculpés dans l'affaire de l'assassinat du Père Popieluszko, le colonel Adam Pietruszka, a protesté avec emphase de sa parfaite candeur, en poursuivant, vendredi 11 janvier, sa déposition devant le tribunal de Torun. Le colonel, qui est accusé « d'instigation et d'assistance » au crime, et a gravement été mis en cause par ses subordonnés, a organisé toute sa défense sur un affirmation de principe. Le travail du ministère de l'intérieur est fondé, selon lui, sur « le respect de la loi et l'objectivité ». Le colonel ne pouvait donc même pas soupçonner que des « bandits » puissent y exercer leurs activités, et il a eu le tort d'avoir une « foi aveugle » en ses subordonnés, seuls coupables, selon lui.

Interrogé sur les faits, le colonel Pietruszka s'est cependant montré beaucoup moins convaincant. Il a admis que, après l'annonce de l'enlèvement du prêtre, il avait ordonné lui-même que l'on change les plaques d'immatriculation de la voiture de police qui avait servi à l'opération. Toutefois, a-t-il affirmé, il ne

s'agissait nullement de brouiller les pistes, mais d'« éviter toute exploitation de l'affaire afin de pouvoir enquêter dans le calme ». Le colonel a d'ailleurs déclaré que l'ordre de faire changer les plaques lui avait été donné par le général Zenon Piatek, directeur de département au ministère.

Le colonel Pietruszka a aussi reconnu avoir volontairement omis de signaler aux enquêteurs qu'il avait délivré aux trois officiers qui ont procédé à l'enlèvement une laissez-passer leur permettant d'échapper aux contrôles de police. Et quand le capitaine Piotrowski lui a déclaré, après l'enlèvement, que le Père Popieluszko « flottait peut-être dans la Vistule », il a « cru à une blague », et s'est donc abstenu de transmettre l'information aux enquêteurs. Pendant beaucoup de sa belle assurance de la veille, le colonel a même reconnu avoir demandé au capitaine Piotrowski de « changer son alibi », jugé « peu convaincant » (Piotrowski avait prétendu être allé aux champignons). — (UPI, AFP, AP.)

## En Yougoslavie

### OUVERTURE DU PROCÈS CONTRE UN POÈTE RÉSIDANT À PARIS

Belgrade (AFP). — Le procès du poète yougoslave résidant à Paris, M. Milan Mladenovic, trente-cinq ans, arrêté en septembre lors d'une visite en Yougoslavie et accusé de « participation à des activités hostiles », s'est ouvert jeudi 10 janvier à Belgrade en marge du procès de six intellectuels actuellement jugés pour avoir tenté de « déstabiliser » le régime. M. Mladenovic avait été interpellé à sa descente d'avion. Son arrestation avait été annoncée quelques heures plus tard par des membres de sa famille, mais officiellement confirmée après deux mois.

Le régime reproche notamment à M. Mladenovic d'avoir eu des liens à Paris, entre 1981 et 1984, avec « un groupe d'émigrés agissant contre la Yougoslavie », la Nouvelle Alternative démocratique. Il est notamment accusé d'avoir collaboré à la revue de ce groupe, *Savremeniik*, et de l'avoir diffusée en Yougoslavie.

Lors de la première audience, M. Mladenovic a reconnu avoir travaillé dans le cabinet d'un émigré yougoslave, M. Vlado Vadićević, et notamment tapé à la machine un de ses manuscrits. Mais, a-t-il dit, ce travail lui permettait de financer ses études de doctorat à la Sorbonne et cela ne voulait en aucun cas dire qu'il partageait les vues de M. Vadićević. Il a également admis avoir publié, sous un pseudonyme, quelques textes dans *Savremeniik*, quelques textes dans *Savremeniik*, quelques textes dans *Savremeniik*.

Quant au procès contre les six contestataires, il s'est poursuivi jeudi et vendredi par la longue déposition d'un étudiant, Slavica Coric, le seul parmi les dix-neuf accusés à avoir été chargé les accusés, non sans s'embrouiller à maintes reprises dans ses déclarations.

### MORT DU CHANTEUR TZIGANE VLADIMIR POLIAKOFF

Le chanteur et danseur tzigane Vladimir Poliakoff est mort dans la nuit du 10 au 11 janvier à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-dix-huit ans. Frère du peintre Serge Poliakoff, il avait commencé sa carrière dans les cabarets de Moscou avant de venir à Paris vers 1920.

Deux voitures incendiées en Guadeloupe. — Deux voitures ont été incendiées en Guadeloupe pendant la nuit du vendredi 11 au samedi 12 janvier. Dans la périphérie de Pointe-à-Pitre, c'est le véhicule d'un fonctionnaire d'une compagnie routière de sécurité qui a brûlé. A Sainte-Anne, à 30 kilomètres à l'est de Pointe-à-Pitre, une voiture appartenant à un artisan métropolitain a été incendiée.

Un usage de L'Éducation

## Au Liban

### LA DJIHAD ISLAMIQUE REVENDEQUE L'ENLÈVEMENT DU PRÊTRE AMÉRICAIN JENCO

Beirut (Reuter). — Une brusque recrudescence des affrontements a marqué la journée de vendredi 11 janvier au Liban avec des pillages dans le Chouf et dans la banlieue est de Beyrouth, tandis qu'à Beyrouth-Ouest une bombe explosait faisant trois morts et de nombreux blessés.

Des rages de tension s'est produit alors que l'armée libanaise, suivant les quelques deux cents membres des forces intérieures de sécurité, qui achevaient vendredi de faire lever les barreaux des milices musulmanes sur la route côtière, s'apprête à entamer dès ce samedi son déploiement en direction des lignes israéliennes au Liban du Sud.

L'enlèvement, mardi à Beyrouth-Ouest, du Père Lawrence Jenco, prêtre américain, a été l'acte principal revendiqué vendredi par un lacunier se réclamant de la Dihad islamique. « A la suite de notre promesse au monde d'interdire la présence au Liban de tout Américain et de l'avertissement lancé aux ressortissants américains d'avoir à quitter Beyrouth, notre réplique à ceux qui n'ont pas pris l'avertissement au sérieux a été d'enlever M. Jenco », a-t-il dit dans un appel téléphonique à une agence de presse.

Il a indirectement adressé une mise en garde à M. Nabih Berri, chef de la milice libanaise, qui recherche le prêtre, l'invitant « à ne pas se mêler de cette affaire ».

Outre le prêtre, quatre ressortissants américains ont disparu ces derniers mois de Beyrouth-Ouest et on est sans nouvelle d'eux. Il s'agit de M. Jeremy Levin, journaliste, disparu en mars dernier, William Buckley, troisième secrétaire de l'ambassade des États-Unis au Liban, enlevé également en mars, du pasteur protestant Benjamin Weir, enlevé en mai, du libraire Peter Kilburn, disparu le 30 novembre.

## LA RÉPONSE DE JEAN DANIEL À FRANÇOISE SAGAN

### « Une grande anxiété idéologique de la gauche »

Après la parution dans le Monde du 12 janvier d'un article de Françoise Sagan intitulé « Bon repentir, Mesdames ! », M. Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, a publié dans le *Matin*, l'article suivant :

« L'article de Françoise Sagan est révélateur d'une grande anxiété idéologique de la gauche. Cet état d'esprit m'intéresse beaucoup plus que les attaques que le *Nouvel Observateur* est l'objet. Attaques tout à fait inattendues, pour deux raisons. La première est que, dans notre journal, nous n'avons jamais eu de Françoise Sagan. Que nous ne lui ayons jamais adressé notre admiration. Que j'ai été moi-même bouleversé par le chapitre de son dernier livre consacré à Jean-Paul Sartre. La deuxième raison c'est que, s'il y a une leçon de fidélité à la gauche qui doit être administrée, elle ne peut venir de quelqu'un qui ne s'est jamais signalé par un engagement politique intransigeant. Jusqu'à plus ample informé, Françoise Sagan a été ni Sartre, ni Aragon, ni Malraux. »

« Ce que je vois dans l'article de Françoise Sagan, qui réagit avec une offensive contre des journaux comme le *Nouvel Observateur*, c'est une confusion entre la solidarité qu'il importerait d'avoir avec les gouvernements et notre métier, qui consiste à traduire les iniquités et les exigences des gouvernements. Pour tout dire, je vois dans l'agression un peu parisienne de Françoise Sagan un zèle tout à fait contraire à un engagement politique et à une réflexion sérieuse. Même ce zèle ne paraît inopportuniste, je peux le dire, au nom de l'administration affectueuse que je garde pour François Mitterrand. Mais j'ai toujours eu l'instinct fier et exigeant. »

### Une lettre du directeur du « Nouvel Observateur »

M. Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, nous a adressé la lettre suivante :

Vous avez publié dans votre numéro daté 12 janvier un point de vue de M<sup>me</sup> Françoise Sagan en lui accordant la place que mérite amplement la notoriété de cette délicieuse romancière. Pour des raisons qui m'échappent et sur lesquelles je ne m'attarderai pas, M<sup>me</sup> Sagan croit devoir mettre en cause le *Nouvel Observateur* et les positions de ses collaborateurs.

Nous ne nous attendions certes pas à ce qu'une leçon de fidélité à la gauche nous soit administrée par un écrivain dont nous n'avons cessé d'apprécier le talent mais chez qui nous n'avions pas encore décelé une aptitude particulière au militantisme et un engagement politique de tous les instants. Elle excellait dans le clavier et dans la plume, mais elle ne nous a pas fournis dans les grandes orgues. Nous nous sommes contentés de manifester une indulgence atténuée à M<sup>me</sup> Sagan ne s'étant égarée dans une erreur. Erreur si énorme en vérité que seule peut l'avoir inspirée une malveillance qui ne vient probablement pas d'elle.

## Un hommage de la communauté scientifique au physicien Alfred Kastler

Le premier ministre, M. Laurent Fabius, devait annoncer, ce samedi 12 janvier, à la Sorbonne, au cours d'un colloque consacré au physicien Alfred Kastler, mort l'an dernier, les principales volets de la réforme des écoles normales supérieures, qui doit permettre, en particulier, un accroissement important des débouchés vers la recherche, l'enseignement supérieur, les grandes corps de l'État et les entreprises. Le premier ministre — comme Alfred Kastler — est ancien élève de la rue d'Ulm, où Kastler enseigna de 1942 à sa retraite, et dont il dirige le laboratoire.

L'œuvre de Kastler est dominée par sa découverte en 1950 du pompage optique, technique qui permet, par absorption de lumière polarisée, de faire passer certains atomes de leur état normal à un état où ils possèdent une sorte d'orientation interne bien précise : cela permet, ensuite, de nombreuses mesures physiques qui ont accru les connaissances sur la structure atomique, puis ont donné le jour à des utilisations techniques diverses. L'un des participants au colloque est l'Américain Charles Townes, inventeur du laser en 1958, qui rappelle que le séjour qu'il fit, en 1955, dans le laboratoire de Kastler a eu une influence sur ses travaux pour plusieurs années.

Si ces travaux de Kastler autour du pompage optique sont bien connus, on sait moins qu'il s'est intéressé très tôt à la physique de l'atmosphère — et plus tard à la physique spatiale. Étudiant au rayonnement qu'émet le sodium présent vers 80 kilomètres d'altitude pendant la brève période du crépuscule, il mit au point, en 1938, un procédé d'observation qui lui permit d'être sans doute le premier au monde à mesurer la température de la très haute atmosphère. Connaissant bien la physique, cette technique a permis après la guerre une étude approfondie de l'atmosphère et, par les tirs de fusées sondes qu'ils a entraînés, elle a joué un rôle dans la mise au point des premiers lanceurs.

MAURICE ARVONNY.

## Le pompage optique

Mais le pompage optique n'est qu'un élément des travaux d'Alfred Kastler. Ceux-ci ont été dominés par une idée simple, mais qu'on n'avait guère exploitée avant lui. La lumière polarisée transporte ce qu'on appelle une sorte d'orientation — le terme physique est : moment cinétique — qui est globalement conservée dans les interactions entre

## QUATRE DES SIX RADIOS PARISIENNES SUSPENDUES PAR LA HAUTE AUTORITÉ SIGNENT DES CONVENTIONS AVEC TDF

Quatre des six radios locales parisiennes suspendues le 4 décembre dernier par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (le Monde du 6 décembre 1984) ont signé, vendredi 11 janvier, des conventions avec l'Union française de la radio (UFR) pour la diffusion de programmes de France (TDF) aux termes desquelles l'organisme public de diffusion prendra en charge la diffusion des stations. Les signatures ont été faites au siège de la Haute Autorité, en présence de plusieurs de ses membres, après que des réunions préparatoires eurent eu lieu à TDF.

Pour ces quatre radios — Libertaire, NRI, TSP 93 et La voix de l'Île de France — TDF s'engage à assurer un confort d'écoute égal pour tous et correspondant aux normes techniques, en l'occurrence 74 décibels aux portes de Paris. Les conventions ne précisent pas la puissance autorisée, mais elle sera en tout état de cause largement supérieure aux 500 watts réglementaires.

Les deux autres stations suspendues — 95,2 et Radio Solidarité — ne se sont pas rendues aux conventions de la Haute Autorité, mais elles ont refusé plusieurs fois de signer des conventions avec TDF, et la justice aura à se saisir des dossiers.

Bernard Lavilliers condamné pour complicité de coups et blessures. — Le chanteur Bernard Lavilliers a été condamné à 5000 francs d'amende, le 11 janvier, par la quatrième chambre correctionnelle de Paris pour complicité de coups et blessures à l'encontre de M. Luc Richard, PDG du Casino de Paris. M. Richard Decour, garde du corps du chanteur, qui avait participé à cette rixe, le 30 octobre dernier, a été condamné à quatre mois de prison avec sursis et 5000 francs d'amendes pour coups et blessures et détournement de biens immobiliers.

Un attentat à l'explosif a provoqué, vendredi soir 11 janvier, devant les locaux de l'Inspection académique à Ajaccio, des dégâts importants sans toutefois faire de victimes. La charge de 200 grammes environ avait été placée près de la porte d'entrée, qui a été détruite. Les vitres du bâtiment de trois étages ont été brisées. L'attentat n'a pas été revendiqué.

MANQUEU LA PESTE





# Le Monde

Aujourd'hui

## Homage to the scientific community by physicist Alfred Kastler

Alfred Kastler, 81, was born in 1904 in Strasbourg, France. He studied at the University of Strasbourg and then at the University of Paris, where he became a professor of physics. He was awarded the Nobel Prize in 1966 for his work on the laser. He was also a member of the French Academy of Sciences and the American Academy of Arts and Sciences. He died in 1984 in Paris.

### Le langage technique

Le langage technique est un langage qui sert à communiquer des informations techniques. Il est composé de termes techniques, de symboles et de formules. Il est utilisé par les ingénieurs, les scientifiques et les techniciens.

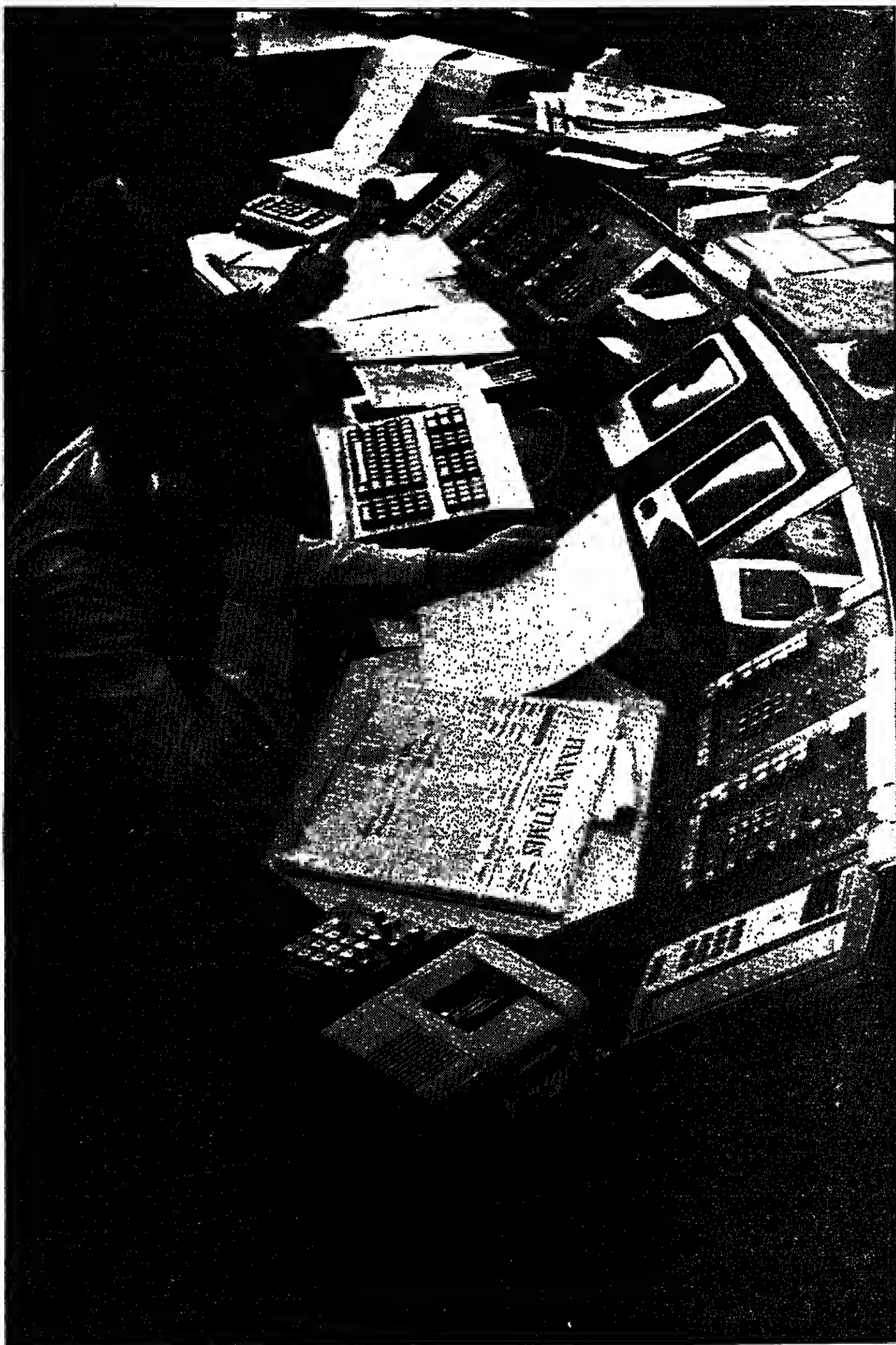
### FRANÇOIS SAGIN

### Le langage technique

Le langage technique est un langage qui sert à communiquer des informations techniques. Il est composé de termes techniques, de symboles et de formules. Il est utilisé par les ingénieurs, les scientifiques et les techniciens.

### Directeur Général

Le langage technique est un langage qui sert à communiquer des informations techniques. Il est composé de termes techniques, de symboles et de formules. Il est utilisé par les ingénieurs, les scientifiques et les techniciens.



COLIN/REA

## LE VAINQUEUR DE LA PESTE

La peste ne fait plus peur. Pourtant le mal légendaire n'a pas complètement disparu de la surface du globe. C'est à Hongkong, en 1894, qu'Alexandre Yersin, de l'Institut Pasteur, mit en évidence le bacille maléfique auquel il attacha son nom. Un livre raconte pour la première fois la vie de cet « illustre inconnu », et les circonstances de sa découverte. (Page VI.)

## POUBELLES DE RICHES

L'habitant des villes modernes produit, en moyenne, chaque année, trois cents kilos de déchets. Economie, économies... Animés du souci d'en récupérer une partie, les Occidentaux pourraient-ils prendre exemple sur les pratiques de certains pays pauvres ? Analysées par deux spécialistes sur France-Culture, les relations que des sociétés différentes entretiennent avec leurs surplus. (Page IX.)

## BANQUES : NOUVEAU LANGAGE NOUVELLES ARMES

A partir de 1960, les grandes banques internationales ont progressivement abandonné la circulation de documents-papier pour se mettre à l'heure de l'informatique. Le développement des opérations d'un pays à l'autre a été amplifié par la mise en place de techniques qui gommèrent les distances et par la conception de langages qui peuvent être utilisés universellement. En liaison avec un réseau existant à l'étranger, la Banque de France vient d'inaugurer un système qui va considérablement simplifier le cheminement des échanges dans notre pays. Son nom : Sagittaire. (Page III.)

## DE MENDÈS FRANCE A MITTERRAND (Page X.)



FAUREAU/NOVA

هكذا من الأصل



## Kiosque

### Les travailleurs de la plume

**J**OURNALISTE : un métier exposé. Exposé d'abord aux idées reçues, aux images injurieuses ou excessives, aux clichés déformés. Au mépris des uns ou à la fascination des autres. Mépris, cette phrase obsédante entendue jadis : « Journaliste, mon fils ? Tu n'y songes pas ! C'est un métier de raté. » Fascination, ce mot offert à l'imaginaire enfantin par la bravoure (sérieuse, ô combien !) de Tintin reporter. Tintin ou l'image du père : il aura bien fallu trancher dans ce conflit œdipien.

Un métier malmené. Dans un savant ouvrage qui paraît ces jours-ci aux Presses universitaires de France et qui s'intitule *Le métier de journaliste*, Rémy Riffel rappelle les origines de la mauvaise réputation : la presse et la littérature du dix-neuvième siècle. Siècle fondateur, pourtant, pour la presse française, mais fondateur de mythe, aussi. Balzac, qui s'y connaissait, fait tenir à ses personnages, dans les illusions perdues, des propos qui résumeraient bien le sens des réquisitoires qui traversent son siècle et la nôtre au sujet de la gent journalistique. « Etre journaliste, c'est passer par tous les états de la République des lettres... Le journalisme est un enfer, un abîme d'iniquités, de mensonges, de trahisons, que l'on ne peut traverser et d'où l'on ne peut sortir. »

Et voilà, en cinq lignes, ex-citées pour l'éternité les tâches du métier de la plume, les OS du stylo-faute, les travailleurs de l'AZERTYUIOP, les forçés de la dépêche. Destinés de papier, ambitions ratées, rêves de l'âge du lendemain autour des salades qu'il faut bien, au marché, envelopper, talents déployés sous les patates qu'on pèle et qui achèvent de noircir le papier ! En vain, rattrapés, politiciens ratés, penseurs de pacotille, songe-craux de l'aphorisme, princes de l'après-pensée, nous voilà déçus par tous les jours de l'imaginaire collectif : des gens peu sûrs, sensibles aux pressions, faibles devant l'attaque, sensibles au moindre hommage, ramasseurs des miettes du pouvoir, valets des uns, laquais des autres, serviteurs des puissants.

Eh bien ! chers lecteurs, tout cela, c'est fini, n-i, ni. Les journalistes sont devenus des gens sérieux, courageux et honnêtes. Ce n'est pas nous qui le disons, mais un sondage d'opinion. Assurément, voilà le sondage d'opinion le plus intéressant, le plus important de la saison et de l'année peut-être ! Il est publié par *Télérama* (journal sérieux) en association avec l'Institut Louis-Henri (Institut courageux) et le Centre de perfectionnement des journalistes (organisme fort honnête). Sonde utile, rafraîchissant, profond et édifiant. Je, tu, il, nous sommes valeureux, intègres et compétents.

Honneur à la profession ! L'idée qu'on s'en fait a beaucoup changé en dix ans. En 1975 (sonde *Sofres-Nouvel Observateur*), 64 % des Français jugeaient les journalistes « sérieux » ; ils sont aujourd'hui 74 % de cet avis. En 1975, 76 % les trouvaient « courageux » ; 86 % aujourd'hui (le lâcheté n'existe plus qu'à l'état de traces...). En 1975, 55 % les disaient « honnêtes », 72 % aujourd'hui (la moralité progresse). Champagne pour tout le monde (ou presque) !

Attention, il y a un os dans cette amabilité plus que méritée. Les Français, qui étaient 48 %, en 1975, à juger les journalistes incapables de résister aux pressions des partis, du pouvoir, ou de l'argent, sont désormais 58 % à le penser. Ceux qui croient à l'indépendance sont passés de 43 % à 28 %. Terrible accroc dans ce portrait en pied ! Affligeante nuance : sérieux, courageux et honnêtes, mais tellement dépendants !

Télérama, au total, refuse le triomphisme et commente : « L'élan du cœur [des Français] est aveugle, car aucune raison objective sérieuse ne justifie cette spectaculaire amélioration ».

du statut moral du journaliste dans l'imaginaire collectif français. (...) Sans doute faut-il plutôt en chercher les causes réelles dans l'influence grandissante du vedettariat audiovisuel (...). Les journalistes devraient s'inquiéter des résultats de ce sondage. Car leur profession paraît bien s'enfoncer de plus en plus dans un univers mythique. » Et voilà : on se réjouissait déjà, on trouvait dans cette étude de quoi consoler les chevaliers de la plume de tous les tracas qui assaillent présentement la presse. La bienveillance des gens pouvait — telle une pommade — atténuer les rigueurs de la crise économique qui frappe aussi cette profession-là ! On pouvait espérer — plus que jamais — passer dans les dîners en ville avec ce brevet de bonne conduite, ce bon point collectif décerné par un « échantillon représentatif ». Non, il faut en rabattre : ces compliments seraient piégés, notre image faussée. D'un mythe l'autre.

Et tout cela à cause de la télévision qui brouille les idées et la vue ! Oui, dans la presse écrite, n'a jamais eu à subir les petites vexations de l'impérialisme audiovisuel ? Qui, rentrant triomphalement au village natal après des ans passés à écrire, écrire, écrire ne s'est jamais trouvé face à la boulangère ou au cafetier : « Est-ce que vous êtes déjà passé à la télévision ? »

La télé, c'est, pour le bon peuple de France, la nec plus ultra, la synthèse, l'apothéose et le Panthéon du journalisme. La familiarité, le commerce quotidien, la contemplation incessante de journalistes de la télévision les rend évidemment sympathiques. On se prend à les aimer comme un membre de sa famille. Et comme, autour de soi, il n'y a que des gens sérieux, honnêtes et courageux...

Prenez Yves Mourousi. Il dépense tous les jours des millions de fois de millions de familles de France. Il est de toutes les provinces. Qu'il neige ou qu'il vente, il est fidèle au poste, et depuis dix ans. Il se place, comme la bouteille de rouge sur la nappe. On le suspecte, ce fanfaron, dont on connaît les tics et les manies ? On ne l'aimait pas, lui qui tient le crecheiro, enlève la conversation ? On ne le croirait pas, lui qui connaît les grands de ce monde et s'adresse à eux avec une aisance que les petites gens doivent juger admirable ? « Bonjour », a-t-il lancé, le 6 janvier, pour la deuxième mille centième fois. « Bonjour ! », lui ont sans doute répondu, dans mille et mille foyers, des voix de tous âges et de toutes classes.

Ce journalisme-là repose sur le pouvoir de la séduction. A mi-chemin entre l'ardeur qui subit dans la solitude les affres de la page blanche et le trac du chanteur vedette qui tente, dans sa loge, de franchir avec déconcentration. Ils sont d'une espèce hybride, ces confrères-là. Quelques-uns ont carrément franchi le pas qui mène du bureau à la scène, de l'info au show-biz : Drucker en est l'exemple. Catherine Nay, on le sent bien, hésite. Le *Figaro Magazine* a consacré deux pages à l'auteur désormais célèbre du *Noir et le Rouge* — livre sur M. Mitterrand — et la présente, avec un goût exquis, comme « la jolie femme qui a déshabillé Mitterrand ». Voici Catherine Nay, résumée par le journal de M. Pouvoué : « Trois kilomètres de jambes, des yeux dorés, et une vraie bouche de femme ». Elle a mis « deux ans pour effeuiller l'aristocratie présidentielle ». Mais quelques semaines seulement pour séduire la France. On la voit désormais à la télévision dans des émissions de variétés.

L'autre soir, elle interviewait Julio Iglesias. Elle poussera un juron, peut-être, la chaussonnette. Le journalisme s'exerce de mille et une manières et menant à tout, on peut, à son sujet, dire et observer tout, et le contraire de tout. Le plus sérieusement du monde.

BRUNO FRAPPAT.

### Service éducatif

Votre article intitulé « Appelés en manœuvre » m'avait étonné : la réaction d'un enseignant dans le *Monde* d'aujourd'hui du 23 décembre me révolta.

Étonné, car le *Monde* est capable de faire évoluer son discours habituel et de reconnaître, même par prétérition, que le service militaire n'est plus ce qu'il était. La nudité des faits est décapante.

Révolte pour trois raisons : Il est inquiétant qu'un enseignant refuse de sortir de sa scolasticité. Pour lui, le service militaire est, une fois pour toutes, un lieu d'embarquement ; qu'un journaliste s'avise de constater qu'il peut en être autrement et la voilà accusée de colporter de fausses nouvelles. Entre les préjugés de l'enseignement et la vérité des faits, le choix semble vite fait.

De quel droit cet enseignant se permet-il de porter un jugement aussi négatif sur le service militaire ? Comptant parmi les quelques pour cent de privilégiés titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, qu'a-t-il fait pour occuper une fonction de responsabilité pendant son temps et y apporter sa contribution novatrice ?

Enfin, qu'il prisme contact avec de jeunes officiers. Ils lui donneront un avis édifiant sur les effets de plus de dix ans d'éducation nationale sur nos jeunes conscrits.

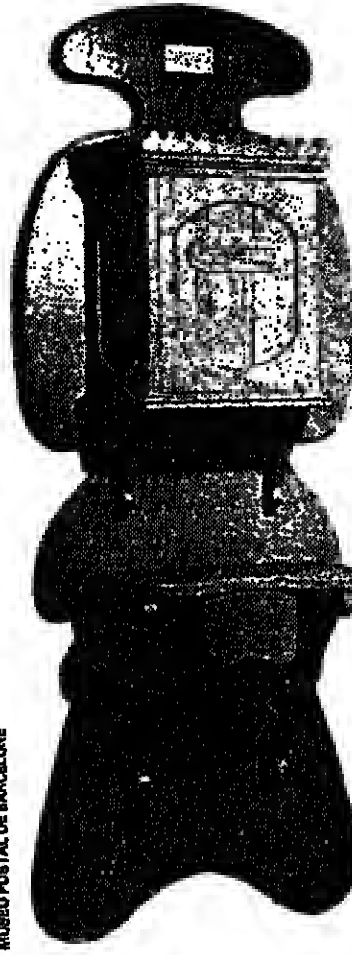
JACQUES WALCH.  
(treize-cinq ans).

Quelles que soient les restrictions qui seront apportées dans son application, la récente décision du pape Jean-Paul II concernant la messe de Saint-Pie V me laisse extrêmement perplexé, comme d'ailleurs beaucoup de protestants sans parler des catholiques... Ce n'est pas au latin que j'en veux. Je me suis souvent exprimé sur ce point, en particulier dans un livre (*Chrétiens sans religion*).

Je crois, en effet, que beaucoup de réformes liturgiques ont été introduites trop rapidement dans l'église catholique et que toutes n'ont pas été heureuses (je ne mets pas la Concile en cause). J'ai regretté alors, entre autres, l'abandon total du latin. La situation de l'Eglise de Vatican II n'était pas la même qu'au temps de la réforme ; ainsi, les réformateurs du seizième siècle se trouvaient-ils devant un peuple illettré dans sa majorité, ne sachant presque plus rien de la Bible et pour qui la liturgie devait être une communication directement intelligible de la parole de Dieu en même temps qu'une prière. Luther, en bon pédagogue, procéda lentement. Il rétablit même la messe au temps de la réforme ; ainsi, les réformateurs du seizième siècle se trouvaient-ils devant un peuple illettré dans sa majorité, ne sachant presque plus rien de la Bible et pour qui la liturgie devait être une communication directement intelligible de la parole de Dieu en même temps qu'une prière.

Au moment où siègeait Vatican II, le problème de la compréhension de la messe latine se posait autrement. Tous les missels contemporains des traductions ; c'est pourquoi si la nécessité d'utiliser la langue vernaculaire s'imposait, l'urgence de la suppression du latin pour l'intelligence de la foi ne se faisait pas sentir et son abandon total encore moins car non seulement il est encore plus grave de se priver d'un passé culturel dans le domaine de l'art sacré, tels que les chants grégoriens, signes parisiens d'autres de la continuité de l'Eglise au travers des siècles, donc symbole de la communion des saints.

Le pape Paul VI, dans sa sagesse, avait d'ailleurs établi un ordo latin de la messe conciliaire à laquelle il devait attacher son nom. Que n'a-t-on incité les évêques à faire utiliser cet ordo, et est ordo seulement, à côté de la messe en langue vernaculaire ? Car la réintroduction de la messe de Saint-Pie V (même par la petite porte et dans la révision du missel romain de 1962) est beaucoup plus qu'une affaire de langue : c'est une question doctrinale de la plus haute importance, au cœur des débats entre catholiques et protestants, débats que, pour ma part, je croyais heureusement clos (voir les derniers accords officiels luthéro-catholiques sur l'Eucharistie). Que nous répondait en effet les théologiens catholiques ? En résumé, ils présentaient la messe comme la réactualisation du sacrifice du Christ et non pas comme sa répétition. Du coup, les principales objections des réformateurs contre la messe tombaient. Car, si Luther puis Calvin, comme aujourd'hui ceux qui se veulent leurs héritiers fidèles croient à la présence réelle du corps et du sang du Christ dans la sainte Eucharistie, ils refusent avec vigueur la notion de sacrifice



Boîte aux lettres de la gare de San-Felín-de-Llobregat, à Barcelone (Espagne). Début du XX<sup>e</sup> siècle.

### Messe latine

répété, celle-ci portant gravement atteinte au caractère unique et parfait du sacrifice de Jésus-Christ et permettant au prêtre d'être un theumaturge, donc un élément d'une institution ecclésiastique, autoritaire et absolue puisque intermédiaire obligée entre Dieu et les fidèles.

Beaucoup de nos ancêtres, dans la foi réformée selon la parole de Dieu, ont préféré monter sur le bûcher plutôt que d'entendre ce type de messe que le pape Pie V officialisa contre la Réforme. Aussi, nous étions-nous réjouis des décisions de Vatican II sur ce sujet et de la fermeté de Rome à l'égard de ceux qui ne voulaient pas se soumettre au Concile et continuait à

PASTEUR MICHEL VIOT  
de l'Eglise évangélique  
luthérienne de France.

(1) Publiés par la Documentation catholique.

### Vers le Nord

La lettre de J.-F. Saisset (cf. « Courrier » du *Monde* daté du 30-31 décembre) exprime la nostalgie de ces centaines de milliers de Méridionaux obligés de s'expatrier vers le Nord pour trouver un emploi. Méridional moi-même, et heureux de l'être, j'y compatis d'autant mieux. Mais n'y a-t-il pas de la faute d'un certain manque de l'esprit d'entreprise dans cette frange du pays ?

En se limitant à la moitié sud de l'Hexagone, on constate que des villes, et grâce à elles les villages, ne manquent pas de prospérité par l'initiative de gens du cru créant sur place des industries qui ont prospéré. Angoulême (Leroy), Limoges (porcelaine + Legrand), Clermont (Michelin), Valence (Crouzet), Grenoble et Lyon (nombreux), etc.

Prenez par contre Bordeaux et Toulouse. Leurs seules industries importantes sont dues à l'initiative de l'Etat, pour l'unique raison d'être hors de portée d'envahisseurs ou bombardiers venant du nord-est : poudreries, cartoucheries, aéronautique qui a engendré le spatial, tous deux ayant fait la nid de l'électronique de pointe.

MAURICE VITRAT  
(Toulouse).

### Du bon usage du français

A propos de « Les sciences de l'heure de l'anglais » (*Le Monde* d'aujourd'hui daté décembre 1982).

L'article de notre collègue M. de Reggi n'est pas scientifiquement fondé et se contredit. L'enquête de Marcel Loquin a prouvé récemment la place réelle du français parmi les langues scientifiques (cf. la conférence du 13 novembre 1984 à l'Ecole agronomique de Montpellier) ; si dangereuse contre-vérité il y a, c'est bien de prétendre que l'usage du français nuit à l'audience d'une revue ; il existe même un « marché » inexploité pour des publications francophones : manuels, etc. Le problème du fond n'est pas abordé par ce collègue anglophobe : influence du contexte socioculturel et du fonctionnement du système d'évaluation des chercheurs, etc.

Contradictions dans l'article : ou croule sous les publications...

### 20 000 architectes en herbe

La société française vomit l'architecte et ignore totalement l'architecture.

A l'architecte, elle n'accorde qu'une position marginale et ne lui reconnaît, professionnellement, qu'un rôle de seconds main : maquilleur, habilleur, du mieux coloriste. Quant à l'architecture, c'est la symbiose de la culture, donc : connaissances utiles... La bât est le domaine réservé de la famille, quand il s'agit de la maison individuelle, avec quelques extravagances repérées dans les magazines à la mode et à condition que les objets soient importés !

Alors, enseigner l'architecture... (*Le Monde* d'aujourd'hui, daté 6-7 janvier 1983) c'est bien gentil, mais si l'on ne dispose pas d'un projet global de gestion de l'espace de l'Hexagone — espace habité ou non — et si l'on ne sait pas comment les architectes exerceraient leur profession dans une société en mutation, et si l'on ne se donne pas le mal d'imaginer pour que les architectes emménagent l'espace habité ou non de la France... et bien, toutes les réformes n'aboutiront qu'à entretenir l'indifférence et l'« a-culture » actuelles de tous — pouvoir et public — vis-à-vis de l'architecture et des architectes.

Pis : on est en train de conforter la mise en valeur de la médiocrité et de l'indifférence par le maintien du pouvoir des bureaux d'études et des entreprises de construction à travers la valorisation des études de ceux qui détiennent les leviers de commande dans ces bureaux

d'études et dans ces entreprises et par la parcellisation des études d'architecture !

Peut-on quitter l'ENA, HEC, l'X, médecine, le droit, etc., avec un « sous-diplôme » après deux ans d'études ? A-t-on jamais réduit la charge du cursus scolaire dans les disciplines énumérées plus haut ? Au contraire, on les a valorisées en les rendant plus complexes, plus longues.

Peut-on faire des opérations sans chirurgiens, établir des diagnostics et utiliser l'hôpital et la pharmacopée sans médecins ? peut-on plaider devant un juge sans avocat ? Non... Peut-on conduire un taxi, sans être chauffeur de taxi ? Peut-on piloter un avion sans être breveté pilote ? Bien sûr que non !... Et cela, le public le sait et n'y déroge pas.

Mais quand il s'agit d'architecture, tout le monde est compétent et manifeste sa compétence, sa fausse compétence, avec vigueur !

Actuellement, l'enseignement cache la vérité professionnelle aux futurs architectes : la vérité de la commande... la vérité du chantier... la vérité de l'agence...

Les jeunes se contentent d'être publiés à travers leurs projets. Ils ne revendiquent pas : ils se contentent — comme leurs aînés d'aîllers — de voyager dans les valises des bureaux d'études et des entreprises. Certes il y a des exceptions, il y en a aussi ! Ce qui couvre le territoire français à 90% : les lotissements et les villes sont réalisés sans architectes ; viennent ensuite les architectes bien-ouï-ou et ceux à la mode et ceux du balcon filant « aluminium et plaidium ». Enfin, la minorité de ceux qui s'affirment à travers leur travail... Presque clandestin. Je caricature à peine ! Où sont les enthousiasmes des changements ? Où sont les illusions de l'innovation ? Où est la transcription de la modernité d'aujourd'hui ? Où est l'imaginaire et son pouvoir ?

Où diable sont les vingt mille architectes... esclaves du fisc, de la RAM, du GRS, de la CIPAV, de l'URSSAF ; non... pas ceux-là... Excusez-moi ! Où sont les vingt mille étudiants, futurs architectes non encore soumis aux systèmes aux castes, aux clans et aux classes ? Mais seraient-ils déjà architectes ?

JONEL SCHEIN,  
(Paris.)

### Vous avez dit ignorance ?

En lisant avec intérêt un article, passionnant d'ailleurs, d'Y. Fauriol sur le Japon dans le *Monde* d'aujourd'hui, daté 23-24 décembre 1982, j'y découvre avec surprise cette formule lapidaire : « Le Japon ne se contente pas, pour ouvrir ses universités, d'un certificat d'innocence encyclopédique, tel que notre baccalauréat d'aujourd'hui. »

Je suis professeur d'histoire et de géographie depuis seize ans et j'enseigne dans un lycée de la banlieue parisienne, en particulier dans les classes terminales. C'est dire que la formule citée plus haut me semble témoigner d'une méconnaissance de la réalité. En histoire et en géographie, les exigences que nous avons envers nos propres élèves et les candidats sont largement égales voire supérieures à celles que les professeurs avaient envers moi, il y a vingt et un ans, quand j'ai passé le bac.

En effet, ces exigences sont commandées, d'abord par l'immensité et le degré d'approfondissement des programmes — la lecture des manuels, voire des simples annales, est à cet égard éclairante,

— mais aussi par les méthodes nécessaires pour traiter correctement les sujets proposés le jour de l'examen. Faut-il rappeler que, dans toutes les séries (et pas seulement dans la série littéraire), il y a une dissertation d'histoire et une dissertation de géographie et que — loin de se borner à la question de cours traditionnelle qui nous était proposée, il y a vingt et un ans — les examinateurs imposent aux candidats des commentaires de textes ou de documents, voire des sujets de synthèse ? Un élève qui n'aurait, pour tout bagage, qu'une aimable ignorance encyclopédique se ferait invariablement coller.

Encore ne s'agit-il que des matières que l'enseignement, mais l'entends souvent des collègues de mathématiques, par exemple, constater qu'ils traitent en terminale C ce qui était fait autrefois en maths sup. Reste, évidemment, à inculquer à nos élèves l'esprit critique. Nos professeurs ont-ils mieux réussi que nous en cette matière, quand je vois avec quelle rapidité et sans l'« esprit d'examen » cher à Descartes se répandent des lieux communs ou des idées reçues, telles que la « baisse de niveau » ou l'« inutilité d'examen » qui ne voudraient plus rien ? Les choses ne sont pas si simples !

ANNIE CRÉPIN  
(Crest),  
Professeur  
au lycée Gallienne-Budé,  
à Limal.

### Plum ! Plum !

Votre « Hâles pudding » dans le *Monde* d'aujourd'hui daté 9-10 décembre m'a tout particulièrement amusé et enthousiasmé ! Il n'y a que ces drôles de Britanniques pour confectionner durant de longs jours cette « chose » abominable et absolument inimaginable.

Plaise au ciel qu'ils conservent cette habitude insane et que chaque année qui passe voie augmenter le nombre de victimes de ce gâteau méphitique !

PIERRETTE BONNENFANT,  
(Paris.)

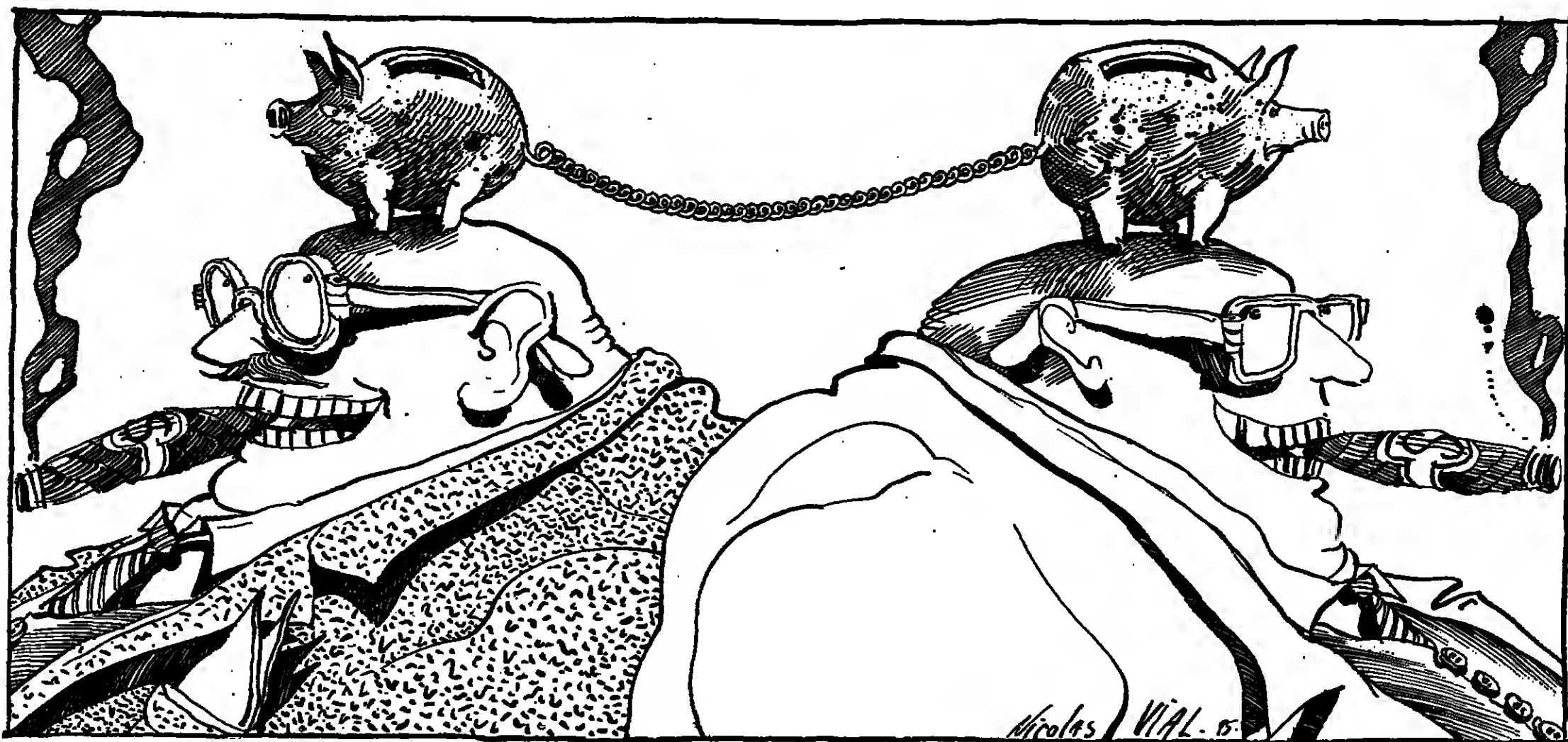
inques





# Banques *du temps*

10 000 architectes en herbe



## Swift et Sagittaire

Les dernières pièces du puzzle interbancaire.

PENDANT de longues années, le courrier et le télégraphe ont constitué les deux principaux modes de communication utilisés par les organismes financiers pour signifier l'exécution des transferts internationaux de fonds, et ce n'est qu'à partir de 1960 que les grandes banques internationales ont commencé à mettre au point de nouveaux systèmes destinés à remplacer la circulation de documents-papier.

Prenez exemple sur les réseaux de réservation élaborés par certaines compagnies aériennes, les principales banques américaines ont progressivement — et individuellement — lancé leurs propres systèmes privés de télécommunication (système baptisé par exemple Champs par la Chase Manhattan Bank ou encore Marti, par la First National City Bank, devenue depuis la Citibank...). Mais il est très vite apparu que ces réseaux, qui fonctionnaient en vase clos (le siège étant simplement relié aux principales agences ou filiales aux États-Unis et en Europe), se heurtaient aux projets élaborés par d'autres banques, européennes pour la plupart, et visant à automatiser le traitement et la transmission des opérations interbancaires internationales.

D'où la nécessité de donner un caractère plus universel à ces différents systèmes en liaison avec le formidable développement des relations financières internationales intervenu au début des années 70. Partant de ce constat, une soixantaine de banques appartenant à onze pays différents fondaient en juin 1971 un organisme d'étude sur ce thème, le MSP (Message Switching Project : projet de commutation des messages). Celui-ci confiait aussitôt à la Logica Ltd, une firme britannique de conseil en informatique, le soin de définir les caractéristiques techniques du futur réseau de transmission, tandis que le Stanford Research Institute était chargé d'examiner l'ensemble des vastes questions juridiques et des problèmes d'organisation soulevés par ce système, le premier du genre.

Deux ans plus tard, le 3 mai 1973, était fondée la Society

for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT) à l'initiative de 239 banques appartenant à 15 pays, mais le lancement proprement dit n'intervient que le 9 mai 1977, à l'issue de plusieurs mois de fonctionnement expérimental durant lesquels avaient pu être testés aussi bien la fiabilité que la sécurité d'un réseau aux multiples échelons. Ce dernier implique en effet des accords avec les administrations nationales et internationales des PTT, les normes retenues permettant aux messages transmis de circuler sur le réseau SWIFT dans un langage universel — mais chiffré — compréhensible par tous les adhérents, et, surtout, ouvrant la voie à une exploitation automatisée de la part de chaque utilisateur.

Sans entrer dans le détail technique d'un système passablement complexe (1), il faut savoir que l'architecture du système repose sur :

- les terminaux des adhérents pour l'émission et la réception des messages ;
- des concentrateurs régionaux (par pays) ;
- des commutateurs, ou centres de commutation, com-

posés d'un ordinateur, de ses équipements périphériques et d'un logiciel chargé d'assurer les fonctions de contrôle du réseau, lequel comporte quatre commutateurs installés dans trois centres situés respectivement aux États-Unis (à Culpeper, près de Washington), en Belgique (à Bruxelles) et aux Pays-Bas (à Zoeterwoude, près d'Amsterdam).

Simple « transporteur », SWIFT va, ainsi, acheminer un message émis sur le terminal d'une banque américaine, via le concentrateur régional de ce pays, puis le commutateur. Après contrôle par ce dernier, le message en question, qui a été stocké entre-temps, repart vers le terminal de son destinataire — une banque japonaise — après avoir emprunté le canal du concentrateur régional nippon.

D'accès disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept en raison des fuseaux horaires, le réseau SWIFT fonctionne à la satisfaction de ses utilisateurs avec un taux de disponibilité extrême puisqu'il est de 99,5 % en moyenne. Régulièrement soumis à des vérifications (audits de sécurité), ce système s'efforce d'offrir un maximum

de garanties de sécurité et de confidentialité grâce à une série de dispositions préventives et de contrôles constants avec, notamment, des messages chiffrés, l'adhérent ayant la responsabilité de modifier fréquemment les clés secrètes destinées à protéger le contenu.

Quant au coût de fonctionnement, il provient des redevances versées aux PTT locales pour la location des lignes spécialisées ou des communications téléphoniques, et des sommes versées à la société SWIFT à titre d'adhésion (voir encadré). Indépendamment de la distance parcourue, les prix des redevances PTT (variables selon les pays de destination) sont considérés comme inférieurs aux coûts de transmission par télex d'un message au contenu équivalent. Ces prix varient entre 18 et 36 francs belges (1 FB = 0,16 FF) par unité pour un message de priorité, les messages de relevé de compte et de test étant facturés respectivement 14 et 9 FB.

Tout en épousant ce schéma général, la France a mis récemment au point son propre système interbancaire de règlement en francs par télétransmission. Considéré

comme le prolongement naturel de SWIFT sous la forme d'un système national de règlement permettant d'assurer (dans les mêmes conditions d'efficacité, de sécurité et de rapidité) le dénouement des transferts effectués à l'échelon international, ce réseau a été inauguré début décembre 1984. Appelé SAGITTAIRE (Système automatique de gestion intégré par télétransmission de transactions avec imputation de règlements « étrangers ») — on adore les sigles « parlants » dans les milieux financiers... — ce réseau conçu par la Banque de France, la direction générale des télécommunications (DGT) et le groupement des utilisateurs de SWIFT en France, véhicule des messages établis aux normes SWIFT et en rapport avec des transferts internationaux.

Etant entendu que c'est aux banques locales qu'il appartient de donner le « feu vert » aux transactions, d'en poursuivre l'exécution et d'en assurer le règlement final, objectif que s'est fixé SAGITTAIRE.

Dans cet esprit, la Banque de France exerce, à travers SAGITTAIRE, la double fonction de compensation des or-

dres émis (en vue de déterminer les soldes nets et d'informer chaque adhérent des transactions dont il est destinataire) tandis que la phase de mise en relation de l'ensemble des participants est confiée à un centre de commutation de messages bancaires (CCMB). Ayant, à la différence de SWIFT, une vocation purement régionale, ce dernier, géré par la DGT, fonctionne sur la base de tarifs comportant trois séries de taxes (raccordement, abonnement, transmission du message).

Une cinquantaine de banques doivent, dans un premier temps, utiliser ce système global qui permet d'effectuer un règlement, via SAGITTAIRE, avec un cheminement simplifié : la banque débitrice adresse un ordre de paiement à la Banque de France. Dès sa réception, l'institut d'émission qui a contrôlé la validité de l'ordre et l'a stocké débite le compte SAGITTAIRE de l'émetteur, crédite celui de la banque destinataire des fonds et adresse une notification de crédit à cette dernière.

Limité pour l'instant à des règlements en francs liés à des opérations internationales, le système SAGITTAIRE pourra traiter à la fin du premier semestre 1985 quelque 8 000 à 10 000 transactions par jour pour des montants se chiffrant en dizaines de milliards de francs, en fonction, bien sûr, du nombre d'utilisateurs. Mais, d'ores et déjà, de nouvelles applications sont à l'étude, notamment pour le règlement de diverses opérations de trésorerie intéressant, par exemple, le marché monétaire.

En liaison avec le Comité français d'organisation et de normalisation bancaire (CFONB), l'organisme professionnel chargé de faire avancer le système bancaire français sur la voie du progrès technique et dont la télématique ne constitue qu'un domaine d'étude complémentaire.

SERGE MARTI.

(1) La Banque de France a publié deux notes d'information particulièrement détaillées sur SWIFT (n° 61, mars 1984) et SAGITTAIRE (n° 63, novembre 1984).

## Société coopérative

D E droit belge et installée à Bruxelles, la société coopérative (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) est détenue — et contrôlée — par ses adhérents qui possèdent un nombre d'actions proportionnel au trafic qu'ils émettent sur le réseau. Ces actions leur confèrent un droit de vote à l'assemblée générale (et donc pour l'élection des administrateurs de SWIFT) où ces adhérents sont représentés en tant que « banque membre » (siège social remplissant les conditions nécessaires à l'adhésion) et « banques utilisatrices » (filiales ou agences d'une banque membre). Cette dernière n'est pas actionnaire de SWIFT, mais son trafic est pris en compte pour le calcul du nombre d'actions attribué à la banque membre dont elle dépend.

Composé de vingt-cinq membres au maximum, élus chaque année (et rééligibles), le conseil d'administration (board of directors) a un fonctionnement tout à fait classique avec à sa tête un président (chairman of the board), vice-président, et des réunions qui doivent se tenir au maximum quatre fois par an (en février, avril, juin, octobre). Chaque pays dont les banques membres détiennent ensemble au moins 6 % des actions peut désigner deux administrateurs à ce conseil : un pays détenant au moins 1,5 % des actions pouvant en désigner un. Les autres pays représentés peuvent naturellement se regrouper pour atteindre le seuil permettant de désigner un candidat commun.

Sur le plan interne, SWIFT dispose d'un directeur général assisté d'un comité de direction de

cinq membres, la société employant actuellement un peu plus de trois cent quatre-vingts personnes, de vingt-deux nationalités différentes, la langue officielle étant l'anglais. Ses finances proviennent uniquement de ses membres, à savoir un droit d'entrée (il était de 1,75 million de francs belges, soit 250 000 francs français au début de l'année 1984) pour une banque membre, et de 250 000 francs belges, soit 36 000 francs français environ pour une banque utilisatrice, outre divers frais annuels (documentation, assistance...) directement liés au fonctionnement de l'organisme.

A la fin de l'année 1983 (derniers chiffres officiels disponibles), ce dernier regroupait 1 440 banques connectées (membres ou utilisatrices du réseau) dont 82 en

France. Il représentait 53 pays membres et 37 pays connectés contre respectivement 21 et 15 à la date d'ouverture du réseau, le 9 mai 1977. Au cours de la même année de référence, SWIFT avait traité 352,7 millions de messages en trafic cumulé, contre 3,3 millions seulement l'année de sa mise en service.

En France, le réseau SWIFT, qui comprenait au début de l'année 1984 19 filiales de banques étrangères, est représenté par un groupement d'intérêt économique. Constitué sans capital et financé par les cotisations de ses membres (en proportion du nombre de messages émis), ce groupement des utilisateurs de SWIFT en France a mis au point le nouveau système SAGITTAIRE dont la réalisation et la gestion sont confiées à la Banque de France.



# Banques *du temps*

## De l'argent pour les industries de pointe

La juste mesure entre le sur-financement américain et le sous-financement français.

**B** IEN des Européens regardent avec envie ces milliers de petites entreprises qui se sont créées récemment Outre-Atlantique, notamment au sein de la « fontaine » Silicon Valley, pour développer les hautes technologies. Nul doute que ces firmes n'auraient pu voir le jour et proliférer sans l'afflux de capitaux, et tout particulièrement sans les apports du « venture capital » (le capital-risque). Une telle situation pourrait-elle être recréée en France ? Plus généralement, quels sont les rapports qu'entretiennent les banques et les détenteurs de capitaux avec l'industrie de pointe ? Tel est le thème de l'entretien que nous a accordé M. Bernard Esambert, président directeur général de la Compagnie financière qui investit dans diverses entreprises, tant aux Etats-Unis qu'en France.

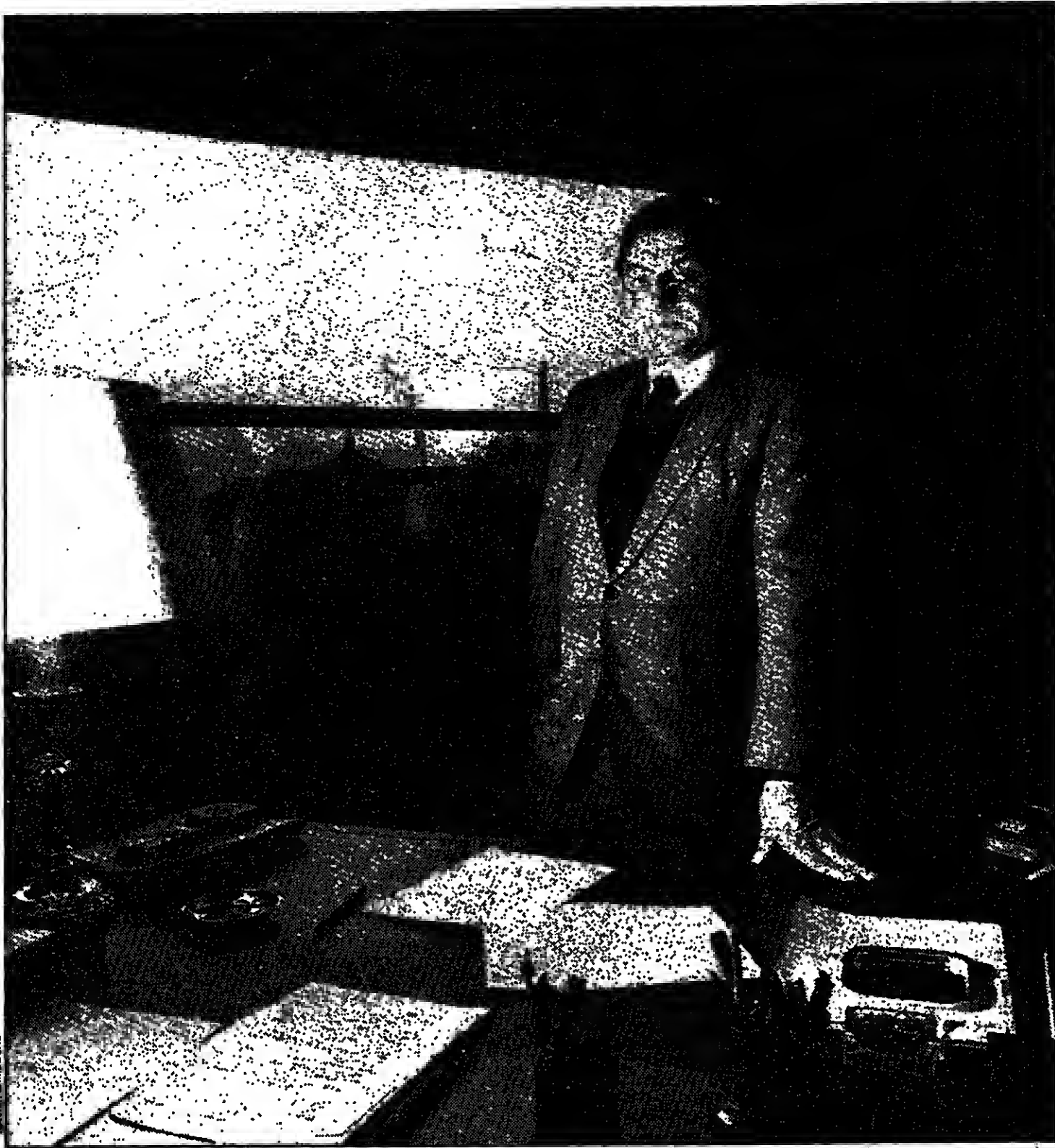
« Quels sont vos critères de choix lorsque vous décidez d'investir dans une entreprise : sélectionner une firme particulière, ou un secteur d'activité qui vous semble prometteur ? »

— Lorsque nous investissons, en France comme aux Etats-Unis, ce n'est pas la notion de secteur qui nous paraît la plus importante. Ce que nous recherchons, ce sont des entreprises performantes. C'est-à-dire des firmes qui travaillent dans des domaines où la compétition n'est pas trop excessive — ce n'est pas le cas de la micro-informatique, — qui ne fabriquent pas des gadgets, et qui exercent leur activité dans des secteurs où les délais séparant l'idée de sa concrétisation sous forme de produits ne sont pas trop longs.

« Ainsi, dans le domaine des biotechnologies, nous privilégions le génie enzymatique ou la mise en œuvre des réactions biochimiques plutôt que le génie génétique. En robotique nous écartons pour l'instant tout ce qui est reconnaissance à trois dimensions, qui nous paraît une quête intéressante sur le plan intellectuel mais qui n'est pas prometteuse, dans l'immédiat, à des applications importantes. Nous privilégions les systèmes experts dans l'intelligence artificielle... Toutefois, ces sous-secteurs que nous écartons aujourd'hui, nous ne les négligerons pas forcément demain si nous nous apercevons qu'ils ont fortement évolué et qu'ils donnent lieu à des découvertes qui les rendent, à leur tour, prometteurs.

— De quels avis vous entourez-vous pour faire vos choix ? »

— Lorsque nous souhaitons faire un investissement dans une entreprise, nous nous rendons d'abord sur place. Nous consultons une demi-douzaine de « venture capitalists » qui ont investi dans l'affaire, ou au contraire qui n'y ont pas cru, ainsi que des banquiers locaux, les entreprises concurrentes et les clients. Enfin, nous prenons l'avis de la communauté scientifique de la région. Ce n'est qu'après avoir recueilli tous ces points de vue et avoir fait nos propres études sur l'affaire ci sur la qualité de ses responsables que nous concluons à l'intérêt d'y prendre une participation ou de conseiller à un groupe ami de le faire.



M. Bernard Esambert : « La haute technologie, c'est un état d'esprit. On ne peut pas intervenir dans ce secteur, créer un laboratoire ou participer à des fonds de capital-risque sans que ça influence l'activité et la mentalité de l'entreprise. »

— Quelles garanties demandez-vous aux sociétés dans lesquelles vous investissez ?

— Aucune. A partir du moment où nous pensons que la société est dans un créneau porteur, gérée par des personnes compétentes et avec de bonnes chances de succès, nous investissons comme le font les « venture capitalists » américains. Cet argent sera récompensé par un coefficient de multiplication important en cas de succès, ou au contraire perdu en cas d'insuccès. Cependant, nous accordons la préférence aux investissements en actions préférentielles (preferred stocks), ce qui nous permet de réduire partiellement notre risque.

— Aux Etats-Unis, le développement du capital-risque a conduit, ces dernières années, à la création de nombreuses petites entreprises. Qu'en est-il actuellement ?

— Depuis environ un an, le phénomène américain n'a plus la beauté un peu sauvage qu'il avait auparavant. Il s'est grippé, car il y a eu de nombreux excès. En premier lieu, un surfinancement des entreprises a conduit certaines d'entre elles à dégager des bénéfices sur le seul produit financier de leurs placements. Et l'on a parfois abouti à des absurdités consistant à coter

des entreprises sur des bénéfices fictifs provenant de ces revenus financiers et non pas sur des revenus commerciaux. Cela est particulièrement vrai dans le secteur des biotechnologies (1). Un deuxième excès vient du système des stock-options (2). Celui-ci est incontestablement l'un des moteurs du dynamisme des jeunes aventuriers américains qui créent leur affaire, mais il a sa contrepartie, puisqu'une personne dynamique peut, plusieurs fois dans sa vie, quitter l'entreprise, fortune faite, pour en démarrer une autre. Je connais une firme dont toute l'équipe dirigeante a disparu entre deux des visites que j'ai faites dans la Silicon Valley.

« Enfin, la cotation en Bourse des entreprises est l'aboutissement nécessaire de tout le système du capital-risque à l'américaine. Or, alors qu'il se faisait jusqu'ici trois cents entrées en Bourse chaque année, il y en a eu trois cents en un seul trimestre de 1983, et le marché boursier américain ne les a absorbées qu'au prix d'une forte baisse de l'ensemble des valeurs de technologie.

— Que se passe-t-il dans les autres pays industrialisés ?

— Il existe des fonds de capital-risque en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas et en Israël — où l'on compte plusieurs

petites Silicon Valley — de même qu'au Japon. Dans ce dernier pays, ces fonds ont été créés par des Américains de la côte ouest essentiellement, pour qui rien de ce qui est japonais n'est étranger, mais surtout par les brokers et les banquiers japonais.

« Il y a beaucoup plus de sociétés de taille petite et moyenne au Japon qu'on ne le croit. D'ailleurs, curieusement, le secteur de la Bourse japonaise qui est réservé à ces entreprises est celui qui croît le plus vite. L'interprétation que l'on fait du confucianisme appliqué aux affaires n'est peut-être pas tout à fait la bonne, puisqu'elle fait appel à la notion d'équilibre qui serait l'apanage des grands groupes, alors qu'apparemment les petits groupes fleurissent aussi dans ce pays. Les Japonais ont d'ailleurs annoncé qu'ils allaient créer une dizaine de Technopolis (dont une bonne partie dans la Silicon Island japonaise : l'île de Kyushu), en installant des firmes de haute technologie autour de villes universitaires.

— Pourquoi semble-t-il si difficile, en France, de fonder des petites entreprises de haute technologie et de trouver les capitaux nécessaires ?

— En France, il y a des sociétés qui relèvent du concept des hautes technolo-

gies depuis fort longtemps, mais ce concept s'est surtout affirmé depuis un an et demi. Auparavant, ces firmes étaient encouragées par les sociétés financières d'innovation (SFI). En dix ans, celles-ci ont drainé 150 millions de francs, alors que les fonds de capital-risque ont recueilli, aux Etats-Unis, entre 3 et 4 milliards de dollars en 1983, chiffres qui ne sont pas à l'échelle des poids comparés des deux pays.

« Aussi avons-nous essayé, en 1982, de faire connaître en France le système de capital-risque à l'américaine. Les nombreuses discussions que nous avons eues avec l'administration, tant des finances que de l'industrie, ont débouché sur la loi de janvier 1985 créant les fonds communs de placements à risque (3), dont le décret d'application date du mois de juillet suivant. Depuis que ces deux textes ont quelque peu codifié le système du capital-risque à la française, il y a eu un nouvel engouement pour les hautes technologies.

« Trente-quatre fonds communs de placements à risque ont été créés par des banques ou des institutions et quelques industriels. Chacun d'eux a drainé 40 à 50 millions de francs (100 millions de francs pour les plus importants), soit 1,7 milliard pour l'ensemble. On est plus proche du niveau américain, toutes proportions

gardées, à condition que ce flux se renouvelle chaque année. Ce ne sera probablement pas le cas, car les investisseurs attendront de voir comment fonctionneront ces fonds avant d'y remettre de l'argent, et des avantages fiscaux pour leurs nouvelles mises de fonds.

« Pour créer des entreprises de haute technologie, il faut donc des capitaux et on les a. Mais il faut aussi des initiatives individuelles.

« On entend dire que les Français manquent des idées nécessaires à la création d'entreprises.

« Il y a, en France, des ingénieurs ou des responsables commerciaux qui ont une idée qu'ils ne peuvent développer au sein d'une grande société et qui quittent cette dernière pour essayer de créer leur entreprise.

(1) Le Monde daté 10-11 juin 1984.  
(2) Grâce à ce système fiscal, les salariés peuvent bénéficier d'options d'achat sur les actions de leur entreprise et, en levant ces options quelques années après leur embauche, acheter des actions à la valeur réelle qu'elles avaient lors de l'octroi de l'option. Les stock-options sont, dans certaines conditions, exonérées à l'impôt sur les plus-values, et non à l'impôt sur le revenu.  
(3) Formule proche du capital-risque, les fonds communs de placement à risque ont une taille inférieure à 100 millions de francs et doivent investir au moins 40 % de leurs actifs en titres de sociétés non cotées. Ils sont financièrement transparents.



# L'obéissance au doigt et à l'œil

Du Minitel au combiné téléphonique.

« Ils font preuve de bien plus de courage que leurs collègues américains car, malgré l'éclosion des fonds communs de placements à risque, une firme française n'est pas sûre de bénéficier du financement nécessaire. Et, quand elle l'obtient, il y a en général sous-financement, pour des raisons que je n'ai pas encore réussi à m'expliquer (peut-être permanence du concept de pénurie qui s'appliquerait encore aux besoins de financement ?). Cela signifie que la firme qui se crée s'endette à long terme pour une partie — souvent plus de la moitié — de ses besoins. Elle commence donc à payer des frais financiers dès la première année de son existence, ce qui rend sa réussite plus aléatoire. »

« Il faudrait pouvoir arrêter à mi-chemin entre le sur-financement américain et le sous-financement français. Comment faire ? Je ne sais pas. Mais il est certain que le système ne fonctionne pas encore sur des bases solides en France. »

« Il faut par ailleurs que les personnes qui se lancent dans cette aventure aient la certitude que le fisc ne gommira pas les gains qu'elles en tireront. C'est le problème des *stock-options*. Une loi a été votée récemment qui permet, au bout de cinq ans après l'octroi de l'option — et sous certaines conditions — de valoriser ces *stock-options* avec un frottement fiscal qui n'est plus celui de l'impôt sur les revenus mais celui des plus-values. C'est déjà un progrès sensible mais qui n'est pas encore tout à fait suffisant en raison des restrictions existantes, et j'espère que le ministère des finances mettra en œuvre une loi complémentaire qui rendra le système des *stock-options* plus avantageux qu'il ne l'est aujourd'hui. »

« Il reste un dernier élément à prendre en compte. Les équipes qui fondent une entreprise sont composées soit de transfuges de grands groupes industriels, soit d'hommes provenant des universités. C'est ce qui explique l'éclosion, aux États-Unis, de nombreuses zones de développement autour des universités les plus prestigieuses. On assiste en France au démarrage d'un phénomène analogue, par exemple dans les régions de Grenoble, Strasbourg, Lille, Compiègne et, d'une certaine façon, à Sophia-Antipolis. Sans oublier la plus grande — mais encore insuffisante — Silicon Valley française, que l'on ignore généralement, et qui se trouve située dans la banlieue sud de Paris, à Saclay-Palaisseau. »

« Mais beaucoup plus de choses pourraient être faites si l'on parvenait à mieux faire prendre cette « mayonnaise » entre capital, universités, petites entreprises et grandes firmes. Car il ne faut pas oublier que partout où il y a une Silicon Valley, il y a des grandes entreprises. Sans aller jusqu'à imiter le modèle américain, qui a pris une ampleur démesurée, on pourrait avoir l'ambition, en France, de créer des Technopoles à la japonaise et de développer davantage les zones existantes, pas différents moyens dans lesquels les incitations psychologiques doivent jouer un rôle. C'est encore possible aujourd'hui. Des mesures partielles ont été prises, qui vont dans le bon sens, mais qui doivent être prolongées et orchestrées pour que

le mouvement démarre véritablement. »

« Quel doit être, selon vous, le rôle que doivent jouer les grands groupes industriels dans le développement des hautes technologies en France ? »

« Aux États-Unis, depuis un an et demi, il y a eu dans le domaine des hautes technologies un retour en arrière qui est lié aux excès que j'ai évoqués. Il est probable que l'on va sortir de cette crise après une grande purge qui permettra aux technologies de pointe de redémarrer, avec vraisemblablement un nouveau commanditaire qui sera la grande industrie. Celle-ci a laissé se créer un foisonnement de petites firmes qu'elle « récupère » aujourd'hui. »

« Ayant observé le phénomène américain, on pourrait peut-être, en France, inciter les grands groupes à créer, plus qu'ils ne le font actuellement, des foudres de capital-risque. L'exemple américain pourrait donc peut-être leur permettre de faire de la recherche par procuration, en encourageant des équipes à développer à l'extérieur des produits nouveaux, dont la naissance est condamnée par la lourdeur des grandes structures. Et, puisque les grandes sociétés d'électronique et d'informatique, par exemple, sont nationalisées, l'Etat actionnaire devrait jouer intelligemment son rôle en les encourageant à se lancer dans le mouvement à une plus grande échelle qu'elles ne le font aujourd'hui. »

« Vous êtes amené à observer l'évolution des hautes technologies et, notamment, de l'informatique. Cela influence-t-il vos propres méthodes de travail ? »

« La haute technologie est, en fait, un état d'esprit. On ne peut pas intervenir dans ce secteur, créer un laboratoire d'observation ou participer à des fonds de capital-risque sans que cela influence l'activité et la mentalité de l'entreprise. Sinon, le phénomène n'est qu'un placage et reste quelque peu artificiel. »

« L'observation des hautes technologies induit en effet un comportement résolument moderne au sein de la Compagnie financière. Il ne s'agit toutefois pas de créer une nouvelle quelconque des anciens et des modernes dans le secteur bancaire, et penser, comme certains, que tous les systèmes de gestion de trésorerie ou de banque à domicile permis par la télématique et la micro-informatique sont des gadgets, ou, comme d'autres, ne cesser de plaider en faveur de la banque électronique. Il faut prendre dans la banque classique et dans les rapports étroits qui existent entre les exploitants bancaires et les clients ce qu'il y a d'irremplaçable, mais il faut aussi simplifier la vie de ceux qui reçoivent ces informations bancaires, notamment les entreprises et leurs trésoreries. Dans ce domaine, il faut jouer pleinement la carte du modernisme, créer des produits plus intelligibles et intelligents que ceux que la banque française proposait il y a quatre ou cinq ans. Nous nous y employons et nous avons inventé de nouveaux services bancaires (*voir ci-contre*). Ainsi, sommes-nous peut-être un peu le « poil à gratter » du secteur bancaire français. »

Propos recueillis par  
ELISABETH GORDON.

QUAND la banque obéit au doigt et à l'œil... C'est déjà presque de l'histoire ancienne puisque le Crédit commercial de France (CCF) vient de fêter ces jours-ci le premier anniversaire du « vidéo-compte ». Lancé en décembre 1983, en liaison avec la direction générale des télécommunications (DGT) et présenté alors comme le premier service national de banque à domicile — s'attirant alors les foudres des confrères, ulcérés par ce « coup de pub » — ce système sur écran permet à tout client du CCF d'avoir accès à son compte bancaire, de n'importe quel point du territoire qu'il se trouve et en utilisant un simple terminal Minitel. Sous réserve, bien sûr, qu'il soit abonné au réseau téléphonique et qu'il

gamme de services « actifs » que devra fournir demain : la banque du futur : virements des comptes à compte, sur compte de tiers, transactions bancaires et boursières, ordres de change, transmission de messages entre la banque et son client et vice-versa... Seuls restent à régler les problèmes de la tarification de ces services payants — nouvel enjeu dans la concurrence sévère que se livrent les différents établissements partis à la reconquête de la clientèle privée — et de la sécurité du système. Sur ce dernier point, la plus ou moins grande complexité des codes secrets n'offre jamais le caractère inviolable à 100 % que requièrent les opérations financières et il faudra attendre l'adjonction de la carte à mémoire au système actuel

got et du napoléon cotés à Paris.

Son rôle ne s'arrête pas là puisqu'il permet aussi d'effectuer des ordres de virement, ou de commander directement des carnets de chèques.

Accessible d'une cabine téléphonique sur la plage de Biarritz mais aussi d'une chambre d'hôtel située à Hongkong ou à Houston, le « Boncovox » comporte un système de messagerie électronique branché sur une boîte à lettres vocale qui permet de laisser au responsable du compte toutes les instructions nécessaires quelle que soit l'heure et de n'importe quel endroit du monde. Il offre également la possibilité d'organiser, en pianotant sur le même combiné, des conférences téléphoniques ou « télé-réunions » mettant en présence plusieurs

disposition de ses clients trente mille vermines de poche qui leur permettent — par interrogation vocale — d'avoir connaissance du solde de leur compte. En France, une grande banque de la place a aussi entrepris des études dans le même sens. Quant à nous, nous sommes contents d'appliquer la technique élaborée par une firme italienne, Datamont, filiale de Momedison, dont nous sommes le représentant exclusif en attendant de trouver un industriel français capable de nous rendre le même service. »

Mais quel est le coût de cette opération ? « Il est peu élevé, répond-on à la Compagnie financière. La « boîte noire » vaut environ 60 000 F et choque terminal coûte ou



réside dans un département où les PTT ont ouvert le service de l'annuaire électronique.

Selon la banque qui vient de dresser un premier bilan de cette opération, dix pour cent de ses clients (soit environ 40 000 détenteurs de « vidéo-compte » à la fin de l'année 1984) utilisaient ainsi la télématique pour consulter — gratuitement — leurs comptes à raison d'une fois par semaine en moyenne et ce pendant moins de quatre minutes. Pour pousser un peu plus loin le souci du détail, précisons que la plus forte proportion d'appels a lieu le vendredi (20 %) puis dans l'ordre, les mardi, mercredi, lundi, jeudi, samedi, le dimanche lui, ne recevant que 5 % des appels.

Pour l'instant, ces interrogations à domicile concernent surtout la consultation des comptes de la clientèle (60 % des appels) le reste ayant trait à des opérations de recherches (chèques encaissés...), de virement, inter-comptes et, enfin, de commandes de carnets de chèques puisque ce sont là les utilisations possibles pour le prix d'une communication téléphonique « Télétel » à raison d'une taxe de base (actuellement de 75 centimes) toutes les deux minutes et moyennant un demi-tarif aux heures creuses.

Autant de prestations offertes, d'ailleurs, par tous les grands réseaux bancaires aujourd'hui, alors que l'on s'oriente déjà vers toute une

pour garantir la confidentialité nécessaire, admet-on dans les milieux bancaires.

Mais, à peine la clientèle bancaire a-t-elle commencé à se familiariser avec ce petit écran Minitel muni d'un clavier simplifié — et remplacé par un mini-micro-ordinateur pour les plus « branchés » — qu'une nouvelle génération de terminaux bancaires — de poche, cette fois-ci — vient de faire son apparition avec « Boncovox », mis au point par la Compagnie financière (Benjamin et Edmond de Rothschild). Une banque privée présidée par M. Bernard Esambert, ancien conseiller du président Pompidou, peu connue du grand public mais appréciée dans les milieux professionnels pour sa capacité d'innovation dans les secteurs de la communication et de l'ingénierie financière.

De la taille d'un (gros) paquet de cigarettes, « Boncovox » s'adapte sur un simple micro de téléphone. Il suffit alors d'appeler le numéro de l'indicateur central, de composer le code d'identification du client puis son code secret pour être renseigné — de vive voix — sur le solde d'un ou plusieurs comptes (y compris en devises), le montant ou la date d'une opération effectuée, la date de mise à disposition d'un chéquier, par exemple, ou encore les cours des principales devises, les grands indicateurs boursiers et la variation du lin-

interlocuteurs, indépendamment de l'endroit où ils se trouvent. Un service que fournissent déjà les PTT mais sous réserve d'une réservation formelle vingt-quatre heures à l'avance.

« La banque à domicile fonctionnant par Minitel n'est pas une erreur et nous sommes d'ardents supporters du système Vidéotex mais, outre le fait que beaucoup de personnes sont encore rebutées par le mode d'utilisation de l'écran et du clavier, il ne répond pas à tous les besoins d'une clientèle qui, pour interroger son établissement bancaire, est nécessairement cainée chez lui », explique M. Guy Grymberg, directeur général de la Compagnie financière. « Mais nous croyons de plus en plus à l'avenir du système vocal, qui constitue un instrument de souplesse incomparable. On l'utilise déjà sur les automobiles où une voix synthétique commande les instructions de démarrage, et de nouvelles applications se développent chaque jour aux États-Unis ou encore en Italie où la gendarmerie locale utilise un terminal de poche à partir d'une simple cabine téléphonique pour interroger le fichier central des voitures volées. »

« Des applications pratiques ont également vu le jour dans le secteur bancaire, ajoute M. Grymberg et dans ce pays — en Italie — le Banco di Roma, par exemple, a mis à la

maximum 100 F l'unité. Et comment est-il facturé au client ? « Ce service est gratuit, comme toutes les innovations dont nous faisons bénéficier notre clientèle », indique M. Grymberg, précisant que cette dernière (dix mille clients environ composés pour moitié de personnes physiques et pour le solde de sociétés) se caractérise par de hauts revenus, de fréquents déplacements — d'où l'utilité du « Boncovox » — que l'on peut glisser dans une serviette — et pour une certaine habitude des technologies nouvelles.

Là aussi, la sécurité fait l'objet d'études très poussées. « D'une façon générale, l'information qui circule sur la ligne n'est jamais formulée en langage clair, ce n'est qu'une suite de chiffres. On o, d'un côté, le maniam, et de l'autre, le numera de l'opération sans que puisse être établi un lien entre les deux. Mais le problème-clé reste celui du mot de passe qui circule sur la ligne. L'utilisateur, qui peut le changer aussi souvent qu'il le souhaite doit se plier à cette exigence en attendant un éventuel « mariage » de la banque vocale avec la carte à mémoire », explique-t-on en signalant au passage que la Compagnie financière est actionnaire d'Innovatron, la société créée par M. Roland Morceno, le « père » de la carte à mémoire.

SERGE MARTI.



# La peste, dont Alexandre Yersin, de l'Institut Pasteur, découvre le bacille en 1894, n'est pas encore définitivement

## Un bacille dans les siècles

Au début, le « châtimement de Dieu ».

**Q**UATRE-VINGT-DIX ans après la découverte d'Alexandre Yersin, où en est l'homme face à la peste ? S'il n'est plus — comme il le fut — à l'origine d'énormes et meurtrières épidémies, le bacille de Yersin demeure présent dans plusieurs pays à travers le monde.

A la différence de nombre de maladies infectieuses, bactériennes ou virales, l'histoire de la peste n'est pas celle des rapports entre un microbe et l'homme. C'est aussi — surtout — celle des relations complexes autant que passionnantes entre microbes, insectes, rongeurs et espèce humaine.

« La vraie peste, écrit le professeur Mirko D. Grmek, n'est une maladie humaine que secondairement, et pour des périodes historiques limitées, car elle détruit de manière trop radicale son propre support biologique. L'homme ne peut être qu'un hôte subsidiaire du bacille de Yersin. La peste est une maladie des rongeurs chez lesquels elle a réalisé l'équilibre biologique entre le parasite et l'hôte (1). »

Comment, médicalement, se présente la peste ? La maladie se déclare quelques jours après l'introduction dans l'organisme du bacille de Yersin, le plus souvent via une pique de puce infectée. Dans les jours qui suivent, le processus inflammatoire se déclenche. L'infection siège au départ dans les ganglions du système lymphatique. Le malade commence alors à souffrir (fièvre, frissons, maux de tête, douleurs musculaires) et tombe rapidement dans un état de grande prostration. Au bout de quelques jours apparaissent des bubons (ganglions infectés) caractéristiques, horriblement douloureux, réalisant le tableau de « peste bubonique ». Il existe aussi une « peste pulmonaire », plus rare, d'évolution foudroyante quand elle n'est pas traitée. La peste pulmonaire se transmet par voie aérienne, le bacille étant inhalé et non injecté. Infection bactérienne, la peste impose un traitement rapide par antibiotiques. Le traitement doit concerner à la fois le malade et son entourage. Les vaccins « antipesteux » existent mais ne sont pas d'une grande efficacité, la protection fournie ne durant guère plus de six mois.

C'est le caractère extrêmement infectieux du bacille *Yersinia pestis*, capable d'envahir l'organisme humain à partir d'une simple écorchure de la peau ou des muqueuses, mais aussi sa transmission à l'homme à partir de vecteurs animaux (puces, poux, tiques, mammifères) qui expliquent les difficultés rencontrées par les plans d'éradication de la peste.

A l'inverse, ce sont ces données qui expliquent l'origine des épidémies terrifiantes qui, au cours des siècles, ont fait des centaines de millions de

victimes et changé le cours de l'histoire humaine. A plusieurs reprises, en effet, les rivières méditerranéennes, l'Europe et l'Asie ont été le théâtre de flambées épidémiques de la maladie. Epidémies meurtrières dans lesquelles l'opinion publique, faute à la fois de concevoir l'existence des micro-organismes et de disposer d'un traitement efficace, voyait le plus souvent un châtimement divin. Le phénomène de la contagion étant bien établi, on fuyait — quand on le pouvait — devant le fléau, on accusait les minorités, on excluait les pestiférés (2).

Il y eut la peste noire qui sévit de manière quasi permanente du milieu du VI<sup>e</sup> siècle à la fin du VIII<sup>e</sup> siècle. Il y eut la peste et cataclysmique réapparition du XIV<sup>e</sup> siècle, qui, par ses conséquences démographiques, perturba la vie de l'Occident. Il y eut aussi d'autres flambées épidémiques. Pourtant, tout se passa comme si la maladie perdait de son caractère infectieux. A moins d'imaginer que, de manière tout à fait empirique, on ait su se protéger du mal.

De fait, dès le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, certains commencent à songer à l'existence d'un « animalcule » invisible aux yeux des hommes et responsable de la maladie. Parallèlement, des mesures d'hygiène publique sont établies. Il faut sur ce thème lire le passionnant ouvrage de Daniel Defoe pour comprendre à quel point le XVIII<sup>e</sup> siècle avait en germe les principales données de l'épidémiologie moderne sans rien connaître pourtant au monde des micro-organismes et de la bactériologie (3).

C'est dans ce paysage de mort et de fatalisme que Yersin apparaît. Sa découverte fut extraordinaire eu égard à la pauvreté des moyens mis en œuvre (lire ci-contre). Comme les autres résultats de la microbiologie naissante concernant les maladies infectieuses, elle apportait une réponse tangible, expérimentale, après des siècles de tâtonnements et de totale incompréhension. Le mythe se dégonflait. Le « châtimement de Dieu », dès lors avait une forme, celle d'un petit bâtonnet jusqu'alors invisible. On lui donna le nom « latin » de son découvreur : *Yersinia pestis*.

Et aujourd'hui ? Les conditions d'hygiène et les possibilités d'action sur les intermédiaires porteurs du bacille rendent difficilement envisageable l'apparition brutale d'une épidémie dans les pays industrialisés. La peste, pourtant, n'a pas vraiment quitté la surface du globe, comme en témoignent les chiffres fournis par l'Organisation mondiale de la santé.

Ainsi, pendant la période 1958-1979, près de 50 000 cas ont été déclarés. Fait notable,

les opérations militaires américaines au Vietnam du Sud ont eu, entre autres, pour conséquence une recrudescence des cas de peste, due, selon certains spécialistes, aux opérations de défoliation chimique et à la prolifération de rongeurs qui s'ensuivit. A l'inverse, l'Inde, où la peste était une maladie hautement épidémique, semble avoir été débarrassée du bacille grâce à l'application à grande échelle d'insecticides destinés à la lutte contre le paludisme.

Avec l'Afrique, toujours concernée, les Etats-Unis recensent de manière régulière des cas de peste. Selon les autorités sanitaires américaines, jusqu'en 1965, une personne par an était, en moyenne, victime de la maladie. Aux Etats-Unis, ce ne sont plus les rats qui apportent la « mort noire ». Le bacille est porté par des mouches qui le transmettent aux humains soit directement, soit en s'attaquant aux animaux sauvages, comme les écureuils ou les chiens de prairie. Une morsure d'un animal peut provoquer la maladie. On a cité les cas d'un campour piqué par une mouche au cours d'une randonnée en montagne, d'un vétérinaire mordu par un chat ou d'un bébé atteint après que le chien de la famille, amateur de chasse aux chiens de prairie, eut été infecté. Récemment, le JAMA (journal de l'American Medical Association) détaillait deux cas : celui d'un garçon de quarante-sept ans atteint après des griffures de chats.

Curieux périple quand on y songe que celui de ce bacille qui, après avoir vécu pendant des siècles au contact de l'espèce humaine — au risque de la rayer de la carte — semble aujourd'hui progressivement devoir s'en éloigner. Sans doute convient-il ici d'évoquer le concept de pathocénose (brillamment développé par le professeur Grmek), cet ensemble d'états pathologiques présents dans une population à un moment donné, système qui tend vers l'équilibre, sorte de symbiose du normal et du pathologique.

En d'autres termes, de la même manière que l'épidémie de peste noire ne pouvait bannir le Moyen Age, la fin du XX<sup>e</sup> siècle, urbanisée, industrialisée et « sexuellement libérée », a « inventé » ses propres pestes, les désignant d'un sigle : AIDS ou SIDA.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les Maladies à l'aube de la civilisation occidentale, du professeur Mirko D. Grmek. Payot. Cet ouvrage a été analysé dans le Monde Aujourd'hui daté 14-2 avril 1984.

(2) De nombreux ouvrages ont été consacrés à la peste et aux épidémies. On peut citer les Epidémies dans l'histoire de l'homme, de J. Ruffié et J.-C. Sourin, Flammarion, et Les Hommes et la Peste en France et dans les pays européens, de J.-N. Biraben (Mouton/du Gruyère).

(3) D. Defoe, Journal de l'année de la peste (Gallimard).

**N**OUS présentons ici quelques extraits d'« Alexandre Yersin ou le Vainqueur de la peste », un ouvrage d'Henri Mollaret et Jacqueline Brassolet publié ces jours-ci par les Editions Fayard (1).

A la différence de Pasteur, Calmette, Guérin ou Koch, Yersin est aujourd'hui quasiment oublié, faute sans doute de ne jamais avoir joué des coudes pour la photo de la postérité. C'est pourtant lui, cet homme secret, étrange, autant qu'inaccessible, qui, en quelques jours, découvrit pour la première fois durant l'année 1894 l'agent microscopique responsable de la peste. C'est la vie de cet inconnu, orphelin de père, que proposent deux spécialistes de la peste grâce notamment à la correspondance inédite qu'a entretenue Yersin avec sa mère.

Yersin arrive à Hongkong le 15 juin 1894 et s'installe provisoirement à l'hôpital de Kennedy Town. La peste a posé sa marque sur la ville : le port est déserté par les navires, tout trafic international a pratiquement cessé et, surtout, les rues, à la foule habituellement si dense, sont presque vides ; plus de cent mille Chinois, soit la moitié de la population, ont quitté la ville dès le début de l'épidémie pour gagner Canton ; certes, ils savent que, là aussi, la peste bat son plein, mais ils ne cherchent pas tant à lui échapper qu'à fuir les règlements sanitaires des Anglais, qui ne permettent pas le déroulement rituel des cérémonies de l'enterrement.

Tous les jours on trouve des cadavres dans la campagne ou sur les sampans ; les cimetières hâtivement improvisés sont en fait de simples fosses où les cadavres sont précipités dans les baux et recouverts d'une chape de béton. La mort survient en quelques jours, parfois en moins de vingt-quatre heures, et la mortalité atteint 96 % des malades. Chaque jour, trois cents soldats britanniques visitent toutes les maisons chinoises et emportent les malades dans l'un des hôpitaux. Si, dans une même famille, trois cas ont éclaté, les survivants ont vingt-quatre heures pour déménager, puis la maison est totalement vidée de ce qui reste, portes, cloisons, objets oubliés, ordures, tout est entassé au bord de la mer et brûlé ; ensuite, les murs et le toit de la maison reçoivent une pulvérisation de chlorure de chaux et d'acide sulfurique. Certaines rues, dont presque toutes les maisons ont abrité des pestiférés, sont condamnées par des murs de brique à chaque extrémité ; elles ne seront rendues à la circulation et à leurs habitants que beaucoup plus tard, lorsque les équipes spécialisées seront passées pour désinfecter non seulement les maisons, mais encore le sol des rues. Les autorités anglaises avaient bien envisagé de brûler les maisons chinoises des quartiers infectés, mais devant le montant des indemnités à verser aux innombrables habitants ce remède radical fut abandonné au profit de la

## A Hongkong,

Sous le microscope,



Alexandre Yersin (1863-1943).

désinfection rue par rue, maison par maison.

Les premiers cas de peste, importés par des Chinois arrivant de Canton, ont éclaté vers le 5 mai dans le quartier misérable de Taying-Shang, formé d'un entassement de cabanes souvent sans fenêtres, d'abris, d'appentis où vivent et travaillent des familles entières. Un nouveau réseau d'égouts était en construction lorsque l'épidémie a éclaté et les travaux sont arrêtés ; les conduites sont trop petites ; aussi, eaux usées et détritus s'accumulent, accroissant la saleté du quartier. « Je remarque, écrit Yersin, beaucoup de rats morts qui gisent sur le sol... De temps en temps on croise une civière portée par deux hommes : c'est un nouveau malade qu'on conduit à l'hôpital. J'ai même vu le matin, de bonne heure, des cadavres de pestiférés gisant au milieu de la rue... »

Les Japonais occupent la place sans esprit de collaboration et encore moins de simple assistance au concurrent français. Le jour même de leur arrivée, les journaux de Hongkong ont annoncé que le professeur Kitasato avait déjà découvert le microbe de la peste dans le sang des malades. Lorsque le docteur Lawson présente Yersin à Kitasato, qui termine une autopsie, « Je vois, écrit Yersin, M. Kitasato recueillir lui-même un peu de sang du cœur dans une boîte de verre et monter dans son laboratoire pour l'examiner ; pendant ce temps, ses aides continuent l'autopsie. Je suis un peu surpris de voir qu'on ne recherche même pas le bubon ; par contre, on examine très minutieusement le cœur, les poumons, le foie, la rate, etc. [...] Puis nous allons prendre congé du professeur Kitasato : celui-ci n'a pas retrouvé son bacille, aussi

déclare-t-il que le patient est mort de la fièvre typhoïde, et non de la peste ! Sous son microscope il y a une préparation de rate où l'on retrouverait le « bacille » de la fièvre typhoïde. Je regarde, il me semble que le microbe de la fièvre typhoïde est plus gros et plus allongé que les petits bacilles, d'ailleurs très rares, que contient sa préparation. Je m'abstiens cependant de toute réflexion ». Yersin tente de converser en allemand avec les Japonais, langue que Kitasato parle parfaitement après avoir travaillé pendant sept ans à Berlin auprès de Koch, de même qu'Aoyama, qui publiera en allemand, l'année suivante, le compte rendu de l'expédition. Mais, écrit Yersin, « il paraît que depuis le temps que je suis allé en Allemagne j'ai un peu oublié la langue, car au lieu de me répondre ils rient entre eux ».

Le comportement de Kitasato, son refus de converser avec Yersin, sont incompréhensibles et d'autant plus surprenants que les deux hommes ont en commun d'avoir travaillé sur les mêmes thèmes : Kitasato, qui a étudié la tuberculose avec Koch et la toxine diphtérique avec Behring, ne peut ignorer ni la fièvre de Yersin ni sa découverte, avec Roux, de la toxine diphtérique. Aurait-il, pendant les huit années passées au laboratoire de Koch, épousé l'hostilité de celui-ci pour la France et surtout pour Pasteur au point de le reporter sur son élève ? Il parle couramment l'allemand ; il ne peut donc y avoir de barrière linguistique. Présent-il en Yersin un rival dangereux ? Espère-t-il, en gardant ses distances, mieux préserver son monopole des autopsies dont il sait, comme Yersin, qu'elles vont permettre de démasquer le secret, le microbe de la peste ? La tentation est grande

(Publié)  
**CONGRÈS INTERNATIONAL DES THÉRAPEUTIQUES NATURELLES**  
sur le thème :  
La musique, les sons au service des médecins, éducateurs, pédagogues  
les 29, 30, 31 MARS 1985  
à LA PLAINE-SUR-MER (Loire-Atlantique)  
Avec la participation de 20 intervenants spécialistes de  
FRANCE, CANADA, LUXEMBOURG, BELGIQUE, ITALIE...  
Conférences, tables rondes, ateliers, expositions  
Renseignements et inscriptions : MAIRIE - CONGRÈS  
R.P. 11, 44770 LA PLAINE-SUR-MER - Tél. : (01) 40/21-50-14.

(Publié)  
**Librairie Alain Brioux**  
48, rue Jacob  
75006 PARIS  
260-21-98  
Achat au meilleur cours  
livres et instruments anciens  
relatifs aux sciences et à la médecine

Médecine  
et histoire



vaincue : 50 000 cas ont encore été recensés par l'Organisation mondiale de la santé dans les vingt dernières années.

## la découverte du « Yersinia pestis »

des petits bâtonnets trapus à extrémités arrondies, et assez mal colorés...

en cette époque où depuis une vingtaine d'années les bactériologistes découvrent les uns après les autres les agents responsables de la lèpre, de la fièvre typhoïde, du paludisme, de la tuberculose, de la morve, du rouget, du choléra, de la diphtérie, du tétanos, de la fièvre de Malte, du chancre mou, etc., etc.

Puisque toutes les pièces de l'hôpital de Kennedy Town sont occupées par les Anglais et les Japonais, le docteur Lawson attribue à Yersin un tronçon de galerie pour qu'il y installe son laboratoire, ce qu'il fait le 17 juin; il examine au microscope plusieurs échantillons de sang de malades pestiférés sans y découvrir aucun germe. Il demande alors à autopsier des cadavres: aucune autopsie n'a lieu ce jour-là, paraît-il. Le lendemain, plusieurs autopsies ont bien lieu, mais elles sont toutes réservées exclusivement aux Japonais.

Le nouvel hôpital, dans la grande paillote, ouvre alors ses portes et Yersin peut examiner le sang de nouveaux malades, toujours sans résultat; aucun décès n'est encore survenu dans ce nouveau lazaret, il ne peut donc pratiquer aucune autopsie. Le 19 juin, les Anglais de l'hôpital de Kennedy Town regrettent encore de ne pouvoir autoriser Yersin à autopsier: tous les cadavres ont été réservés par les Japonais. Pourtant Yersin est arrivé à 5 heures du matin, tandis que les Japonais faisaient solennellement leur entrée à 10 heures. Le 20 juin, nouveau refus d'autopsie, mais promesse d'une autorisation pour le lendemain: Yersin continue à examiner de nombreux prélèvements de sang de malades, toujours sans rien découvrir et cette absence de confort dans l'idée que le germe doit se trouver dans la lésion caractéristique de la peste, le bubon. Ce même jour, devant l'évidente mauvaise volonté des Anglais et des Japonais, le Père Vigano conseille à Yersin de suivre une voie moins officielle mais plus sûre pour pouvoir enfin disséquer un cadavre de pestiféré: Yersin donne aux marins anglais chargés d'enterrer les cadavres les piastres nécessaires et le soir même il a accès à la cave dans laquelle les morts sont déposés pour quelques heures avant d'être conduits au cimetière: « Ils sont déjà dans leurs cercueils et

recouverts de ciaux. On ouvre l'un des cercueils: j'enlève un peu de ciaux pour découvrir la région crurale. Le bubon est bien net, je l'enlève en moins d'une minute et je monte à mon laboratoire. Je fais rapidement une préparation et la met sous le microscope. Au premier coup d'œil je reconnais une véritable purée de microbes, tous semblables. Ce sont de petits bâtonnets trapus, à extrémités arrondies et assez mal colorés (bleu de Loeffler). Je fais avec mon bubon des ensemencements sur agar, des inoculations à des souris et à des cobayes, je recueille un peu de pulpe dans une effluve de tube pour l'envoyer à Paris, puis je retourne au charnier pour tâcher d'avoir de nouveaux cas. J'extirpe encore deux bubons qui me donnent toujours les mêmes résultats. Il y a beaucoup de chances pour que mon microbe soit celui de la peste,

qui le pus des bubons de pestiférés a été inoculé meurent tous, révélant à l'autopsie des bubons contenant le même bacille. Le 22 juin, Yersin montre au docteur Lawson les bacilles qu'il a découverts dans les bubons et l'informe qu'il a adressé, par l'intermédiaire du consul de France, une réclamation auprès du gouverneur concernant les obstacles dressés devant ses demandes d'autopsies. Le lendemain, les portes s'ouvrent enfin dans la salle d'autopsie de Kennedy Town, et désormais Yersin peut librement prélever des bubons sur les cadavres; chaque jour il peut constater la présence constante du bubon - inguinal dans 75 % des cas et axillaire dans 10 % - et la présence également constante du bacille dans ces bubons (...).

Une première et brève description du bacille de la peste figure dans une lettre de Yersin

quatre heures avec des bacilles dans les ganglions, dans les organes et dans le sang, où ils sont plus longs et plus grêles; elles succombent à une véritable septicémie. Les cobayes meurent en trois à six jours; ils présentent de l'œdème au point d'inoculation, une tuméfaction des ganglions voisins et une augmentation de volume du fœtus et de la rate. Plus la maladie se prolonge, plus les ganglions deviennent volumineux... Le microbe se cultive facilement sur gélose, en donnant une couche blanchâtre uniforme. » Bien que concise, cette description contient cependant l'essentiel de la définition actuelle du bacille de la peste. Elle est d'autant plus remarquable qu'elle est le fruit d'un semaine, au plus, de travail; en effet, sa date de rédaction peut être située aux alentours du 28 juin 1894, à un ou deux jours près, compte tenu,

« note préliminaire sur le bacille de la peste » dans laquelle on peut lire: « ...Je vais donner maintenant quelques notes concernant le bacille. On trouve les bacilles dans le sang, dans les bubons, dans la rate et dans tous les organes internes des victimes de la peste. Les bacilles sont des bâtonnets aux extrémités arrondies qui sont volontiers colorés par l'aniline ordinaire, les pôles étant colorés plus foncés que le milieu, spécialement dans les préparations à partir du sang et présentant une capsule, bien marquée parfois, parfois indistincte. Les bacilles trouvés dans la rate sont mieux colorés par une solution de bleu de méthylène. Je suis, en ce moment, incapable de dire si oui ou non la méthode de double coloration de Gram peut être employée. Je rapporte cela une autre fois. Les bacilles montrent un très petit mouvement, et celui-ci augmente dans l'incubateur, dans le bouillon de bœuf et trouble le milieu... » Ainsi, dans sa publication princeps sur le bacille de la peste, Kitasato, après dix ans de pratique bactériologique, s'avoue incapable de dire si ce bacille est Gram positif ou Gram négatif; l'aveu est aussi incompréhensible qu'incroyable; si certaines bactéries, tel le bacille de la diphtérie, celui de la tuberculose ou les leptospires, prennent ou gardent difficilement la coloration de Gram, le bacille de la peste se révèle Gram négatif sans aucune difficulté technique. L'impossibilité avouée par Kitasato de préciser ce caractère tinctionnel laisse planer un doute sérieux sur l'identité du bacille isolé par lui. De surcroît, ce bacille « trouble le bouillon de bœuf », ce que ne fait jamais le bacille de la peste. Deux ans plus tard, le 18 décembre 1896, Kitasato va s'enfermer à la Tokyo Medical Society en affirmant que « son » bacille est bien celui de la peste, qu'il est Gram positif et mobile et que celui de Yersin est Gram négatif et immobile. La question était dès lors définitivement tranchée: le bacille de la peste - celui décrit par Yersin - est Gram négatif et immobile, donc le bacille isolé par Kitasato n'était pas le bacille de la peste (...).

Dès son arrivée à Hongkong, Yersin avait remarqué le grand nombre de rats morts gisant dans les rues des quartiers infectés: instinctivement, il en pressent la signification: « Les rats sont certainement les grands propagateurs de l'épidémie; ces animaux habitent les égouts, où ils entretiennent la maladie à l'état sporadique; impossible de les désinfecter ni de les chasser de là. » Le rôle des rats dans la diffusion de la peste était resté, jusque-là, insoupçonné. Certes, de très rares textes - deux à notre connaissance - font état d'une mortalité chez les rats précédant celle chez l'homme; ainsi peut-on lire dans un poème écrit en 1792 durant la peste du Yunnan par le poète Shih-Taonan: « Peu de jours après la mort des rats/ Les hommes tombèrent aussi/ Comme des murs qui s'écroulent » et dans la *Boghavato Purana*: « Si tu vois un rat tomber d'un toit et errer dans la rue comme un homme ivre, souviens-toi car la peste est à portée de ta main. » En dehors de ces deux textes, il n'existe nulle mention d'une relation possible entre peste murine et peste humaine. Nombre d'animaux furent

incriminés et exterminés durant les épidémies de peste, mais s'il y eut des massacres de rongeurs, des prières à sainte Gertrude, protectrice traditionnellement invoquée contre les rats, ce fut en raison des dégâts commis par eux dans les récoltes engrangées, jamais pour prévenir ou limiter la peste. Le « rat's catcher » anglais fait pendant au preneur de rats de Hameln, légende populaire reliée à tort aux épidémies de peste puisqu'elle appartient au phénomène des croisades d'enfants du treizième siècle. Presque tous les artistes qui ont illustré le passage de la Bible racontant l'épidémie d'Égypte ont représenté la ville d'Ashdod peu après la victoire des Philistins sur les Israélites et le départ de l'Arche d'Alliance dans le temple du dieu Dragon, ont figuré des rats, bien vivants, dans les rues de la ville ou dans les champs, montrant par là même qu'ils ignoraient totalement la relation rat- peste et ne faisaient que suivre scrupuleusement le texte biblique évoquant un grouillement de rongeurs. Le lien entre le rat et la peste était tellement insoupçonné en Europe qu'en 1871, durant le siège de Paris, les habitants affamés n'hésitèrent pas à consommer les rongeurs de la capitale.

Le rôle du rat dans l'épidémiologie de la peste était donc totalement inconnu en 1894. Pour Yersin, il est d'emblée évident: « Les rats sont certainement les grands propagateurs de l'épidémie », affirme-t-il, pratiquement dès son arrivée. La démonstration est vite faite. Dès les premières autopsies de rongeurs, il constate que « les rats crevés que l'on trouve dans les maisons et dans les rues contiennent presque toujours le microbe en grande abondance dans leurs organes; beaucoup d'entre eux présentent de véritables bubons ».

Yersin établit l'identité anatomo-clinique entre peste humaine et peste murine (...). Enfin, Yersin démontre la contagiosité de la peste parmi les rongeurs: plaçant dans un même bocal des souris saines et des souris inoculées, il constate que celles-ci meurent les premières et que les souris saines meurent ensuite « avec le bacille de la peste dans leurs organes ».

La simplicité de ces expériences peut faire sourire: replacées dans le contexte de 1894, dans l'absence complète de toute explication de la peste, elles deviennent réellement lumineuses: partant de l'ignorance totale, Yersin, en trois semaines, sans assistance, dans un « laboratoire » improvisé, a découvert la nature microbienne de la peste, isolé, cultivé, caractérisé son agent et amorcé son étude épidémiologique en révélant la peste du rat causée par le même bacille et précédant la peste humaine. Dans son mémoire sur la peste bubonique de Hongkong, Yersin peut donner cette première définition scientifique de la peste: « La peste est donc une maladie contagieuse et inoculable. Il est probable que les rats en constituent le principal véhicule. »

(1) Alexandre Yersin ou le vainqueur de la peste, de Henri M. Mollaret et Jacqueline Brosollet. Collection « Les inconnus de l'histoire », Fayard, 320 p., 95 F.



Abb. 63. Wehrart in einer Schutzkleidung. Kpfr. von Paulus Fürst nach J. Columbina 1656. München, Kupferstichkabinett.

Vêtement de protection contre la peste (gravure de Furst, 1656).

### Médecine et histoire

La médecine et l'histoire entretiennent de curieux rapports. Parler histoire de la médecine, c'est à la fois tracer l'histoire d'une pratique, et celle de la souffrance humaine, des rapports au corps et à la nature. Du sorcier au chirurgien, d'Hippocrate à Semmelweis, le chemin n'est pas, loin s'en faut, fait que de médecine. C'est dire la richesse de ce domaine souvent oublié par les historiens, effrayés sans doute par l'apparente technicité du sujet.

Le mensuel *L'Histoire* publie un numéro spécial entièrement consacré à la médecine, ou plus exactement aux maladies. Joliment illustré, le numéro propose une vingtaine d'articles pour le grand public, qui retracent les grandes étapes du cheminement de l'humanité face au pathogène.

● *L'Histoire*: « Les maladies ou une histoire », n° 74, 29 F., *L'Histoire*: 57, rue de Seine, 75280 Paris CEDEX 06.

mais je n'ai pas encore le droit de l'affirmer.

Les conditions de travail, les dérangements constants dans le couloir de Kennedy Town devant de plus en plus déplaisants, le Père Vigano obtient pour Yersin l'autorisation de faire bâtir une petite paillote près du nouvel hôpital Alice Memorial. Pour 75 piastres, un entrepreneur chinois construit en deux jours une case en bambous recouverts de paille, comprenant deux pièces permettant au jeune pasteurien d'y travailler et d'y loger. Il emménage le 22 juin 1894 et installe ses tubes de culture et ses animaux d'expériences: ceux à

sin à Duclaux, qui sera communiquée par ce dernier à l'Académie des sciences le 30 juillet 1894: « Les bubons contiennent en abondance et à l'état de pureté un bacille, très petit, court, à bouts arrondis, ne se teignant pas par la méthode de Gram mais se colorant par le violet de gentiane. Chez huit malades, j'ai trouvé le bacille dans les bubons. A l'autopsie de deux pestiférés, j'ai rencontré le même microbe. Il est surtout nombreux dans les bubons, il est moins abondant dans les autres ganglions et très rare dans le sang au moment de la mort (...). Des souris inoculées avec une trace de la pulpe d'un bubon meurent en vingt-

d'une part, de ce que le courrier mettait alors quatre semaines de Saigon à Paris (auxquelles il faut ajouter le délai Hong-kong-Saigon), d'autre part de ce que Yersin précise que les cobayes inoculés meurent entre trois et six jours; il n'a pu faire l'inoculation avant le 20 juin et il a dû en attendre six jours les résultats.

Une description plus complète paraît dans le numéro de septembre 1894 des *Annales de l'Institut Pasteur* (...).

À côté de cette description précise et complète, qu'apporte Kitasato? Il publie dans le *Lancet* du 25 août 1894 une



# Une radioscopie des radios locales privées

60 000 collaborateurs, 2 600 salariés.

ELLE a un statut d'association, mais fait de la publicité, dispose d'un budget annuel moyen de 500 000 F, emploie deux à cinq salariés et une cinquantaine de collaborateurs, mais s'inquiète de l'évolution de ses ressources. Elle traite aussi bien l'information locale que l'information nationale, exprime le besoin d'une formation journalistique sérieuse et produirait volontiers des programmes « clé en main » : tel est le portrait robot de la radio locale privée française qui se dessine à la lecture d'une enquête réalisée pendant l'été 1984 sur un échantillon de deux cent cinquante radios, réparties sur l'ensemble de la France, par deux associations (Banque de programmes, organisatrice du Festival de la FM à La Rochelle, et Communication par les gens) pour le compte de plusieurs ministères et administrations. Une enquête précieuse sur le fonctionnement et l'organisation du mouvement des radios libres, une photographie d'un phénomène en mouvement constant (malgré une légère sur-représentation des radios de type associatif), et un document de travail important pour tous ceux, de plus en plus nombreux, qui sont en contact avec ces très jeunes entreprises.

Il y a d'abord la façon dont les radios se décrivent elles-mêmes et puis le statut pour lequel elles choisissent d'opter finalement. 42,8 % des stations se disent associatives (ou d'esprit associatif), 35 % se disent musicales, 24,2 % se disent informatives, 21,4 % se disent généralistes, 20,6 % se disent culturelles et 16,4 % seulement se décrivent comme commerciales. Quant au statut, 82 % des radios interrogées déclaraient avoir définitivement choisi dès l'été 1984 :

commercial pour 40 % d'entre elles, associatif sans publicité pour 29 %, associatif avec publicité pour 13 % et associatif mixte (publicité plus subventions) pour 19 %.

Les résultats sont éloquent : 16 % des radios ont un budget inférieur à 100 000 F par an ; 42 % ont un budget situé entre 100 000 F et 200 000 F ; 15 % entre 200 000 F et 300 000 F ; 13 % entre 300 000 F et 500 000 F ; 14 % ont un budget supérieur à 1 million de francs. Seules 7 % des radios interrogées pensent que leurs perspectives d'avenir en matière de financement sont très bonnes, 30 % pensent qu'elles sont bonnes, tandis que 45 % estiment qu'elles sont incertaines ou mauvaises.

Pour pallier le manque de moyens, assurer leur promotion, ou se préparer à l'avenir du « multimédia », 65 % des stations ont choisi de diversifier leurs activités. Parmi elles, 38 % offrent différentes prestations de services (animation, sonorisation...), 30 % organisent des manifestations (spectacles, concerts, conférences...), 17 % éditent un journal (souvent un « gratuit » annonçant leurs programmes),

17 % multiplient les initiatives dans l'audiovisuel (production, vidéo, télévision hertzienne).

10 % des radios affirment émettre dans un rayon inférieur à 15 kilomètres (il s'agit surtout de radios sans grands moyens et sans salariés), 64 % émettent dans un rayon allant de 15 à 30 kilomètres, 26 % diffusent leurs programmes au-delà des 30 kilomètres normalement autorisés.

On évalue au total à soixante mille le nombre de personnes collaborant à la vie des radios locales privées : 1 % des radios ont ainsi répondu avoir moins de cinq collaborateurs, 6 % entre cinq et quinze, 26 % entre seize et trente, 27 % entre trente et un et cinquante, 33 % entre cinquante et un et cent, 5 % entre cent et un cent cinquante. Les femmes sont largement minoritaires puisqu'une radio sur sept seulement affirme avoir plus de femmes que d'hommes dans son équipe. Quant à la moyenne d'âge, elle est encore très jeune puisque 3,5 % des membres de l'équipe ont moins de quinze ans, 40,5 % entre quinze et vingt-quatre ans, 37,5 % entre vingt-cinq et trente-quatre ans, 14,5 % entre trente-cinq et quarante-neuf ans, 4 % seulement au-dessus de cinquante ans. On remarque

que l'âge des animateurs est légèrement plus élevé dans les radios commerciales.

Les salariés, eux, demeurent largement minoritaires : 48 % des stations ne rémunèrent aucun collaborateur, 25 % ont entre un et deux salariés, 14 % entre trois et cinq, 10 % entre six et dix, 3 % plus de dix.

On estime ainsi qu'ils sont environ deux mille six cents salariés, soit une moyenne de deux par radio, 51 % des stations espérant être en mesure d'embaucher très prochainement.

Sans doute l'absence de sondages rigoureux interdit-elle de chiffrer de façon fiable l'audience des radios locales. Cependant, des indications fournies par les stations permettent de caractériser leur public. Ainsi, interrogées sur les catégories socio-professionnelles les plus représentées parmi leurs auditeurs, 64 % des radios ont-elles cité d'abord les étudiants et lycéens, 35 % les employés, 28 % les cadres et professions libérales, 28 % les ménagères, 26 % les commerçants et artisans, 20 % les ouvriers, 10 % les agriculteurs et 8 % les retraités.

Toujours selon les estimations des radios, la classe d'âge

la plus représentée parmi les auditeurs serait celle des 18-25 ans (49 % de l'audience des radios), suivie de celle des 25-35 ans (28 %), puis des moins de 18 ans (12 %), des 35-45 ans (8 %), des 45-55 ans (2 %), enfin des plus de 55 ans (1 %). Les auditeurs interviennent régulièrement dans la vie des stations avec lesquelles ils entretiennent souvent des contacts étroits : 95 % des radios déclarent recevoir des appels téléphoniques, de leurs auditeurs, 78 % reçoivent du courrier, 77 % des visites, 42 % des projets d'émission.

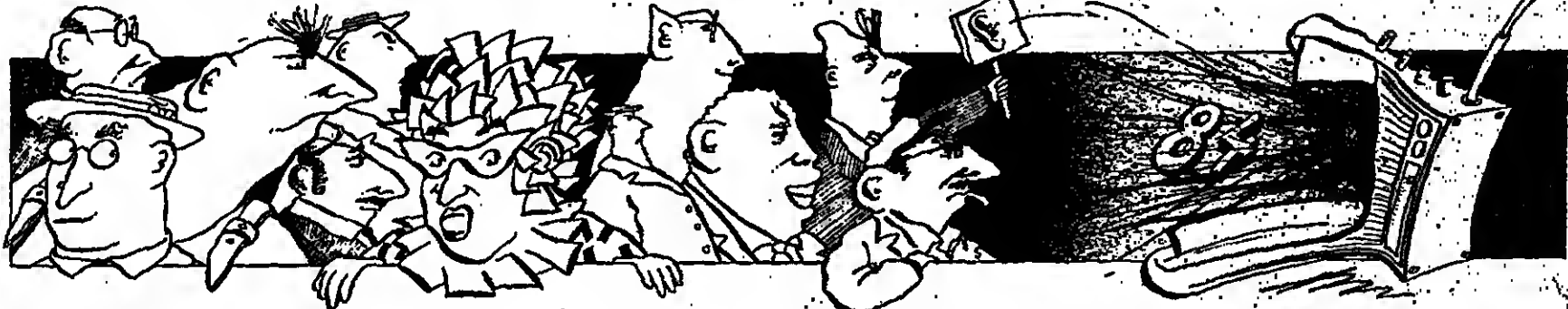
Les mairies jouent un rôle déterminant dans l'environnement des radios : 46 % des stations sont en effet en partie financées par des subventions de municipalités, lesquelles interviennent régulièrement ou occasionnellement dans la programmation de 44 % des stations. Et si 44 % des radios estiment avoir de bons rapports avec la presse quotidienne régionale, 18 % d'entre elles n'hésitent pas à faire état de mauvaises relations, notamment lorsque la presse est en position de monopole dans une région.

96 % des radios proposent des émissions régulières d'informations et, pour la

moitié d'entre elles, cette rubrique constitue avec les émissions musicales l'axe essentiel de leur programmation. 30 % des stations ont choisi de ne diffuser que des informations locales, alors que 65 % offrent un panorama plus complet de l'actualité avec des informations locales, nationales et internationales. Parmi celles-ci, 33 % affirment avoir accès directement ou avec l'aide d'un tiers à un service d'agence de presse, les autres s'inspirant de la lecture de la presse écrite, de l'écoute des périphériques (23 %) ou des stations de Radio France (26 %). Des pratiques qui sont rarement le fait de journalistes professionnels, car, dans ce domaine également, c'est le bénévolat qui prévaut : sur les 60 000 collaborateurs des radios locales privées, 6 000 environ occupent des tâches journalistiques, parmi lesquels 1 000 seulement sont salariés et 250 titulaires d'une carte de presse.

ANNICK COJEAN.

\* Le Bilan FM 84 est disponible au siège de Media 9, BP 146, 75463 Paris CEDEX 10. Tél. : 223-90-60, 250 F hors taxes.



## CEO : la réforme sur la sellette

La CFDT s'interroge sur les choix du gouvernement.

La section CFDT du Service d'observation des programmes et de la Cécité d'études d'action a réagi à notre article sur la réforme du CEO (le Monde du 13 décembre 1984). Elle regrette que soit enterrée l'idée d'un « observatoire de la communication ».

La loi du 29 juillet 1983 sur la communication audiovisuelle décrit le statut des sociétés et établissements publics qui composent le service public de radio et de télévision, en les plaçant sous la surveillance de plusieurs institutions, notamment la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Dans son article 76, elle prévoit aussi la création de nouveaux organismes, à condition qu'ils prennent la forme de sociétés ou de groupements d'intérêt économique et qu'ils rendent des services communs à des sociétés existantes.

Dans ce vaste dispositif, un outil de taille : la Centre d'études d'opinion qui, depuis 1974, sert de service public de l'audiovisuel, en mesurant l'audience de ses programmes et plus généralement les attentes du public à l'égard de la radio et de la télévision. Le législateur a sans doute reculé devant la tâche difficile de repositionner le CEO dans cet ensemble, tâche d'autant plus ardue qu'il est utile à la fois aux institutions du titre III de la loi et aux sociétés décrites au titre III. Faut-il imputer cet oubli au fait que le CEO a deux visages que nous ne pouvons nous résoudre à considérer comme inconciliables : bureau d'études des sociétés de programmes mais aussi outil d'analyse de la communication radio-phonique et télévisuelle, tâche qu'il partage avec le Service d'observation des programmes, qui s'occupe de la partie diffusion et contenu des émissions - pour le compte des institutions régulant ce vaste secteur et pour le compte de l'Etat, financeur principal du système audiovisuel public ?

1982 n'a donc pas eu lieu au CEO. Les perspectives s'en sont trouvées réduites. Face à une opposition politique renforcée et particulièrement sensible du côté des médias, le gou-

vernement renonce à la solution de l'établissement public à caractère industriel et commercial (CEPIC) non prévue à l'article 76 et qui oblige à passer par le Parlement. Ce projet était sans doute le bon et doit rester présent à l'esprit pour apprécier le scénario finalement retenu. Doté de ce statut, le CEO aurait pu développer, à l'image de l'Institut national de la communication audiovisuelle, une mission « interne » à l'audiovisuel public, et « externe » en direction de ses institutions et du pays. L'INA, de son côté, rend service aux sociétés - en forment ses agents par exemple - et sert de « mémoire télévisuelle et radiophonique » de la France.

Qui va assurer désormais les missions « externes » du CEO, que l'on a réduit, à tort, à une forme de contrôle de l'Etat sur le secteur ? Le gouvernement indique qu'il réfléchit à la création d'une équipe qui suivra contenu et audience des programmes du service public. Il voudrait même faire plus en reliant ces données à des indicateurs de gestion (personnel, fonds versés à la création, etc.). Quoi qu'en dise M. Filloud (dans une note adressée le 16 novembre 1984 au chef du service juridique et technique de l'information), c'est bien la preuve que le CEO ne gardera pas toutes ses fonctions actuelles. Chaque ministère suit, grâce à un service statistique, le secteur dont il a la tutelle ; on ne voit pas pourquoi il n'en serait pas de même pour la communication audiovisuelle.

Ainsi, le projet « Filloud » est enterré, et avec lui une idée nouvelle pourtant prometteuse : la création d'un observatoire de l'audiovisuel. Confrontant offre et demande, il aurait étudié dans leur complexité grandissante - avec l'allongement du temps de diffusion et la multiplication des radios et télévisions - les deux termes de la programmation radio et télévision. Une telle approche se révèle nécessaire pour renvoyer aux sociétés de l'audiovisuel public, aux institutions et au public une image fidèle de ce que sont la radio et la télévision. Une image à coup sûr plus vraie que des sondages au coup par coup publiés ici ou là, à grand renfort de publicité. Une image essen-

tielle au moment où les stations publiques ont à montrer leur originalité à côté de nombreux canaux privés, existants ou à venir.

La société anonyme de droit privé qui remplace ce projet autorise une forme de commercialisation plus hardie qu'avec un EPIC, au risque de compromettre à terme la valeur des mesures d'audience et d'attirer la concurrence. La simple vente de résultats envisagée auparavant aurait permis d'assurer plus facilement le financement d'outils statistiques coûteux, tout en gardant intacte l'impartialité des chiffres d'audience, dans la mesure où les sociétés du secteur public n'auraient pas été confrontées aux agences de publicité. Aujourd'hui, rien ne permet d'assurer que la part de capital cédée à des diffuseurs privés ou parapublics (Canal Plus, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, la Société française de radiodiffusion...) n'englobera pas une partie des chiffres d'audience, ceux-ci dans le capital, le gouvernement souhaite aujourd'hui fidéliser ses clients et tenter de juguler, du même coup, la tentation de créer un système concurrent de mesure automatique de l'audience. La sélection des actionnaires ne risque-t-elle pas, au contraire, d'attirer cette concurrence ? Ce serait le cas si annonceurs et agences de publicité, dont le poids grossit au sein du Centre d'études des supports de publicité - établissement des projets ambitieux après avoir été déconstruits.

Le choix du gouvernement comporte des risques : risque d'une alliance contre nature entre publicitaires et supports de radiodiffusion, risque de mal assurer le suivi statistique de l'audiovisuel en France. Dès juillet 1984, la CFDT les avait analysés dans un document. Quoi qu'il en soit, la réussite d'une telle entreprise ne se jugera pas à la quantité d'acheteurs de chiffres d'audience. Elle se mesurera à la capacité d'entendre des sociétés du secteur public entre elles d'une part, avec le CEO d'autre part. Une telle coopération sera utile à chaque société comme à l'entité qu'elles représentent ensemble dans un secteur en pleine expansion. Il faut aussi y croire.

## Publi-Regards

### Chevrans-vapeur

La nouvelle campagne de Citroën.

LA chasse aux grands prix 85 de la création publicitaire est ouverte. Sur la ligne de départ, un tandem de poids : Citroën et l'agence Roux-Séguela, Cayzac et Goudard (RSCG). Leur poulailler : un spot télé et cinéma de 45 secondes intitulé « Les chevrons sauvages » qui vient de faire un tabac de tous les diables sur le petit écran.

Chaque année pour les fêtes, Citroën demande à son agence de publicité une campagne non sur ses produits mais sur son nom, une carte de vœux étonnante et forte. C'est l'affichiste-rni Savignac qui depuis trois ans réalise cette campagne autour du slogan « Ça décoiffe ». « Nous étions arrivés tout à fait au bout de cette idée-là, explique Richard Raynal, directeur de création chez RSCG en charge des budgets de Citroën. C'était beau, c'était fort, plein de poésie. Une poésie renforcée par le romantisme de Julien Clerc et son « J'aime, j'aime, j'aime » pour la BX. J'ai eu peur qu'un devienne un peu mou, que l'on fasse oublier au public l'effort prodigieux que Citroën accomplissait pour la motorisation de ses modèles. Il fallait absolument renaitre sans nous rendre, casser une image de confort bourgeois et dire l'autre vérité des produits de la marque ».

Ainsi est née au printemps l'idée de la campagne CX, organisée autour de la vitesse et de la « beauté sauvage » incarnée par Grace Jones, chanteuse et actrice noire très remarquée au cinéma dans le deuxième épisode de Conan le

barbare. Puis, au mois de juillet dernier, Richard Raynal, cherchant de nouvelles pistes, a décidé d'aller plus loin sur celle de la sauvagerie. Les chevrons de Citroën, l'emblème de la société, allaient devenir sauvages eux aussi.

Le directeur de création de RSCG pense tout de suite à utiliser des chevaux pour dessiner ces chevrons en vraie grandeur. Les chevaux blancs de Camargue sont vite abandonnés : le blanc est trop mythique, et puis on n'est pas sûr d'avoir toujours très beaux temps dans cette région. Les chevaux noirs le sont aussi : « Le noir, c'est l'enfer », se dit Richard Raynal. Alors on choisira des alezans, plus faciles à assortir en troupeau.

Après plusieurs voyages de repérage sous des latitudes clémentes, et en accord avec Bernard Verley, producteur du film, c'est l'Australie qui est retenue. Pour les scènes de sortie de garage et de cavalcade dans les rues, on obtient l'accord de la ville de Sydney. Pour le tournage du chevron, on choisit l'Outback, un désert situé à plus de mille kilomètres de la capitale, où a été tourné le film Mad Max. Pour le dressage des chevaux, on fait appel à Denis Hunt, le dresseur de la Rivière d'argent. La direction de la photographie est confiée à Jerry Fischer, chef opérateur de Joseph Losey et de John Huston.

Il faudra cinq jours de tournage pour réaliser la séquence du chevron dans le désert. Le second chevron apparaissant à

l'écran est obtenu par la superposition du premier en léger décalage. Trois véhicules 4x4 tirent un câble auquel une dizaine de chevaux « leaders » sont attachés, une soixantaine d'autres venant les rejoindre spontanément. Ou presque, car Denis Hunt a répété la scène plus de trois semaines, après cinq mois d'entraînement.

Seules quelques scènes de sortie de garage sont tournées à Sydney, après les protestations de la SPA locale puis la rétractation de la ville. La cavalcade dans les buildings a finalement lieu à Jacksonville, en Floride, où les autorités acceptent de fermer pour deux jours à la circulation la Maio Street ainsi que le pont qui la prolonge. Ce qui vaut à Bernard Verley d'être surnommé « aux États-Unis » l'homme qui bloque la Floride ». C'est lui qui, quelques mois plus tôt, avait fait fermer une semaine le pont qui relie Key Largo à Key West pour le tournage du film consacré à la Renault 25.

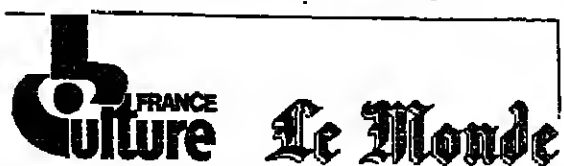
Au total, la réalisation du film aura coûté plus de 3 millions de francs. Gros budget pour un film publicitaire, mais rien d'extraordinaire si on le compare aux 3,2 millions de la Renault 25 ou aux 3,5 millions de la Renault Supercin.

Et puis c'est le prix à payer pour frapper l'esprit du public et se distinguer de la concurrence. Enfin, ce concept « sauvage » pourrait bien devenir le nouveau leitmotiv des campagnes de la marque. A quand la « Visa qui décoiffe sauvage » ?

OLIVIER SCHMITT.



UNE SÉRIE D'ÉMISSIONS



**Gaspillage, pénurie : ces deux termes caractérisent l'économie de nos sociétés industrielles modernes et celle des sociétés rurales traditionnelles et les opposent. Ce contraste a intéressé l'ethnologue qu'est Suzanne Lallemand, chargée de recherches au CNRS, et l'a conduit à souhaiter interroger un technicien spécialiste du traitement des déchets : M. Philbert de Parseval. Les déchets n'existent que dans une économie d'abondance ; leur récupération, leur traitement a même obligé à créer une industrie nouvelle peu connue, qui mérite de l'être.**

**S. Lallemand.** — Dans les sociétés de savane que j'étudie, l'ordure, et notamment l'ordure ménagère, est très rare : la modeste de sa proportion en tout cas ne pourrait qu'étonner l'habitant des sociétés industrielles. Le déchet alimentaire est rare, les récipients sont fabriqués artisanalement en vue d'une longue durée, et les emballages sont naturellement absents. L'une des raisons de ma curiosité s'agissant des déchets est de mesurer la distance qui sépare ces sociétés de celles qu'étudie P. de Parseval. Aux yeux de l'ethnologue ruraliste en Afrique, le déchet apparaît comme la preuve tangible du surplus. Mais cette définition est sans doute approximative et incomplète.

**P. de Parseval.** — Le terme de déchet évoque pour nous un produit déchu, déclassé. Rappelons-en la définition juridique : « Tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon ». A partir du seul vocabulaire, on peut mettre en place une véritable géographie du déchet. Citons, pour les termes généraux, détritus, épave, immondices, rebut... ou encore dans les domaines plus spécifiques de l'aliment épluchures, restes... du vêtement loques, guenilles, chiffes, haillons... du ménage balayures, bris... de l'industrie rejets, scories, effluents, chutes...

**S. Lallemand.** — Il est, je pense, possible de faire un historique du déchet. Sous l'Antique Régime, ils devaient être assez semblables à ceux que je trouve aujourd'hui dans les zones rurales africaines.

**P. de Parseval.** — A Jérusalem, les Hébreux entreposaient leurs déchets dans une vallée proche, qui brûlaient sans cesse, la géhenne. Au Moyen Age, on les déversait dans la rue, et encore sous Louis XIV il était impossible de circuler dans les rues de Paris sans se souiller. C'est seulement en 1844 que les maires, chargés de la police des communes et partant de la salubrité, furent tenus d'organiser la collecte des ordures. En 1884, le préfet

**France-Culture, samedi 12 janvier, à 19 h 15 : Suzanne Lallemand, Philbert de Parseval (rediffusion le mercredi 16 janvier à 14 h 30).**  
**Samedi 19 janvier, à 19 h 15 : Philbert de Parseval, Elisabeth Catta (rediffusion le mercredi 23 janvier à 14 h 30).**

Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

**COTE D'AZUR - 06500 MENTON**  
Hôtel CÉLINE-ROSE \*\* 800 57, avenue de Sospel  
Tél. 063 29-20-35. Chèques et cartes de crédit  
cuisine et snack-bar, café, bar, piscine, tennis, parking  
Piscine compl. ext. 04-45 : 163 F à 180 F TTC.

**PLAGE MIDI. Parc loisirs.**  
Choix de locations. Déjeuner, tarif groupé.  
BOISSET, 34 SÉRICAN (67) 32-26-17.

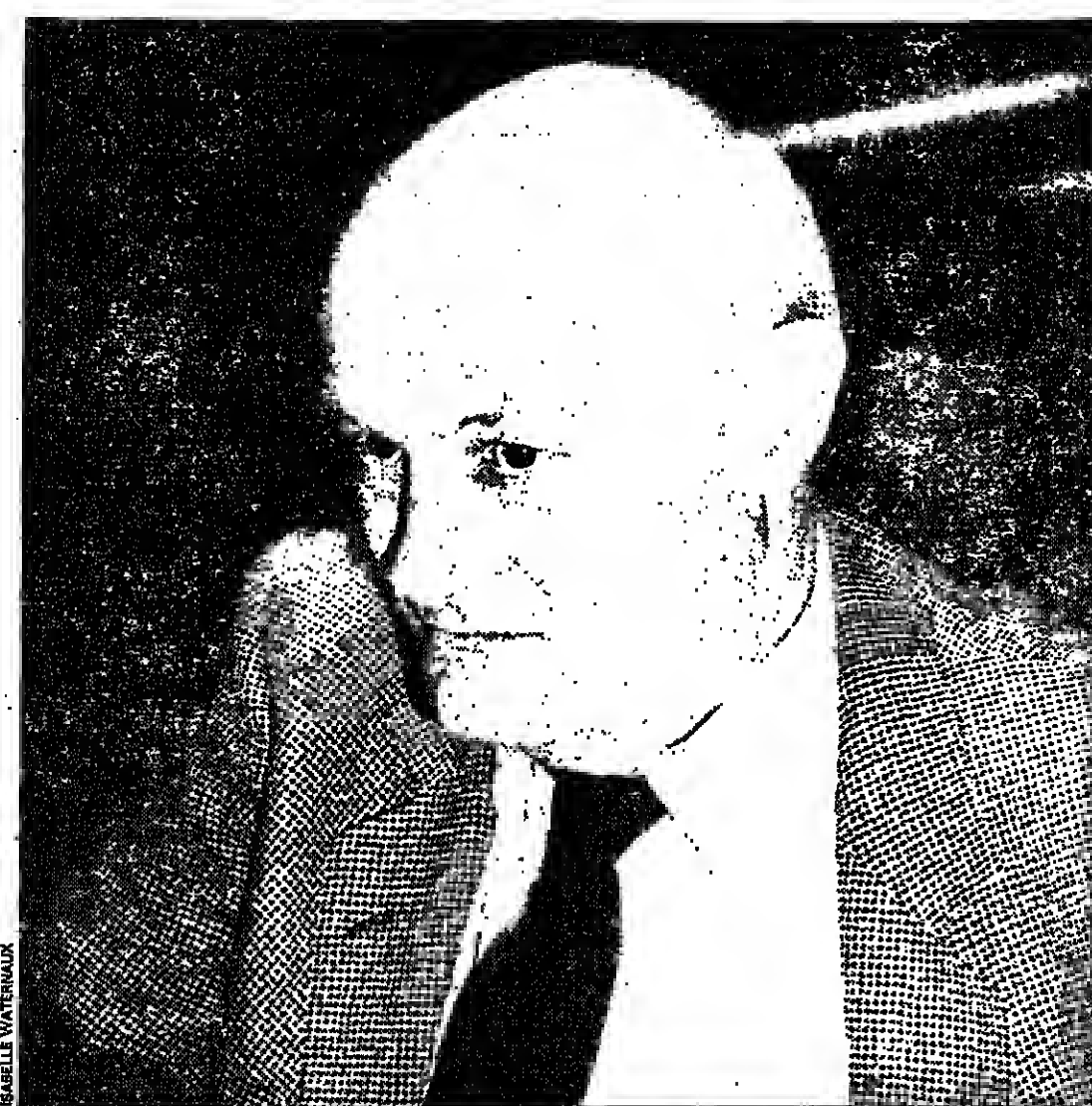
Vins et alcools

**MERCUREY A.O.C.** Vente directe  
12 bouteilles 1981 : 396 F TTC franco dom.  
TARIF SUR DEMANDE - Tél. (85) 47-13-94  
Louis Merdier, viticulteur, 71500 Mercurey.

**VINS VINS D'ALSACE médailles**  
CHARLES SCHLERET propriétaire-viticulteur à 68230 TURCKHEIM

Poubelles de riches

« Passage du témoin » de Suzanne Lallemand à Philbert de Parseval.



Philbert de Parseval, cinquante-quatre ans, est directeur à la Compagnie générale d'entreprise automobile, filiale de la Compagnie générale des eaux.

Poubelle, qui attacha son nom au récipient qu'il rendit obligatoire, réglementa cette collecte dans Paris, alors limitée aux seuls déchets putrescibles. Jusqu'à l'avènement de la poubelle plastique, des générations de Parisiens ont été réveillés à l'heure des ébroueurs par le bruit des récipients métalliques.

**J.-F. Simon.** — Le problème des déchets naît donc avec la société industrielle ?

**P. de Parseval.** — Exactement. Avant 1950, en région parisienne, les paysans payaient pour recevoir les « gadoues vertes » épanchées sur les champs pour servir d'engrais. La nature des déchets se modifiant progressivement avec la part croissante des emballages ou des plastiques, il fallut trouver ensuite un mode de destruction plus sophistiqué, autre bien sûr que la décharge sauvage.

**S. Lallemand.** — Le poids des déchets quotidiens d'une population rurale au Togo ou au Burkina ne doit pas dépasser une centaine de grammes. Qu'en est-il dans notre société, et les déchets sont-ils les mêmes en milieu rural et en milieu urbain ?

**P. de Parseval.** — On estime actuellement la production annuelle moyenne de déchets à 300 kg par habitant en milieu urbain. En milieu rural, ce chiffre tombe à 200-250 kg. Il y existe de multiples possibilités de stockage, tant dans les jardins que sur un éventuel tas de fumier. De plus, la collecte des ordures y est récente, rendue obligatoire seulement depuis 1975 pour les communes de plus de cinq cents habitants et s'effectue avec des fréquences de ramassage plus réduites. Tout cela explique la di-

minution des quantités ramassées.

**J.-F. Simon.** — Constate-t-on une diminution sensible du volume des déchets depuis la pratique systématique de la récupération ?

**P. de Parseval.** — A partir de 1975, l'impératif des économies d'énergie a conduit à la mise en place de collectes sélectives du verre, des plastiques, du papier, en vue d'une récupération. La multiplication de ce type de collectes a bien entendu contribué à diminuer les quantités et les volumes recueillis quotidiennement dans la benne à ordures.

**S. Lallemand.** — La composition des poubelles en France doit différer très fortement de celles des populations Mossi ou Kotokoli, où d'ailleurs il n'en existe pas à proprement parler. Les restes des repas profitent aux animaux domestiques. Par ailleurs, des objets comme les calesses, sans valeur monétaire même sur les lieux, sont raccommodées jusqu'à l'extrême limite de l'usage. Les poubelles brisées sont réutilisées à des fins nouvelles comme le transport des braves, les vêtements usagés sont portés sur la tête par les femmes qui assurent le transport des denrées ; aussi l'objet abandonné sur le trottoir est-il rarissime.

**P. de Parseval.** — Ces pratiques ne sont pas très éloignées de celles qui avaient cours par le passé dans nos campagnes. J'ai encore le souvenir d'une personne âgée qui conservait dans son grenier une boîte portant l'étiquette « Boute de ficelle inutilisable ».

« Pour en revenir à la poubelle de la ménagère, les pourcentages en poids par catégorie de déchets donnent les ordres de grandeur suivants : papier de 25 % à 35 % ; matières animales et végétales 15 % à 35 % ; verre de 5 % à 10 % ; métaux de même ; plastiques de 3 % à 6 % ; textile de 1 % à 5 % ; enfin éléments fins de 10 % à 20 %. La catégorie des déchets putrescibles a très lentement diminué ces dernières décennies.

**S. Lallemand.** — Un type de récupération vise à la production du même par le même, ainsi à partir des déchets de papier fabrique-t-on du papier recyclé. Un autre consiste à reprendre l'objet trouvé sur la décharge pour l'utiliser à des fins esthétiques ou utilitaires qui en pervertissent la fonction originelle. On assiste dans les

zones urbaines d'Afrique, où le déchet industriel a fait son apparition, à des formes de récupération inattendues. Ainsi les vieilles voitures sont-elles systématiquement décapotées et les pièces réutilisées à d'autres fins par les artisans locaux. De même, la boîte de conserve, la boîte de pilchards notamment, peut vous être rattachée très cher dans certains coins de brousse, non pour son contenu, mais pour être transformée en merveilleux instrument de musique. Trouvez-vous ce type de réutilisation dans nos pays ou se limite-t-on à la première fonction de l'objet ?

**P. de Parseval.** — On ne rencontre ce type de réutilisation qu'accessoirement dans nos pays, à des fins artistiques le plus souvent. La fabrication du même par le même est fréquente. En revanche, effectivement, le mode de valorisation le plus employé reste la production d'énergie : incinération ou transformation en combustibles.

**J.-F. Simon.** — N'oublions pas non plus les marchés aux puces alimentaires en partie par les chineurs. A preuve, le succès remporté à Paris par les grandes benues destinées au ramassage des objets encombrants et toujours en partie vidées...

**P. de Parseval.** — Effectivement, ces benues devaient permettre la collecte des « monstres », c'est-à-dire des objets volumineux usagés. Mais, très vite, artisans et petits industriels comprennent qu'il était plus facile pour eux de déverser là leurs déchets que de payer un enleveur de déchets industriels. Aussi nous fallut-il diminuer le temps de rotation de ces benues pour éviter la formation d'une véritable décharge sauvage où des gens, de toutes conditions sociales, venaient fouiller et trier ce qui les intéressait.

**S. Lallemand.** — J'avoue quelque sympathie pour ces décharges qui permettent les récupérations esthétiques ou utilitaires inattendues que l'on pratique actuellement dans le tiers-monde. Mais ne sont-elles pas amenées à disparaître, et où entrepose-t-on actuellement les déchets urbains ?

**P. de Parseval.** — A Paris, les déchets sont déversés au TIRU — traitement industriel des résidus urbains — géré par EDF sous le contrôle de la mairie de Paris. Quatre usines en

hanlieue traitent 2 000 tonnes d'ordures par jour. L'énergie obtenue par incinération est pour une part injectée sous forme de vapeur dans le réseau de chauffage urbain ; le reste sert à la production d'électricité. Les économies d'échelle réalisées et l'ampleur de la récupération ont permis d'abaisser le coût de la destruction de 1 tonne d'ordures à 60 F. Pour pallier d'éventuelles pannes ou grèves dans ces usines, les déchets restent néanmoins indispensables. En France, la moitié des ordures ménagères collectées vont actuellement en décharges. Depuis 1975, les pouvoirs publics se sont efforcés de résorber les dépôts sauvages et d'inciter les gens à porter leurs déchets dans des points contrôlés et aménagés conformément à une réglementation précise.

« Trois classes de déchets sont répertoriées : la première, destinée à recevoir les déchets industriels spéciaux ou toxiques ; la seconde, les ordures ménagères et les déchets industriels banals ; la troisième, les déchets neutres comme les débris. Si la production annuelle d'ordures ménagères est de 15 millions de tonnes, celle des déchets industriels s'élève à 150 millions de tonnes ; la composition de ceux-ci est la suivante : 100 millions de tonnes de déchets neutres, 35 millions de tonnes de déchets banals, 15 millions de tonnes de déchets spéciaux, dont 1 à 2 millions de tonnes seulement sont franchement toxiques et supposent un traitement spécifique.

**S. Lallemand.** — Les déchets dont vous avez la responsabilité ont perdu l'éclat et le pittoresque de ces lieux où l'on trouvait autrefois tout et n'importe quoi.

**P. de Parseval.** — Faut-il le regretter pour l'hygiène et l'environnement ? Les décharges actuelles sont soumises à une réglementation stricte. L'autorisation d'ouverture n'est délivrée qu'après une enquête de « commodo-incommodo » et d'impact sur l'environnement, et enfin avis du comité d'hygiène départemental où siègent élus, techniciens et spécialistes de l'écologie.

**S. Lallemand.** — Le récupérateur que j'évoquais tout à l'heure ne peut plus trouver sa manne sur la décharge moderne...

**P. de Parseval.** — C'est parfaitement vrai à travers les différents modes d'exploitation

utilisés maintenant pour les décharges : celles où l'on épanche un produit broyé qui par fermentation permet d'obtenir un compost grossier susceptible d'être vendu, celles où alternent couches de terre et couches d'ordures, enfin celles où les déchets sont compactés jusqu'à une densité proche de l'unité grâce à un rouleau compresseur broyeur. L'absence de fermentation aérobie permet en ce cas une conservation parfaite des objets que l'on retrouvera intacts dans le futur.

**S. Lallemand.** — Vous travaillez pour l'archéologue du troisième millénaire au détriment peut-être du malheureux qui cherche à se procurer quelques objets réutilisables...

**P. de Parseval.** — Il est sûr que la surveillance exercée sur ces sites n'en fait plus un lieu de récupération individuelle, cela au détriment du folklore et de la poésie des décharges. Faut-il le regretter ?

**J.-F. Simon.** — L'expression que vous avez utilisée tout à l'heure de « monstres » m'a paru tout à fait significative, comme si l'on associait gens et objets qu'on rejette. Pensons aux camps de romanciers auxquels les communes affectent souvent un lieu proche de la décharge sauvage...

**P. de Parseval.** — En France, la Chambre syndicale des décharges s'emploie à promouvoir l'image de marque de la décharge qui n'est plus ce lieu malsain fréquenté par des marginaux, que trop de gens imaginent. Votre remarque, en revanche, prend toute sa valeur si l'on considère le circuit d'élimination des ordures de la ville du Caire. Dans cette ville prévaut une organisation étonnante en matière de collecte des ordures : quelque douze mille *cabbalines*, sous la dépendance de musulmans qui se partagent les concessions dans les différents quartiers de la ville, transportent, pour un salaire de misère, les ordures jusqu'à une décharge où un tri systématique des objets récupérables est effectué au profit de ces musulmans. Un système analogue de concessions a été mis en place à Casablanca.

**S. Lallemand.** — Si la décharge est liée chez nous à la notion de souillure, il semble qu'il n'en aille pas de même dans les sociétés rurales africaines où on l'apprend comme un lieu ambivalent où se côtoient sacré et souillé. Les talus-dépôts sont des lieux redoutés par les Mossi notamment, qui les croient habités par des génies invisibles dont il faut se méfier. Ces génies, susceptibles d'être blessés par le dépôt des ordures, pourraient exercer leur surveillance à l'encontre des propriétaires des objets abandonnés. Trouvez-vous des représentations analogues à la conception africaine de l'ordure qui ne soient pas à proprement parler de l'ordre de la salété ?

**P. de Parseval.** — Les professionnels de la collecte et du nettoyage s'efforcent de banaliser le lieu de la décharge et les professions y ayant trait. Ce n'est que depuis une période récente que l'on a pu dissocier en France la notion de salété de celle de déchet. Cela est dû en grande partie à la réhabilitation des activités du déchet dans l'esprit du public grâce aux efforts des professionnels.

**S. Lallemand.** — Quels ont été les facteurs de cette réhabilitation ?

**P. de Parseval.** — Tous nos efforts ont consisté à donner ses lettres de noblesse à la profession et nous y sommes en partie parvenus par le biais d'une politique des salaires, par le biais, également, de l'amélioration des conditions de travail et du renforcement de l'hygiène et de la sécurité qu'ont permis l'introduction des benues mécanisées et la pratique de la collecte hermétique.



# Le marginal et l'engagé

Pierre Mendès France, François Mitterrand : deux hommes politiques, deux attitudes.

L'Institut d'histoire du temps présent et le CNRS ont organisé les 13, 14 et 15 décembre à Paris un colloque sur le thème « L'expérience Mendès France (1954-1955) et le ménéssisme ». Les travaux préparatoires font l'objet d'une publication importante — en volume, par le contenu et le travail de recherche — réalisée par l'Institut d'histoire du temps présent, 60, rue Lecourbe, 75015 Paris. La version résumée du rapport de Nicholas Wahl que nous publions en est extraite.

**P**EU-ON dire simplement que François Mitterrand a réussi là où Pierre Mendès France a échoué : mener la gauche au pouvoir pour changer la société française ? Probablement non, car, à mon sens, PMF n'avait pour ambitions principales ni de mener la gauche au pouvoir ni de changer la société française. Mendès voulait quelques réformes précises et limitées et il les cherchait au moyen d'une démonstration de leur rationalité — donc de leur nécessité — à une majorité de Français raisonnables représentant un large éventail d'opinion.

Mitterrand aussi voulait réformer, mais la nature et l'étendue des réformes étaient chez lui subordonnées à une stratégie politique : devenir chef d'un parti, créer une coalition partisane gagnante, élaborer un programme lié à cette coalition et exécuter ce programme dans le contexte des institutions et des réalités politiques existantes. Donc deux approches aux réformes provenant des différences d'âge, de tempérament, d'expériences ainsi que des origines politiques et intellectuelles. Sans entrer dans les détails biographiques connus, je vois trois différences dans leurs cheminement professionnels, qu'il faut souligner tout d'abord.

Premièrement, PMF est resté marginal à l'organisation partisane pendant toute sa vie. Jeune turc de la gauche radicale avant guerre, à peine radical et PSU pendant la Quatrième, à peine PS à la fin de sa vie, il n'était pas à l'aise dans la vie militante et il sous-estimait l'importance des partis et doctrines politiques dans



trinités politiques dans l'organisation de l'opinion et dans la course au pouvoir, et donc dans la réalisation des réformes dans la France d'après guerre. « Parler vrai » au nom du bien public suffisait pour PMF, mais malheureusement ne suffisait pas pour promouvoir des réformes dans la France de son époque. En revanche, François Mitterrand a toujours misé sur un mouvement partisan : leader des organisations de prisonniers de guerre pendant et après la guerre ; chef de l'UDSR ; créateur de la FGDS ; premier secrétaire du PS — ses stratégies et tactiques passaient toujours par l'organisation partisane. Ce choix s'accordait bien avec les systèmes politiques dans lesquels il cherchait à réussir.

Deuxièmement, PMF dédaignait les détails de la vie politique quotidienne, y compris les rouages de la vie parlementaire et électorale tout en étant très attaché à un modèle du système politique qui n'était plus praticable après la Libération. La priorité qu'il donnait à la rationalité en politique limitait sa compréhension — et son goût — pour le côté professionnel du métier. Mitterrand, par contraste, a toujours porté un grand intérêt à la composition de la classe politique, à ses traditions et ses préjugés et aux institutions politiques existantes même quand il ne les appréciait pas. C'est cette attention systématique au processus politique encore plus qu'aux questions substantielles des politiques gouvernementales qui a mis Mitterrand sur les voies du pouvoir.

Troisièmement, cet intérêt plus grand chez Mendès pour les politiques gouvernementales, ou plutôt pour la politique tout court, le rendait prisonnier de quelques problèmes, surtout économiques, auxquels il s'est consacré depuis sa jeunesse : le désordre économique et la planification comme solution — certes importante dans l'après-guerre mais essentiellement faisant partie d'une problématique des années 30. Par contre, son âge et son relatif manque de technicité en matière économique ont rendu Mitterrand plus disponible aux enjeux nouveaux comme la décolonisation, les questions Nord-Sud, l'Europe et le rôle de l'Etat dans la culture.

C'étaient là des questions qui, une fois la croissance industrielle bien engagée à la fin des années 50, passaient au centre des débats politiques et avaient un air de modernisme que la planification économique, bien entrée dans les mœurs, commençait à perdre quand le ménéssisme était à son apogée.

Passant des différences à des similitudes entre les deux hommes, on peut noter cependant qu'à la loupe ces similitudes cachent des différences de personnalité qui ont beaucoup influé sur leurs trajectoires politiques. Les conversations que j'ai eues avec les deux m'ont frappé dès le début (fin des années 50 pour PMF, les années 70 pour Mitterrand) en raison du côté juridique de leurs esprits. Tous les deux vous écoutaient intensément comme un avocat en cour d'assise écoute un témoin, puis vous répondaient par référence très directe au « texte » de votre question ou de votre analyse. Dans ce sens, tous les deux n'étaient pas du tout comme beaucoup d'hommes politiques qui prétent à vos propos une oreille distraite et en attendent impatiemment la fin pour dire un « oui » rapide avant de s'engager dans un développement de leurs propres idées, qui souvent n'ont pas grand-chose à faire avec vos questions.

Mais la réplique de Mendès était surtout une contre-expertise, corrigeant vos prémisses et vos données de base, vous rappelant les détails que vous aviez négligés, passant très rapidement sur vos questions sur les moyens politiques pratiques pour ramener la conversation au bien-fondé moral et rationnel de ses positions sur les politiques en jeu en question. Chez Mitterrand la réplique portait plutôt sur la forme de votre argumentation — sa logique interne — que sur ses fondements empiriques. Ayant démontré ces faiblesses logiques, il s'attachait à une présentation convaincante de sa position mais sans se soucier de savoir si vous étiez vraiment convaincu. Il voulait surtout vous informer de ses orientations et de ses buts.

Ni l'un ni l'autre n'étaient des interlocuteurs faciles : tendus, très sensibles aux propos critiques, guettant la moindre brèche dans votre raisonnement, ils choisissaient,

pourtant des méthodes assez différentes pour écarter la tension du débat contradictoire. Pour Mendès, la conclusion était une comptabilité des points sur lesquels on était d'accord et de ceux où l'on était en désaccord. Pour Mitterrand, c'était plutôt une syn-

thèse un peu rhétorique qui déplaçait la conversation vers un autre plan d'abstraction où de référence. J'ai conclu de ces quelques conversations que tous les deux étaient des hommes avec lesquels il n'était pas facile de travailler, mais que Mitterrand avait quand même une approche de la discussion mieux adaptée au leadership partisan que Mendès. Pour ce dernier, il fallait s'entendre sur l'analyse de la problématique aussi bien que sur le but à atteindre, tandis que chez Mitterrand l'entente pouvait être facile à condition de ne pas mettre en cause ses motivations et après s'être entendus sur les buts exprimés en termes unificateurs et abstraits. Utiliser une rhétorique simplificatrice et rassemblante pour dissiper les tensions entre groupes et individus qu'on veut coaliser pour l'action, cela, c'est la maîtrise du métier politique moderne.

Pour conclure, on peut dire que la réussite de PMF réside non pas dans ce qu'il a accompli au pouvoir — qui d'ailleurs est loin d'être mince — mais plutôt dans ce que sa personnalité, ses valeurs et sa symbolique représentaient dans l'histoire de l'après-guerre : l'éveil d'une foi dans la possibilité de réformer les institutions françaises. Son échec comme homme politique réside dans le peu de temps où il est resté au pouvoir pour mener à bien ses réformes. Cet échec est dû à la fois à son inadaptation aux nécessités générales du leadership politique moderne et aux conditions spécifiques des deux systèmes politiques d'après guerre.

Mendès était la rationalité en politique, comme Stevenson aux Etats-Unis et Gaitskill en Angleterre. Mitterrand, comme Roosevelt aux Etats-Unis et Wilson en Angleterre,

s'est bien gardé d'attendre trop de la pure rationalité en politique — c'était l'enseignement d'une longue et complexe carrière politique. Enfin, tous les deux étaient remarquablement intelligents et informés, et lancés jeunes au plus haut niveau de la politique. Mais c'est Mitterrand qui avait l'expérience la plus « utile » pour réussir dans l'après-guerre. D'avoir été onze fois ministre pendant son jeune âge, et dans des circonstances variées — de routine aussi bien que d'urgence, — cela vous donne du métier. Plus jeune de neuf ans que Mendès, Mitterrand arrivait dans la Quatrième sans les contentieux, les partis pris et des souvenirs amers d'une expérience politique de la Troisième. Il était pleinement un produit d'une époque qui primait l'organisation partisane, les équipes solides et larges, les stratégies de coalition et d'aggrégation d'intérêts — bref, une époque qui primait des pratiques nouvelles.

C'est justement parce que Mendès n'a jamais eu vraiment ni parti ni doctrine, qu'il a pu être investi des espoirs réels mais diffus qu'appellent le ménéssisme, le ménéssisme qui est entré dans l'histoire comme un tournant important, sinon décisif, de l'évolution politique contemporaine. Par contre, ayant accédé au pouvoir suprême par le biais d'un parti et d'une doctrine, Mitterrand reste vulnérable au piège-ment qui sera porté ultérieurement sur les acquis du socialisme. C'est le prix de la conquête du pouvoir dans un système politique où le président est l'ultime responsable, système que Mendès refusait par principe.

NICHOLAS WAHL,  
professeur à l'université de New-York.

## Mains propres, mains sales

**L**a politique politicienne, Pierre Mendès France n'en avait pas le goût. Il ne s'y entendait guère, handicap sérieux lorsque, en 1954, sous la IV<sup>e</sup> République, il s'agissait, pour le président du conseil, de former un gouvernement. D'autant que Pierre Mendès France manifestait l'ambition de tenir à l'écart les partis politiques ordinairement maîtres de ce genre d'exercice.

M. François Mitterrand, lui, avait appris la politique politicienne puisque de sa maîtrise dépendait le succès et l'échec de son parti. Il y était adroit. Pierre Mendès France demanda donc à François Mitterrand de placer ses talents à son service. Le second entreprit ce que le premier ne voulait et ne pouvait pas faire. Ainsi fut formé le gouvernement Mendès au sein duquel François Mitterrand détenait, selon ses vœux, le portefeuille du ministère de l'Intérieur.

L'anecdote veut pour ce qu'elle confirme des mœurs de la IV<sup>e</sup> République et pour ce qu'elle révèle de la personnalité de chacun des deux hommes. L'un est devenu mythe de la vertu politique — raison, et vérité — et l'autre une sorte de héros du mal — sectarisme et mensonge — installé à la présidence de la République. Quelle injustice !

Injustice, car le mythe qui, par contraste, exalte les traits prêtés à François Mitterrand, est fondé sur un comportement et un discours qui, depuis 1955, n'ont guère influé sur le cours de la vie politique française. L'œuvre accomplie par Pierre Mendès France, ministre de l'économie à la Libération et surtout président du conseil pendant un peu plus de sept mois (juin 1954 - février 1955), n'est de la V<sup>e</sup> République, en 1958, l'homme s'est coupé de toute perspective d'exercice du pouvoir parce que le régime créé par le général de Gaulle lui paraissait illégitime, sans avenir et de

caractère monarchique. Cette analyse, à laquelle il est resté fidèle jusqu'à la fin de sa vie, lui a interdit toute velléité de candidature pour le général de Gaulle en 1958. Sa répugnance pour le travail partisan et sa maladresse dans ce domaine — Pierre Mendès France se baladait au promenoir du parti radical et n'a jamais siégé, au PSU, ailleurs que sur un strapontin d'orchestre — l'ont empêché de rassembler ceux qui croyaient en lui.

Homme de gauche, Pierre Mendès France s'est refusé les moyens de l'action politique, il a refusé le Parti communiste. Il a refusé la bipolarisation. Il a refusé les institutions de la V<sup>e</sup> République et leur point d'ancrage électoral, l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel. En 1974, il déclarait : « J'ai été sollicité en 1955 et de nouveau en 1959. Je ne me vois pas faire campagne pour dire : « Je vous demande de voter pour moi et je vous annonce que mon premier soin sera de diminuer le pouvoir. » Je n'ai jamais été candidat aux élections présidentielles : je ne le serai ni dans deux ans, ni dans neuf ans, ni dans seize. »

Dès lors, Pierre Mendès France a parlé — et peu parlé — dans le désert. Dès lors, il a gardé les mains propres et l'âme pure. L'homme politique épris de raison et de vérité pouvait devenir figure mythique.

François Mitterrand, lui, a les mains sales. Il a conquis un parti politique, le Parti socialiste, en 1972, et en a maîtrisé le développement au prix de compromis, d'alliances réelles puis défectives et recréées, d'un discours porté par lui et qui n'était pas toujours le sien, il a incarné une stratégie d'union avec le Parti communiste, avec l'intention de casser le rôle historique de cette formation dans la vie politique française. Il a épousé — mariage de raison — les institutions de la V<sup>e</sup> République après

les avoir violemment combattues (le Coup d'Etat permanent) et prétend aujourd'hui que, dangereuses avant lui, elles ne le seront plus, qu'après lui. Il a accepté, avant 1981, de torde le cou aux réalités économiques afin d'être en mesure de tenir un discours électoral porteur.

Il n'a donc pas de la « raison » la même conception que Pierre Mendès France et ne s'est pas privé d'essayer de se débarrasser de quelques vieux mensonges. Qui a raison, qui a tort ? Celui qui a belle et forte obstination, prive du pouvoir et de l'action ou celui qui, au prix de sa propre liberté, place une obstruction sans doute moins noble au service de son pays ?

Pierre Mendès France n'a jamais voulu renouer les liens que, par son comportement, François Mitterrand lui donnait. François Mitterrand en a profité. « Un homme politique, disait Pierre Mendès France, ne pourra rien réussir s'il n'a pas derrière lui, autour de lui, comme un stimulant indispensable, l'immense volonté, l'immense attachement et la confiance du pays. »

Cela se gagne et sans doute le président du conseil de 1954-1955 l'avait obtenu. Il en jouit, par conviction, et négligeait ce qui était essentiel pour l'époque : c'est-à-dire le jeu parlementaire et celui des partis. L'opinion plutôt que les institutions. Il y a perdu le pouvoir.

M. Mitterrand, lui, après avoir joué l'opinion, éprouvé de la conquête du pouvoir sous la V<sup>e</sup> République, l'a oubliée pour s'appuyer sur des institutions qui lui mesurent la durée. Les institutions, plutôt que l'opinion, l'opinion ne le lui a pas pardonné. Les socialistes risquant d'y perdre le pouvoir, et pour longtemps.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

### « Pas moi »

**D**ANS Choisir, ouvrage qui rapporte des conversations de Pierre Mendès France avec Jean Bothorel, publié en 1974, on relève ce dialogue :

« J'ai surtout déçu ceux qui pensent à peu près ceci : l'homme au pouvoir abuse de la situation et des moyens que la Constitution lui donne pour réaliser les fins de la droite. Nous voulons maintenant un homme de gauche pour employer les mêmes procédés au profit de la gauche. Ce serait impardonnable, si le pouvoir nous était donné un jour, de ne pas en profiter pleinement nous aussi. A chacun son tour ! »

« J'ai entendu de tels propos souvent, et pas chez les premiers venus. Après un autoritarisme de droite, ils veulent un autoritarisme de gauche. Ceux-là, croyez-moi, ne m'auraient pas confié le pouvoir pour l'exercer d'une manière équilibrée, impartiale, pour être l'arbitre supérieur, ce qui est une conception de la présidence. Ils m'auraient appelé à l'Elysée pour écraser l'autre camp, comme l'autre camp l'a fait depuis 1958. Ce n'est pas la démocratie. Je ne suis pas d'accord. »

— Votre analyse laisse supposer que nous ne sommes pas à l'abri d'une présidence de gauche de style autoritaire !

— Ecoutez, il y a des hommes de gauche qui ne partagent pas mon point de vue et selon lesquels la présente Constitution, si on l'applique loyalement, est équilibrée. Ils ont, en conscience, le droit d'être candidats. Pas moi. »



# Le Puits

par Nabil Naoum

Le docteur Amad sortit une paire de jumelles de son étui et se mit à scruter le point mystérieux qui apparaissait à distance, encore mal discernable. Cela était devenu son unique espoir depuis que son automobile était tombée en panne ; les réserves d'eau touchaient à leur fin. Et tout autour le désert aride et sans limite...

« Peut-être s'y trouve-t-il quelque nomade ? », dit-il, irrité, à sa femme ; c'était le premier voyage qu'ils faisaient ensemble depuis leur mariage célébré peu de mois auparavant.

C'était la première fois que Samia voyait la région des oasis, c'était aussi sa première expérience sur de telles routes, peu praticables, et son comportement devant cette situation avait suscité l'irritation de son mari, irri-

Amad se tut subitement, le fait de parler, ajouté aux efforts qu'il prodiguait pour progresser dans les sables et à la fatigue et à l'angoisse, lui causa un malaise. Il porta la main à son cœur, et la défaillance le força à prendre appui sur le bras de Samia, puis à s'asseoir sur le sable.

La gorge sèche, Amad murmura : « C'est une baisse de tension... J'ai peur de mourir... »

Il faut continuer... »

Après quelques minutes Samia l'aidera à se relever et l'encouragea à reprendre sa marche vers le but qu'il s'était fixé. Les deux époux reprirent leur cheminement ; Amad imaginait toutes les issues possibles sans s'adresser à Samia ; de parler l'épuisait... « Ce doit être une source... Et même peut-être il s'y trouvera

du lieu. Depuis la panne, elle n'avait pas un seul instant envisagé leur mort. Ils avaient encore avec eux une gourde remplie d'eau qui leur aurait suffi à survivre quelques jours, ainsi qu'un peu de nourriture. Outre que l'excursion, depuis le début, lui avait procuré aussi peu de satisfaction que les derniers mois qu'elle venait de vivre : Amad savait tout, décidait de tout, et tranchait tout. Elle avait bien tenté au début d'exprimer ses opinions, mais, pour éviter les heurts, elle finissait toujours par se ranger à son avis.

Encore quelques minutes et ils atteindraient la tente, mais personne ne se montrait. Pour se rassurer Amad porta machinalement la main à sa ceinture où pendait un couteau qui, jusque-là, lui avait servi à peler des oranges ou

« Solut à toi, cheikh des Arabes », dit Amad depuis le seuil de la tente.

« Solut à vous », murmura l'homme, qui avait retiré de sur son visage le turban qu'il y avait mis pour dormir, découvrant ainsi un visage aux traits réguliers.

L'homme tenta de se redresser, sans y parvenir.

« Cet homme est molode », dit Samia en se dirigeant vers lui. Amad la retint vivement pour l'empêcher d'avancer.

« Attends... »

« Nous nous sommes perdus, cheikh des Arabes, continua Amad, et nous n'avons presque plus d'eau. As-tu de l'eau ? Sais-tu où est la route de Farafra ? Sais-tu où nous pourrions trouver de l'essence ? »

« Oui. »  
« Où sommes-nous ? Y a-t-il près d'ici un camp militaire ? Qui pourrait nous porter secours ? »

L'homme tenta encore de se redresser, sans y parvenir. Puis il articula :

« Le camp se trouve à près de deux heures d'ici, vers l'ouest. » Amad était maintenant rassuré. Il se leva et fit signe à Samia de le suivre.

« Cet homme est molode, Amad. Il faut faire quelque chose pour lui. »

« Le hogg o la fièvre, et nous n'avons aucun médicament avec nous. Tentons plutôt d'atteindre le camp avant la nuit et nous repasserons ici à notre retour. »

« Tu ne sais même pas où se trouve ce camp... Nous sommes maintenant en sécurité. Pourquoi se hâter ?... N'y a-t-il pas quelque médicament dans l'auto qui pourrait le soulager ? »

« Mais où sommes-nous ?... et où est donc l'auto ?... »

L'HOMME ouvrit les yeux brièvement et rencontra le regard de Samia, qui en fut troublée un instant - dans les yeux de Samia, il y eut un éclair fugitif. Elle dit avec détermination :

« Il faut le sauver. »

« Il n'a rien... Une légère hausse de température... Il faut nous hâter avant que le soleil ne se couche. »

« Allons-nous le laisser mourir ?... »

« Il ne mourra pas. Les siens vont venir le secourir. Pour nous il s'agit de ne pas perdre de temps. »

L'homme avait fermé les yeux et avait détourné la tête de cette dispute ; peut-être avait-il perdu conscience.

Samia interrogea Amad avec ressentiment :

« Sois-tu ou moins où tu vas ? »

« Oui... Comme il nous l'a dit, il n'y a que deux heures de marche jusqu'au camp. »

« Quel camp ? Le mieux serait de passer la nuit ici et de se mettre en route au matin. »

« Au contraire, il nous faut atteindre le camp dès ce soir. »

L'homme paraissait souffrir et tremblait de fièvre.

Amad sortit de la tente. Il s'arrêta sur le seuil pour tirer sa boussole qui ne l'avait pas quitté de tout le voyage et déterminer où se trouvait l'ouest. Renseigné, et sur le point de partir, il lança à Samia : « Dépêche-toi ! »

Samia lui répondit d'une voix assurée :

« Je n'irai pas. Repasse ici à ton retour pour me prendre. Je n'ai plus la force de marcher. »

« Mais si, tu es capable de marcher. Vas-tu rester seule avec cet inconnu ?... », dit Amad, reprocheur.

« Je l'attends. »

« Non... c'est moi qui vois l'attendre jusqu'à ton retour. »

Samia avait parlé avec un ton qui ne laissait aucun doute quant à ses intentions. Amad comprit qu'il était inutile de tenter de la persuader. « Tu es folle. Ce que tu veux faire est de la folie », dit-il en colère. Puis, comme dégageant sa responsabilité devant un tel entêtement : « Libre à toi... »

Et il partit.

Toute la nuit Samia veilla l'homme, refroidissant de temps en temps son front brûlant avec son propre flegme qu'elle mouillait d'eau.

C'est ainsi que passèrent les jours. Elle le soignait. Il recouvra la santé. Amad ne revint pas.

Cette nouvelle a été publiée le 17 avril 1981 par le quotidien *Al Masra*.

(Traduit de l'arabe par Luc Barbutesco et Philippe Cardinal.)

[Né en 1944 à Caïre, Nabil Naoum a publié un roman, *Al Bah*, un récit autobiographique *Yusuf Marad Marad* (traduit en anglais : *Egyptian short stories*, Heinemann, Londres 1978), et plusieurs nouvelles. L'une d'elles, *Le Puits*, a été publiée dans le *Monde* dimanche du 28 novembre 1982.]

## Poésie

## Pierre Dhainaut SOUFFLES

Au milieu des cris plus aigus, plus aigus, en cette houle, pourquoi serions-nous étrangers ? Avons-nous à choisir entre le large et l'intérieur ?

La tempête, l'embellie, n'y e-t-il qu'une vie pour le chant qui les dit ensemble ?

Le pas, le pas équilibré, seul à savoir ce que nous allons chercher sur le sable, qui s'efface, qui vient de naître.

En vain tu penses entre les arbres, si tu n'entends le neige avec ton souffle, étonne-toi, le temps te délivre, le corps s'ouvre.

Le cap, l'extrémité du regard, est-il obscur ou lumineux, ce vent qui te conduit ? C'est là que tu poursuis, tu t'enracines en repos dans le vigoureux sane bornes.

Ne ferme pas la porte, rien ne se suffit, pas même le vent, toute l'énergie dans le don se recueille, avant le jour l'air froid nous leve, jusqu'au sang.

Houle heureuse, sentiment quotidien d'avoir fini, d'avoir tant à faire, chaque parole est juste, que je ne reprends pas, qui me soulève.

Nous entrons, nous donnons un corps à l'air qui nous traverse, l'étréité est toujours matinale, la résonance.

Pierre Dhainaut est né à Lille en 1935. Il a notamment publié le *Poème commença* (Mercure de France), *Efface, efface* (Seghers), *Le Retour et le Chant* (T. Boucard), *Chemins de neige* (Le Verbe et l'Écriture), *l'Age du temps* (Sud). Il a récemment rassemblé un premier volume des œuvres de Jean Malrieu. Cette poésie est attentive aux éléments. Ici la cosmologie est quotidienne. Le sel du vent souffle à hauteur de corps.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Seul mention contraire, tous les poèmes publiés dans cette rubrique sont inédits.



tation que celui-ci imputait à la puérilité de sa compagne et son incapacité à saisir la réalité des choses.

« C'est sans doute un point d'eau au bien une tente », répétait-il en allongeant le pas comme il redescendait d'une de ces dunes mouvantes qui s'interpoussaient entre eux et le plateau à l'horizon duquel ses jumelles venaient de percevoir ce point mystérieux.

« Pourquoi ne pas rester auprès de la voiture et attendre le passage d'un véhicule ? », demanda Samia, qui peinait à le suivre dans une expédition où tout repère lui manquait.

Amad lui répondit sèchement : « Et mourir à côté ! Quand la nuit entière et une bonne partie de la matinée sont passées... et que le soleil maintenant se trouve à son zénith, sans qu'on ait vu de voiture ni personne !... »

Il s'arrêta un instant pour regarder encore dans ses jumelles ; il pouvait maintenant distinguer un arbuste auprès du point sombre.

« Nous avons perdu la route principale, Samia... », dit Amad, répétant des mots qu'il avait déjà prononcés maintes fois auparavant. Et combien de fois aussi, tout au long de la nuit, ne lui avait-il pas désigné, sur la carte, à la lumière de sa torche, cette route qu'il aurait fallu suivre et cette autre qui ne menait nulle part et que, pour leur malchance, ils avaient empruntée... « Et nous ne savons même pas de quelle distance nous nous sommes éloignés de la bonne route !... »

quelque nomade pour nous conduire à la grand-route... Ce serait triste de mourir comme cela... Peut-être n'y a-t-il personne là-bas... Mais s'il y avait quelqu'un faut-il que nous y allions ensemble... Ne vaudrait-il pas mieux que j'y aille d'abord et que Samia reste à m'attendre... »

« Il vaut mieux que tu retires ton alliance et ta montre en or », proféra-t-il enfin, ôtant lui-même sa montre et sa gourmette en or. Samia n'avait pas de semblable crainte, mais elle s'exécuta pour ne point ajouter à l'angoisse de son époux.

La distance s'amenuisait qui les séparait encore de l'endroit où il plaçait leur salut. A côté de l'arbre, désormais bien visible, apparut une petite tente en toile de couleur, autour de laquelle brouillait quelques chèvres. Et puis à côté : la margelle de pierre d'un puits, dont la vue procura à Amad un des plus intenses bonheurs de son existence. « C'est un puits... », dit-il en jubilant. « Dieu merci ! ». Les mots jaillirent de sa bouche... et Samia crut y distinguer les accents d'une invocation. « J'en étais sûr. Ah ! si seulement nous nous étions mis en route dès l'aube... nous n'aurions pas connu toute cette mortelle attente. »

Sa voix était de nouveau empreinte d'un ton de plainte et de reproche. Lasse de ses propos, Samia ne répondit rien. Il se cessait pas de parler de lui-même, de ses qualités, de ses réussites...

La joie qu'elle éprouvait à voir ce puits et cette tente était pour elle liée à la splendeur sauvage

à couper du fromage : « C'est pour vérifier qu'il est toujours là », dit-il à Samia dont il avait surpris un regard. « Il n'y a pas de chiens ici !... Cette tente serait-elle abandonnée ? »

La peur de nouveau l'envahissait. « Mais ces chèvres... », continua-t-il. Samia ne l'écoutait déjà plus, captivée qu'elle était par l'étrange situation dans laquelle elle se trouvait. Qui pouvait bien, dans ce désert sans fin, habiter cette tente... et vivre ?

AMAD s'approcha avec circonspection de la tente. Il frappa à plusieurs reprises dans ses mains pour attirer l'attention. Nulle réponse. Il jeta un regard vers Samia qui s'approchait à son tour et soulevait doucement le tapis qui servait de portière. La lumière qui inonda alors les lieux lui permit de distinguer, après un regard circulaire, un homme qui dormait dans un coin, le visage en grande partie couvert. Elle n'eut distingué pas moins sa noble physionomie ; si l'homme n'était plus tout jeune, il n'avait assurément pas dépassé la cinquantaine. Elle sentit alors la présence d'Amad à ses côtés qui se remettaient à battre des mains pour éveiller le dormeur. Elle lui dit :

« Doucement, il dort. »

« Il nous faut l'éveiller. »


« Eh ! toi, cheikh des Arabes ! », dit-il à voix basse.

L'homme ouvrit les yeux avec difficulté pour regarder vers l'entrée de la tente où se tenaient les deux étrangers dans la lumière éblouissante.





## L'aventure et les aventuriers existent-ils encore ?


**McGraw-Hill**  
 The McGraw-Hill Companies  
 1221 Avenue of the Americas  
 New York, NY 10020-1396  
 Tel: 212 512 2000  
 Fax: 212 512 2050  
 E-mail: [mcgraw-hill@mcgraw-hill.com](mailto:mcgraw-hill@mcgraw-hill.com)  
 Web: [www.mcgraw-hill.com](http://www.mcgraw-hill.com)

**nocturnes en prix mineurs**

les mardis 16, 22, 29 janvier.  
5 et 12 février jusqu'à 22 h 30

**CONDITIONS EXCEPTIONNELLES**  
du sam. 12 janvier  
au sam. 12 février

**-10%**  
sur tout  
achat  
de piano

**+ livraison gratuite**  
dans la  
région  
parisienne

**+ 2 ans d'entretien**  
1 accord  
par an  
en région  
parisienne

**+ le grand livre du**  
piano - Ed. Van Velde  
ou un disque à votre  
choix  
dans la collection  
Plurissime

17, av. Raymond Poincaré  
75116 Paris - 533 20 60 - M. Trocadéro

**pianos**  
**MAGNE**